# Plan Local d'Urbanisme

## Hugleville-en-Caux

# Rapport de présentation – tome 1

**Arrêté par le conseil communautaire le 2 décembre 2025**


**Perspectives**

**Chargé d'études**

Gauvain ALEXANDRE Urbaniste
5, Impasse du Coquetier
76116 Martainville-Epreville

# SOMMAIRE


**SOMMAIRE** 2

**INTRODUCTION** 5

**I. Contenu du PLU** 5

**II. Pourquoi élaborer un PLU à Hugleville-en-Caux ?** 6
II.1. Bilan de l'ancienne carte communale 6
II.2. Objectifs initiaux de la municipalité 8
II.3. Le cadre législatif 8

**1ÈRE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX** 12

**I. Présentation générale** 12
I.1. Situation 12
I.2. Historique 12

**II. Contexte administratif** 13
II.1. Les communes limitrophes 13
II.2. Intercommunalité 13
II.3. Le Pays du Plateau de Caux Maritime 14
II.4. Les syndicats auxquels Hugleville-en-Caux adhère 14

**III. Articulation avec les documents supra-communaux** 14
III.1. SCOT du Pays du Plateau de Caux Maritime de 2014 14
III.2. Projet de SCOT révisé 18
III.3. SRADDET Normandie 19
III.4. SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers Normands 22
III.5. SAGE des 6 vallées 25
III.6. PCAET du Plateau de Caux Maritime 27

**IV. Servitudes d'utilité publique** 28

**V. Démographie** 29
V.1. Tendances récentes 30
V.2. Caractéristiques du peuplement actuel 32

**VI. Logement** 34
VI.1. Tendances récentes 34
VI.2. Profil du parc de logements 35
VI.3. Autres caractéristiques significatives des logements 37
VI.4. Lien entre les logements et leurs occupants 40

**VII. Économie** 42
VII.1. Population active 42
VII.2. Activité locale 43

**VIII. Equipements communaux** 44

**IX. Infrastructures de déplacements** 45
IX.1. Réseau 45

IX.1. Loi Barnier 47
IX.2. Voies bruyantes 48
IX.3. Stationnement 49

**X. Mobilités 49**
X.1. Trajets domicile travail 49
X.2. Trajets scolaires 50
X.3. Trajets vers les commerces et services 51
X.4. Déplacements liés aux loisirs 51

**XI. Agriculture 52**
XI.1. Qualité des sols et leur utilisation 52
XI.2. Exploitations agricoles 54
XI.3. Enjeux 61

**2ÈME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 62**

**I. Climat 62**
I.1. Climat maritime 62
I.2. Potentiel solaire 63
I.3. Potentiel éolien 64
I.4. Qualité de l'air 65

**II. Cadre physique 66**
II.1. Relief 66
II.2. Géologie 67
II.3. Hydrogéologie 68

**III. Analyse paysagère 69**
III.1. Présentation générale 69
III.2. Répartition de l'urbanisation 72
III.3. Motifs paysagers cauchois 74
III.4. Espaces naturels et agricoles 75
III.5. Vues panoramiques et entrées de village 77
III.6. Un paysage qui évolue 80

**IV. Analyse architecturale 81**
IV.1. Formes urbaines 81
IV.2. L'architecture des constructions anciennes 82
IV.3. Une urbanisation remarquable, le clos-masure 87
IV.4. L'architecture des constructions récentes 88
IV.5. Clôtures 88

**V. Archéologie 89**

**VI. Milieux naturels et espaces remarquables 91**
VI.1. Zones Natura 2000 91
VI.2. Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique 97
VI.3. Zones humides 100
VI.4. Autres milieux non concernés 101

**VII. Trame verte et bleue 107**
VII.1. Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) 107
VII.2. La Trame Verte et Bleue sur le territoire d'Hugleville-en-Caux 109

**VIII. Risques naturels et technologiques 112**
VIII.1. Risque d'effondrement de cavité souterraine 112
VIII.2. Risque d'inondation 122

VIII.3. Retrait-gonflement des argiles 128
VIII.4. Risque technologique 130

**IX. Nuisances 130**
IX.1. Sites pollués 130
IX.2. Sites potentiellement pollués 130
IX.1. Nuisances liées aux infrastructures 131

**X. Réseaux 132**
X.1. Alimentation en eau potable 132
X.2. Défense contre l'incendie 133
X.3. Assainissement collectif 135
X.4. Assainissement individuel 135
X.5. Electricité 135
X.6. Télécommunications 136

**3ÈME PARTIE : LA CONSOMMATION DE L'ESPACE PAR L'URBANISATION 137**

**I. Consommation de l'espace par l'urbanisation 137**
I.1. Méthodologie 137
I.2. Consommation de l'espace entre 2011 et 2020 (période de référence du Zéro Artificialisation Nette) 138
I.3. Consommation de l'espace entre 2015 et 2024 (décennie précédant l'entrée en vigueur du PLU) 141

**II. Analyse de la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis 145**
II.1. Méthodologie 145
II.2. Bilan des capacités de densification et de mutation des espaces bâtis 145

# INTRODUCTION

## I. Contenu du PLU

Le plan local d'urbanisme est un document d'urbanisme communal qui détermine les **conditions d'aménagement et d'utilisation des sols**.

Véritable boîte à outils pour orienter l'aménagement du territoire et mettre en cohérence ses différents enjeux (habitat, mobilité, activités économiques, environnement…), le PLU constitue aussi un vecteur majeur de retranscription du **projet communal**.

Comme les autres documents d'urbanisme, le PLU doit viser à assurer les conditions d'une **planification durable du territoire**, prenant en compte les besoins de tous les habitants et les ressources du territoire, et conjuguant les dimensions sociales, économiques et environnementales.

Ses prescriptions s'imposent aux travaux, constructions, aménagements, plantations, affouillements ou exhaussements des sols, ainsi que, le cas échéant, aux ouvertures d'installations classées appartenant aux catégories visées par le PLU.

Le plan local d'urbanisme comprend :

- Un **rapport de présentation** (présent document) : il explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement. Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services ;
- Un **Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)** : il définit des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques. Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain ;
- Des **Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)** : elles comprennent, dans le respect des orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements ;
- Un **règlement écrit** : il fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés aux articles L101-1 à L101-3 du code de l'urbanisme. Le règlement peut définir des règles concernant la destination et la nature des constructions autorisées et comporter l'interdiction de construire ;
- Un **règlement graphique** (plan de zonage) : il délimite notamment les zones urbaines (U), les zones à urbaniser (AU), les zones agricoles (A) et les zones naturelles et forestières à protéger (N) ;
- Des **annexes** : elles comprennent des documents, indépendants du projet de PLU, apportant des informations complémentaires au public sous la compétence d'autres services, notamment la liste des Servitudes d'Utilité Publique (SUP), et selon les cas les documents spécifiques à la situation de la commune (plan d'exposition au bruit, plan de prévention des risques naturels et technologiques, etc.).

# II. Pourquoi élaborer un PLU à Hugleville-en-Caux ?

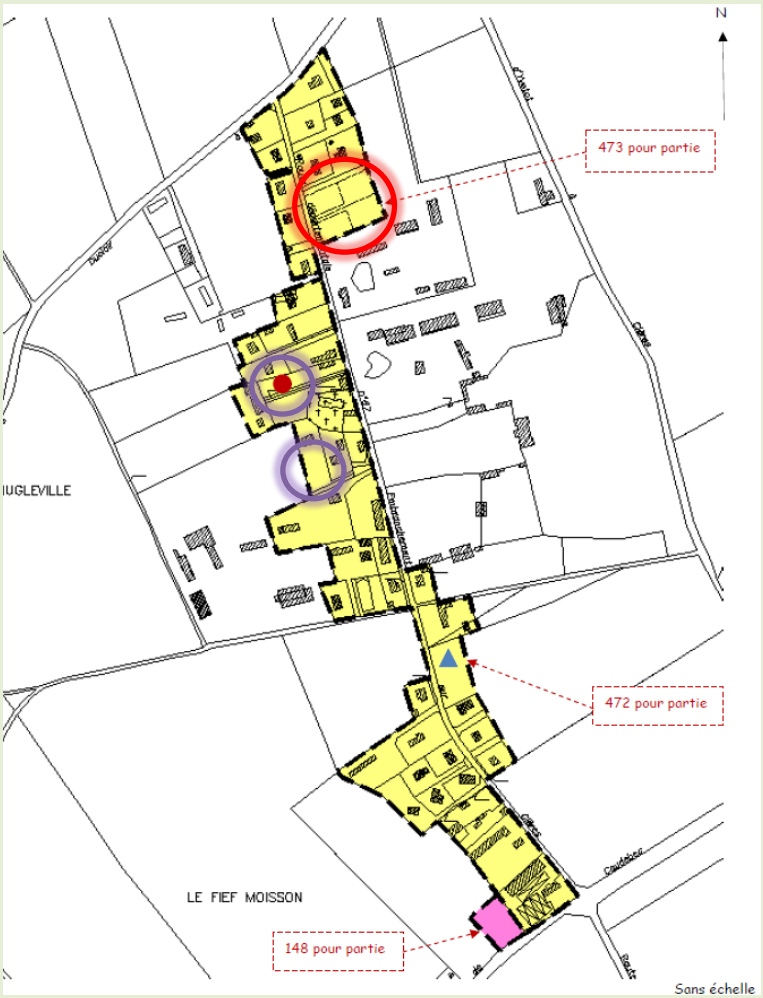
## II.1. Bilan de l'ancienne carte communale

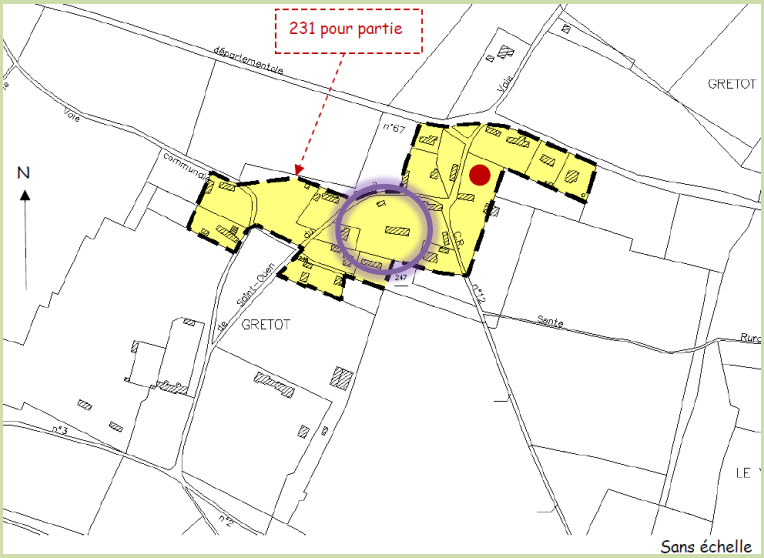
Avant la création du PLU, les droits des sols étaient régis par une carte communale, approuvée le 5 octobre 2010.

A cette époque, les élus avaient décidé que l'urbanisation n'aurait sa place **que dans le bourg d'Hugleville et à Gretot** (zones constructibles). L'objectif était d'accueillir 10 à 12 habitations supplémentaires afin de continuer à répondre très ponctuellement à la demande en logements à l'échelle du département et ce, tout en préservant le caractère rural et en maîtrisant le développement de l'urbanisation.

Selon le rapport de présentation de la carte communale, ces 10 à 12 nouvelles habitations devaient permettre, à minima, de maintenir le nombre actuel d'habitants ou bien de le faire progresser plus lentement qu'auparavant.

**Dans le bourg d'Hugleville :**

| **Prévisions initiales** | **Bilan en 2024** |
|---|---|
| La zone constructible circonscrivait le tissu bâti existant de part et d'autre de la RD467 et ce, en excluant les unités foncières au tissu bâti lâche (ancien corps de ferme au bâti caractéristique, château et ses dépendances) et les exploitations agricoles encore en activité.<br>  <br> | 2 dents-creuses ont été urbanisées depuis l'approbation de la carte communale, en 2016 et 2023.<br><br>L'une d'entre elles avait été repérée dans le rapport de présentation. |

| | |
|---|---|
| Potentiel résiduel de la Partie Actuellement Urbanisée (PAU)<br>Zone U à vocation d'habitat<br>Zone U à vocation d'activités<br>Droit de préemption envisagé par les élus pour créer du stationnement | |
| A ce découpage s'ajoutait les terrains nus suivants :<br>Une partie de la parcelle A473 du fait d'un certificat d'urbanisme positif. 4 lots étaient prévus pour accueillir de l'habitat sur un terrain exempt de risques naturels connus et non desservi par le réseau d'assainissement collectif. | Les 4 lots prévus ont été construits, en 2010 et 2011. |
| Une partie de la parcelle A472. Cette parcelle agricole (culture) était issue d'une plus grande parcelle déjà entamée par la création de trois terrains à bâtir et deux chemins d'accès au surplus depuis la RD 467. Dans le cadre de la Carte Communale, les élus avaient estimé que la frange qui bordait la RD 467 avait une vocation agricole moindre. Celle-ci pouvait accueillir un à deux lots tandis que le surplus aurait fait l'objet d'un droit de préemption pour créer du stationnement au cœur du bourg à côté de la mairie. | Aucune construction n'a été réalisée sur la parcelle A472. |
| Une partie de la parcelle A148. Un horticulteur était installé à l'angle des RD 22 et 467. Une « zone constructible à vocation d'activités » avait été créée afin de permettre à l'horticulteur d'envisager l'avenir. | Aucune construction n'a été réalisée sur la parcelle A148.<br>L'activité horticole est aujourd'hui arrêtée. |
| **A Gretot :** | |
| La zone constructible circonscrivait le tissu bâti existant au sud de la RD 467 et ce, en excluant les unités foncières au tissu bâti lâche (ancien corps de ferme au bâti caractéristique, château et ses dépendances).<br>  <br><br>Potentiel résiduel de la Partie Actuellement Urbanisée (PAU)<br>Zone U à vocation d'habitat | 4 dents-creuses ont été urbanisées depuis l'approbation de la carte communale, en 2013, 2015, 2021 et 2020.<br>Pourtant, aucune d'elles n'avait été repérée dans le rapport de présentation. |
| A cela s'ajoutait le terrain nu suivant : | Aucune construction n'a été réalisée sur la parcelle B231 qui avait été |

| | |
|---|---|
| Une partie de la parcelle B231. Cette parcelle agricole (pré) était issue d'une plus grande parcelle déjà entamée par la création d'un terrain à bâtir.<br><br>Dans le cadre de la Carte Communale, les élus ont fait le choix de permettre le développement de l'urbanisation sur une partie de ladite parcelle pour faire le lien entre deux secteurs déjà bâtis et, former à terme, une seule et même entité cohérente.<br><br>Cette parcelle pouvait accueillir trois à quatre lots. | repérée dans le rapport de présentation. |

La comparaison des recensements de l'INSEE entre 2010 et 2021 montre :

- Une évolution du nombre de logements de 156 à 164 (+8) ;
- Une progression démographique de 398 à 434 habitants (+36).

Cette évolution est notamment liée à un phénomène assez peu ordinaire. La taille moyennes des ménages a augmenté à Hugleville-en-Caux (de 2,87 à 2,96 personnes par ménage), à rebours des tendances nationales et de l'évolution classique des petites communes rurales. Grâce à ce phénomène, Hugleville-en-Caux a vu sa population augmenter assez rapidement bien que la production de logements soit restée très réduite.

## II.2. Objectifs initiaux de la municipalité

L'élaboration du PLU d'Hugleville-en-Caux a été engagée par **délibération du Conseil Municipal d'Hugleville-en-Caux du 20 octobre 2022**. Cette délibération visait un certain nombre d'objectifs initiaux, qui ont été enrichis au cours des études :

- Préservation des paysages et de l'environnement
  - Protéger les structures de type clos-masure
  - Préserver les éléments paysagers de qualité (talus plantés, haies, mares, vergers, architecture vernaculaire, …)
  - Veiller à la qualité des grandes perspectives
  - Assurer la fonctionnalité des continuités écologiques
- Cohérence urbaine
  - Préserver le caractère rural de la commune, en prenant en compte les spécificités du bourg et des différents hameaux (Grosfy, Le Vieux Butot, Gretot, La Londe, …)
  - Encourager la construction en dent-creuse
  - Ouvrir de nouvelles parcelles à l'urbanisation, en cohérence avec la capacité de la commune et les objectifs du SCOT du Pays du Plateau de Caux Maritime
  - Anticiper les besoins en équipements de la population huglevillaise
  - Faciliter les déplacements doux
  - Prendre en compte les risques naturels
- Agriculture
  - Maintenir les surfaces nécessaires à l'exercice de l'activité agricole
  - Assurer les conditions d'un bon fonctionnement des exploitations agricoles
- Energie
  - Faciliter l'amélioration des performances énergétiques du parc de logements, ainsi que l'installation de dispositifs de production d'énergies renouvelables

## II.3. Le cadre législatif

Au-delà des objectifs propres à la collectivité, déterminés lors de la prescription de l'étude du PLU, le document doit répondre aux **objectifs fixés par les différentes lois sur l'urbanisme**, retranscrits aux articles L151-1 et suivants et R151-1 et suivants.

Citons les lois et ordonnances les plus importantes, délimitant le cadre de référence des documents d'urbanisme modernes :

**Les lois Grenelle de l'environnement :**

La loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement (loi Grenelle I) et la loi du 12 juillet 2010 d'Engagement National pour l'Environnement (ENE) (loi Grenelle II) marquent l'engagement de la France pour la protection de l'environnement. Les objectifs poursuivis par ces lois sont de :

- **Lutter contre le réchauffement climatique** et de **réduire les émissions des gaz à effet de serre** ;
- **Lutter contre l'étalement urbain** et de rechercher un **aménagement économe de l'espace et des ressources** ;
- **Préserver et restaurer la biodiversité et les continuités écologiques**.

Les lois du Grenelle de l'environnement ont modifié plusieurs aspects des PLU. Elles prévoient que les PLU réalisent une analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers par le développement de l'urbanisation au cours des dix dernières années et fixent, au regard de cette analyse, des objectifs de limitation de la consommation foncière. Depuis les lois Grenelle, les PLU ne peuvent également plus s'opposer aux constructions et installations utilisant des matériaux ou dispositifs renouvelables.

**La loi ALUR :**

La loi pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové du 24 mars 2014 a été publiée au journal officiel du 26 mars. La loi ALUR a pour objectif de « réguler les dysfonctionnements du marché, à protéger les propriétaires et les locataires, et à permettre l'accroissement de l'offre de logements dans des conditions respectueuses des équilibres des territoires ».

La loi ALUR vise à moderniser l'urbanisme dans une perspective de transition écologique des territoires. Concernant les PLU, les changements apportés portent essentiellement sur trois points :

- Le transfert automatique de la compétence PLU à l'intercommunalité dans un délai de trois ans après la publication de la loi, sauf si 25% des communes représentant 20% au moins de la population s'y opposent ;
- La caducité des POS à compter du 1er janvier 2016 ;
- Le renforcement de la **densification des zones urbanisées**. Pour cela, la loi ALUR supprime les coefficients d'occupation des sols (COS) et la taille minimale des terrains constructibles. Les PLU doivent également analyser la capacité de densification du tissu déjà bâti et exposer les modalités permettant de le densifier.

**La loi NOTRE :**

La loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite « loi NOTRe », a été publiée au Journal Officiel du 8 août 2015.

La loi NOTRe constitue le 3ème volet de la réforme territoriale après la création des métropoles et le passage à 13 régions métropolitaines. Elle vise à clarifier la compétence des collectivités territoriales. A cet effet, elle supprime la clause de compétence générale pour les régions et les départements. Par ailleurs, la loi prévoit le relèvement de la taille minimale des intercommunalités, qui passe de 5 000 à 15 000 habitants (des exceptions sont toutefois prévues).

En termes d'urbanisme, la loi NOTRe confie aux régions la charge de l'aménagement durable du territoire. A ce titre, elles devront élaborer un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) qui a valeur prescriptive à l'égard des documents d'urbanisme (SCOT et PLU) et se substitue aux schémas régionaux existants.

La loi NOTRe a également assouplit le régime issu de la loi ALUR par exemple en supprimant l'interdiction d'établir un périmètre de SCOT correspondant au périmètre d'un seul EPCI ou en simplifiant les dispositions permettant à un EPCI à fiscalité propre d'achever les procédures

d'élaboration, de révision, de modification ou de mise en compatibilité des documents d'urbanisme engagées par une commune ou un autre EPCI avant qu'il soit lui-même compétent.

**L'ordonnance du 23 septembre 2015 :**

L'ordonnance du 23 septembre 2015 et les décrets du 28 décembre 2015 et du 5 janvier 2016 ont procédé à la recodification du livre 1er du code de l'urbanisme.

L'objectif principal est de faciliter l'accès et la compréhension des règles applicables en procédant à une réécriture des dispositions à droit constant. En effet, le livre 1er du code de l'urbanisme, codifié en 1973, était devenu difficilement lisible pour les utilisateurs, en raison de l'accumulation des modifications législatives et réglementaires.

Dans un **objectif de simplification et de clarification**, le plan du livre 1er a ainsi été entièrement revu, selon la logique « du général au particulier » : les principes généraux sont d'abord rappelés ; les dispositions concernent ensuite l'ensemble du territoire puis certaines parties du territoire ; ensuite les règles générales des documents d'urbanisme sont exposées, puis celles des SCOT, des PLU, des cartes communales, et enfin les dispositions diverses et transitoires.

La recodification du livre 1er du code de l'urbanisme a également permis de prendre en compte les modifications législatives issues de la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), de la loi du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, aux commerces et aux très petites entreprises (PINEL) et de la loi du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

**La loi ELAN :**

La loi portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite « Loi ELAN », contient de nombreuses dispositions dont certaines intéressent directement les documents d'urbanisme (PLU, carte communale, etc.) :

- Renforcement de la **lutte contre l'étalement urbain** et encouragement à la **densification** ;
- Précision des critères de définition du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) ;
- Possibilité d'autoriser dans les zones agricoles et forestières la construction de bâtiments de transformation et de commercialisation des produits agricoles, ou la construction de bâtiments d'accueil touristique complémentaires à l'activité agricole, à condition de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

**La loi Climat et résilience**

Issu des travaux de la Convention citoyenne pour le climat, la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets a été promulguée le 22 août 2021.

Ce texte a pour ambition de faire rentrer l'écologie dans le quotidien et d'agir en matière climatique sur tous ses aspects. En matière d'urbanisme, les objectifs les plus importants portent sur **la limitation de la consommation d'espace** :

- D'ici 2031 : diminution d'environ 50% du rythme de consommation d'espaces naturels, agricoles, et forestiers par rapport au bilan des 10 dernières années (2011-2021) ;
- D'ici 2050 : Zéro Artificialisation Nette (ZAN) grâce à l'équilibre entre le total des surfaces artificialisées et renaturées.
- Principe général d'interdiction de création de nouvelles surfaces commerciales entraînant une artificialisation des sols.

**La loi Zéro Artificialisation Nette (ZAN)**

La loi « ZAN » du 20 juillet 2023 a apporté des précisions à la trajectoire Zéro Artificialisation Nette (ZAN) introduite par la loi Climat et résilience :

- Création d'une **garantie rurale**, c'est-à-dire la possibilité de disposer d'un minimum de 1 ha pour les communes rurales engagées dans un document de planification pour la période 2021-2030. Un mécanisme de mutualisation au niveau intercommunal d'une partie des surfaces consommées est possible sous conditions ;
- Comptabilisation au niveau national (et non au niveau régional ou local) de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) par les **projets d'envergure nationale ou européenne** présentant un intérêt général majeur. Pour la décennie 2021-2031, l'enveloppe qui leur est dédiée est de 12 500 hectares ;
- Précision sur les dates de prise en compte dans les documents d'urbanisme. La trajectoire ZAN doit ainsi se décliner progressivement dans les documents de planification et d'urbanisme avant le 22 novembre 2024 pour le SRADDET, le 27 février 2027 pour les SCOT et le **22 février 2028 pour les PLUi, PLU et cartes communes**.

**L'évaluation environnementale :**

L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme résulte de la transposition française de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

L'évaluation environnementale d'un document d'urbanisme désigne la méthode utilisée par la collectivité pour concevoir son document d'urbanisme. Elle a une triple vocation :

- **Préserver l'environnement** et **limiter les incidences environnementales** ;
- Aider à la décision pour définir un **meilleur projet du point de vue des enjeux environnementaux** ;
- Rendre compte des **effets potentiels ou avérés** des projets d'urbanisme sur l'environnement.

Elle est basée sur un principe d'aller-retour entre l'élaboration du projet d'urbanisme et l'identification des enjeux environnementaux. En cas d'interactions ou d'impacts, on privilégiera l'**évitement**, puis la **réduction** et, en dernier lieu, la **compensation** des impacts.

L'évaluation environnementale d'un document d'urbanisme se traduit par :

- Un rapport de présentation au contenu spécifique, défini par le code de l'urbanisme ;
- La nécessité de saisir spécifiquement l'autorité environnementale pour recueillir son avis sur la qualité du rapport de présentation et sur la prise en compte des enjeux environnementaux.



**L'élaboration du PLU d'Hugleville-en-Caux a fait l'objet d'une évaluation environnementale.**

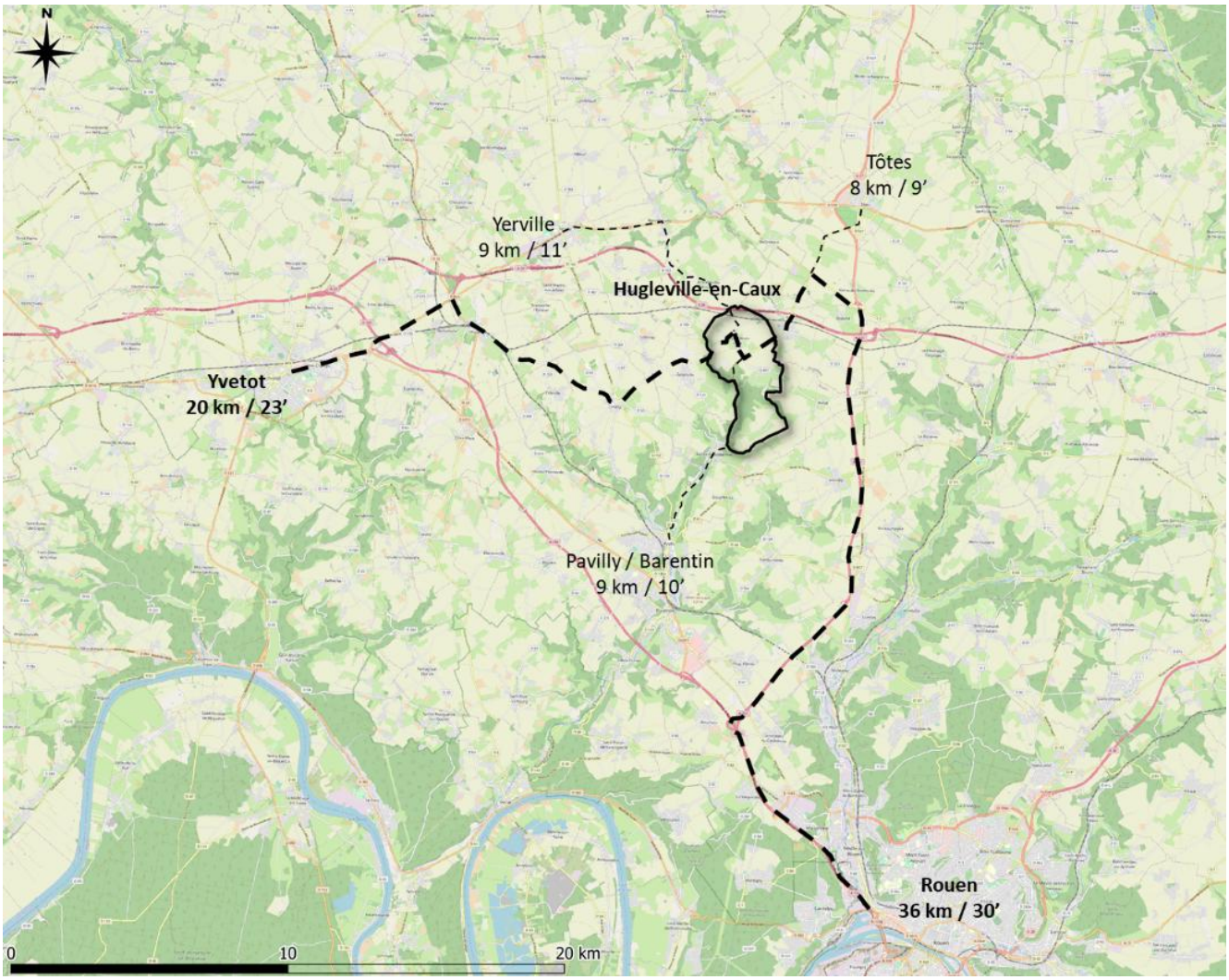
# 1ÈRE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX

## I. Présentation générale

### I.1. Situation

La commune d'Hugleville-en-Caux compte **434 habitants** (2021) et couvre **945 hectares**. Elle est située dans le département de la Seine-Maritime. Elle fait partie de l'arrondissement de Rouen et du canton de Yerville. Elle jouxte le canton de Pavilly.

Elle est associée, dans son fonctionnement quotidien, aux **pôles de proximité de Yerville, Tôtes, Pavilly et Yvetot**. Grâce à la proximité de l'échangeur A29/A151, elle est sous l'**influence de la Métropole rouennaise** avec laquelle les connexions sont rapides.




*Situation d'Hugleville-en-Caux*

### I.2. Historique

*Source : « Le Patrimoine des Communes de Seine-Maritime », FLOHIC Editions, 1997*

Le nom de la commune vient du latin « villa », domaine rural, précédé du patronyme scandinave « Hugleikr ».

*« Longtemps appelée "Mal-Assis" du nom d'une ancienne auberge située sur la route de Rouen à Saint-Laurent, Hugleville est surnommée "en-Caux" pour être différenciée de Hugleville-sur-Scie. Les seigneurs de Hugleville sont connus depuis le 11ème siècle pour avoir pris part à plusieurs croisades et s'être distingués à la victoire d'Hastings comme à la plupart des batailles de l'histoire de France. Au 13ème siècle, le seigneur d'Hugleville fait la donation du bénéfice de l'église aux chanoines de Beaulieu, tout en se réservant les droits honorifiques du patronage. Lors de la reconstruction de l'église paroissiale, en 1754, François d'Hugleville et sa mère prennent une part active dans les travaux. Le 26 février 1792, les municipaux d'Hugleville dénoncent les aristocrates des communes voisines qui se pressent à l'office du desservant réfractaire de Grosfy. Un dimanche, après les vêpres, la garde nationale envahit l'église pour y dresser un procès-verbal et enlever les vases sacrés des mains du prêtre non assermenté. »*

# II. Contexte administratif

## II.1. Les communes limitrophes

La commune d'Hugleville-en-Caux est entourée par les communes suivantes, données dans le sens des aiguilles d'une montre :

| Commune | Document d'urbanisme | Nature de la limite avec Hugleville-en-Caux |
|---|---|---|
| Ancretiéville-Saint-Victor | Carte communale | Espaces naturels et agricoles<br>Lieu-dit habité « Bacolle » (Hugleville-en-Caux) |
| Gueutteville | PLU | Espaces naturels et agricoles<br>Station d'épuration d'Hugleville-en-Caux |
| Saint-Ouen-du-Breuil | PLU | Espaces naturels et agricoles<br>Hameau du Breuil |
| Butot | Carte communale | Espaces naturels et agricoles<br>Hameaux du Vieux Butot (Hugleville-en-Caux) et Médine (Butot) |
| Sainte-Austreberthe | Carte communale | Espaces naturels et agricoles<br>Hameau des Lilas (Sainte-Austreberthe) |
| Émanville | Carte communale | Espaces naturels et agricoles<br>Lieu-dit habité « La Piotterie / La Queue de Renard » (Hugleville-en-Caux) |

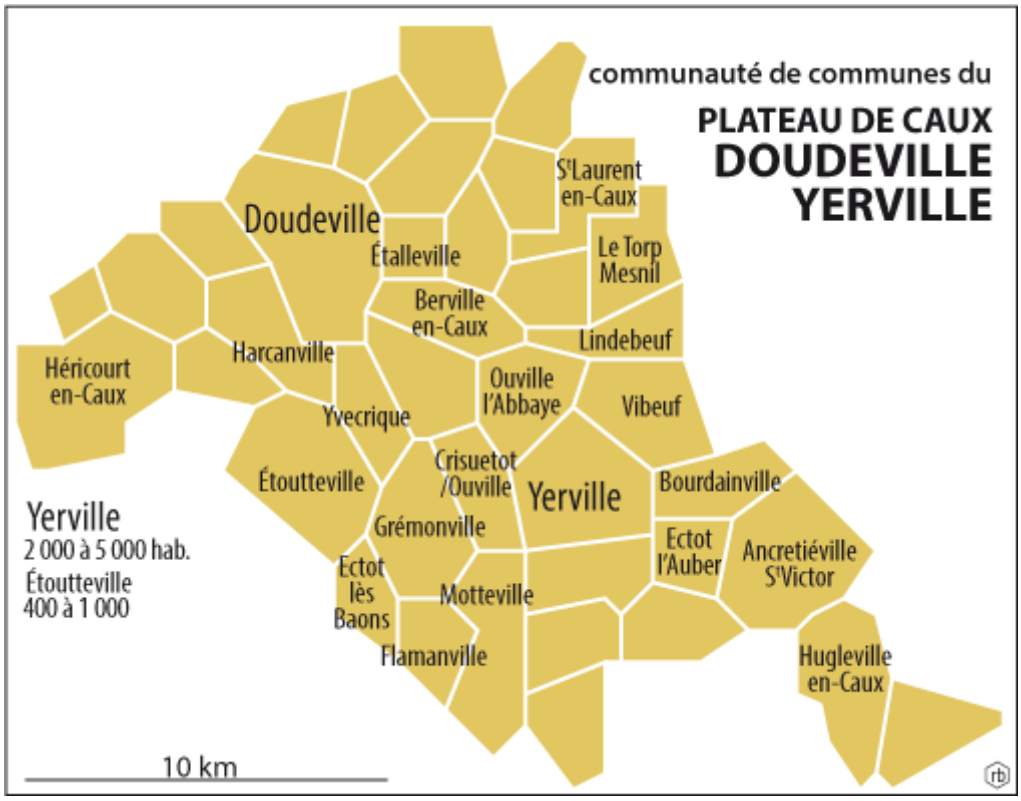
*Etat de la planification urbaine des communes limitrophes*

## II.2. Intercommunalité

Hugleville-en-Caux adhère à la **communauté de communes du Plateau de Caux** (40 communes pour 21 005 habitants).

La CCPC a récemment pris la compétence en matière de documents d'urbanisme. Elle vient de lancer des études pour élaborer un **PLUi** à l'échelle de ces 40 communes.

La transformation de la carte communale d'Hugleville-en-Caux en PLU étant bien avancée lors de cette prise de compétence, il a été décidé de terminer son élaboration (sous maîtrise d'ouvrage de la CCPC). A terme, le PLU d'Hugleville-en-Caux sera évidemment remplacé par le PLUi de la CCPC (peut-être dans 4 ans ?).




*Territoire de la CCPC*

### II.3. Le Pays du Plateau de Caux Maritime

Hugleville-en-Caux appartient au Pays du Plateau de Caux Maritime (PPCM), qui regroupe 122 communes appartenant à 3 EPCI (la Communauté de communes de la Côte d'Albâtre, la Communauté de communes Plateau de Caux et la Communauté de communes Yvetot Normandie), soit 76 792 habitants.

### II.4. Les syndicats auxquels Hugleville-en-Caux adhère

La commune d'Hugleville-en-Caux adhère aux syndicats suivants (d'après la base nationale sur l'intercommunalité banatic.interieur.gouv.fr) :

- SIVOS d'Ancretiéville - Hugleville – Butot (scolaire) ;
- SIVOS et sportive de la région d'Yerville ;
- SMAEPA de la région de Sierville (eau, assainissement) ;
- SMAEPA de la région d'Yerville (eau, assainissement) ;
- SM du bassin versant de l'Austreberthe et du Saffimbec (eaux pluviales) ;
- Syndicat départemental d'énergie de Seine-Maritime ;
- Syndicat des bassins versants Saâne, Vienne et Scie (eaux pluviales).

## III. Articulation avec les documents supra-communaux

### III.1. SCOT du Pays du Plateau de Caux Maritime de 2014

En application de l'article L131-4 du code de l'urbanisme, le PLU d'Hugleville-en-Caux doit être **compatible** avec les dispositions du **Schéma de Cohérence Territoriale** du Plateau de Caux Maritime.

Le SCOT est devenu, depuis les lois Grenelle et ALUR, le document référent pour tous les projets supra communaux, avec un rôle intégrateur vis-à-vis de l'ensemble des normes supérieures.

### III.1.1. Présentation du SCOT

*Source PPCM*

Le SCOT est une synthèse des préoccupations du développement durable, d'urbanisme et du Cadre de vie. C'est la traduction du **projet de territoire**, un document de **planification stratégique** porté par le syndicat mixte regroupant les communautés de communes pour une gestion pérenne.

Le schéma de cohérence territoriale permet de traiter globalement les enjeux du territoire couvrant à la fois un important linéaire de côte et un vaste arrière-pays, correspondant au bassin de vie, d'emploi et ayant une cohérence géographique et paysagère. Il permet d'**anticiper sur les besoins** en termes de déplacement, d'habitat et d'équipements en fonction des prévisions de développement, tout en garantissant les équilibres des ressources naturelles, l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement.

Le SCOT a été approuvé le 24 septembre 2014.

Le projet de territoire du SCOT Pays Plateau de Caux Maritime repose sur trois invariants :

- Structurer un **territoire équilibré**, **attractif** et **solidaire** qui repose sur une **croissance interne maîtrisée**

  Les élus du territoire ont choisi de travailler sur la base d'une hypothèse de croissance démographique de l'ordre de 0,40% par an (correspondant au maintien de la croissance démographique sur la période 1999-2011). Ce taux de croissance traduit la volonté de maîtriser la croissance afin d'obtenir une armature urbaine structurée entre 71 000 et 72 000 habitants en 2025. Afin d'atteindre cet objectif de territoire équilibré entre les pôles urbains et les secteurs ruraux, le SCOT du Pays Plateau de Caux Maritime a classé les communes en 5 groupes. Pour chaque groupe, des objectifs de croissance démographiques et de développement clairs et précis ont été déclinés. Les communes rurales, qui constituent la grande majorité des communes sur le territoire, sont donc sollicitées pour soutenir la croissance démographique et créer un territoire plus équilibré.

  Dans un souci de protection de l'environnement et de préservation de ses terres agricoles caractéristiques de l'identité du Pays, le SCOT préconise des objectifs ambitieux en terme de réduction de la consommation d'espaces.

  L'objectif affiché du SCOT est aussi de pouvoir s'inscrire dans une démarche d'organisation durable de la mobilité. Ceci passe notamment par la valorisation des transports en commun, par la promotion de modes alternatifs à l'usage individuel de l'automobile.

- **Protéger et valoriser les espaces et sites** du PPCM pour **conforter l'identité rurale** et la **qualité du cadre de vie**

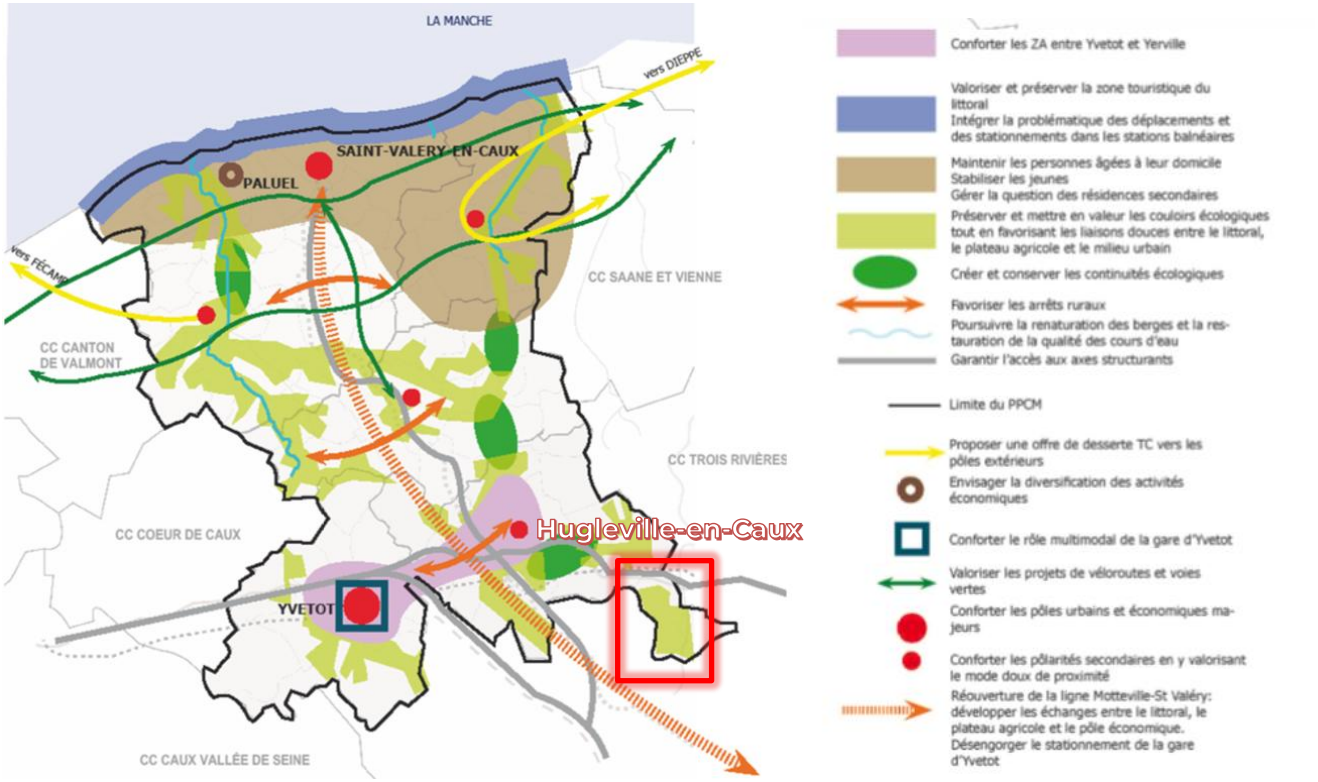
  Les élus, conscients des fortes qualités paysagères et naturelles présentent sur leur territoire, ont souhaité un SCOT avec une stratégie forte et ambitieuse de protection de l'environnement. Il s'agit avant tout de conforter l'identité du Pays et la qualité de vie en protégeant et valorisant les espaces et paysages naturels, en contrôlant l'urbanisation, en protégeant les sols et la ressource en eau. Le SCOT propose aussi de se donner les moyens de réduire les gaz à effet de serre, de réduire les émissions ainsi que les rejets polluants. Cette préservation de la qualité de vie passe aussi par une prise en compte totale des différents risques naturels et technologiques présents sur le territoire.

- Promouvoir une stratégie partagée du **développement des activités économiques** sur le territoire

  Le territoire possédant une économie diversifiée, les élus ont donc souhaité préserver et renforcer cette diversité dans les activités économiques motrices de l'économie locale.

  Le SCOT a donc pour objectif de développer une offre en zones d'activités diversifiée et hiérarchisée en créant des ZA mixtes, artisanales mais aussi spécialisées.

  L'objectif est aussi de développer et d'organiser l'offre touristique et de loisirs sur le territoire du Pays en améliorant les capacités d'hébergement, en traitant les problématiques de stationnement dans les villes littorales … Ce développement passe aussi la préservation et la valorisation des pratiques agricoles durables.




*Carte de synthèse du SCOT*

### III.1.2. Les objectifs relatifs à un développement équilibré du territoire entre les pôles urbains et secteurs ruraux

Les objectifs du SCOT sont multiples :

- Permettre de revitaliser la démographie des villes moyennes et d'encadrer le phénomène de périurbanisation qui affecte une grande partie du territoire ;
- Favoriser une plus grande concentration de la croissance démographique du territoire au plus près des pôles d'emplois et de services ;
- Permettre aux communes les plus rurales de garder un niveau de population garantissant la pérennité de leurs équipements publics et commerces et services locaux, c'est-à-dire leur permettre à minima la stabilité de la population ;
- Développer des équipements touristiques, de loisirs, culturels, d'enseignements et de formations ;
- Développer les pôles de santé.

La traduction de ces objectifs est modulée selon l'armature urbaine du Pays. Selon le niveau de services et d'équipements offerts, on distingue 5 grands groupes, à savoir :

- Groupe 1 : Les pôles urbains majeurs : Yvetot (y compris Sainte-Marie-des-Champs et Valliquerville) et Saint-Valery-en-Caux

  *Les communes du Groupe 1 ont vocation à concentrer environ 42 % de la croissance démographique prévue à l'horizon 2025.*

  *Le groupe 1 permettra le développement d'une offre en équipements complète : pôle santé, enseignement : écoles maternelles, primaire, collèges et lycées et formation professionnelle, tourisme (notamment Saint-Valery-en-Caux), culture, sports et loisirs…*

- Groupe 2 : Les pôles structurants du territoire c'est-à-dire Cany-Barville, Doudeville, Fontaine-le-Dun, Ourville-en-Caux et Yerville

  *Les communes du groupe 2 ont vocation à accueillir également une part notable de la croissance démographique, environ 21 %, prévue à l'horizon 2025.*

*Le groupe 2 permettra le développement de l'offre en équipements suivante : Maisons pluridisciplinaires de santé, enseignement : écoles maternelles primaires, collèges, tourisme, culture, sports et loisirs…*

- Groupe 3 : Les pôles secondaires : Allouville-Bellefosse, Grainville-la-Teinturière, Héricourt-en-Caux, Saint-Laurent-en-Caux et Veules-les-Roses

  *Les communes du groupe 3 ont vocation à accueillir environ 8 % de la croissance démographique prévue à l'horizon 2025.*

  *Le groupe 3 permettra le développement l'offre en équipements suivante : enseignement (maternelles et primaires), tourisme, culture, sports et loisirs…*

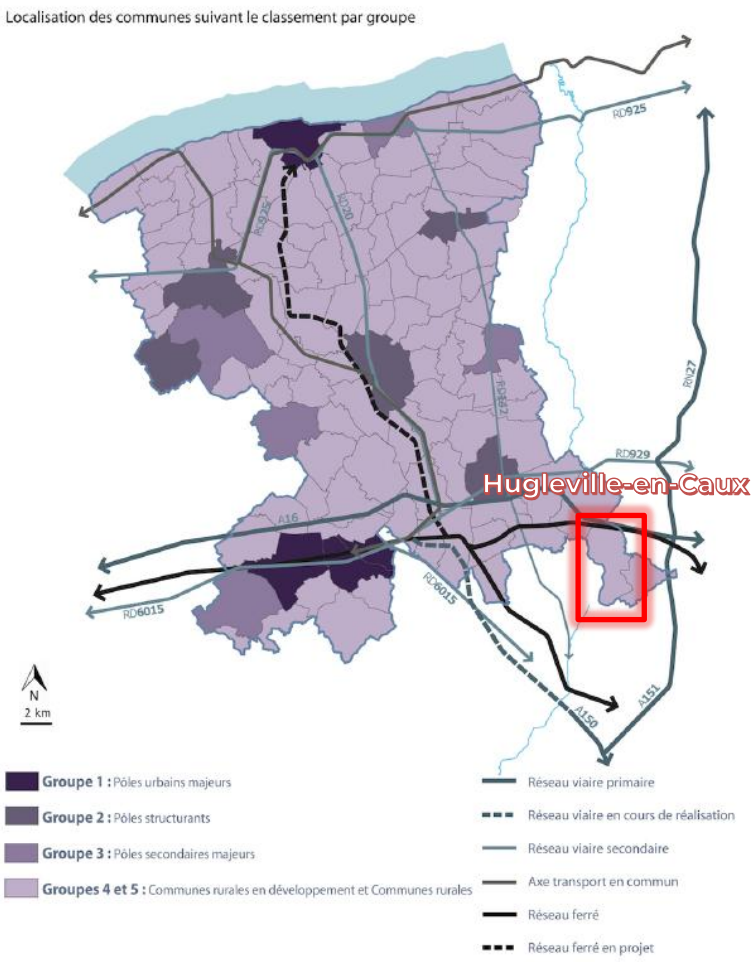
- Groupe 4 : Les communes rurales en développement : Auzebosc, Autretot, le Bourg-Dun, Criquetot-sur-Ouville, Etoutteville, La Gaillarde, Harcanville, Motteville, Néville, Ouainville, Ouville-l'Abbaye, Saint-Clair-sur-les-Monts, Saint-Pierre-le-Viger, Saint-Riquier-ès-Plains, Sasseville, Touffreville-la-Corbeline, Veauville-lès-Baons, Vittefleur, Yvecrique

  Les communes rurales en développement ont vocation à accueillir environ 16% de la croissance démographique prévue à l'horizon 2025.

- **Groupe 5 : Les communes rurales**

  Les communes du groupe 5 ont vocation à accueillir environ 13% de la croissance démographique prévue à l'horizon 2025.

  **Hugleville-en-Caux appartient au groupe 5.**




Le SCOT définit des objectifs territorialisés de production de logements :

| | GROUPE 1 | GROUPE 2 | GROUPE 3 | GROUPE 4 | GROUPE 5 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | POLES URBAINS MAJEURS | POLES STRUCTURANTS | POLES SECONDAIRES | COMMUNES RURALES EN DEVELOPPEMENT | COMMUNES RURALES | TOTAL SCOT |
| population municipale 2011 | 18859 | 9904 | 4524 | 12181 | 22031 | 67499 |
| | 28% | 15% | 7% | 18% | 33% | 100% |
| taux de construction d'objectif: nombre logts / an / 1000 hab. | 7,7 | 7,2 | 6,5 | 5,9 | 4,2 | 6,1 |
| nombre de logements à construire par an | 145 | 71 | 29 | 72 | 93 | 410 |

*Objectifs territorialisés de production de logements du SCOT (Hugleville-en-Caux appartient au groupe 5)*

Compte tenu de sa population, cet objectif de 4,2 log./an/1000 hab. correspond à un **rythme de 18 log. / 10 ans sur Hugleville-en-Caux**.

### III.1.3. Les objectifs relatifs aux consommations foncières en faveur de l'habitat

Au cours de la période 1999-2008, les consommations foncières en faveur de l'habitat ont été relativement importantes à cause de faibles densités de construction et d'une très forte dominante d'habitat individuel dans la construction neuve.

L'objectif est de réduire de moitié l'emprise foncière nette par logement à partir de 2012 (700 m² par logement) par rapport à la période précédente (1 766 m²). La densité nette moyenne augmente ainsi de 6 à 16 logements/ha et la consommation foncière nette annuelle pour l'habitat baisse de 50 ha à 25,7 ha alors que la construction neuve augmente sensiblement.

Ces 25,7 ha de foncier consommables pour l'habitat représentent 0,036 % de la surface du pays.

Cet objectif sera atteint par :

- Une augmentation relative de la part des typologies d'habitat favorisant la densité (collectifs et individuels groupés et lotissements) au détriment de l'individuel pur (logement construit sur une parcelle hors lotissement) ;
- Une augmentation des densités moyennes par typologie de logements.

**SCOT PPCM - OBJECTIFS DE CONSOMMATIONS FONCIERES NETTES**

| | Nombre habitants en 2011 | Taux de construction (nombre logements / an / 1 000 habitants | | Nombre de logements à construire / an | en % | Densité nette moyenne en logements / Ha | Consommations foncières nettes / an en Ha |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total Pays | 67 509 | 6,1 | Individuels purs libres | 108 | 26% | 10,5 | 10,3 |
| | | | Individuels groupés + lotissements + intermédiaires | 212 | 52% | 16,0 | 13,3 |
| | | | Collectifs | 90 | 22% | 42,6 | 2,1 |
| | | | Total | 410 | 100% | 16,0 | 25,7 |
| Groupe 1 | 18 859 | 7,7 | Individuels purs libres | 13 | 9% | 15,0 | 0,9 |
| | | | Individuels groupés + lotissements + intermédiaires | 52 | 36% | 25,0 | 2,1 |
| | | | Collectifs | 80 | 55% | 45,0 | 1,8 |
| | | | Total | 145 | 100% | 30,7 | 4,7 |
| Groupe 2 | 9 904 | 7,2 | Individuels purs libres | 15 | 21% | 13,0 | 1,2 |
| | | | Individuels groupés + lotissements + intermédiaires | 46 | 65% | 20,0 | 2,3 |
| | | | Collectifs | 10 | 14% | 30,0 | 0,3 |
| | | | Total | 71 | 100% | 18,8 | 3,8 |
| Groupe 3 | 4 524 | 6,5 | Individuels purs libres | 11 | 38% | 12,0 | 0,9 |
| | | | Individuels groupés + lotissements + intermédiaires | 18 | 62% | 20,0 | 0,9 |
| | | | Total | 29 | 100% | 16,0 | 1,8 |
| Groupe 4 | 12 181 | 5,9 | Individuels purs libres | 30 | 42% | 10,0 | 3,0 |
| | | | Individuels groupés + lotissements + intermédiaires | 42 | 58% | 12,0 | 3,5 |
| | | | Total | 72 | 100% | 11,1 | 6,5 |
| Groupe 5 | 22 041 | 4,2 | Individuels purs libres | 39 | 42% | 9,0 | 4,3 |
| | | | Individuels groupés + lotissements + intermédiaires | 54 | 58% | 12,0 | 4,5 |
| | | | Total | 93 | 100% | 10,5 | 8,8 |

*Objectifs territorialisés de maîtrise des consommations foncières du SCOT (Hugleville-en-Caux appartient au groupe 5)*

## III.2. Projet de SCOT révisé

La révision du schéma de cohérence territoriale a été prescrite par délibération du 23 septembre 2020. Le 8 août 2024, le conseil syndicat a débattu des orientations générales du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS). Les études ne sont donc pas terminées.

Le PAS est structuré selon 3 objectifs principaux :

1. Assurer l'équilibre du développement du Pays Plateau de Caux Maritime
2. Valoriser la qualité du cadre de vie et préserver l'identité du Pays

3. Renforcer l'attractivité et la compétitivité du territoire

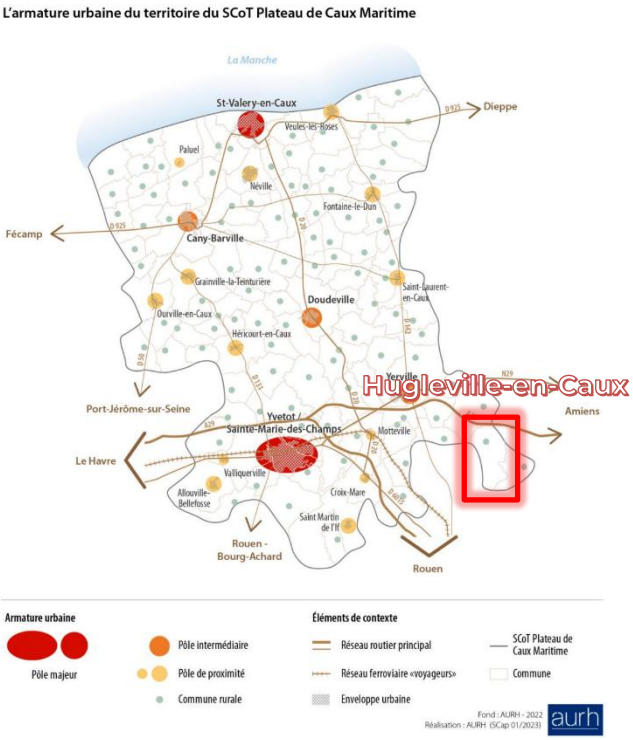
Comme dans le SCOT de 2014, le nouveau projet prend appui sur l'armature urbaine pour différencier 4 catégories de communes :

- 3 x pôles majeurs ;
- 3 x pôles intermédiaires ;
- 13 x pôles de proximité ;
- **103 x communes rurales (37 326 habitants), dont Hugleville-en-Caux fait partie.**

Cette armature implique un développement équilibré pour chaque niveau de polarité :

- Politique de l'habitat (diversification, production de logements)
- Objectifs de sobriété foncière
- Développement de l'offre en équipements / services / commerces

**Hugleville-en-Caux est repérée en tant que commune rurale.**




*Armature urbaine du SCOT*

Concrètement, le SCOT prévoit + 910 habitants à l'échelle du Pays du Plateau de Caux Maritime d'ici 2040. Pour les communes rurales, l'objectif est de stabiliser la progression démographique autour de 0,05% (+ 370 habitants).

Cela se traduit par un besoin de 134 logements par an sur l'ensemble du territoire, dont **52,5 logements par an sur les communes rurales**.

En matière de sobriété foncière, la déclinaison des objectifs du SRADDET dans le SCoT donne :

- Pour la période 2021-2030 : une enveloppe foncière de 163 ha à l'échelle du Plateau de Caux Maritime ;
- Pour la période 2031-2040 : application d'une réduction de 50% de l'artificialisation des sols par rapport à celle observée durant la décennie 2021-2030, soit une enveloppe théorique maximale de 81,5 ha.

Etant donné qu'il y a déjà eu 24 hectares consommés pour l'habitat et 12,5 ha consommés pour les activités économiques au sein de la CCPCDY, il reste potentiellement :

| | 2021-2023 | 2024-2030 | 2031-2040 |
|---|---|---|---|
| **Habitat** | 24 ha | 8,3 ha | 25,4 ha |
| **Economie** | 12,5 ha | 6 ha | 5,3 ha |

*Enveloppes foncière retenues pour la CCPCDY (données provisoires)*

## III.3. SRADDET Normandie

Avec la mise en place du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), la réorganisation territoriale intègre les nouveaux mécanismes juridiques de la planification territoriale. SRADDET, SCOT et PLU sont désormais les trois échelles qui participent conjointement à la planification et à l'aménagement des territoires. Le **SRADDET définit les orientations générales d'aménagement** ; le **SCOT définit la stratégie interterritoriale** reposant notamment sur les bassins d'emploi ; les **PLU définissent la planification opérationnelle**.

Le SRADDET est un document intégrateur. Il a pour ambition de porter les politiques régionales dans de nombreux domaines : équilibre et égalité des territoires, implantation des différentes infrastructures d'intérêt général, désenclavement des territoires ruraux, habitat, gestion économe de l'espace, intermodalité et développement des transports, maîtrise et valorisation de l'énergie, lutte contre le changement climatique, pollution de l'air, protection et restauration de la biodiversité, prévention et gestion des déchets.

Le schéma intègre de fait le schéma régional d'intermodalité, le schéma régional climat air énergie, le schéma régional de cohérence écologique et le plan déchet régional. Ce SRADDET coexiste avec le schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation (SRDII).

Le SRADDET est opposable, ce qui n'était pas le cas pour son prédécesseur, le schéma régional d'aménagement territorial. Des liens juridiques de compatibilité et de prise en compte ont été créés avec le SCOT.

La région Normandie a lancé, le 2 février 2017, l'élaboration du SRADDET. Il a été adopté par les élus de la région Normandie en décembre 2019, mais ne sera applicable qu'après son approbation par le préfet de région (1er semestre 2020).

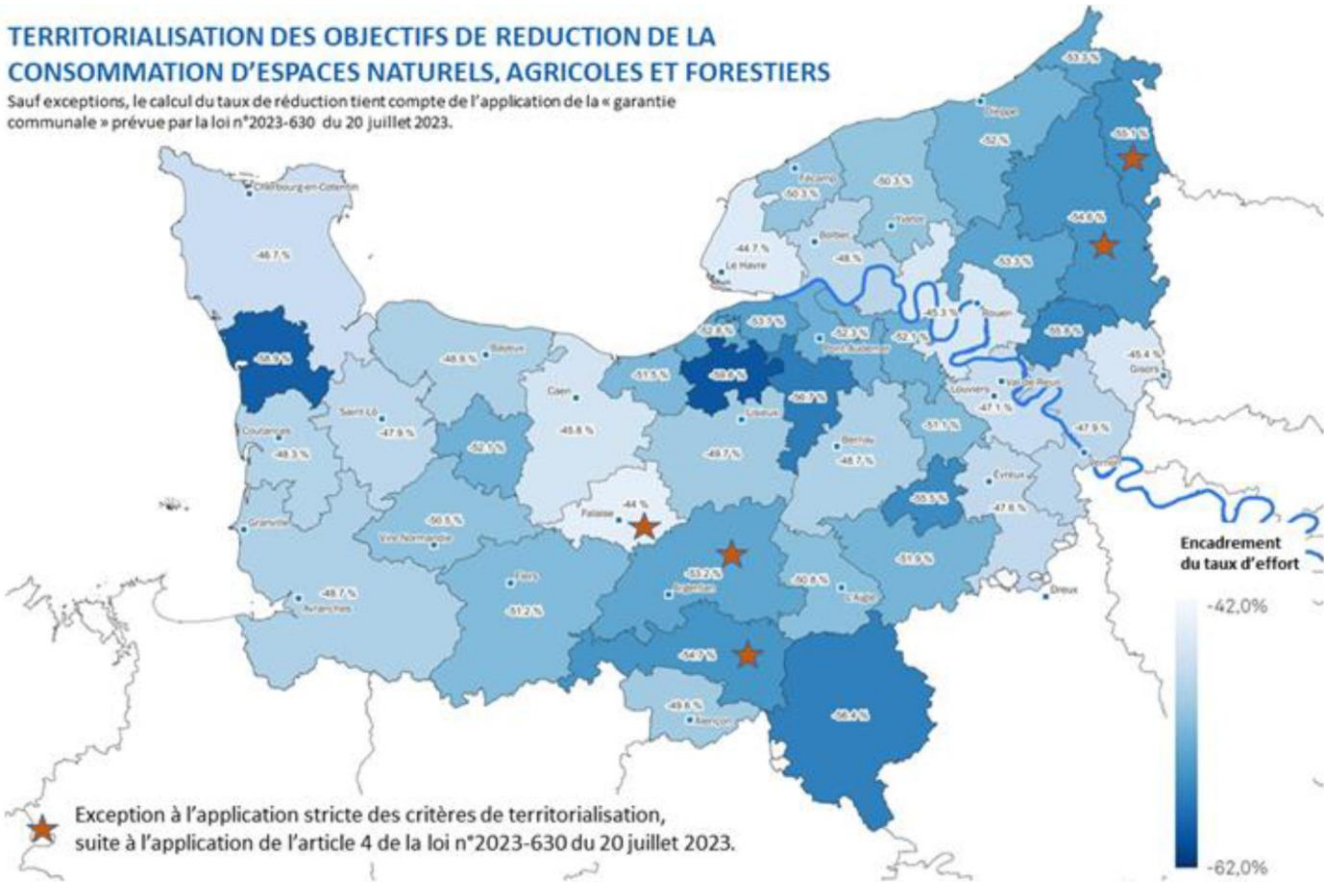
Le SRADDET intègre un fascicule de 42 règles générales. Les règles intéressant le PLU d'Hugleville-en-Caux sont les suivantes :

- Conduire une analyse du foncier mettant en évidence la nécessité de concilier ses usages et justifiant la prise en compte des enjeux visant à limiter la **consommation de foncier et l'artificialisation des sols**, à préserver les espaces agricoles et naturels et à restaurer les continuités écologiques ;
- Veiller à la cohérence des **projets d'infrastructures et espaces à vocation logistique** avec l'ensemble de la chaine logistique et son maillage régional, ainsi qu'avec les enjeux de report modal du transport de marchandises ;
- Contribuer à la mise en œuvre au niveau local du Schéma régional **des véloroutes et voies vertes** et connecter les itinéraires à un maillage local ;
- Répondre aux enjeux de l'**agriculture de proximité** et de l'alimentation locale ;
- Identifier et protéger les **espaces agricoles et maraîchers** à enjeux ;
- Organiser et optimiser l'accessibilité des **zones d'activités économiques en transports en commun et en modes actifs**, et/ou par un ou plusieurs modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme ;
- En cas de création de nouvelles zones urbanisées (commerces, zones d'emploi, logements, services, …), prévoir les modalités permettant et favorisant l'accès par des modes de **transport collectifs** et des modes de **transports actif** ;
- Prioriser l'implantation des **activités commerciales, tertiaires et artisanales** au sein des **centres villes** et des **centres de quartier** ;
- Identifier et valoriser les éléments constitutifs du **paysage** et du **patrimoine architectural et ou culturel** ;
- Participer à la mise en œuvre d'un urbanisme favorable à la **santé** ;
- Tenir compte de l'objectif régional de disposer à termes de 7 **centres de tri** des recyclables en Normandie ;
- Interdire l'ouverture de nouvelles installations de stockage de **déchets** non dangereux non inertes (DNDNI) en Normandie ;
- Seules les installations d'incinération des **déchets** non dangereux non inertes à des fins de valorisation énergétique peuvent être autorisées en Normandie ;
- Proposer des mesures relatives à la localisation des infrastructures et des activités (ainsi qu'aux constructions et rénovations de bâtiments) visant à diminuer l'exposition des populations aux polluants atmosphériques ;

- Favoriser la création de nouveaux quartiers et de constructions neuves s'inscrivant dans des **démarches d'urbanisme durable** et visant une performance énergétique ou carbone supérieure aux exigences règlementaires en vigueur ;
- Favoriser l'alimentation en énergie à hauteur de 50 % de la consommation d'énergie par de l'**énergie renouvelable**, en optimisant le recours aux différentes énergies en fonction des usages et infrastructures réseaux ;
- Interdire la création de tout réseau de chaleur qui ne soit pas alimenté par au moins 50% d'**énergies renouvelables** ou de récupération à l'horizon 2030 ;
- Limiter l'installation de **panneaux photovoltaïques** sur sol aux terrains de friches industrielles et aux sols pollués ;
- Eviter et réduire l'**imperméabilisation des sols** en adaptant les pratiques en matière d'urbanisation ;
- Favoriser la **division au moins par 2 du rythme de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers à l'horizon 2030** ;
- Localiser les secteurs d'implantation périphérique et centralités urbaines et fixer les conditions d'implantation des **équipements commerciaux** ;
- Réaliser un bilan de la **ressource en eau** afin de s'assurer de l'adéquation entre les développements projetés et la ressource disponible en intégrant les impacts attendus du changement climatique ;
- Pour l'identification des nouveaux secteurs de développement et zones constructibles, prendre en compte les conséquences du **changement climatique** en termes d'évolution des **risques naturels** et anticiper les besoins d'adaptation et de réduction de la vulnérabilité ;
- Privilégier la **requalification des zones d'activité économiques existantes** à l'extension ou à la création de nouvelles zones. Fixer des objectifs de densification, de réhabilitation et de modernisation de ces zones existantes ;
- Édicter des orientations et objectifs favorables à la **biodiversité** en zones urbaines et péri-urbaines ;
- Tous les sites définis comme **réservoirs de biodiversité** doivent être identifiés en zone N (naturelle) ou en zone A (agricole) ;
- Prévoir des mesures de préservation des **espaces boisés** et de leur fonctionnalité, adaptés aux enjeux locaux (lisières de massifs forestières, petits bosquets, ...) ;
- Identifier les **zones humides** fragilisées et définir un programme de préservation et de restauration, en s'appuyant sur un diagnostic de leur état de conservation et de leur fonctionnalité ;
- Eviter et réduire l'imperméabilisation des sols.

Le SRADDET a fait l'objet d'une modification, adoptée par le Conseil Régional de Normandie le 25 mars 2024 et approuvée par le préfet de la région Normandie le 28 mai 2024, afin d'intégrer l'objectif du « ZAN » (**Zéro Artificialisation Nette**) prévu par la loi Climat et Résilience.

Le SRADDET prévoit notamment une territorialisation des objectifs de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, avec des taux différenciés selon les EPCI. Pour le SCOT du Pays du Plateau de Caux Maritime, le nombre maximal d'hectares pouvant être consommés pendant la période 2021-2030 doit être calculé sur la base d'un taux de réduction de -50,3% et d'une déduction de 15% au titre de l'enveloppe foncière mutualisée à l'échelle régionale.




*Territorialisation des taux d'effort par EPCI*

Le PLU doit être compatible avec les règles générales du fascicule du SRADDET prévu à l'article L4251-3 du code général des collectivités territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables. Il doit prendre en compte les objectifs du SRADDET prévu à l'article L4251-3 du code général des collectivités territoriales.

**Pour autant, la déclinaison locale des objectifs du SRADDET, dont l'enveloppe « ZAN », sera assurée via le prisme du futur SCOT révisé.**

## III.4. SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers Normands

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands a été adopté le 23 mars 2022.

Le PLU d'Hugleville-en-Caux doit être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers Normands.

Le SDAGE décline ses mesures selon 5 grands thèmes :

1. Protection des milieux aquatiques et humides (orientation fondamentale 1 du SDAGE et en partie orientation fondamentale 5) ;
2. Réduction des pollutions diffuses (orientation fondamentale 2 du SDAGE et en partie orientation fondamentale 5) ;
3. Réduction des pollutions dues aux rejets des collectivités et des industries (orientation fondamentale 3 du SDAGE et en partie orientation fondamentale 5) ;
4. Gestion de la ressource en eau (orientation fondamentale 4 du SDAGE et en partie orientation fondamentale 5) ;
5. Amélioration des connaissances et de la gouvernance (transversal).

### III.4.1. Protection des milieux aquatiques et humides

*Source SDAGE*

Il s'agit des mesures relatives à la morphologie des milieux (entretien, restauration et renaturation), mesures de restauration de la continuité écologique des cours d'eau, mesures de gestion et de restauration des zones humides.

Concernant la morphologie des cours d'eau, l'estimation des travaux nécessaires pour l'atteinte du bon état des masses d'eau a été réalisée en identifiant les masses d'eau en état écologique actuel moins que bon sur lesquelles s'exercent des pressions hydromorphologiques jugées significatives par les services locaux, en s'appuyant sur une méthode d'analyse nationale (SYRAH).

Concernant la continuité, priorité a été donnée aux masses d'eau classées et sur lesquelles les ouvrages sont les moins nombreux afin d'optimiser dans la mesure du possible le nombre de masses d'eau restaurées.

Concernant les zones humides, l'identification des besoins repose notamment sur le registre des zones protégées, visées par l'annexe IV de la DCE : « les zones désignées comme zone de protection des habitats et des espèces et où le maintien ou l'amélioration de l'état des eaux constitue un facteur important de cette protection, notamment les sites Natura 2000 pertinents désignés dans le cadre de la directive 92/43/CEE et de la directive 79/409/CEE ».

### III.4.2. Pollutions diffuses

*Source SDAGE*

La révision de l'état des lieux a montré que les pesticides et les nitrates restent responsables du déclassement de 70% des masses d'eau souterraine du bassin et sont également présents dans les rivières à des taux qui menacent l'état de nombreuses masses d'eau, ainsi que celui des eaux côtières.

Le programme de mesures promeut des actions correctives « à la source » visant la réduction des usages de pesticides et de fertilisants, complétées par des mesures « palliatives » visant la limitation des transferts de ces produits vers les eaux superficielles ou souterraines, le tout dans un souci de faisabilité technique et économique. Pour les 6 années du 3ème cycle de la DCE, il est proposé un scénario accessible qui se fixe quatre grandes priorités :

- Répondre aux exigences réglementaires de base pour maîtriser l'usage des pesticides et des fertilisants et tenir compte des risques d'eutrophisation marine ;
- Protéger 378 captages d'eau prioritaires ;
- Renforcer la protection des masses d'eau superficielle en particulier pour tenir compte des risques d'eutrophisation marine et des zones sensibles aux phénomènes de ruissellement et d'érosion ;
- Renforcer la maîtrise des pollutions microbiologiques sur la frange littorale.

### III.4.3. Pollutions dues aux rejets des collectivités et des industries

*Source SDAGE*

Même si la réduction à la source des pollutions doit être encouragée et privilégiée à chaque fois que cela est possible, les mesures curatives restent très majoritaires sur le plan financier, pour ce thème.

Concernant les stations d'épuration urbaines, les mesures les plus importantes ont été réalisées sur les cycles précédents. Ainsi les travaux projetés pour le troisième cycle sont moins conséquents. Les travaux d'amélioration des réseaux d'assainissement sont proposés lorsque les masses d'eau sont exposées à de fortes pressions par les rejets des collectivités mais que les travaux sur stations ne peuvent suffire à résoudre.

En matière de gestion des eaux pluviales, les besoins de travaux ont été identifiés par les services locaux dans les schémas directeurs et dans les documents de programmation (PAOT), mais également au travers d'éventuelles mesures complémentaires avec une attention portée sur la frange littorale particulièrement vulnérable en temps de pluie, ainsi que les masses d'eau dont l'état est menacé par les rejets de macropolluants. Sur certaines masses d'eau, la gestion et traitement des eaux pluviales en secteur fortement urbanisé constitue l'enjeu principal. En effet les rejets de

ces eaux deviennent trop importants par rapport à la capacité de dilution sur ces masses d'eau. Ces travaux constituent des opérations d'ampleur à des coûts importants. Près de la moitié des coûts liés à la réduction issue des pollutions des collectivités y est affectée.

Des mesures visant les dispositifs d'assainissement non collectifs sont prévues, sur la frange littorale, afin d'assurer la prévention des pollutions microbiologiques en amont des zones protégées (baignade et conchyliculture) sur toute la zone d'influence microbiologique immédiate, ainsi que dans des cas particuliers à proximité des points de captages ou des petits cours d'eau.

Les mesures de réduction des pollutions d'origines industrielles et artisanales concernent les mesures de réduction des macropollants dans les diverses branches industrielles, des mesures de suppression ou réduction de substances toxiques et en particulier de substances dangereuses prioritaires au titre de la DCE, des mesures de fiabilisation des ouvrages de dépollution et de prévention des pollutions accidentelles.

Enfin, afin de satisfaire les deux objectifs essentiels de la DCE sur la thématique des micropolluants (objectif de bon état et objectif de réduction ou suppression des rejets, pertes et émissions de micropolluants), il a été ajouté des mesures de réduction des rejets de substances dangereuses pour les rejets de stations de traitement des eaux usées et rejets industriels concernés.

### III.4.4. Gestion de la ressource en eau

*Source SDAGE*

Les mesures consacrées à la gestion de la ressource en eau sont pour la grande majorité des mesures de gouvernance. Pour les nappes, les mesures prévues s'appliquent à des masses d'eau souterraine identifiées dans le SDAGE et traduisent en termes d'actions ses orientations. Les mesures prévues consistent principalement à :

- Réaliser des études de connaissance (notamment sur les prélèvements effectués) ;
- Evaluer les volumes globaux prélevables et leurs répartitions spatiales ;
- Limiter les prélèvements, initier des économies d'eau, améliorer la qualité des ouvrages de captage, mettre en place des dispositifs de réalimentation de nappe ainsi que des ressources de substitution ou complémentaires ;
- Mettre en place des dispositifs de gestion collective et définir les modalités de partage de la ressource en eau.

Pour limiter la pression quantitative sur les cours d'eau, les mesures envisagées sont les suivantes :

- Mise en place de structures de concertation entre usagers ;
- Amélioration de la gestion par bassin versant, afin de répartir la ressource entre prélèvements actuels et nouveaux prélèvements ;
- Amélioration de la connaissance des seuils d'alerte, révision des débits réservés et restriction des usages lors des étiages sévères ;
- Création et gestion de dispositifs pour le soutien d'étiage.

### III.4.5. Amélioration des connaissances et de la gouvernance

*Source SDAGE*

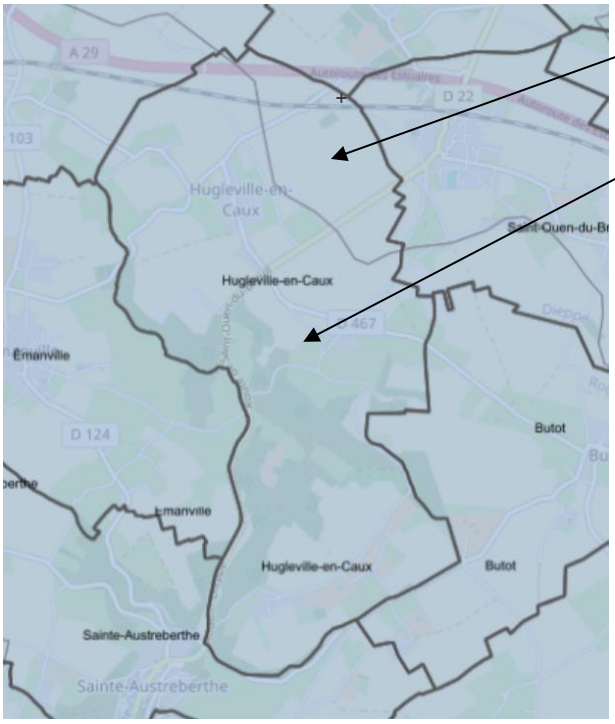
Le programme de mesures comporte des mesures d'amélioration de la connaissance, notamment sur le suivi des substances prioritaires et dangereuses, le contrôle et la surveillance, l'effort de recherche, la bancarisation et la diffusion des données et l'évaluation des politiques publiques.

Les mesures relatives à la gouvernance, de natures très variées, se retrouvent dans chacun des thèmes développés dans le programme de mesures. Les mesures les plus transversales concernent principalement :

- Les structures de gestion locale : il s'avère essentiel de continuer à promouvoir une meilleure structuration des acteurs dans le domaine de l'eau ;
- L'animation : la mise en place et le soutien aux cellules d'animation s'avèrent indispensables pour faire émerger des projets et développer de bonnes pratiques ;
- La sensibilisation, la formation, l'information et l'éducation : ces mesures ciblent tous les acteurs de la société civile et les responsables dans le domaine de l'eau.

### III.4.6. Masses d'eau impactées par le projet

D'après le site Géo-Seine-Normandie (geo.eau-seine-normandie.fr), la commune est concernée par les masses d'eau suivantes :




**La Saâne de sa source à l'embouchure** (FRHR168)

**L'Austreberthe de sa source au confluent de la Seine** (exclu) (FRHR264).

Ce bassin versant concerne la majorité du territoire communal, et l'ensemble des zones urbanisées. Il est occupé à 83 % par l'agriculture (polyculture élevage), présente un aléa érosion fort à très fort sur près de la moitié du territoire. L'Austreberthe est classée au titre du L432-6 pour la restauration de la libre circulation des poissons migrateurs.

L'atteinte du bon état écologique sur l'Austreberthe dépend des enjeux suivants : morphologie (ouvrages transverses et embouchure busée, recalibrage), érosion - ruissellements et pollutions diffuses, pollutions ponctuelles et eaux pluviales. Le développement de l'activité canoë-kayak présente sur l'Austreberthe est possible, sous réserve du respect du fonctionnement écologique de la rivière. L'état chimique de l'Austreberthe est déclassé par les HAP.

## III.5. SAGE des 6 vallées

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des eaux (SAGE) des 6 vallées a été approuvé par arrêté préfectoral le 7 mars 2022.

**Le PLU d'Hugleville-en-Caux doit être compatible avec le SAGE des 6 vallées.**

Ce dernier définit 5 enjeux :

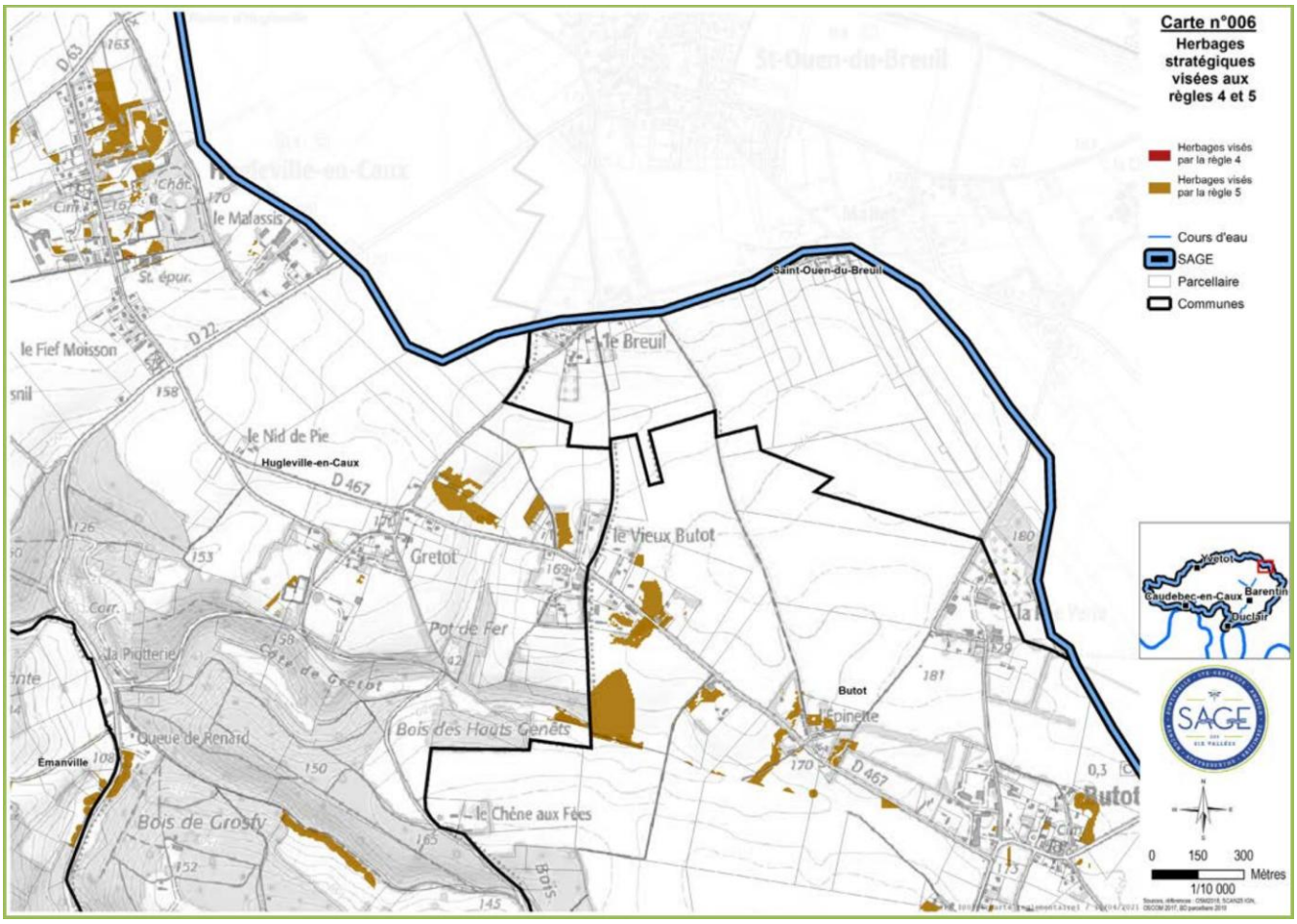
- Assurer la mise en place d'une gouvernance et d'une communication ;
- Améliorer la qualité des eaux ;
- Assurer le bon fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides ;
- Maîtriser les ruissellements et l'érosion ;
- Gestion quantitative des ressources en eau.

Et 7 règles :

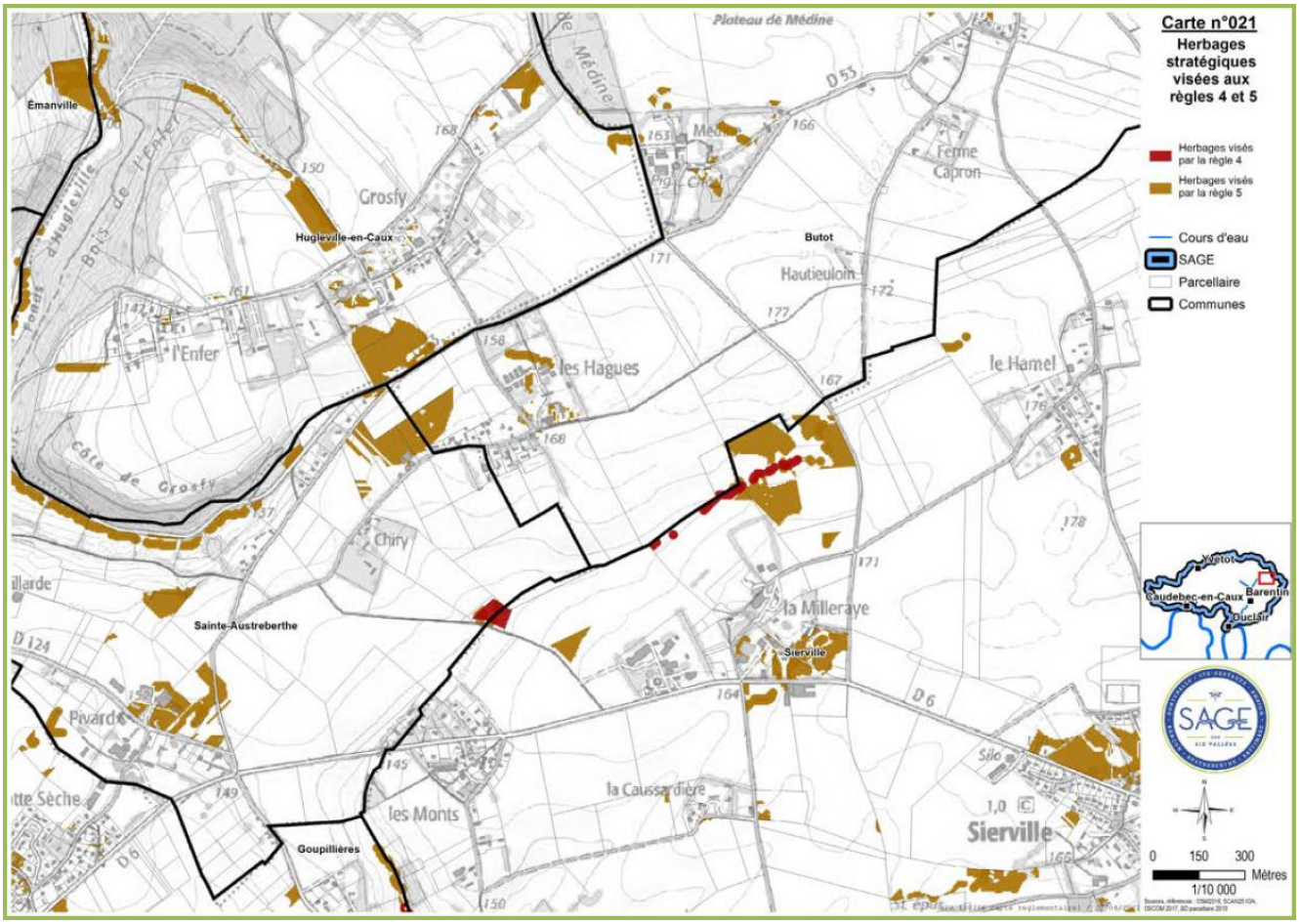
- Préserver le lit mineur et les berges des cours d'eau du territoire du SAGE ;
- Préserver les espaces de mobilité des cours d'eau ;
- Préserver les zones humides ;
- Maintenir les secteurs enherbés sur les zones d'érosion prioritaires 1 ;
- Compenser le retournement d'herbages sur les zones d'érosion prioritaires 2 ;
- Encadrer l'épandage et le stockage des effluents solides ;
- Gérer les nouveaux rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol.

Hugleville-en-Caux est concerné par la carte n°6 du SAGE, qui identifie des « zones d'érosion prioritaires 2 », avec des herbages dont le retournement doit être compensé :

- R4 : Maintenir les secteurs enherbés sur les zones d'érosion prioritaires 1 (il n'y en a pas à Hugleville-en-Caux) ;
- R5 : **Compenser le retournement d'herbages sur les zones d'érosion prioritaires 2** (quelques herbages visés par cette règle sont repérés à Hugleville-en-Caux. Ils figurent en marron sur la carte suivante).




*Carte 006 du SAGE (partie nord d'Hugleville-en-Caux)*




*Carte 021 du SAGE (partie nord d'Hugleville-en-Caux)*

## III.6. PCAET du Plateau de Caux Maritime

Le Plan Climat Air Energie Territorial du PETR Plateau de Caux Maritime a été approuvé le 5 décembre 2022. Il se structure en 3 axes d'actions autour des thématiques du résidentiel, de la mobilité, des paysages et de l'urbanisation, du développement économique, de l'adaptation aux risques :

- Axe 1 : Un territoire équilibré, attractif et solidaire pour ses habitants ;
- Axe 2 : Des espaces et sites du Pays Plateau de Caux Maritime protégés et valorisés pour conforter l'identité rurale et la qualité du cadre de vie ;
- Axe 3 : Un développement durable des activités économiques.

Le PCAET fixe 25 actions permettant de répondre aux enjeux et à la stratégie du PETR. Ceux qui intéressent plus particulièrement le PLU sont les suivants :

1. Construire des bâtiments performants ;
2. Faciliter la rénovation des logements ;
3. Traduire les enjeux Climat Air Energie dans les documents de planification ;
4. Développer les modes de déplacements alternatifs à la voiture ;

12. Protéger les zones naturelles et la biodiversité ;
14. Protéger les sols et la ressource en eau ;
15. Assurer l'intégration paysagère et environnementale ;
16. Réduire les expositions aux risques du territoire ;
17. Réduire la pollution atmosphérique ;

22. Développer la production des énergies renouvelables ;

23. Renforcer, maintenir et protéger les prairies ;

**Le PLU d'Hugleville-en-Caux doit être compatible avec le PCAET du Plateau de Caux Maritime.**

## IV. Servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publique sont instituées par des lois ou règlements particuliers. Le code de l'urbanisme, dans ses articles L151-43 et R151-51 ne retient juridiquement que les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols, c'est-à-dire celles susceptibles d'avoir une incidence sur la constructibilité et plus largement sur l'occupation des sols.

La liste de ces servitudes, dressée par décret en conseil d'État et annexée au code de l'urbanisme, classe les servitudes d'utilité publique en quatre catégories :

- Les servitudes relatives à la conservation du patrimoine ;
- Les servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements ;
- Les servitudes relatives à la défense nationale ;
- Les servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques.

Les servitudes d'utilité publique, en tant que protectrice des intérêts généraux d'autres collectivités, s'imposent au document d'urbanisme et doivent lui être annexées.

Le territoire de la commune est concerné par les servitudes suivantes :

| Libellé | | Description | Objet | Institution |
|---|---|---|---|---|
| PM1 | Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRNP) | La servitude PM1 définit les prescriptions visant à prévenir le risque inondation | Plan de prévention des risques d'inondation du bassin versant de l'Austreberthe et du Saffimbec | Arrêté préfectoral du 12 janvier 2022 |
| PM1 | Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRNP) | La servitude PM1 définit les prescriptions visant à prévenir le risque inondation | Plan de prévention des risques littoraux et d'inondation du bassin versant de la Saâne et de la Vienne | Arrêté préfectoral du 31 décembre 2024 |
| I3 | Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques | | ST-CLAIR-SUR-EPTE / SEINE NORD 600/450 | Arrêté préfectoral du 22 juin 2018 |
| I1 | Servitudes relatives à la maitrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques et de certaines canalisations de distribution de gaz | | | |

Le plan des servitudes en annexe du PLU donne la localisation des servitudes.

# V. Démographie

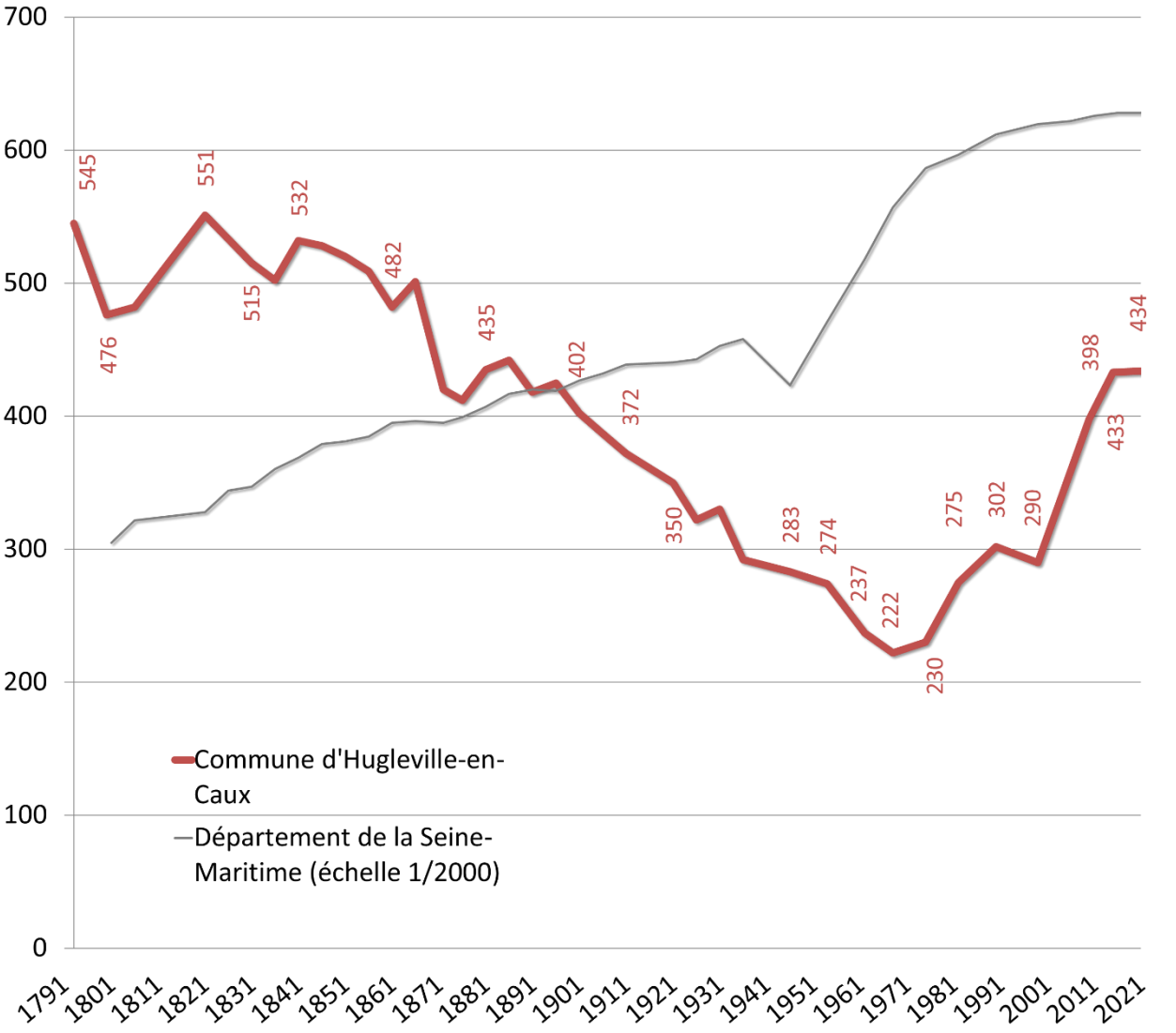


Historiquement, la population d'Hugleville-en-Caux est rurale, dépendante de l'agriculture et du petit artisanat. Comme beaucoup de communes des campagnes seinomarines, elle connait une transition démographique au début du 19ème siècle. Celle-ci se caractérise par une légère croissance occasionnée par la baisse de la mortalité infantile conjuguée avec une fécondité toujours élevée. Hugleville-en-Caux atteint dans le 1er quart du 19ème siècle son niveau de population le plus haut, avec environ 550 habitants.

Autour de 1850, lors de la révolution industrielle, Hugleville-en-Caux subit un déclin avec l'exode rural. Celui-ci s'inscrit dans la durée, puisque la démographie se contracte tout au long du 19ème siècle puis du 20ème siècle. La commune enregistre son niveau de population le plus bas en 1968, avec seulement 222 habitants (diminution par deux du nombre d'habitants en plus d'un siècle de décroissance).

Ce n'est que dans le dernier quart du 20ème siècle que la commune renoue avec la croissance, et même avec une croissance rapide. Au début des années 2000, Hugleville-en-Caux comptait déjà près de 300 habitants, puis environ 400 en 2010.

La croissance s'est poursuivie jusqu'en 2015, puis marque une forme « d'atterrissage » sur le dernier recensement de **2021**, avec **434 habitants**. Le niveau de population reste toutefois inférieur à celui observé il y a 200 ans.

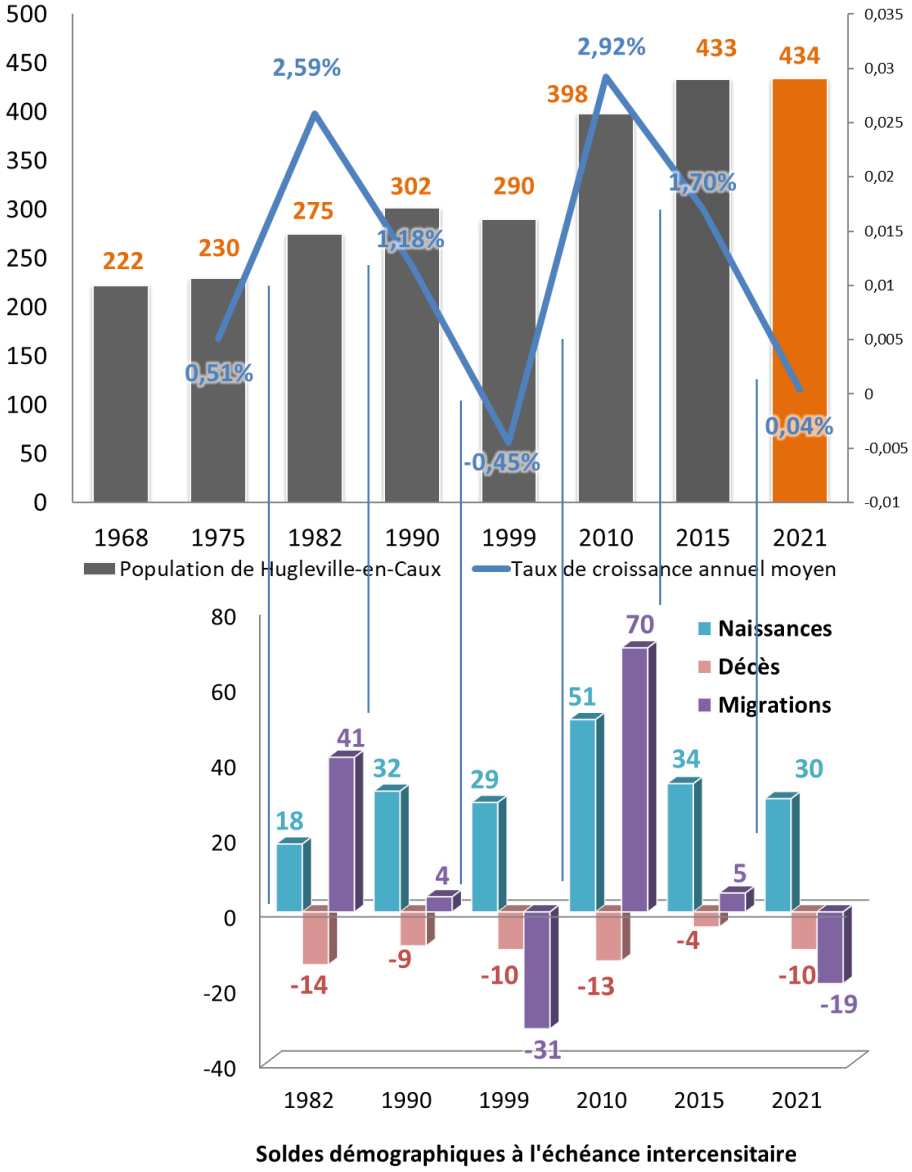



*Histoire du peuplement (source INSEE / PERSPECTIVES)*

## V.1. Tendances récentes

Au cours des 50 dernières années, Hugleville-en-Caux connait une **croissance continue et soutenue**, passant de 222 à 434 habitants.

Cette croissance a été principalement alimentée par **deux vagues migratoires** (1975-1982 et 1999-2010), secondées par un **solde naturel toujours positif** (jeunes couples installés dans de nouvelles constructions édifiées à cette époque).




*Évolution de la population et décomposition de la croissance (source INSEE / PERSPECTIVES)*

Même si la tendance est récente, on observe entre 2015 et 2021 un **arrêt de la croissance**, avec un solde migratoire négatif (-19 habitants), tout juste compensé par le solde naturel (30 naissances - 10 décès).

Entre ces deux derniers recensements (2015 et 2021), il n'y a **quasiment pas eu de constructions**, ce qui a entraîné, selon toute vraisemblance, une accélération des **décohabitations** (départs des jeunes du foyer familial, une fois devenus adultes) non compensées par l'arrivée de nouveaux habitants. Il est fort probable que ce phénomène de départs des jeunes reste fort dans les années futures.

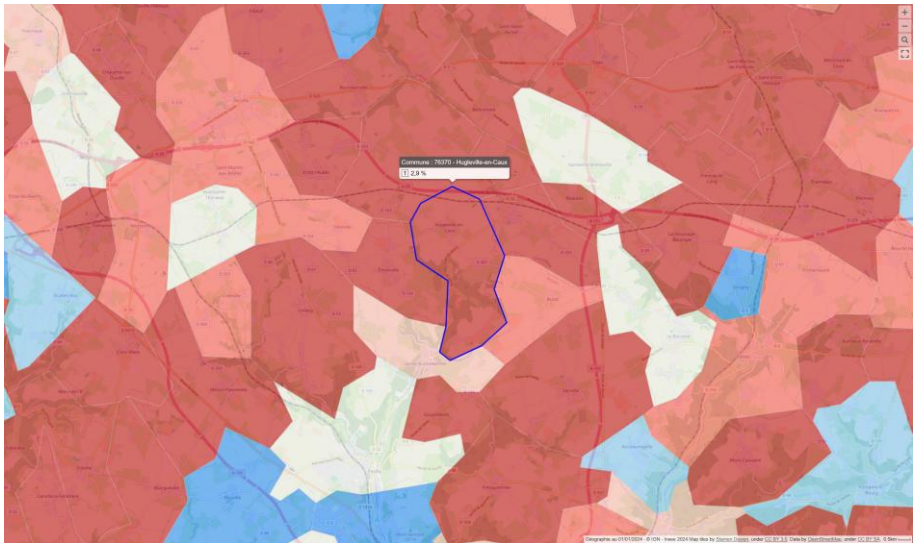
Ces cartes montrent l'évolution de la population entre 1999 et 2021 autour d'Hugleville-en-Caux.

Entre 1999 et 2010, la croissance du secteur est très forte, notamment autour des autoroutes A151 et A29.

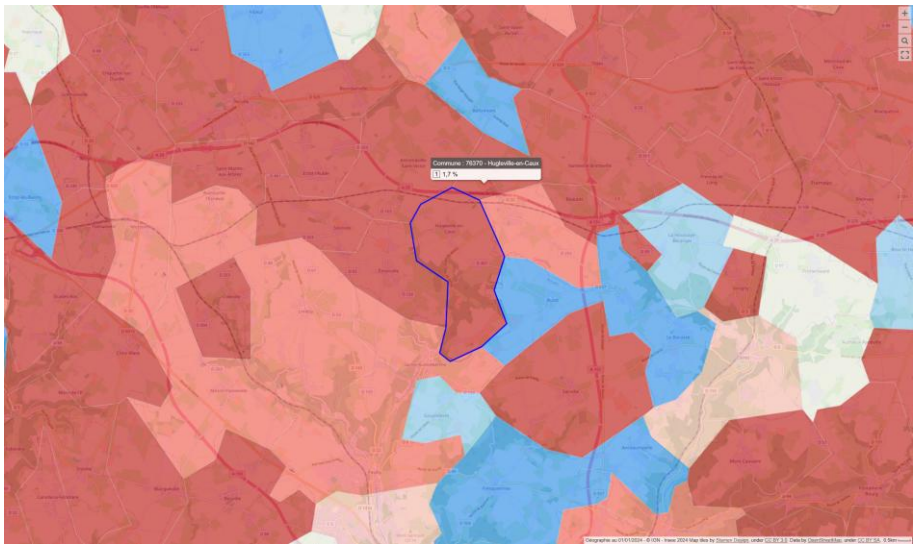
Entre 2015 et 2021, la croissance a ralenti, et est maintenant concentrée sur quelques communes proches des échangeurs et bénéficiant de la meilleure desserte.

Le cas d'Hugleville-en-Caux est un peu à part. En l'absence de programmation foncière dans son ancien document d'urbanisme (carte communale de 2010), la croissance communale est restée atone, malgré une situation territoriale favorable.

*1999-2010*



*2010-2015*



*2015-2021*




*Comparaison supra-communale (source INSEE)*

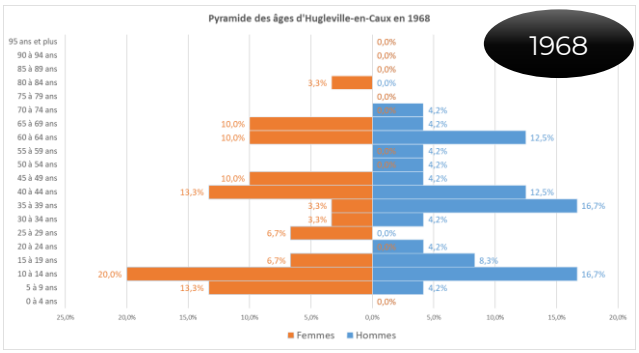
## V.2. Caractéristiques du peuplement actuel

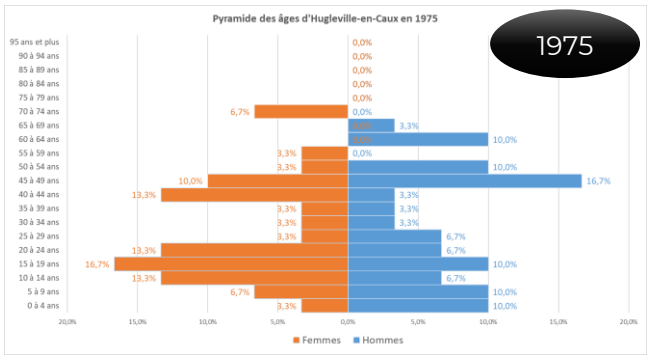


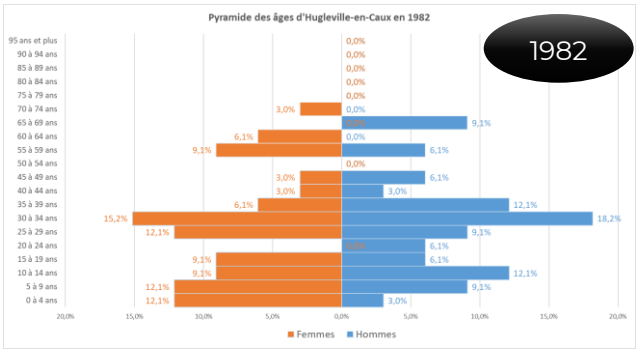
L'étude de l'évolution de la pyramide des âges au fil des recensements témoigne des tendances démographiques passées et illustre leurs conséquences actuelles sur le peuplement.

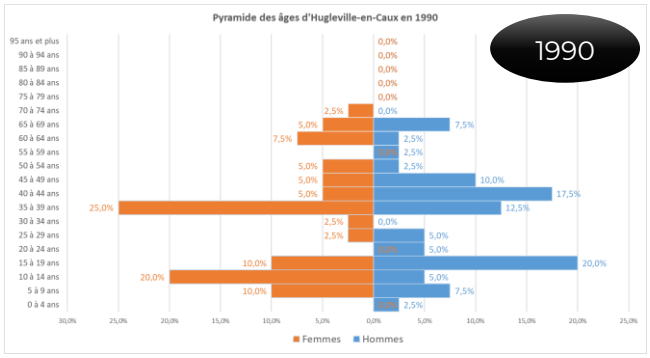
Mais en raison du faible nombre d'habitants à Hugleville-en-Caux, la lecture de ces graphiques est difficile.

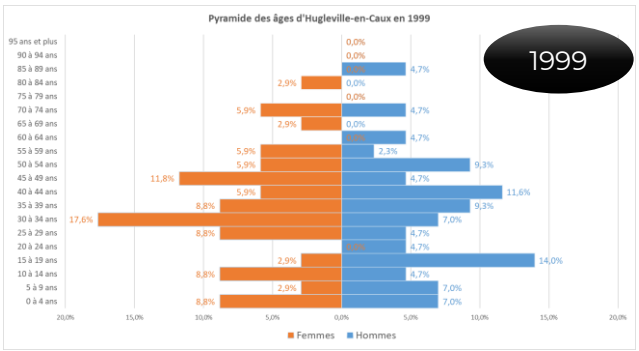
On voit quand même l'effet de la vague migratoire des années 1970, avec une population des moins de 30 ans élevée jusque 1982. En 1999, le profil était devenu plus « ventru », avec une majorité d'adultes entre 30 et 60 ans.

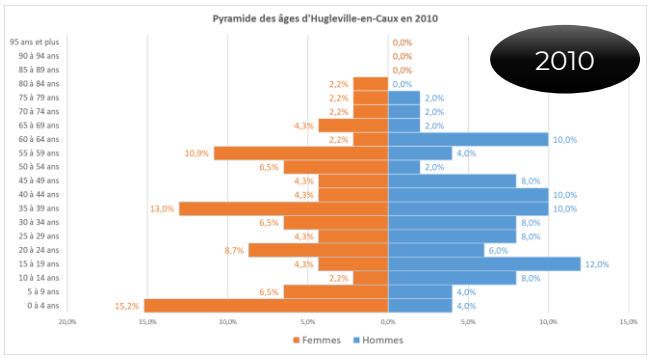


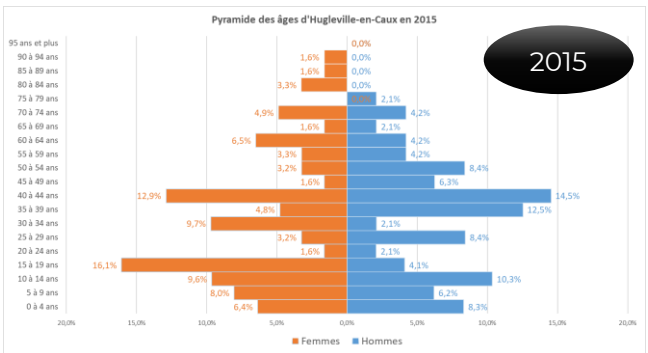



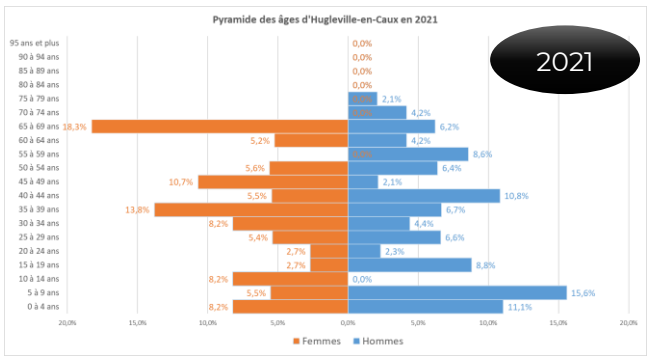



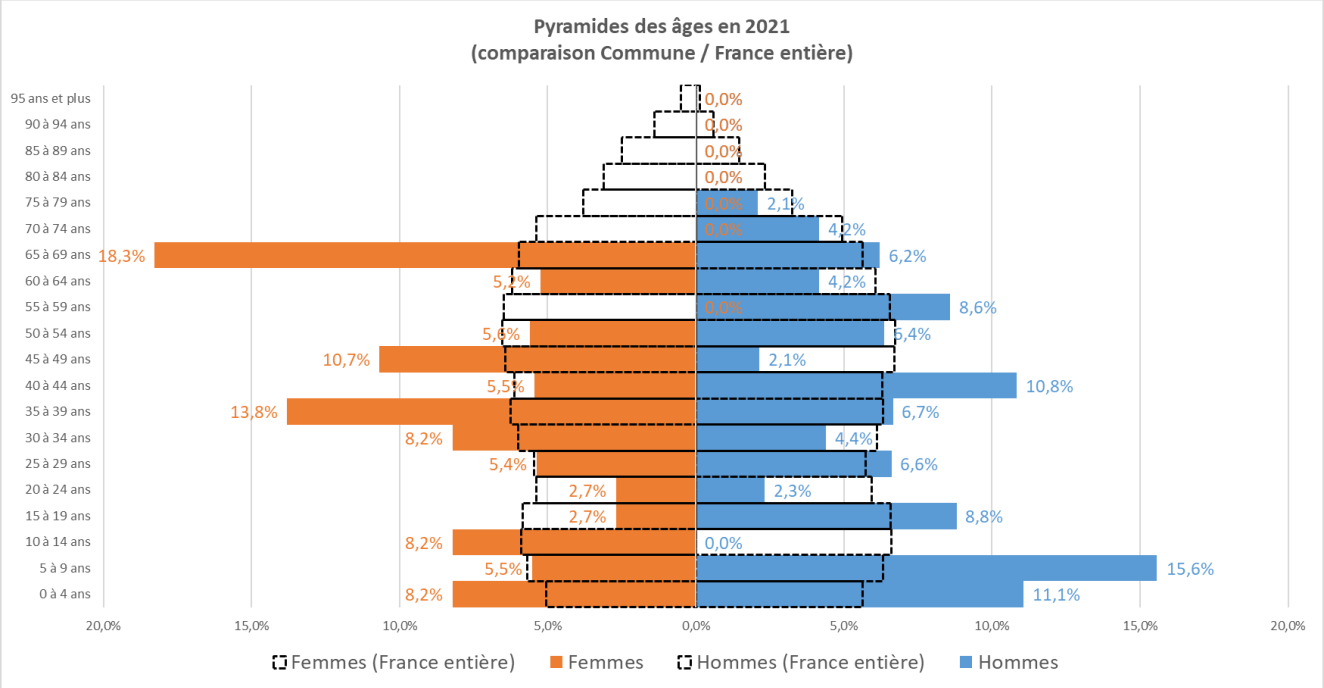




*Répartition des âges (source INSEE)*

Le constat en 2021 : la seconde vague migratoire des années 1999-2010 avait permis de **renouveler la population jeune**, si bien qu'aujourd'hui l'indice de vieillissement[1] n'est que de 45 (à comparer avec les valeurs de 67 dans le CCPC ou de 85 en Seine-Maritime, où le vieillissement est plus avancé).

La répartition par générations est assez homogène :

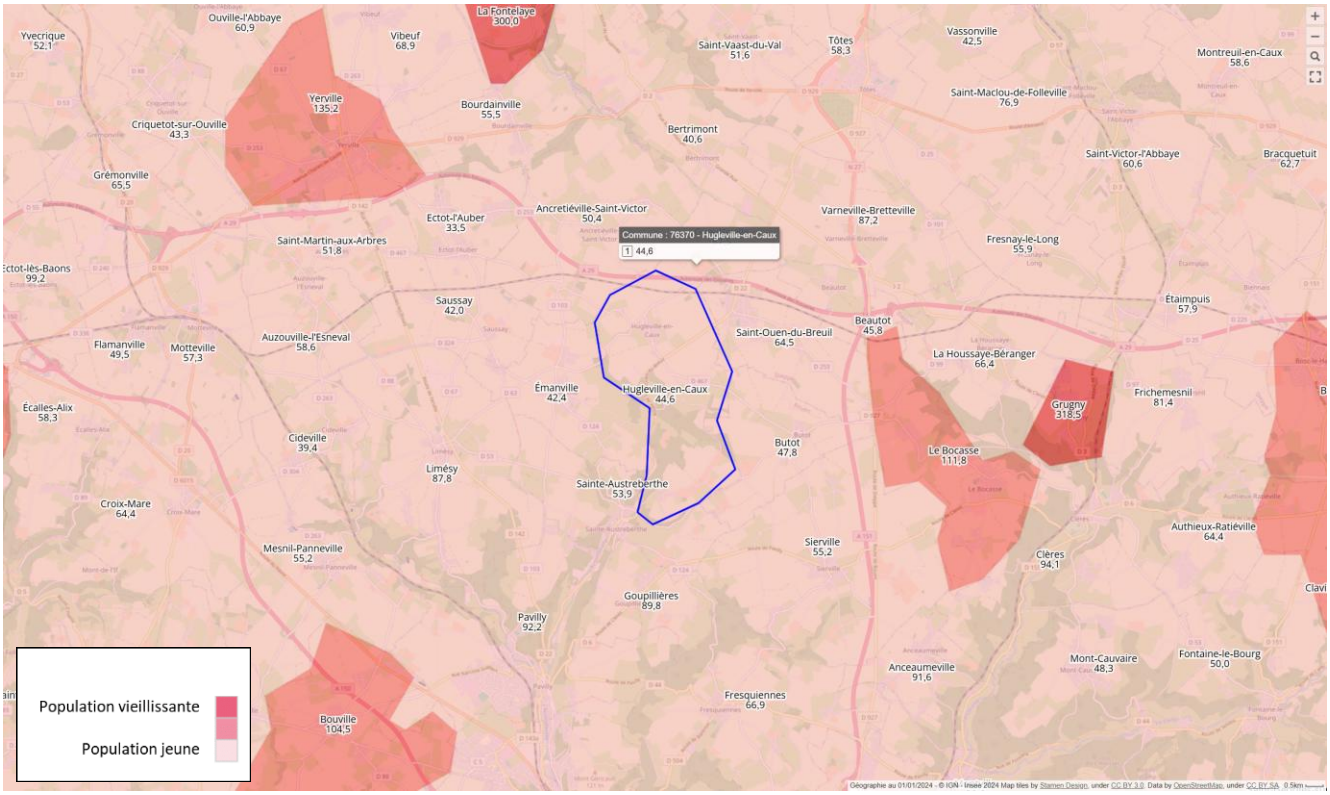
| | |
|---|---|
| Enfants (<20 ans) | 31% |
| Jeunes couples (< 40 ans) | 24% |
| Quadras-quinquas (< 60 ans) | 25% |
| Séniors (≥ 60 ans) | 20% |




*Répartition des âges en 2021 (source INSEE)*

La situation de la commune est proche de celle observée dans les communes voisines, à l'exception de quelques-unes où le vieillissement est beaucoup plus marqué (Bouville, Grugny, La Fontelaye, Le Bocasse, Yerville).

[1] L'indice de vieillissement est le rapport de la population des 65 ans et plus sur celle des moins de 20 ans. Un indice autour de 100 indique que les 65 ans et plus et les moins de 20 ans sont présents dans à peu près les mêmes proportions sur le territoire ; plus l'indice est faible plus le rapport est favorable aux jeunes, plus il est élevé plus il est favorable aux personnes âgées.




*Indice de vieillissement en 2021 (source INSEE)*

# VI. Logement

## VI.1. Tendances récentes

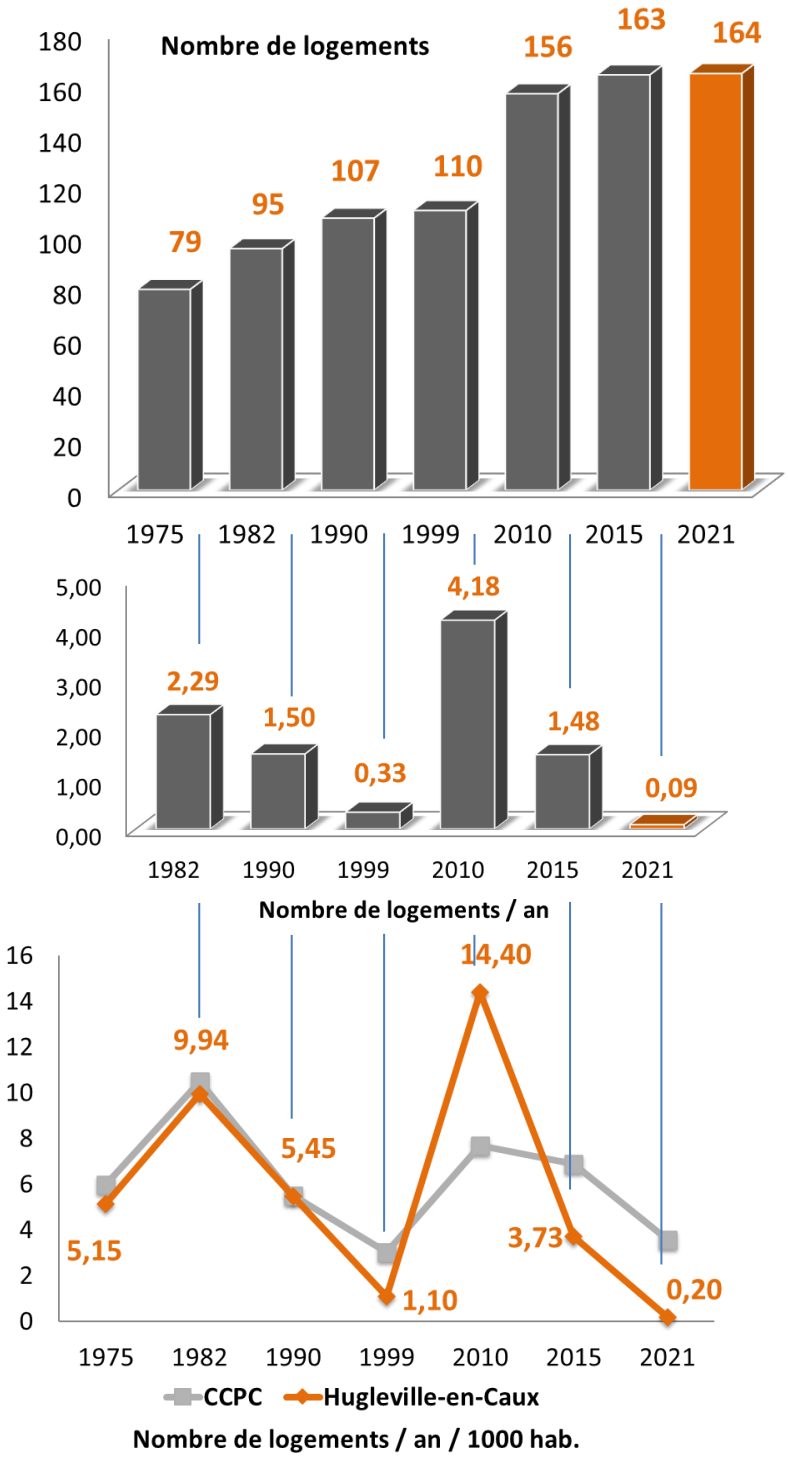


Hugleville-en-Caux compte **164 logements** en 2021. Le parc de logements a plus que doublé depuis 1975. Le rythme de construction est irrégulier, avec un **pic très prononcé sur la seconde période de croissance démographique** (1999-2010).

Depuis les années 1970, le **parc de logements a augmenté de +107%**. Dans les périodes de plus forte croissance, la commune a produit **plus de 4 logements par an**.

Entre 2015 et 2021, il n'y a eu qu'un seul logement supplémentaire, ce qui a entrainé un arrêt de la croissance démographique que connaissait la commune depuis une cinquantaine d'années. Le rythme de construction est nettement inférieur à la moyenne de la CCPC (0,20 log. / an / 1000 hab. à Hugleville-en-Caux, contre 3,57 log. / an / 1000 hab. en moyenne dans la communauté de communes).

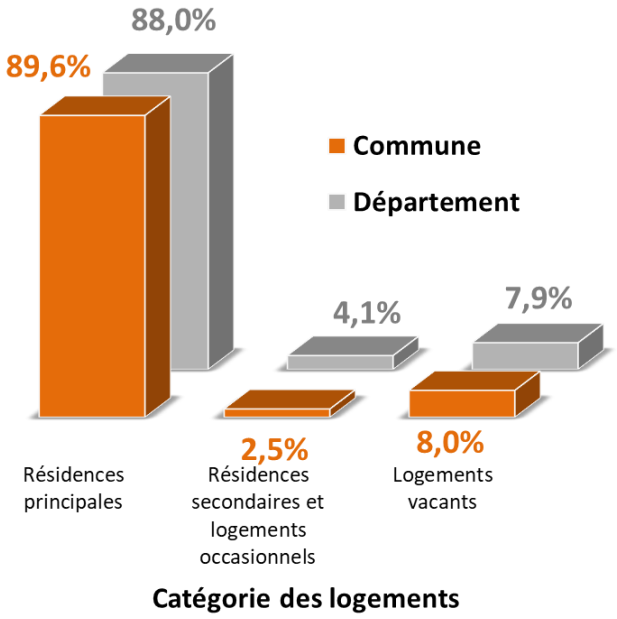
Parce qu'il était encore secondé par une natalité encore élevée, le quasi-arrêt de la production de logements durant ces 6 dernières années ne s'est pas traduit par une perte d'habitants (les naissances ont compensé les décohabitations). Mais attention, il est probable que cette situation évolue dans les années à venir, avec la diminution de la natalité. **Afin d'éviter un déclin démographique, la commune devra donc accueillir quelques nouveaux logements** dans la prochaine décennie.



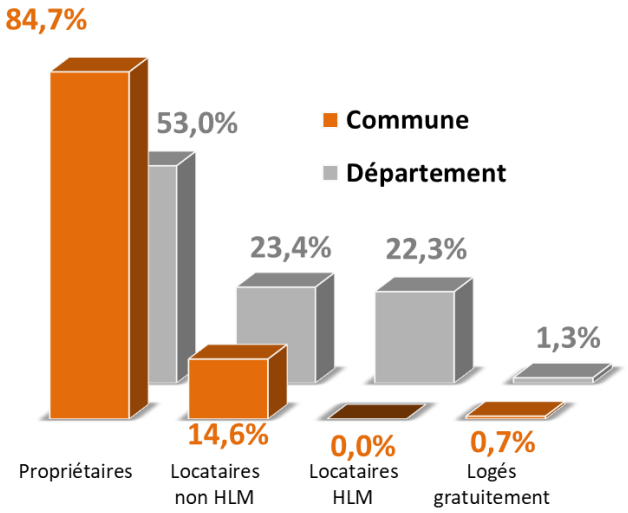

*Évolution du parc de logements (source INSEE/ PERSPECTIVES)*

## VI.2. Profil du parc de logements

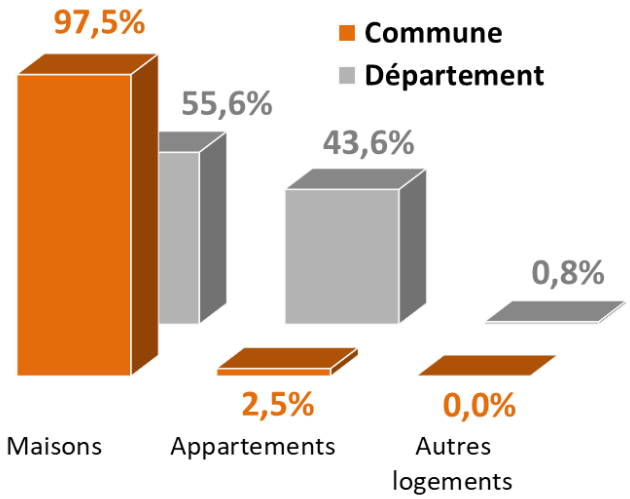
La répartition des logements et résidences principales selon leurs différentes composantes (catégorie des logements, statut d'occupation, typologie et nombre de pièces) témoigne d'une **omniprésence des propriétaires occupant de grandes maisons individuelles**.



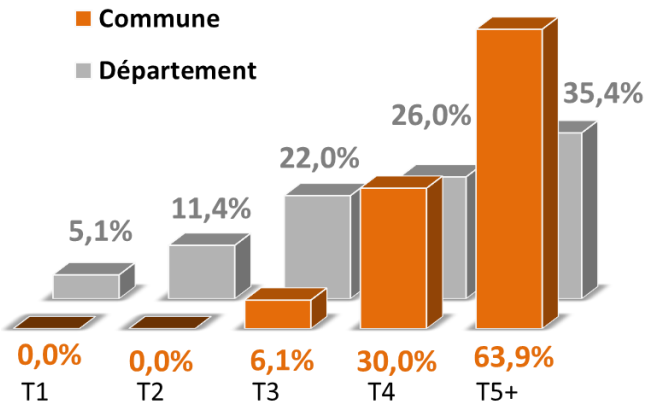

Catégorie des logements




Statut d'occupation des résidences principales




Typologie des logements

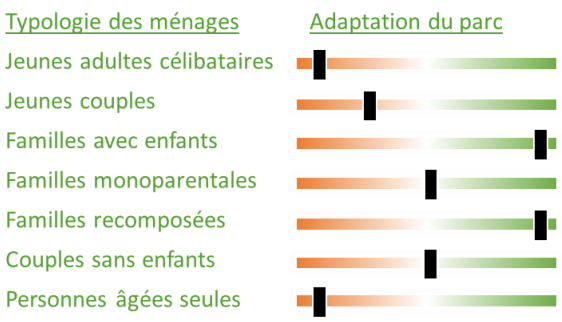



Taille des résidences principales

*Caractérisation du parc de logements (source INSEE/ PERSPECTIVES)*

**Un tel parc de logements est bien adapté aux besoins actuels de la population**, et notamment aux familles avec enfants voire aux couples sans enfant souhaitant disposer d'une chambre d'amis.

Mais face au phénomène de vieillissement de la population française, une certaine sous-occupation du parc de logements pourrait se manifester dans les années à venir.

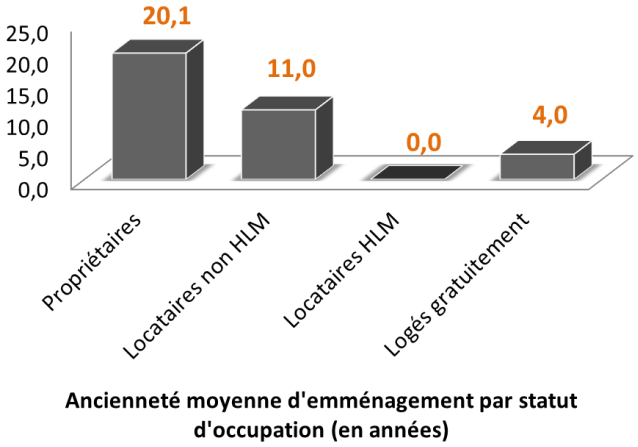



## VI.3. Autres caractéristiques significatives des logements

Propriétaires, locataires et rotation des occupants

Le taux de logements locatifs est faible (14,6% contre 47% en moyenne dans le département). A contrario, l'écrasante **majorité des logements sont des propriétés individuelles**.

Cela a un effet important sur l'occupation du parc, dans la mesure où la durée moyenne d'occupation des propriétés individuelles (20 ans en moyenne) est nettement plus lente que celle des logements locatifs (11 ans en moyenne).




*Ancienneté moyenne d'emménagement par statut d'occupation, en années (source INSEE / PERSPECTIVES)*

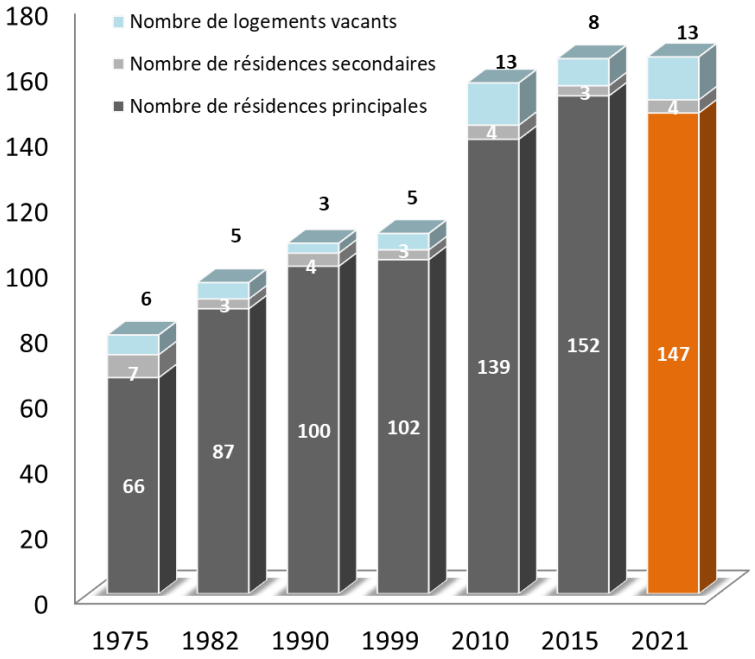
Résidences secondaires et logements vacants

Le taux de résidences secondaires (2,5%) est très faible à Hugleville-en-Caux.

Le **taux de logements vacants (8%) est dans la moyenne**. Même s'il a augmenté, ce taux reste proche de la fourchette considérée comme nécessaire à la fluidité du parc de logements (entre 5 à 7%). Selon la définition de l'INSEE, un logement vacant est un logement sans occupant à la date du recensement. Mais il faut distinguer :

- La vacance de logements de courte durée, dite « frictionnelle », qui correspond à la mobilité des ménages (le temps de trouver un acheteur ou un nouveau locataire) ;
- La vacance de moyenne ou longue durée, dite « structurelle ». Celle-ci peut correspondre à des logements non adaptés au marché (insalubres, mal isolés…), en travaux ou nécessitant de gros travaux. Mais aussi liée à des phénomènes de rétention, c'est-à-dire des logements volontairement gardés vides, pour des stratégies personnelles ou familiales de maintien du logement.

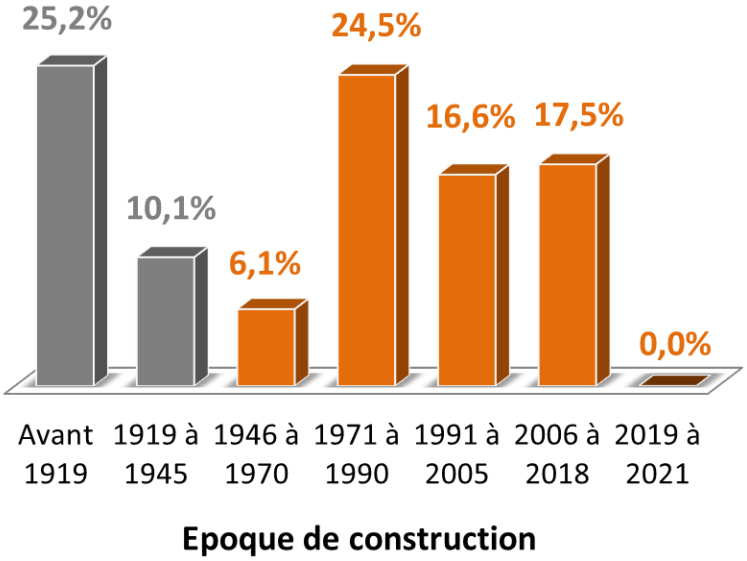
Un taux de vacance de 8% correspond à une vacance frictionnelle, nécessaire à la **fluidité du parc de logements**, avec un peu de vacance structurelle. L'explication de ce taux de vacance tient certainement à la présence de 4 logements dans le château d'Hugleville, qui ont été « sortis » du marché. Leur remise sur le marché est incertaine.




*Évolution des catégories des logements (source INSEE / PERSPECTIVES)*

Ancienneté des logements

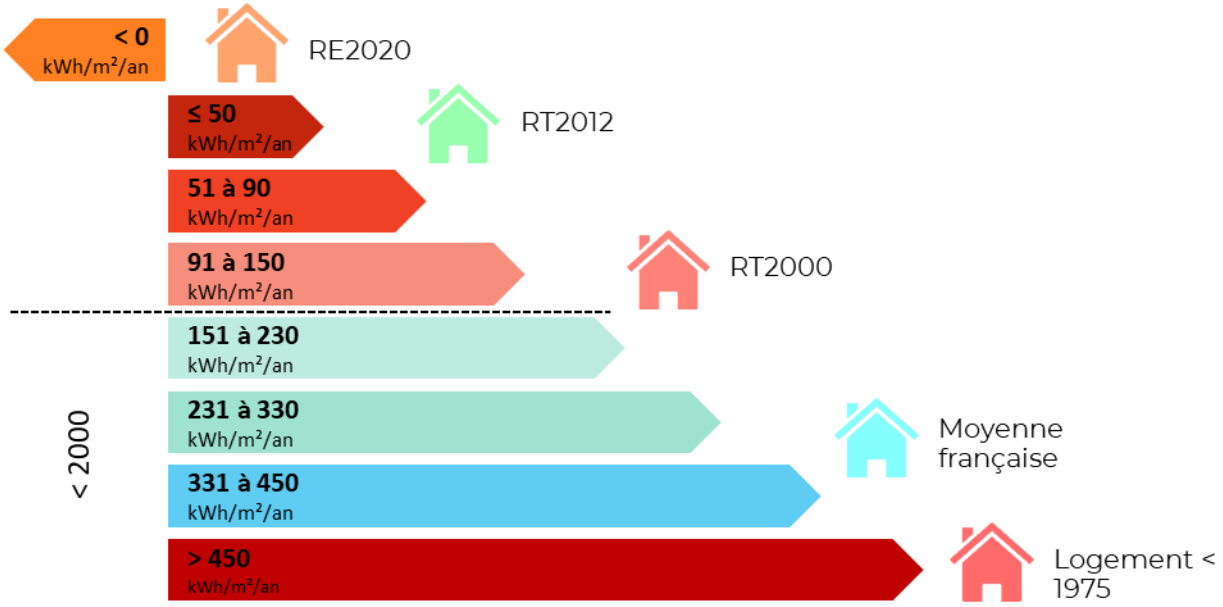
Il n'y a que **35% de logements dits « anciens »**, c'est-à-dire édifiés avant 1946 (avant la Seconde Guerre mondiale, les constructions étaient encore très majoritairement réalisées avec des matériaux traditionnels – brique, pierre, bois – alors que la préfabrication et le béton ont complètement révolutionné les modes constructifs après-guerre). L'image de la ville ancienne, traditionnelle, s'est estompée à Hugleville-en-Caux, mais reste encore visible dans le centre du village.




*Époque de construction (source INSEE/ PERSPECTIVES)*

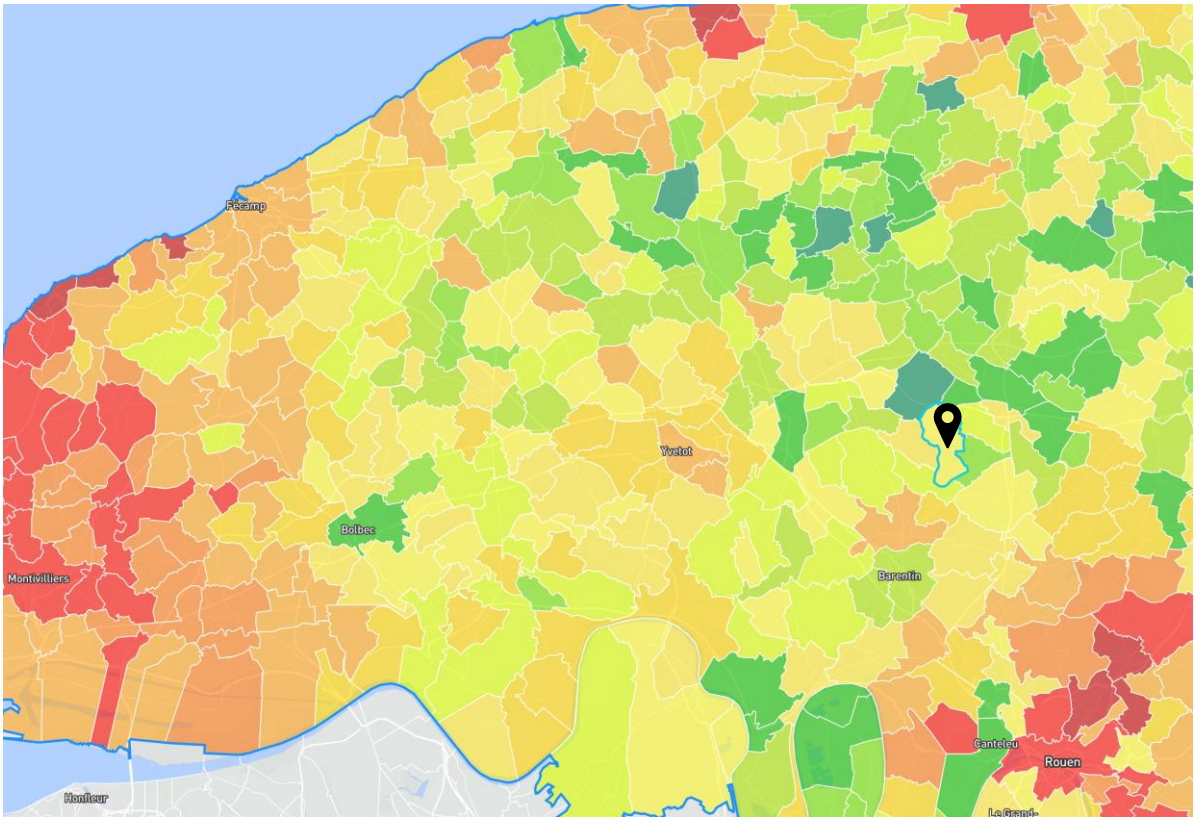
La moitié des logements d'Hugleville-en-Caux a été bâti dans la 2ème moitié du 20ème siècle. À la différence des logements traditionnels, construits en relation avec leur environnement et avec des matériaux présentant des qualités hygrothermiques intrinsèques, les logements standardisés de la 2ème moitié du 20ème siècle possèdent de piètres qualités thermiques. Il y a donc un enjeu important à améliorer leurs performances énergétiques, si cela n'a pas encore été réalisé (performance de l'isolation de l'enveloppe, qualité des menuiseries, rendement du système de chauffage, etc.) afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, etc.). **La moitié des logements d'Hugleville-en-Caux est potentiellement concernée par des enjeux énergétiques**.

Après 2000, on peut considérer que les règlementations thermiques et environnementales plus exigeantes ont permis une production de logements mieux isolés et mieux chauffés.




Coût des logements

La commune bénéficie de **prix attractifs, à l'écart des pressions métropolitaines**. Selon les données présentées par le site « MeilleursAgents », le prix moyen est d'environ 1 880 € / m² à Hugleville-en-Caux (contre 2 020 € / m² pour un appartement et 2 106 € / m² pour une maison en moyenne dans le département).



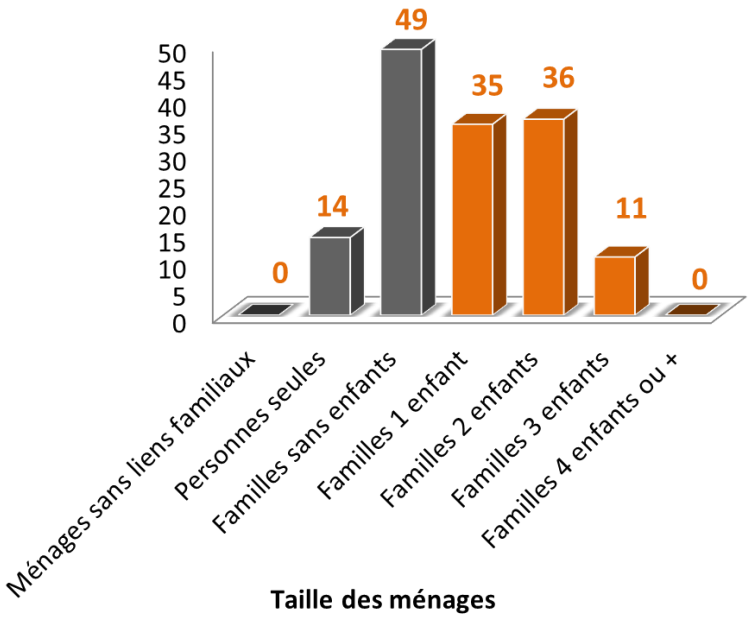

*Prix des logements (source [www.meilleursagents.com](http://www.meilleursagents.com))*

A titre d'illustration, le logement moyen vendu à Hugleville-en-Caux entre 201 et 2021 (source DVF) est une maison individuelle de 127 m² (4,8 pièces), avec 2 665 m² de terrain, pour un prix de 200 000 € (soit une valeur moyenne inférieure à celle annoncée par site « MeilleursAgents »).

## VI.4. Lien entre les logements et leurs occupants



Hugleville-en-Caux est une commune jeune, où les **familles avec enfants** sont bien représentées (56% des ménages, bien au-dessus de la moyenne départementale de 34%).



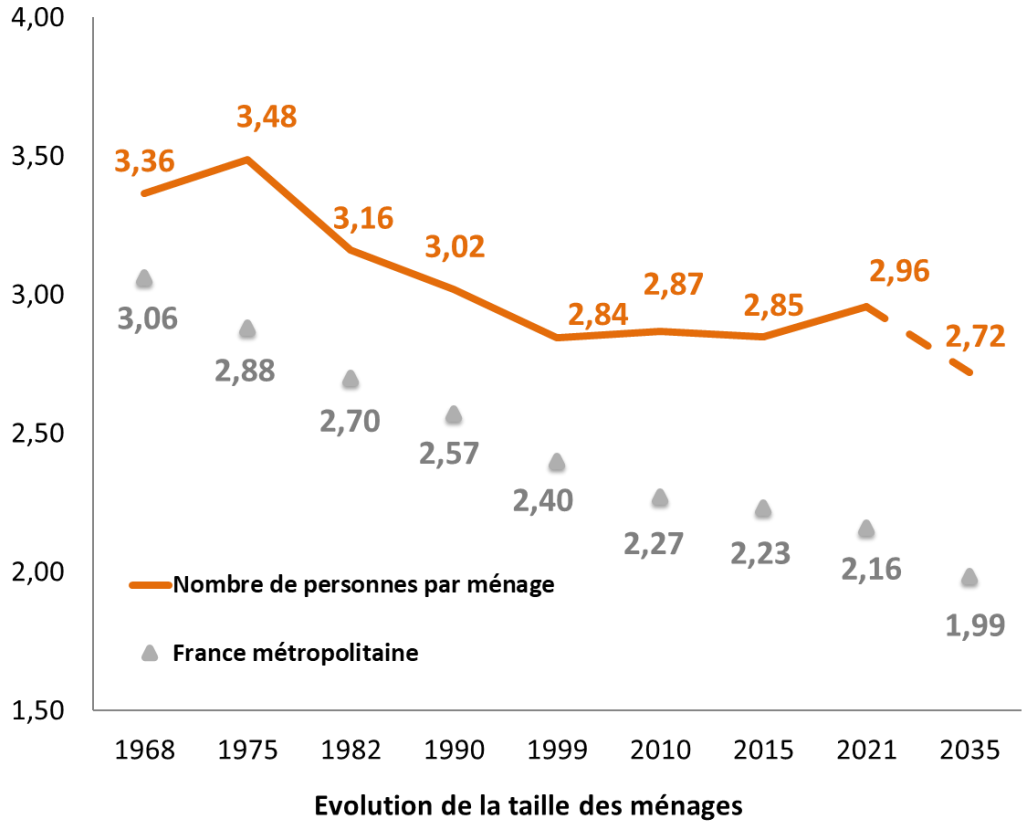

*Composition des ménages (source INSEE/ PERSPECTIVES)*

Le nombre de personnes par ménage est supérieur à la moyenne, avec **2,96 personnes / ménage en 2021**. Il a un peu diminué, puisqu'en 1975, les ménages d'Hugleville-en-Caux étaient formés de 3,48 personnes en moyenne (perte de 0,54 personne par logement).

Ce phénomène, appelé desserrement, est subi sur l'ensemble du territoire français ; en France, le nombre moyen de personnes par ménage est passé de 2,88 en 1975 à 2,16 en 2021, sous l'effet :

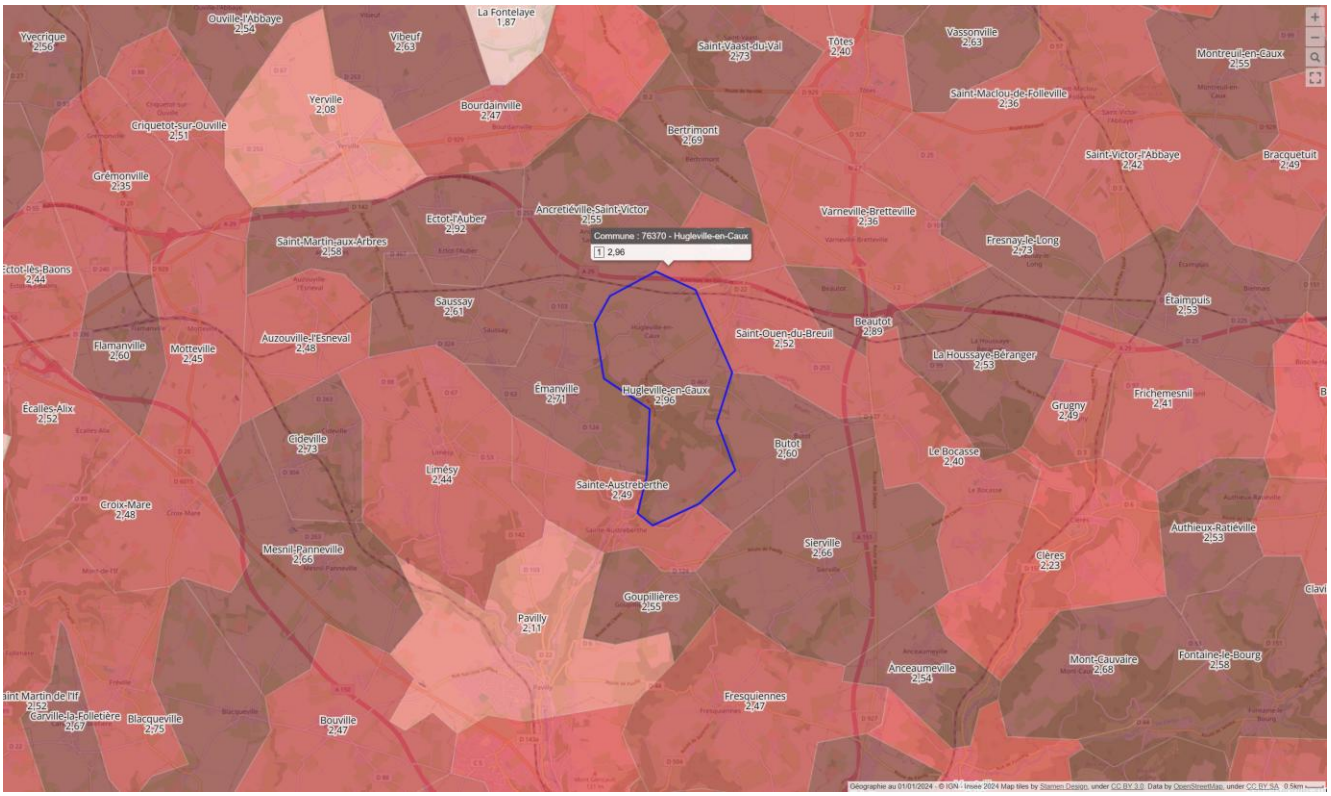
- Du vieillissement de la population ;
- De l'évolution des comportements ;
- De la baisse du nombre moyen d'enfants par femme ;
- De la multiplication de familles monoparentales ;
- De la décohabitation plus précoce des jeunes adultes.

Selon l'INSEE, le phénomène du desserrement pourrait se poursuivre en France dans les années à venir avec un rythme de -0,6%/an. En suivant cette tendance, les ménages d'Hugleville-en-Caux pourraient être composés de 2,72 personnes en moyenne en 2035 puis 2,63 personnes en moyenne en 2040. **La taille des ménages diminuant, il faudra alors de plus en plus de résidences principales pour loger la même population**.




*Évolution de la taille des ménages (source INSEE/ PERSPECTIVES)*

Hugleville-en-Caux fait partie des villages où la taille des ménages est restée la plus élevée.



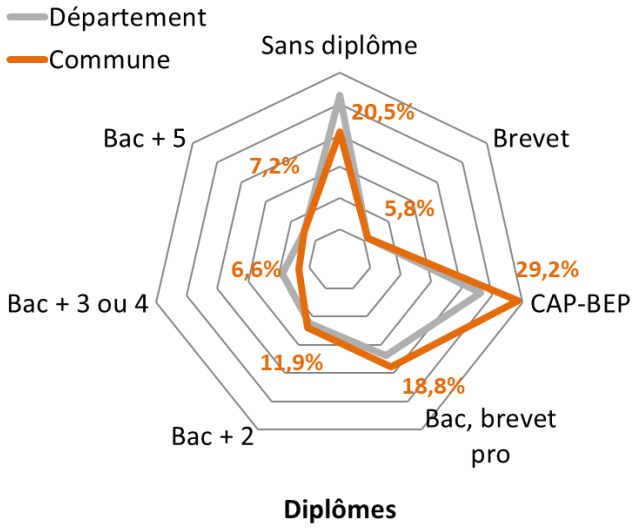

*Comparaison supracommunale de la taille des ménages (source INSEE/ PERSPECTIVES)*

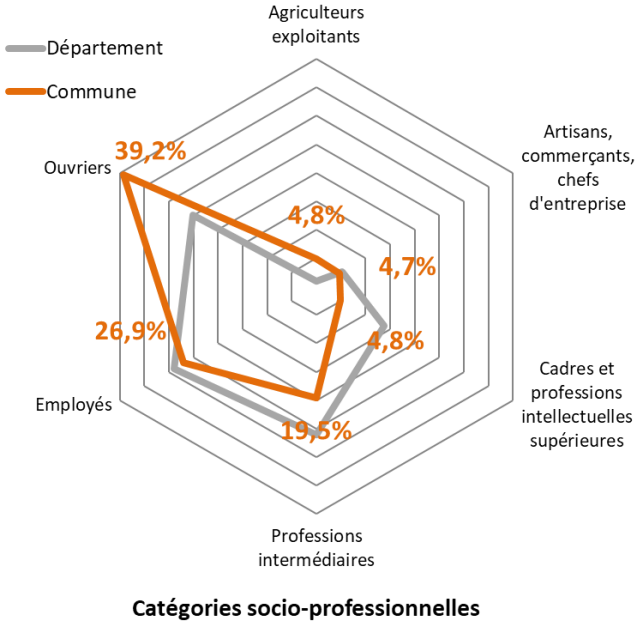
# VII. Économie

## VII.1. Population active

A Hugleville-en-Caux, le **niveau d'étude est assez proche de la moyenne** départementale.

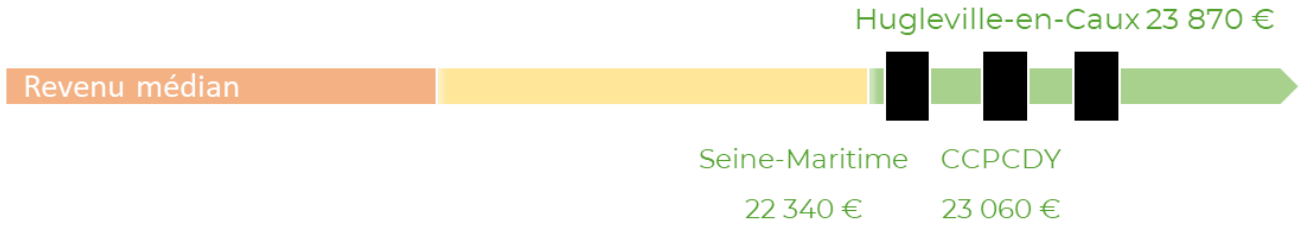
Les **ouvriers sont nombreux**, puisqu'ils représentent 39% de la population active. Ils sont suivis par les **employés (**27%) et les **professions intermédiaires** (20%). Les cadres et professions intellectuelles supérieures sont peu présents.



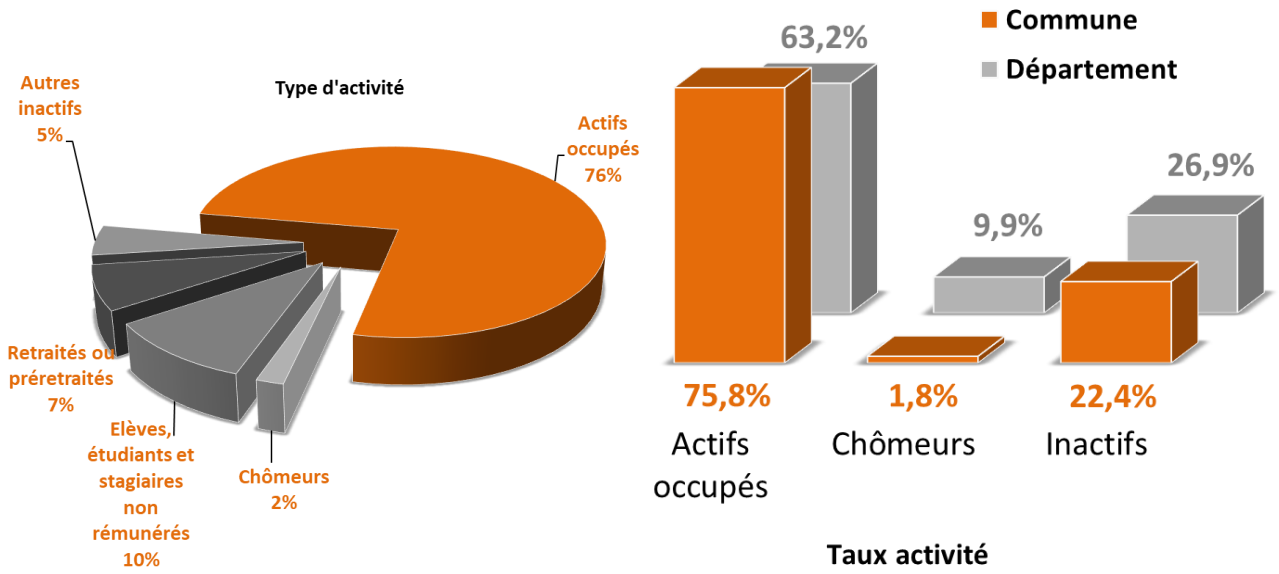




*Diplômes et catégories socioprofessionnelles (source INSEE/ PERSPECTIVES)*

Les revenus sont supérieurs à la moyenne :



Le taux de chômage est plus faible que la moyenne, ce qui est assez classique dans les campagnes (la perte d'emploi étant souvent un motif de départ vers les villes, où les opportunités d'en retrouver un nouveau sont plus diversifiées.). Logiquement, la proportion des actifs occupés est supérieure à la moyenne.




*Type et taux activité (source INSEE/ PERSPECTIVES)*

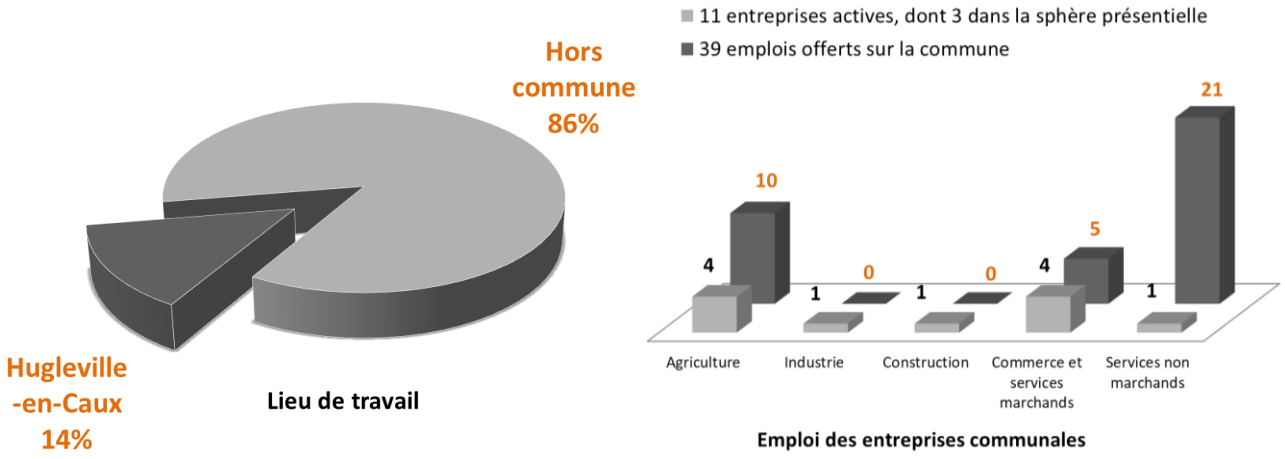
## VII.2. Activité locale



Hugleville-en-Caux est **dépendant des bassins d'emplois extérieurs, mais il existe tout de même quelques emplois locaux** (36, majoritairement dans les services non marchands et l'agriculture).

L'indicateur de concentration d'emploi[2] est faible à Hugleville-en-Caux, avec 18,8 emplois pour 100 actifs occupés (contre 46,1 en moyenne dans la communauté de communes et 101,4 dans le département). C'est donc sans surprise que l'on retrouve **86% des habitants travaillant** hors de la commune.

Cette dépendance aux bassins d'emplois extérieurs s'est aggravée ces dernières années, avec la perte de 13 emplois entre 2010 et 2015.

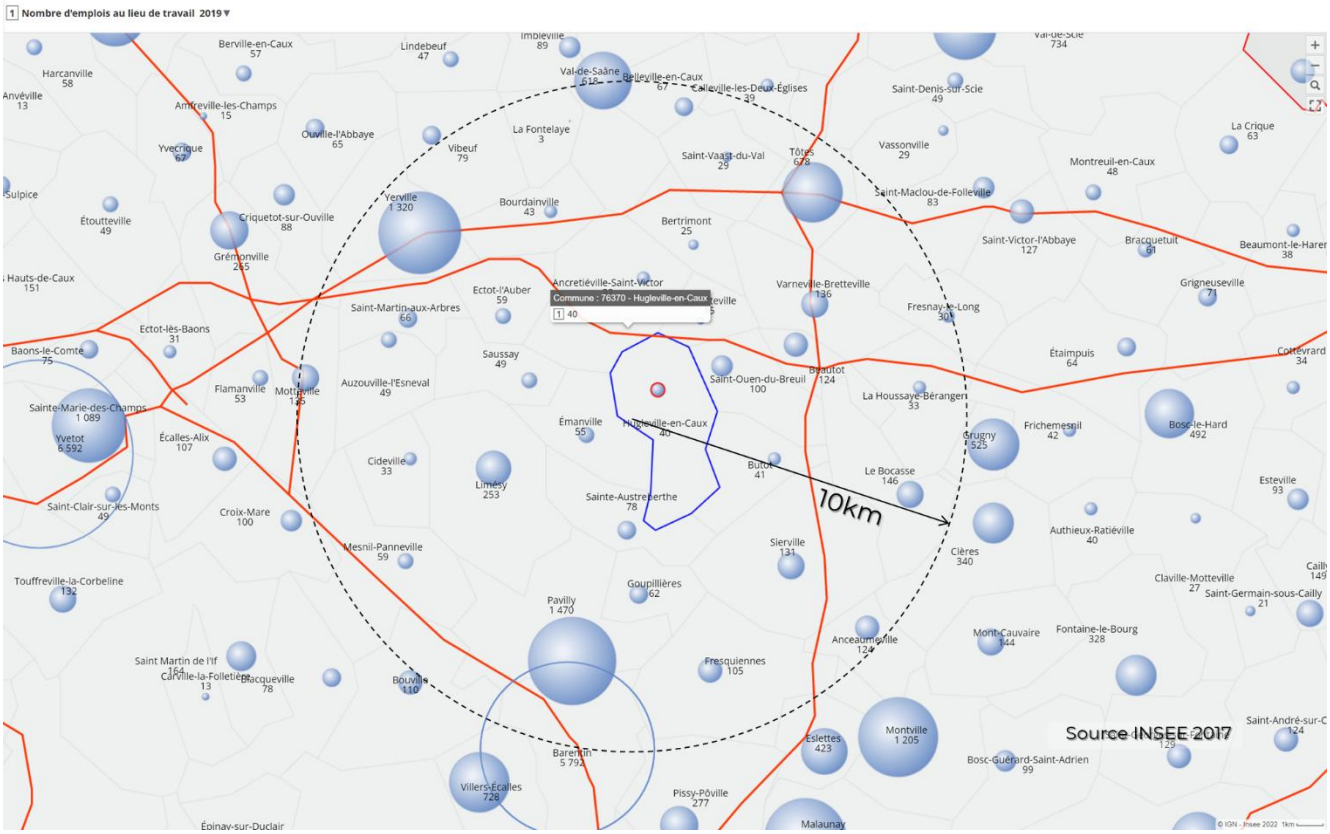



*Emploi à Hugleville-en-Caux en 2021 (source INSEE)*

Les **bassins d'emplois les plus proches sont Yvetot, Barentin / Pavilly, Dieppe et Rouen**.

[2] L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

| Agglo Yvetot | 8 000 emplois | 20 km / 23’ |
|---|---|---|
| Barentin / Pavilly | 7 000 emplois | 9 km / 10’ |
| Agglo Dieppe | 20 000 emplois | 42 km / 35’ |
| Métropole Rouen Normandie | 230 000 emplois | 36 km / 30’ |




*Répartition des emplois autour d’Hugleville-en-Caux en 2019 (source INSEE)*

## VIII. Equipements communaux

Hugleville-en-Caux dispose d’équipements publics en quantité limitée. Ils sont tous présents dans le bourg d’Hugleville :

- Mairie, avec en arrière une aire de jeux pour les enfants et un point d’apport volontaire pour le tri des déchets ;
- Eglise / cimetière.

Il n’y a plus d’école à Hugleville-en-Caux. L’école d’Ancretiéville-Saint-Victor accueille tous les enfants du RPI (Ancretiéville / Hugleville / Butot).

Une salle dans les locaux de la mairie est mise à disposition des associations. Pour les manifestations de plus grande importance, la municipalité bénéficie de la proximité des salles de réception du traiteur dans le village de Grosfy.

Cette dotation est limitée et présente des faiblesses :

- Le pôle « Mairie » mériterait d’être agrandi pour mieux organiser et faire cohabiter les usages (accueil du public / aire de jeux / collecte déchets) ;
- Le village de Grosfy, de taille équivalente à Hugleville, ne possède d’autres équipements qu’un espace naturel central (mare communale). Une extension de cet espace, afin d’en faire un véritable lieu de vie et de rencontre serait bénéfique à la vie locale.





*Mairie d'Hugleville / Espace public autour de la mare de Grosfy*

# IX. Infrastructures de déplacements

## IX.1. Réseau

Hugleville-en-Caux est situé dans un **environnement calme**, mais d'**accès facile aux grandes infrastructures de déplacement**.

La commune est traversée par la **route départementale 22** entre Pavilly et Tôtes. L'**autoroute A29** touche le territoire communal à son extrémité septentrionale. L'échangeur de Varneville-Bretteville (A29 / A151) est à 7 km / 7 minutes en voiture du centre du bourg d'Hugleville. Une aire de covoiturage y a récemment été aménagée.

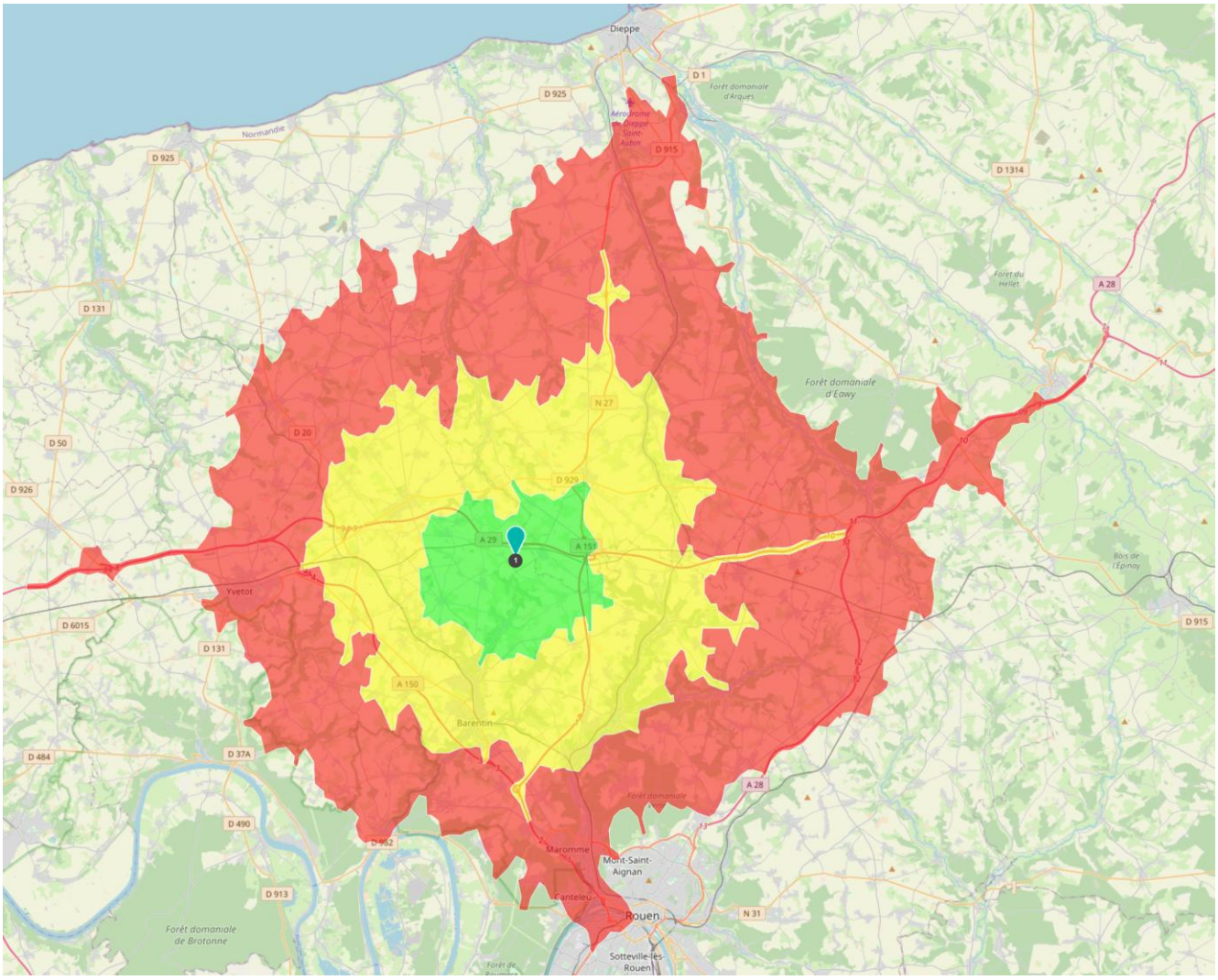
Il n'y a **pas de desserte locale en transports en commun**, mais les habitants utilisent la gare de Pavilly (à 9 km). Le car (réseau régional NOMAD) peut être emprunté à Yerville (ligne L526 vers Rouen) ou Tôtes (ligne L523 vers Dieppe).




*Mobilités autour Hugleville-en-Caux*

La carte ci-dessous est une carte des isochrones de déplacement automobile. Elle sert à visualiser les zones accessibles en voiture à partir de Hugleville-en-Caux, pour des durées de trajet de 10, 20 et

30 minutes. Elle témoigne de la **bonne accessibilité de la commune**, avec Yvetot à moins de 30 minutes. L'accès à Rouen ou Dieppe est lui aussi rapide (30 minutes), sous réserve des conditions de circulation.

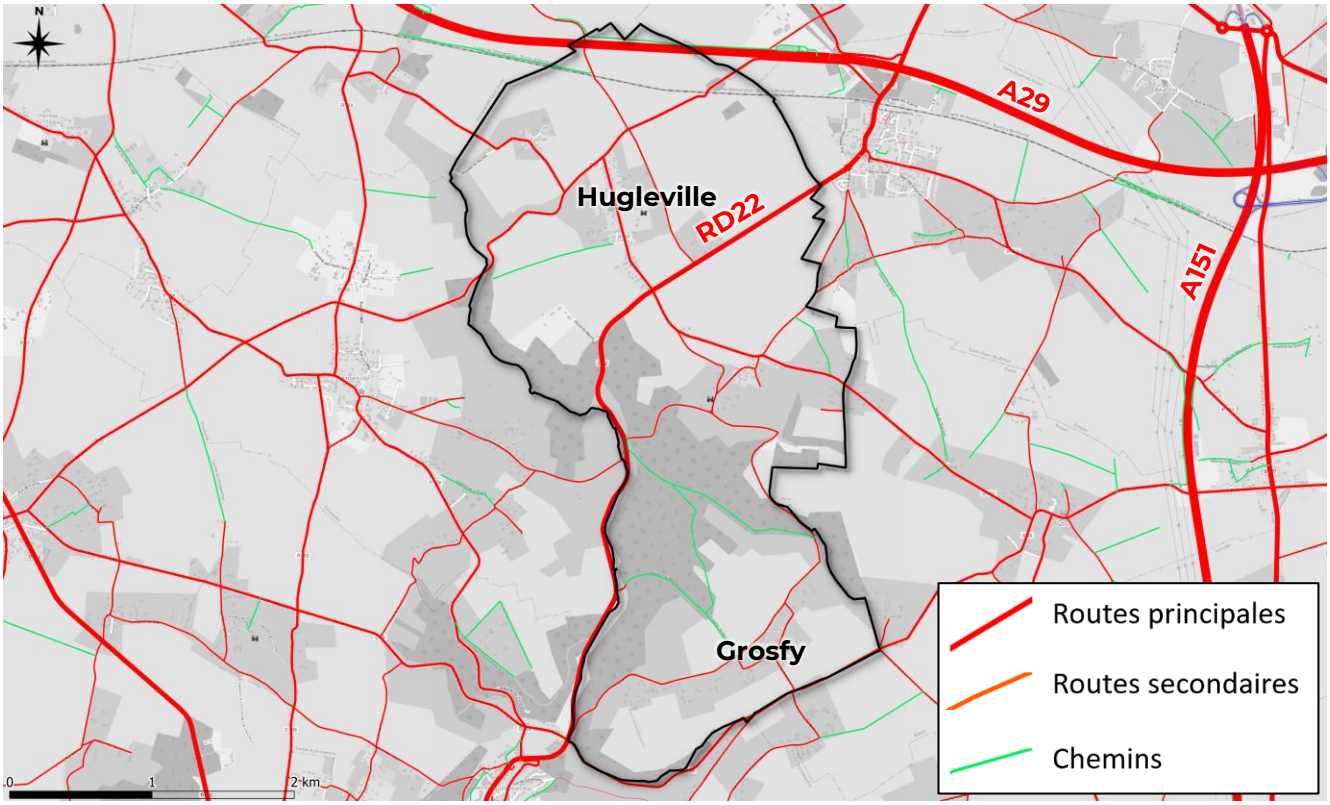



*Isochrones de déplacement automobile (Source openrouteservice)*

Si les autoroutes A29 et A151 supportent un trafic soutenu (respectivement 12 193 et 18 213 véhicules / jour), la commune n'en subit pas les nuisances. Le principal axe routier traversant Hugleville-en-Caux, la RD22, voit passer environ 1 680 véhicules / jour, dont 2% de poids lourds.

Les autres axes sont des routes secondaires de desserte locale, avec un faible trafic.

Les chemins de **mobilités douces sont peu développés**.




*Infrastructures de mobilités à Hugleville-en-Caux*

## IX.1. Loi Barnier

La loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement (dite « loi Barnier ») a introduit les articles L111-6 à L111-10 dans le code de l'urbanisme, visant à mieux maîtriser le développement urbain le long des voies les plus importantes. L'objectif de cette disposition est d'inciter les communes à engager une réflexion préalable à tout projet de développement sur les conditions d'aménagement des abords des principaux axes routiers, principalement dans les entrées de ville.

**En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes.**

Cette interdiction de construire ne s'applique pas :

- Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- Aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- Aux réseaux d'intérêt public ;
- A l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Cela concerne uniquement des espaces agricoles non bâties, et est donc sans incidence sur le projet de PLU.




*Secteur des 100m de la loi Barnier*

## IX.2. Voies bruyantes

D'après le Classement Sonore des Transports Terrestres de la Seine-Maritime (arrêté le 27 mai 2016), **l'autoroute A29 est identifiée comme vecteur de nuisances sonores** sur la commune.

En fonction des catégories sonores fixées par l'arrêté préfectoral, des secteurs affectés par le bruit sont définis de part et d'autre de ces infrastructures. Les infrastructures sont classées, selon leur niveau de bruit, dans les catégories suivantes :

- La catégorie 1 qui est la plus bruyante engendre un secteur d'une largeur maximale de 300 m de part et d'autre du bord de la chaussée pour une route, ou du rail extérieur pour une voie ferrée ;
- En catégorie 2, cette largeur passe à 250 m ;
- En catégorie 3, elle passe à 100 m ;
- En catégorie 4, elle passe à 30 m ;
- En catégorie 5, elle passe à 10 m.

Les bâtiments à construire dans le secteur affecté par le bruit doivent être isolés en fonction de leur exposition sonore. Seuls sont concernés, les bâtiments d'habitation, les établissements d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique.

**L'autoroute A29** est identifiée comme voie bruyante de catégorie 3, associée à un **faisceau de 100m**. Le faisceau est très proche de celui applicable au titre de l'article L111-6 (loi Barnier : cf. schéma ci-dessus), à la différence qu'il est mesuré depuis le bord extérieur de la chaussée. Cela concerne uniquement des espaces agricoles non bâtis, et est donc sans incidence sur le projet de PLU.

### IX.3. Stationnement

Les besoins en stationnement public sont faibles à Hugleville-en-Caux, et la capacité actuelle est jugée suffisante, bien que limitée (il y a quelques places de stationnement derrière la Mairie et devant l'église).

# X. Mobilités

Les déplacements peuvent être regroupés selon quatre catégories :

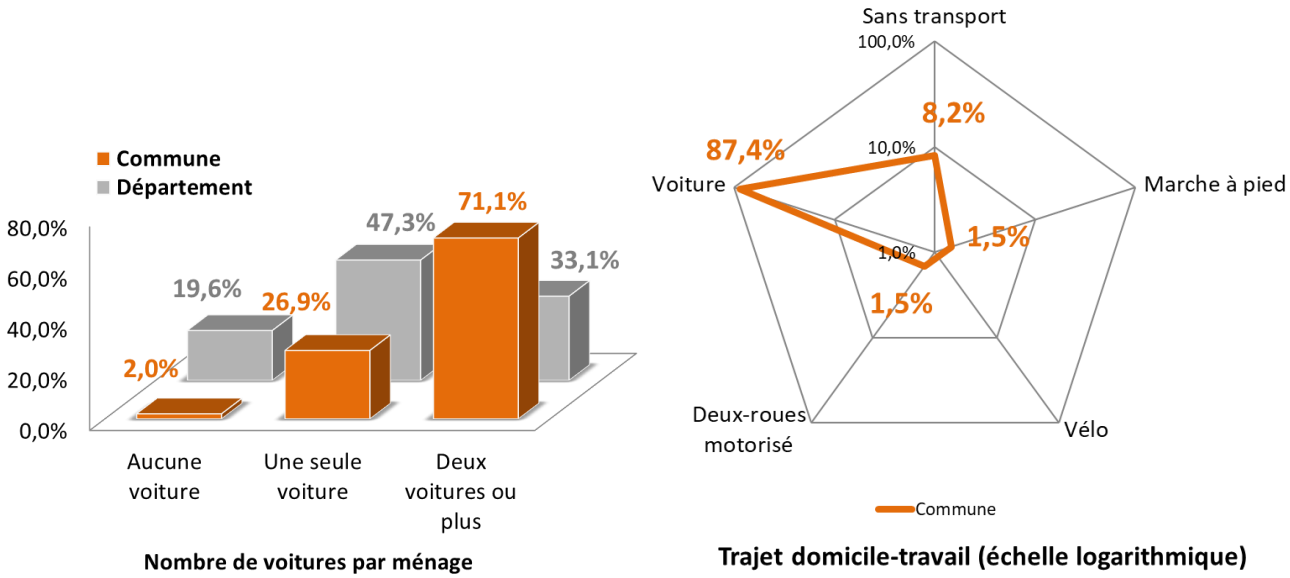
- Les déplacements liés au travail ;
- Les déplacements scolaires ;
- Les déplacements liés au commerce et d'accès aux services (médecin, coiffeur, etc. ...) ;
- Les déplacements de loisirs.

La voiture individuelle est un élément indispensable du mode de vie rural à Hugleville-en-Caux, avec **98% des ménages motorisés**.

### X.1. Trajets domicile travail

Hugleville-en-Caux compte **207 actifs ayant un emploi** en 2021 (soit 48% de la population totale).

Le développement du réseau routier autour de Hugleville-en-Caux est lié à la **forte dépendance à la voiture**. En effet, les habitants de la commune utilisent massivement la voiture individuelle pour les déplacements liés au travail (87 % des trajets domicile-travail, contre 76,3% en moyenne dans la Seine-Maritime).



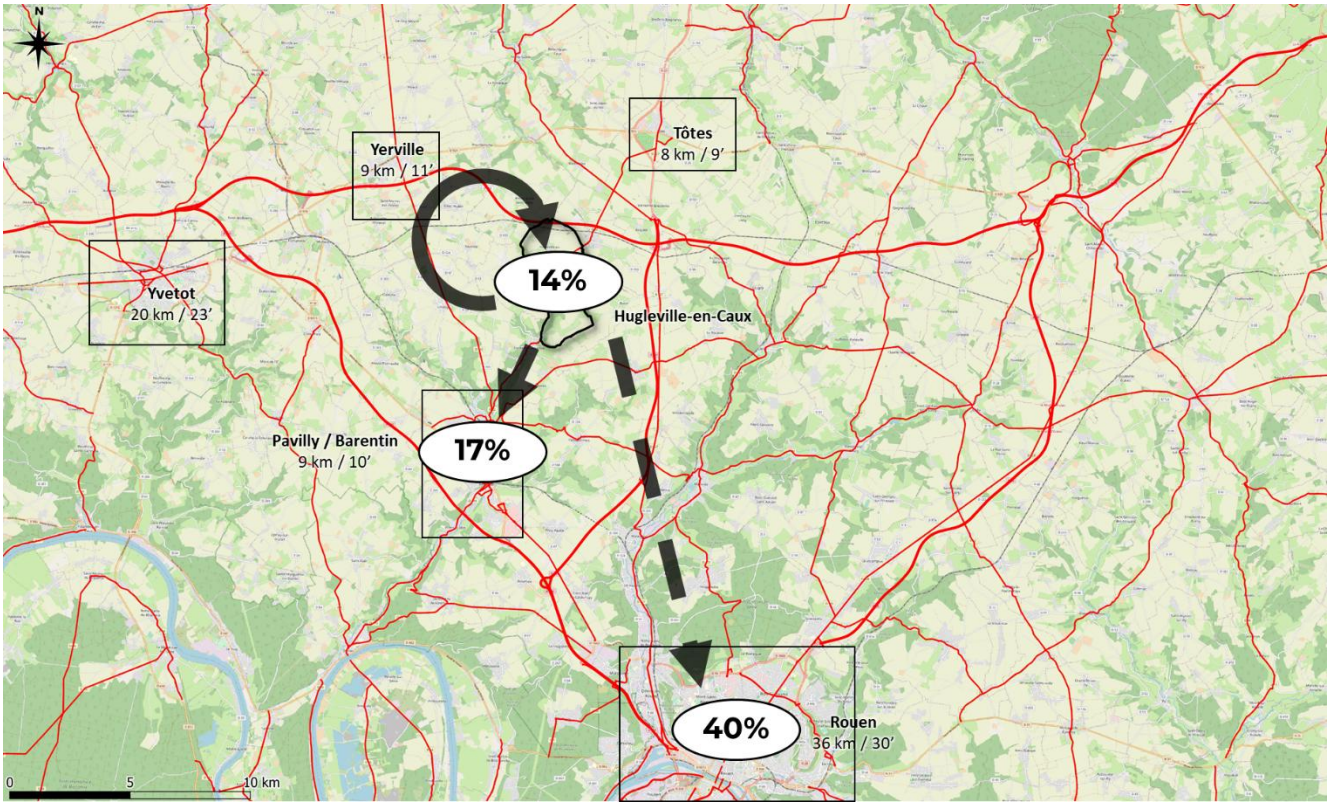

*Nombre de voitures par ménage / Répartition des trajets domicile-travail, en échelle logarithmique (source INSEE / PERSPECTIVES)*

Les déplacements domicile – travail sont effectués à raison d'un trajet le matin et d'un trajet le soir (en semaine). L'analyse de l'enquête déplacement[3] de l'INSEE 2019 nous enseigne que :

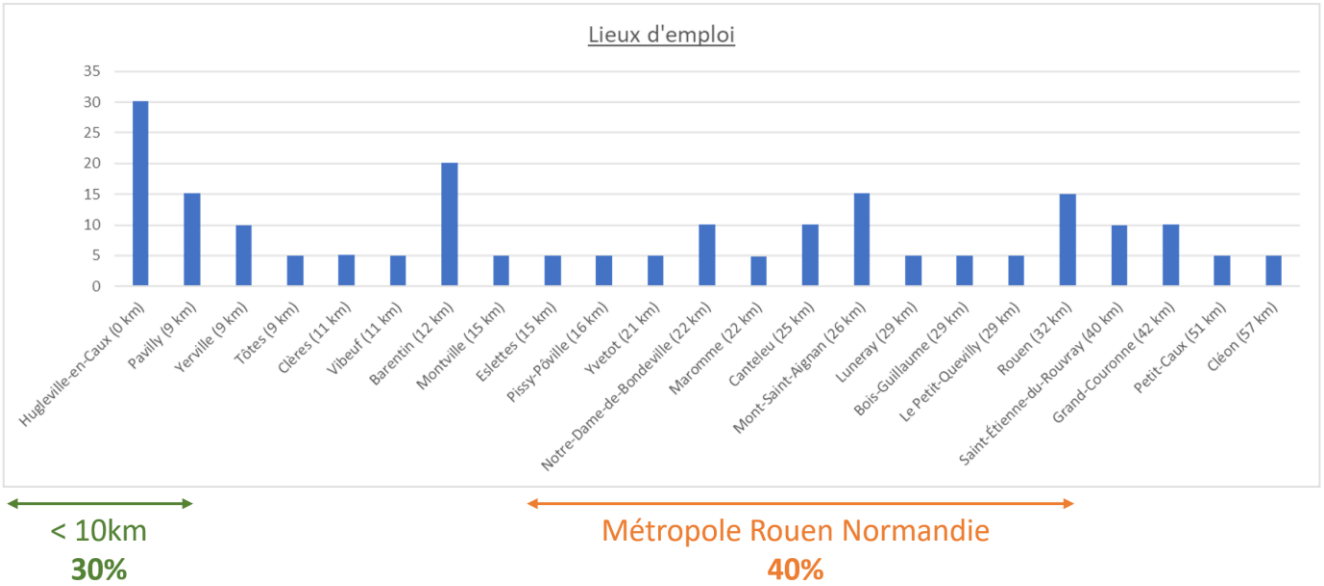
- **14% des actifs travaillent dans la commune** (il y a un léger décalage avec le recensement principal, lié au mode de production de ces données) ;

[3] Attention, les statistiques au lieu de travail peuvent parfois différer sensiblement entre cette exploitation complémentaire et l'exploitation principale (recensement de la population). Outre le sondage qui est différent, le lieu de travail est déterminé avec plus de précision pour cette exploitation complémentaire car on dispose d'informations supplémentaires et notamment de la localisation de l'établissement où est exercée l'activité.

- **La Métropole Rouen Normandie est le principal bassin d'emplois** (environ 230 000 emplois dont 85 000 à Rouen) dont dépend Hugleville-en-Caux (environ 40% des actifs) ;
- **17% des actifs travaillent sur le pôle Barentin / Pavilly** (bassin de 7 000 emplois) ;
- Les autres lieux d'emplois sont dispersés.



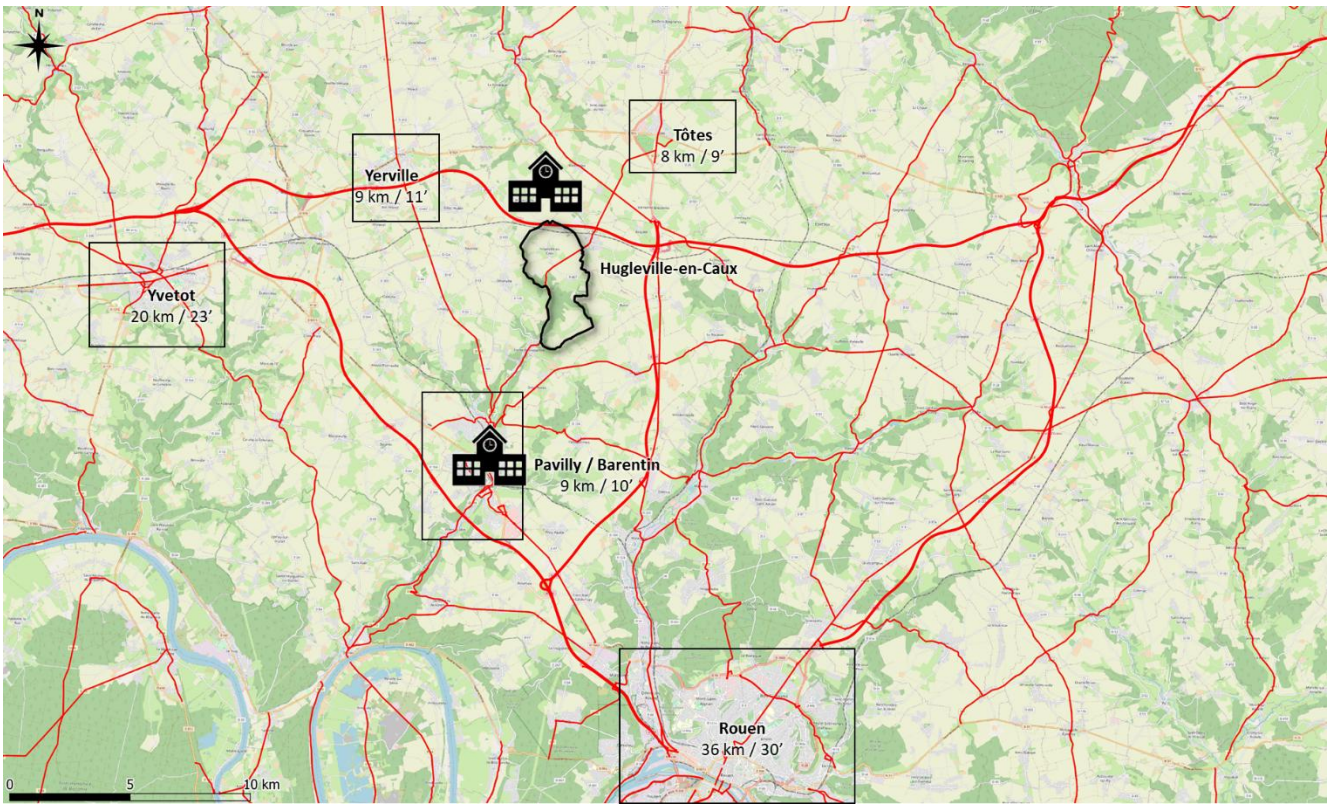

*Répartition des lieux d'emploi des actifs d'Hugleville-en-Caux*




## X.2. Trajets scolaires

Les jeunes enfants sont scolarisés dans l'**école publique d'Ancretiéville-Saint-Victor**, desservie par le transport scolaire, ou dans l'école privée de Limésy.

Plus âgés, ils dépendent du collège de Yerville et du lycée de Barentin, accessibles par transports scolaires.




*Equipements scolaires*

## X.3. Trajets vers les commerces et services

Il n'y a pas d'offre en commerces et services à Hugleville-en-Caux.

Les habitants ont l'habitude de se tourner vers **Yerville, Tôtes, Pavilly ou Yvetot** (commerces de proximité + grands commerces).

Ces trajets sont réalisés en voiture individuelle.

## X.4. Déplacements liés aux loisirs

Les mobilités liées aux loisirs sont difficiles à appréhender, car il n'existe que très peu d'information statistique afférente. Pourtant, ce type de mobilités progresse fortement (+3%/an depuis 20 ans), et dépasse les mobilités de travail.

Une étude de 2007 sur les inégalités d'accès aux loisirs et au tourisme (Françoise Potier et Patricia Lejoux) démontre que les habitants des communes rurales sont moins « gourmands » en déplacements de loisirs (écart de 20% entre un « rural » et un « parisien »). Le jardinage, les promenades, ou la simple envie de profiter de leur village sont autant de raisons de limiter ces déplacements.

Ce que les ruraux savaient depuis longtemps – leur moindre propension à s'échapper de leur environnement – trouve un fondement théorique. Pour une commune comme Hugleville-en-Caux, on peut estimer que les mobilités de loisirs représentent environ 20 km/jour/habitant – alors que pour un urbain, ils représentent un peu plus de 25 km/jour/habitant (attention, il s'agit là d'un chiffre à interpréter comme un ordre de grandeur).

# XI. Agriculture

## XI.1. Qualité des sols et leur utilisation

Hugleville-en-Caux est une commune rurale, dont les sols sont majoritairement exploités par l'agriculture quand ils ne sont pas boisés.

Les sols suivants sont présents à Hugleville-en-Caux :

- La partie nord (Hugleville et ses abords) et le sud (Grosfy) sont de type **néoluvisol** (sols profonds, limono-sablo-argileux à limono-argileux, très majoritairement lessivés, souvent hydromorphes, issus de lœss, souvent sur argiles à silex ou formations résiduelles, des plateaux du Pays de Caux intérieur). C'est le principal sol présent sur la commune, offrant des **potentialités agricoles élevées** (en orange sur la carte ci-dessous).
- En partie centrale, la vallée et ses rebords sont identifiés comme **néoluvisol** (complexe de sols majoritairement forestiers, profonds à peu profonds, limoneux à limono-sableux, parfois hydromorphes, issus de colluvions, des versants et vallons secs du Pays de Caux). Ils figurent en marron sur la carte ci-dessous.
- Les prolongements de la vallée et des talwegs affluents sont de type **colluviosol** (sols profonds, limoneux à limono-sableux, souvent graveleux, issus de colluvions, des plateaux du Pays de Caux). Ils sont peu représentés à Hugleville-en-Caux (en vert sur la carte ci-dessous).



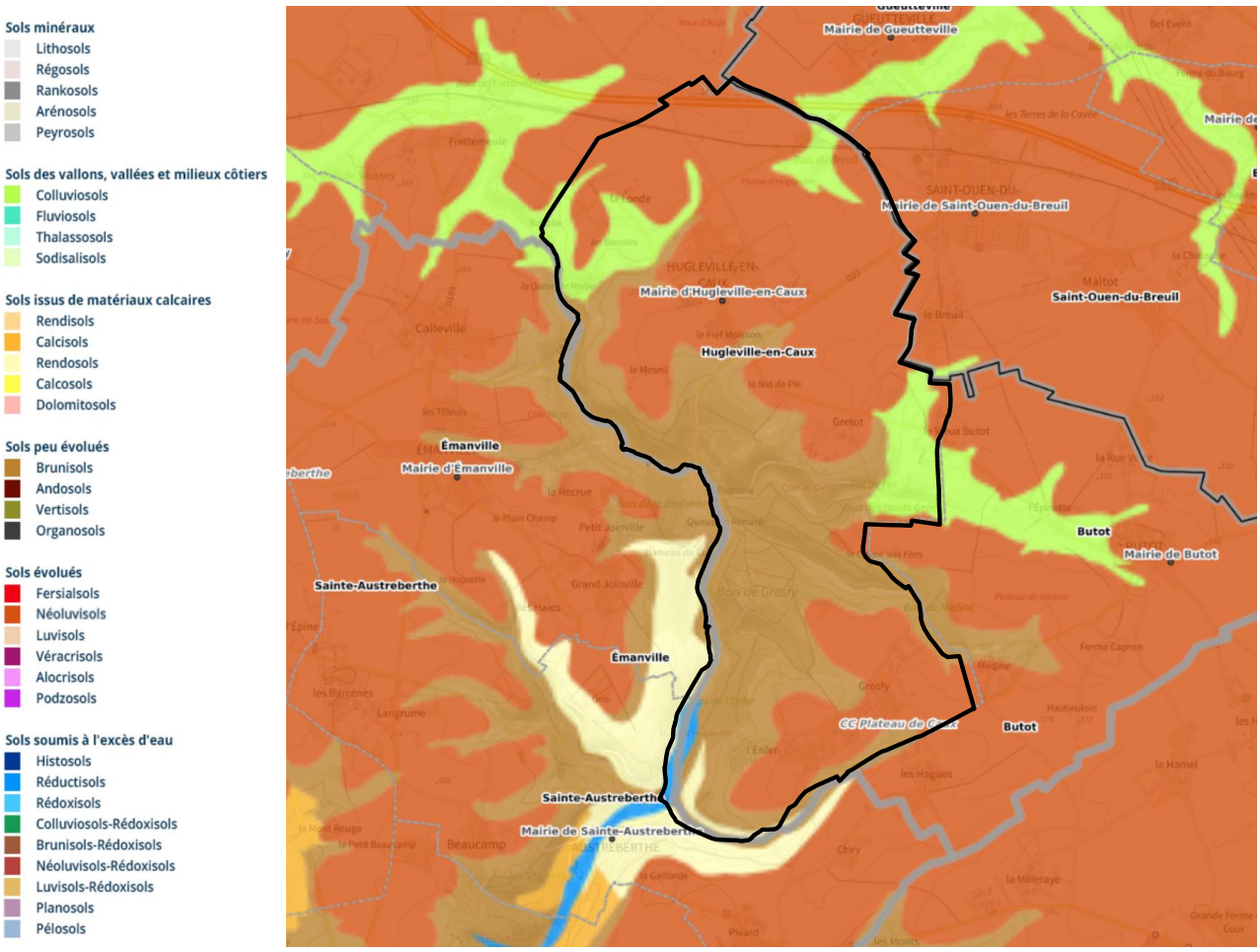
*Exemples de néoluvisol, néoluvisol et colluviosol (source GIS Sol)*

Selon le Registre Parcellaire Graphique, il y a :

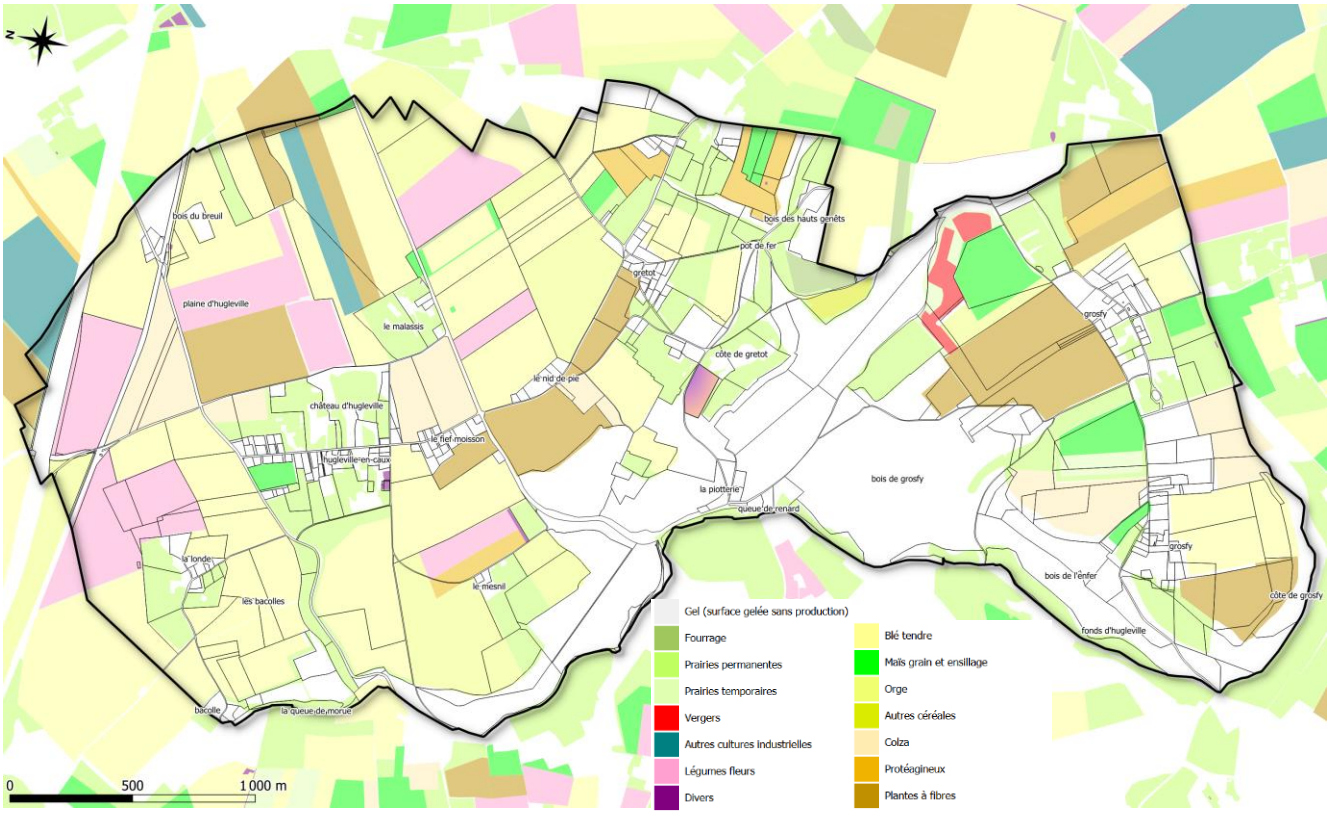
- **657 hectares exploités par l'agriculture** sur la commune, soit environ 70% de la superficie, confirmant l'importance de cette activité à Hugleville-en-Caux.

  Parmi ces 657 hectares, **147 sont occupés par des prairies et des vergers** (16% de la superficie), ce qui est particulièrement important pour le Pays de Caux, plutôt dominé par les grandes cultures. Cette valeur est toutefois en net recul, puisqu'il y avait 337 hectares de prairies en 1988, et certainement davantage auparavant.

- **181 hectares couverts de forêts** (19% de la superficie).




*Carte des sols*




*Utilisation des sols (source Registre Parcellaire Graphique 2020)*

## XI.2. Exploitations agricoles

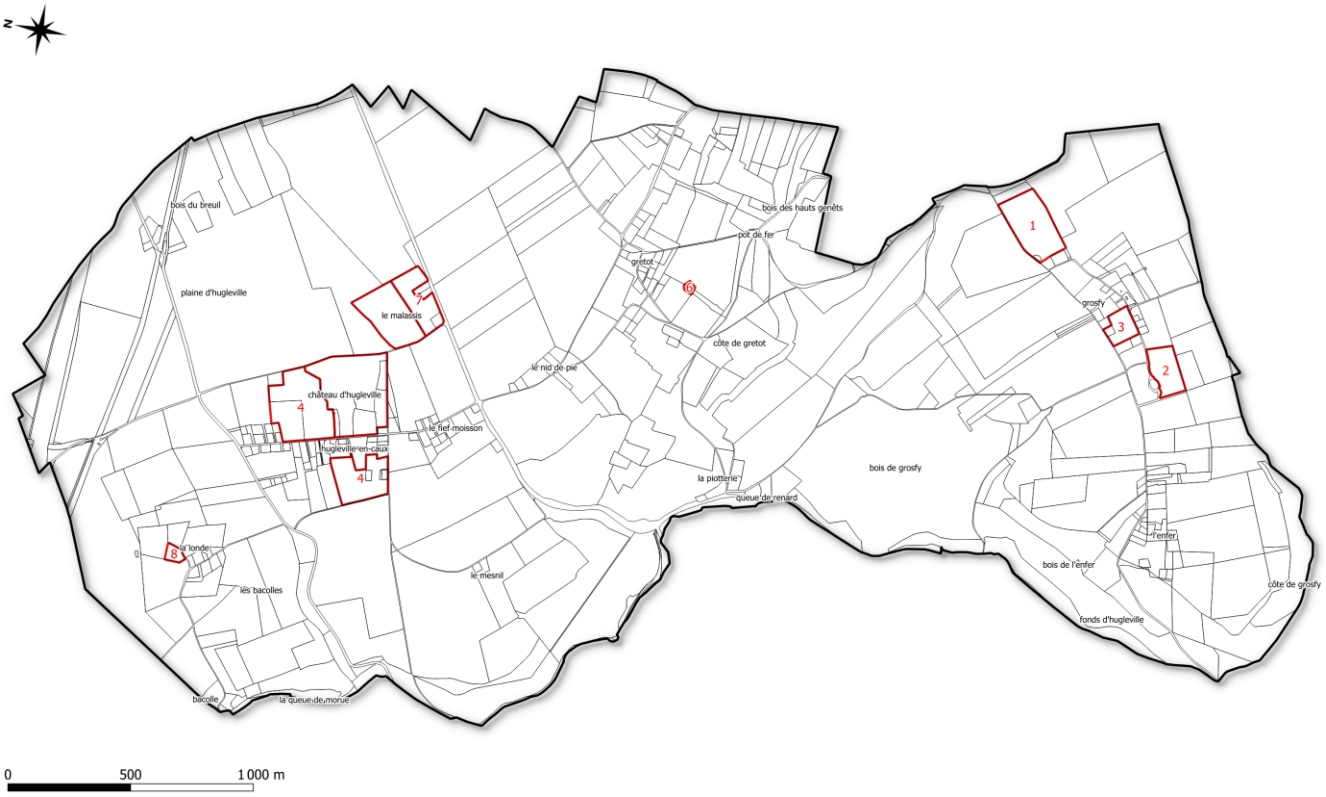
En 2024, on dénombrait **7 exploitants** dont le siège social est domicilié à Hugleville-en-Caux, ainsi que **3 sites secondaires**. Ces exploitations sont imbriquées dans les zones urbanisées du bourg d'Hugleville et du village de Grosfy.

On a assisté ces dernières décennies à une **forte diminution du nombre d'exploitants**, passés de 25 en 1988 à 7 aujourd'hui. Cette concentration s'est également traduite par une augmentation de la taille des exploitations (d'un rapport 4).

Toutes les exploitations actives sont **pérennes**, soit du fait de l'âge de l'exploitant, soit dans le cadre d'une transmission.

| | 1988 | 2000 | 2010 | 2020 | 2024 |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'exploitations | 25 | 17 | 9 | 9 | 7 |
| SAU | 818 ha | 738 ha | 505 ha | 693 ha | 826 ha (source exploitants) |
| SAU moyenne | 33 ha | 43 ha | 56 ha | 77 ha | 118 ha (source exploitants) |
| Cheptel | 1096 | 760 | 561 | - | - |
| Superficie toujours en herbe | 337 ha | 183 ha | 113 ha | 147 ha (source RPG2020) | - |

La superficie agricole utilisée (SAU) a augmenté depuis 2020, ce qui témoigne du dynamisme des exploitations huglevillaises.

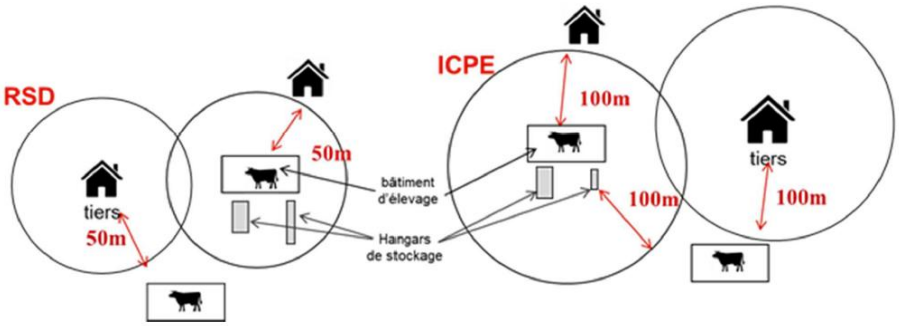



*Localisation des corps de ferme*

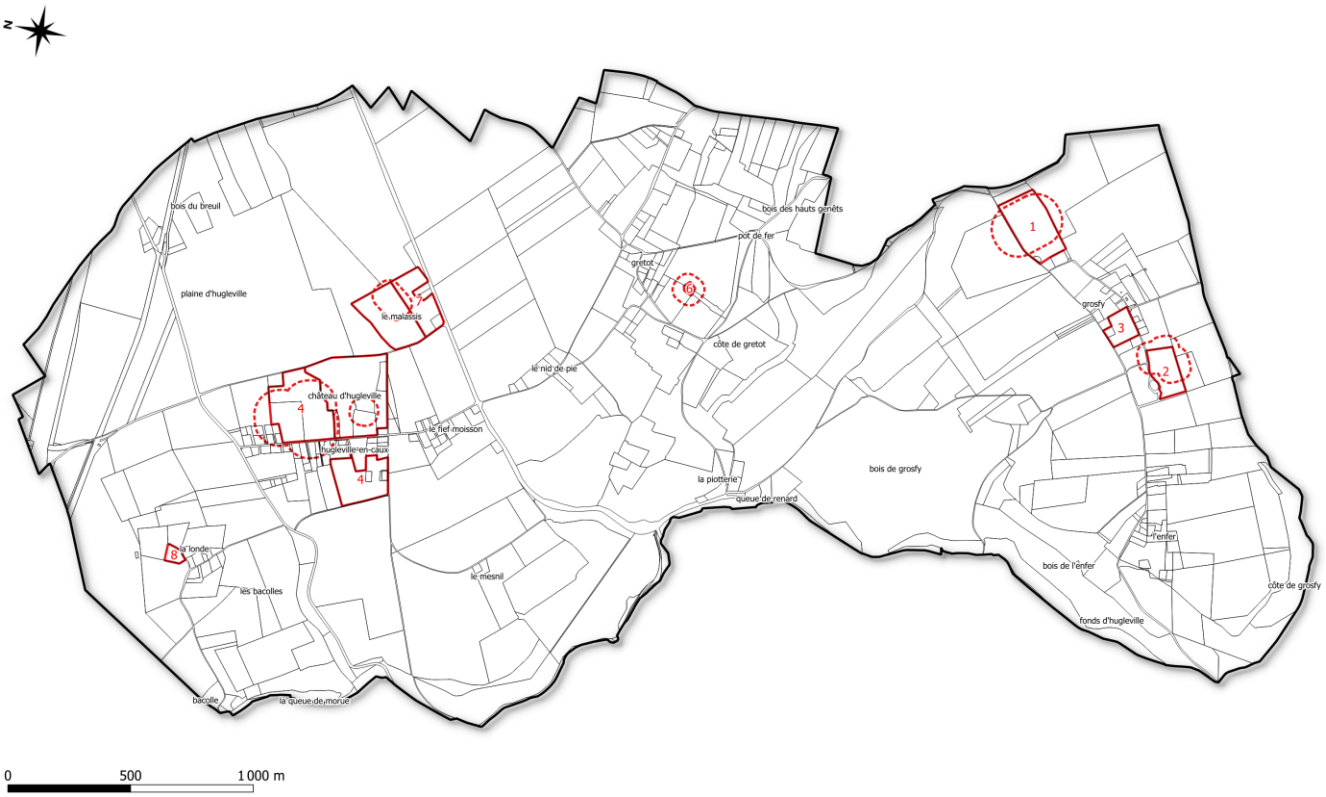
**L'élevage est très présent** à Hugleville-en-Caux, car il est pratiqué sur 6 sites.

Selon la taille et la nature des troupeaux, l'application du **Règlement Sanitaire Départemental** (RSD) ou de la législation sur les **installations classées** (ICPE) impliquent, pour toute construction liée à l'élevage, le respect d'un **recul de 50 ou 100 m** de toute habitation de tiers ou des limites d'urbanisation. La même exigence d'éloignement s'impose à toute nouvelle construction ou changement de destination de bâtiments habituellement occupés par des tiers situés à proximité d'installations d'élevage (article L111-3 du code rural).

**2 sites relèvent du régime des installations classées et 4 du RSD.**

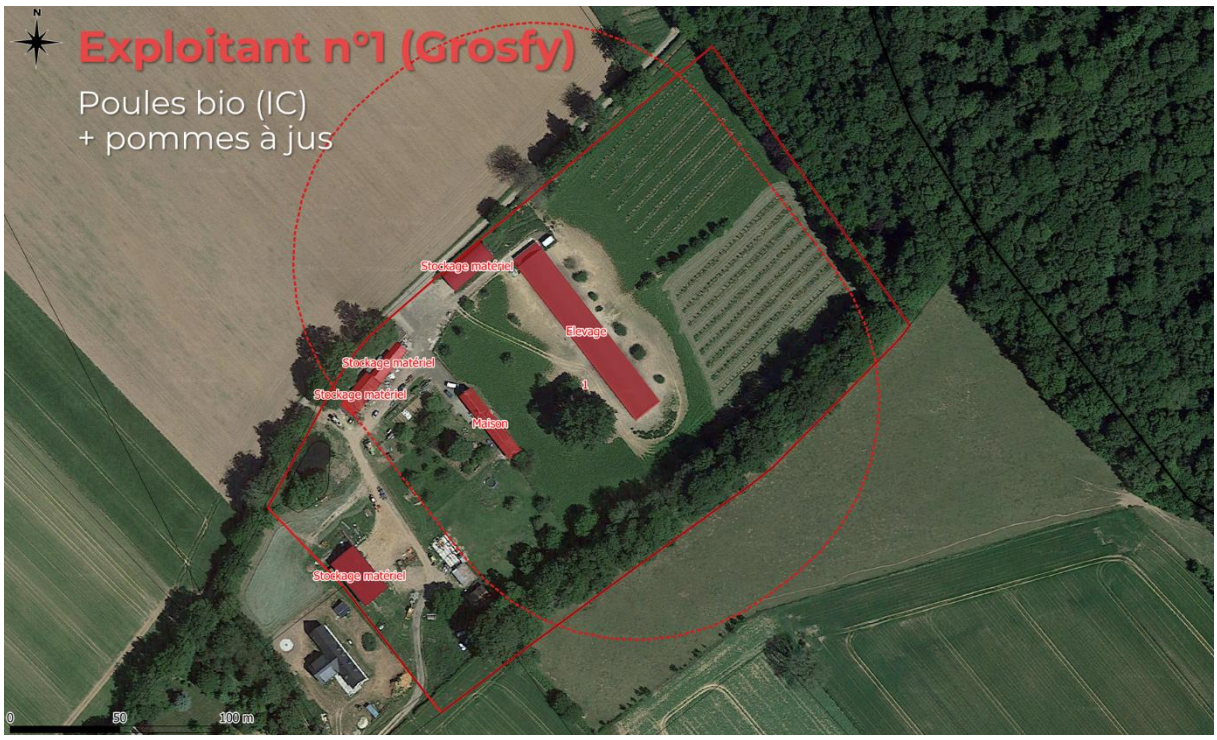



*Les distances sanitaires et le principe de réciprocité*

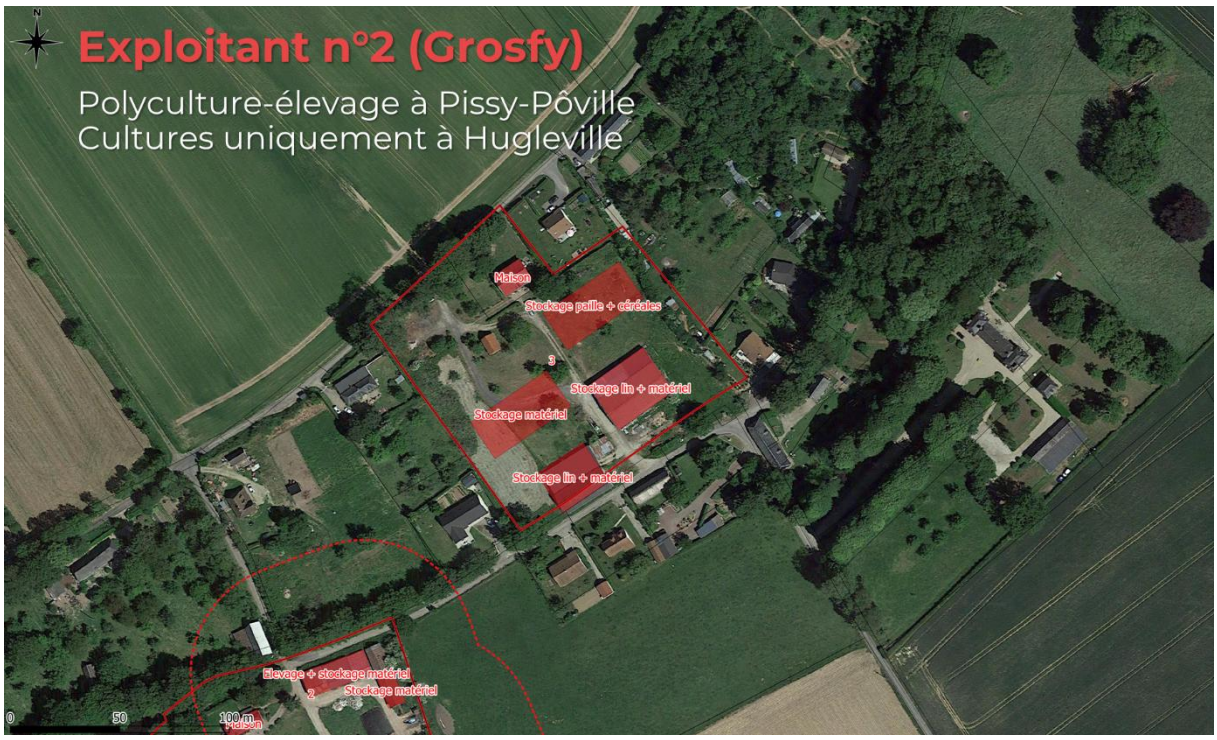


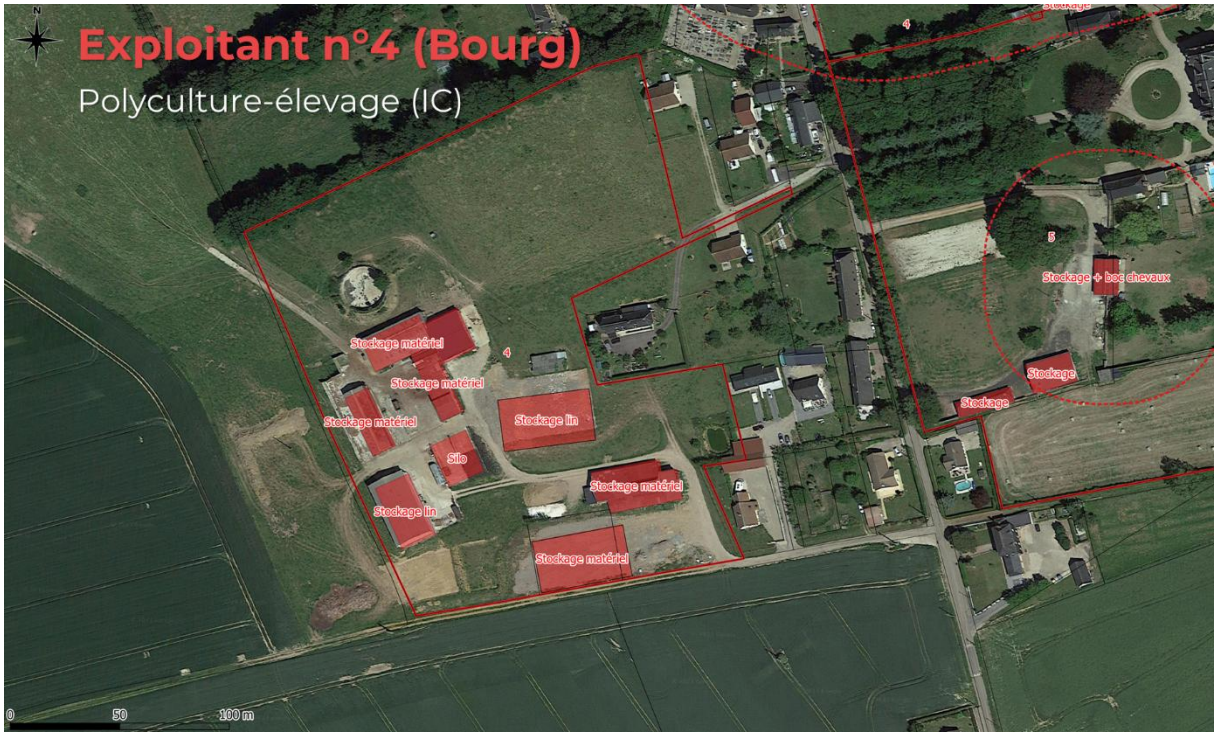

*Recul par rapport aux bâtiments d'élevage*

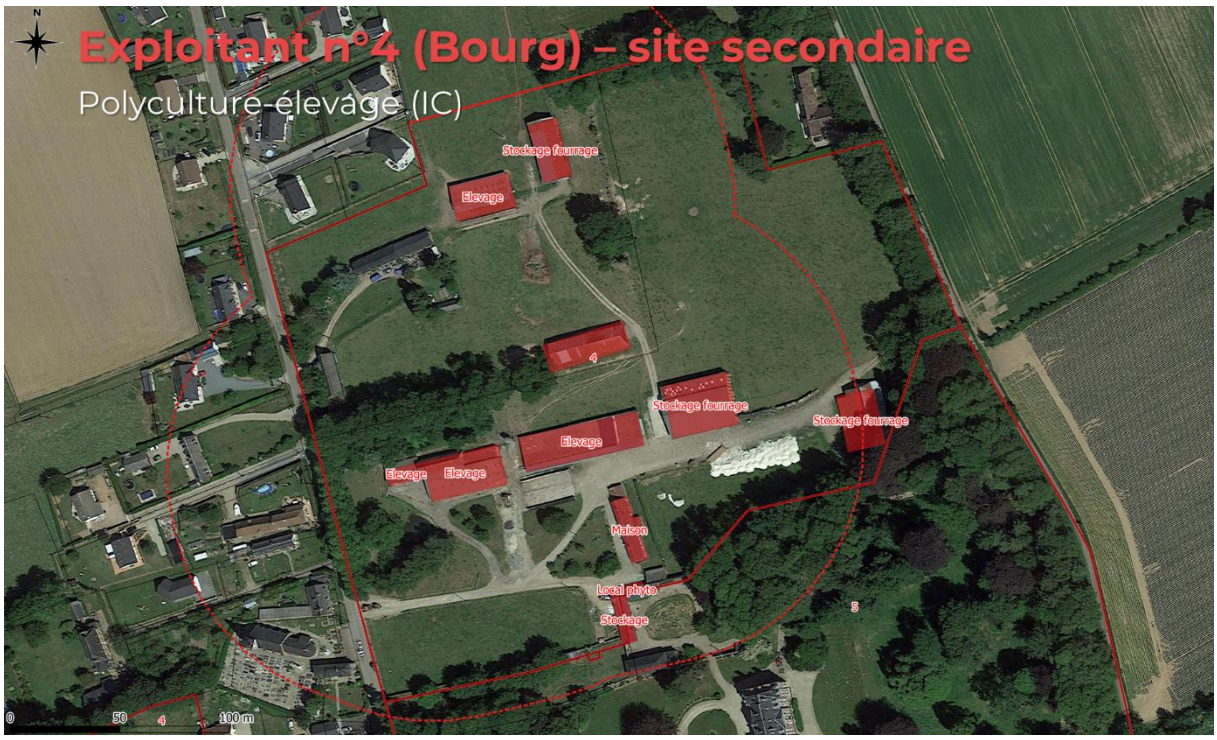
Les illustrations suivantes montrent la **localisation des différents corps de ferme**, l'**utilisation des bâtiments** (élevage, stockage, etc.), le **régime** (installations classées ou RSD) et les **reculs induits** :


Exploitant n°1 (Grosfy)
Poules bio (IC)
+ pommes à jus
Stockage matériel
Elevage
Stockage matériel
1
Stockage matériel
Maison
Stockage matériel
0
50
100 m

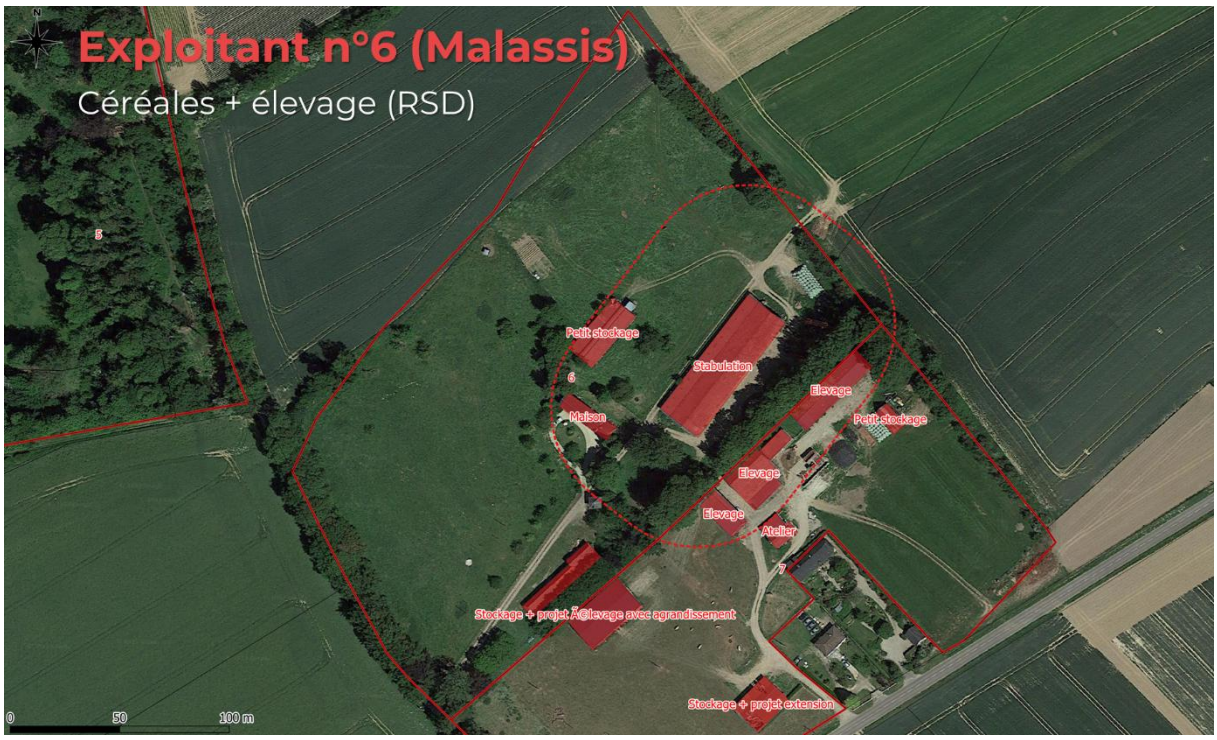

Exploitant n°2 (Grosfy)
Polyculture-élevage (RSD)
Stockage matériel
3
Elevage + Stockage matériel
Stockage matériel
Maison
Elevage
Elevage
2
Fumière
Stockage
Stockage fourrage
Elevage
0
50
100 m

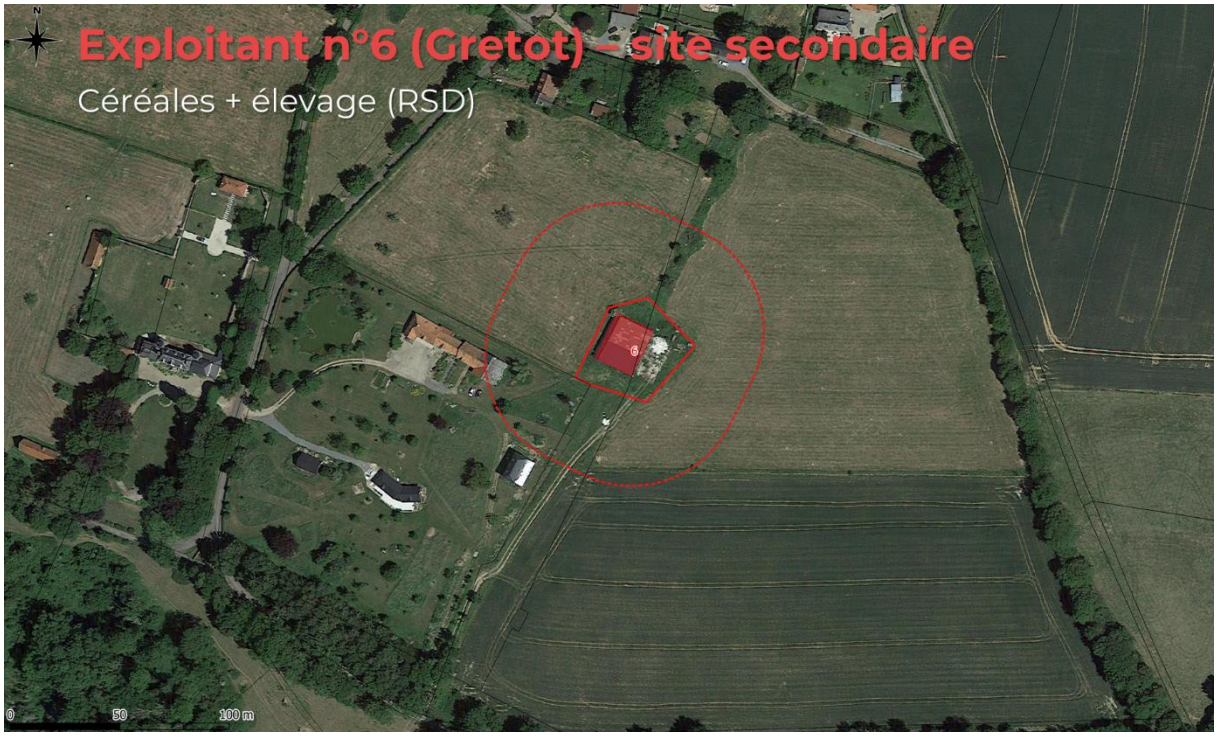

Exploitant n°2 (Grosfy)
Polyculture-élevage à Pissy-Pôville
Cultures uniquement à Hugleville
Maison
Stockage paille + céréales
3
Stockage lin + matériel
Stockage matériel
Stockage lin + matériel
Elevage + Stockage matériel
2
Stockage matériel
0
50
100 m
Maison

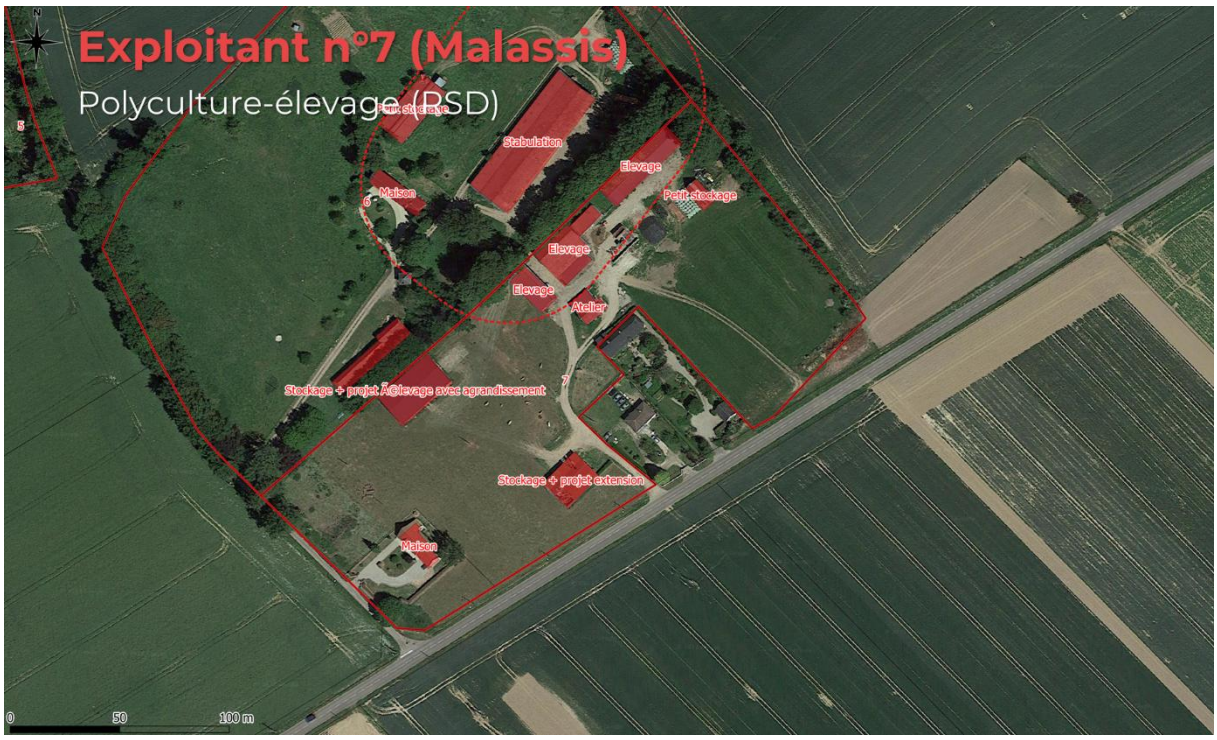

Exploitant n°4 (Bourg)
Polyculture-élevage (IC)
4
5
Stockage + box chevaux
Stockage matériel
4
Stockage matériel
Stockage matériel
Stockage lin
Silo
Stockage matériel
Stockage lin
Stockage matériel
Stockage
Stockage
0
50
100 m

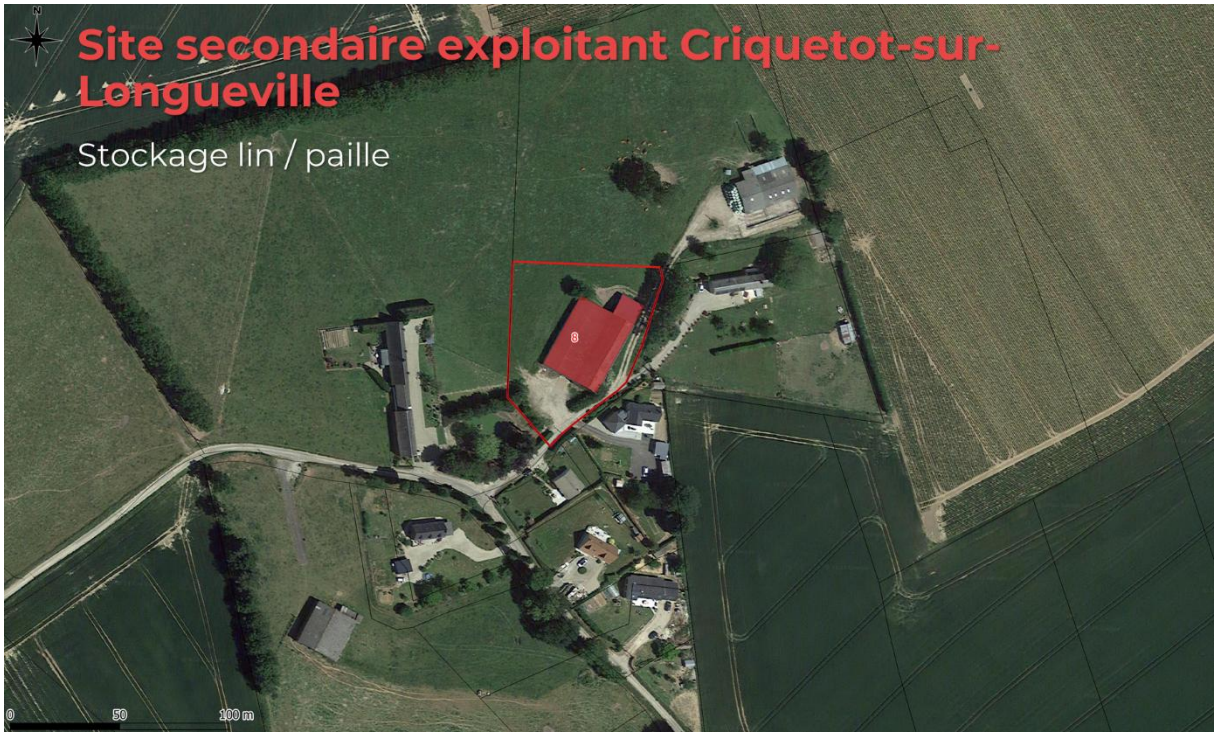

Exploitant n°4 (Bourg) – site secondaire
Polyculture-élevage (IC)
Stockage fourrage
Elevage
4
Stockage fourrage
Stockage fourrage
Elevage
Elevage
Elevage
Maison
Local phyto
Stockage
5
0
50
100 m


Exploitant n°5 (Bourg)
Céréales
Equidés (RSD)
Elevage
Elevage
Elevage
Maison
4
Local phyto
Stockage
5
Stockage + box chevaux
Stockage
Stockage
6
4
0
50
100 m


Exploitant n°6 (Malassis)
Céréales + élevage (RSD)
5
Petit stockage
6
Stabulation
Elevage
Maison
Petit stockage
Elevage
Elevage
Atelier
7
Stockage + projet Ã©levage avec agrandissement
Stockage + projet extension
0
50
100 m


Exploitant n°6 (Gretot) – site secondaire
Céréales + élevage (RSD)
6
0
50
100 m


Exploitant n°7 (Malassis)
Polyculture-élevage (RSD)
Fumière
Stabulation
Elevage
Petit stockage
Maison
Elevage
Elevage
Atelier
Stockage + projet élevage avec agrandissement
Stockage + projet extension
Maison
0
50
100 m


Site secondaire exploitant Criquetot-sur-Longueville
Stockage lin / paille
8
0
50
100 m

La carte suivante montre l'utilisation des terres communales selon ces différents exploitants :




*Répartition des terres selon les exploitants*

## XI.3. Enjeux

Le maintien et le développement des exploitations sont conditionnés :

- Au **respect de marges de recul** par rapport aux sites d'exploitation de la commune, notamment les sites d'élevage ;
- A la **protection des terrains attenants** aux sièges d'exploitation ou proches de ces derniers ;
- A l'**absence de création de nouvelles habitations à proximité** des corps de ferme existants dans la mesure où elles créent des contraintes supplémentaires préjudiciables au maintien et au développement de l'activité agricole. Elles sont source de conflits de voisinage entre les résidents et les exploitants ;
- Au développement de la commune en **continuité des zones déjà urbanisées** ;
- A la préservation des voies assurant la **circulation agricole** et la **desserte des parcelles**.

# 2ÈME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

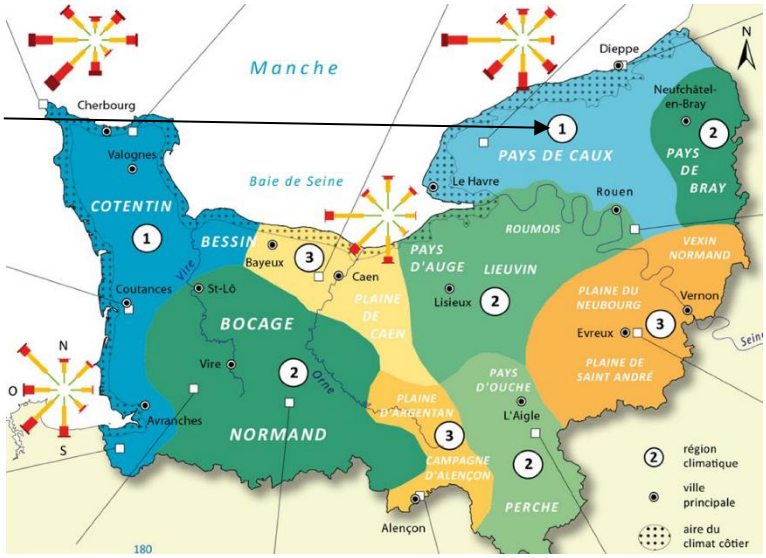
## I. Climat

### I.1. Climat maritime

Le climat d'Hugleville-en-Caux est de type « maritime » (source DREAL Normandie / Le climat en Normandie).

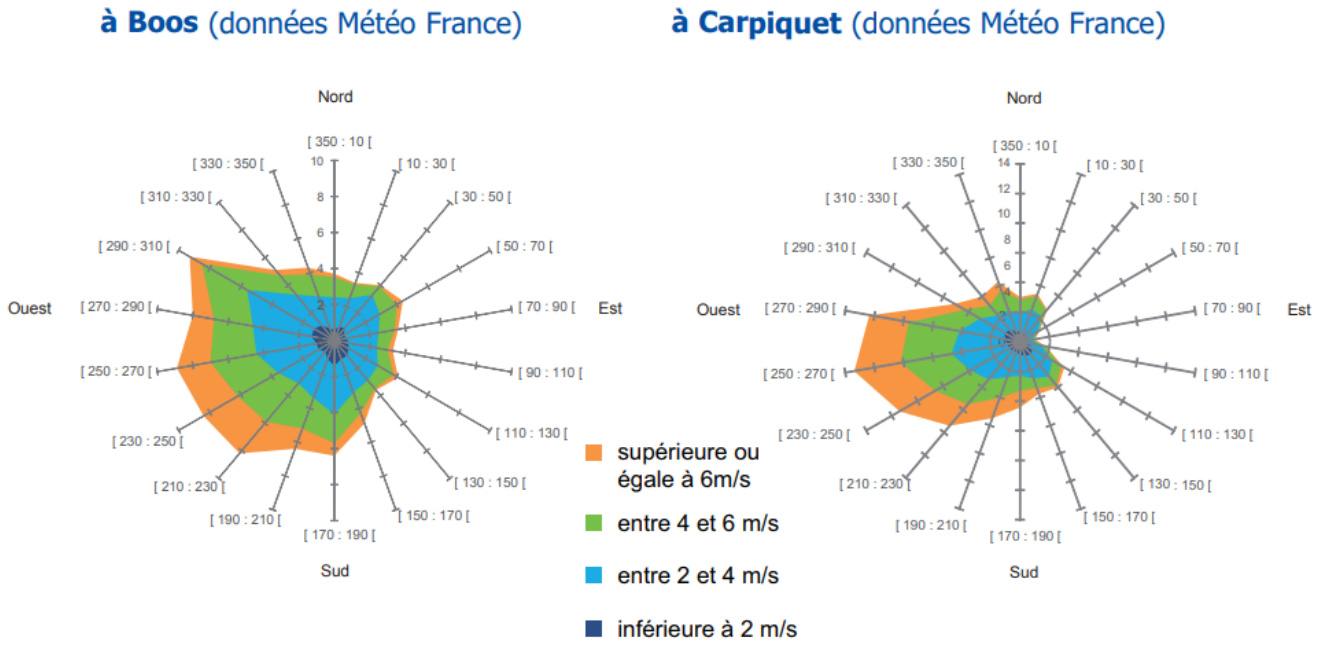
C'est un climat **doux, humide et pluvieux**.

A la station de Goderville, assez représentative des conditions locales, on mesure :




- 1 124 mm de précipitations annuelle (globalement, tout l'ouest du Pays de Caux bénéficie d'un arrosage important, mais avec une grande variabilité d'une année à l'autre) ;
- Une température moyenne annuelle de 11,2°C ;
- 147 jours de précipitations par an ;
- 40,8 jours/an avec gelée (malgré son appartenance au domaine tempéré océanique, la Normandie connaît des épisodes aux caractères thermiques bien tranchés, notamment dans les terres ; c'est bien le cas à Hugleville-en-Caux) ;
- 25,9 jours/an avec chaleur (T≥25°C).

**Fréquence** (en %) **de la direction des vents** («d'où vient le vent»)



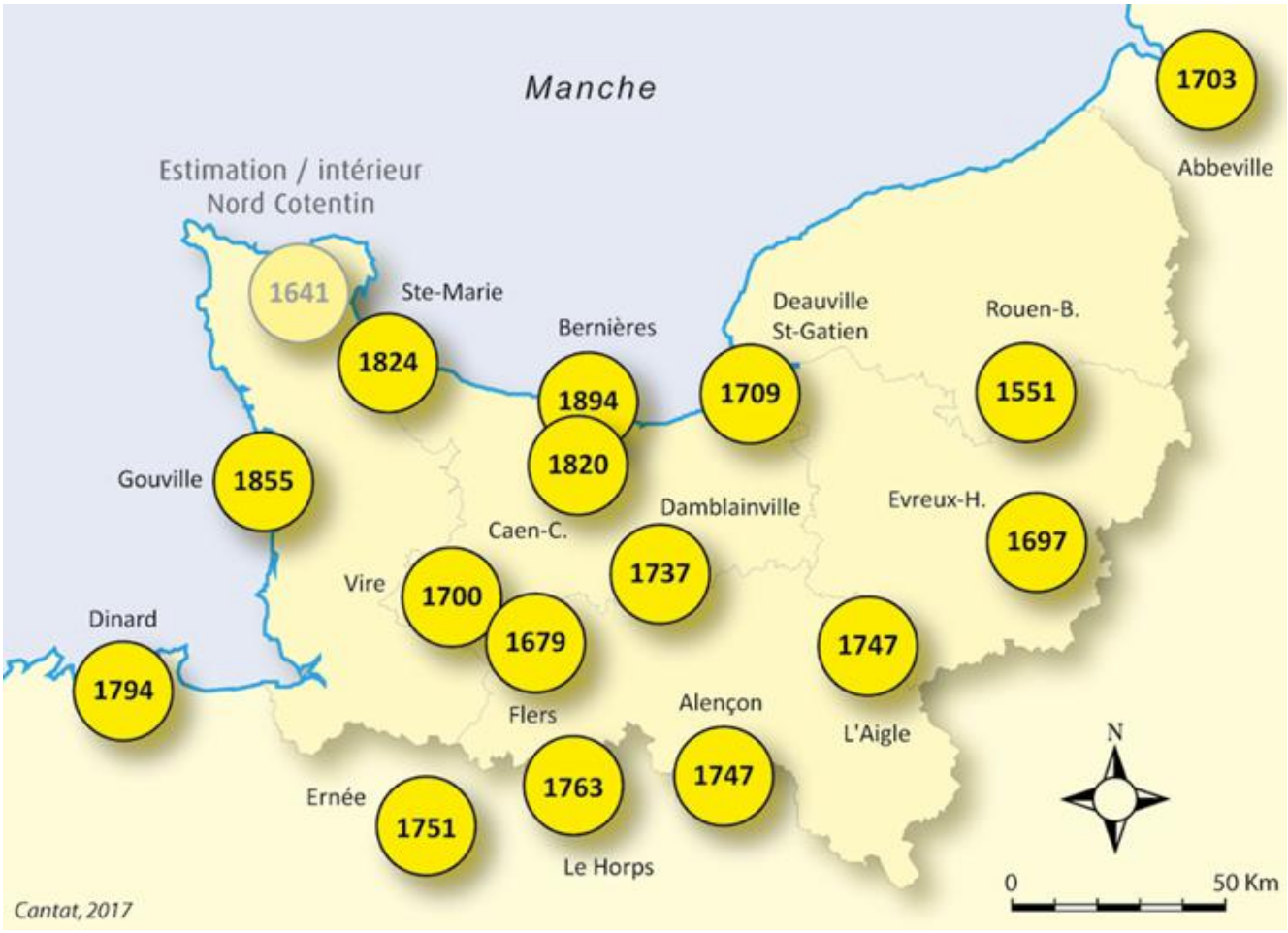

*Roses des vents en Normandie (source Météo France / Atmo Normandie)*

Le vent est une des composantes marquantes du climat normand. Simple brise rafraîchissante en été, il peut devenir dévastateur lors des grandes tempêtes, comme ce fut le cas en 1987 et 1999. Sur la région, le régime de vent dominant est de secteur ouest à sud-ouest, en relation avec la position moyenne des basses pressions subpolaires au Nord (dépression d'Islande) et des hautes pressions subtropicales au Sud (anticyclone des Açores).

## I.2. Potentiel solaire

L'ensoleillement annuel varie d'environ 300 heures sur la région Normandie, allant de moins de 1 600 heures à près de 1 900 heures (de 36 à 43 % d'insolation environ). Les secteurs les plus couverts se trouvent dans le nord du Cotentin et sur les hauteurs de la Seine-Maritime.

A Hugleville-en-Caux, on estime l'ensoleillement à environ 1 500 / 1 600 heures par an.




*Durée totale annuelle de l'ensoleillement en Normandie (données Météo-France, valeurs exprimées en heures, moyenne sur la période 2006-2015)*

Un **guide régional pour le développement des projets photovoltaïques** en Normandie a récemment été édité (https://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/20221223_guidepv_normandie_vf.pdf). Il donne des recommandations pour un développement respectueux des **enjeux agricoles, environnementaux et paysagers** :

1. Elaborer des projets bénéfiques aux territoires s'inscrivant dans une démarche partenariale et intercommunale ;
2. Privilégier le développement du photovoltaïque sur les bâtiments et en ombrières de parking ;
3. Permettre des centrales solaires photovoltaïques au « sol » prioritairement dans les zones anthropisées. Il est indispensable de cibler l'implantation de ces installations sur des espaces déjà anthropisés et présentant un moindre risque de conflit d'usage. On peut notamment citer :

- Les anciennes carrières ou mines sans obligation de remise en état agricole et forestière ;
- Les friches industrielles ou militaires polluées ;
- Les anciennes décharges réhabilitées présentant des enjeux limités en termes de biodiversité ou de paysage ;
- Les espaces ouverts en zones d'activités et/ou économiques ;
- Les délaissés routiers, ferroviaires et d'aérodromes non mobilisables par l'agriculture et sans valeur naturelle ;
- Les zones soumises à aléa technologique (comme zone rouge PPRT) n'ayant pas de vocation agricole naturelle ou forestière ;
- Les plans d'eau artificialisés fermés n'ayant pas d'autres vocations ou à très faible enjeu écologique.

Il n'existe pas de grandes zones anthropisées disponibles pour les projets photovoltaïques. Le territoire d'Hugleville-en-Caux n'est donc pas adapté à l'implantation de centrales photovoltaïques au sol dont l'usage réside uniquement dans la production d'énergie.

Toutefois, les **installations dont la production d'énergie est complémentaire d'un autre usage du sol sont possibles**. Par exemple :

- Installation photovoltaïque sur bâtiment ;
- Installation en ombrières de parking ;
- Centrale agrivoltaïque ;
- Serre photovoltaïque.

Installation photovoltaïque sur bâtiment



Arnaud Bouissou/Terra

Centrale solaire photovoltaïque d'un bâtiment à énergie positive.

Installation en ombrières de parking



Coruscant

Centrale photovoltaïque sur les parkings de l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime)

Type agrivoltaïque



Wikimédia commons

Première centrale agrivoltaïque au monde.
Démonstrateur sur vignes dans les Pyrénées-Orientales.

Serre photovoltaïque



Véronique Martins/ DREAL Normandie

Serres des jardins suspendus du Havre (Seine-Maritime)

*Source « Guide régional pour le développement des projets photovoltaïques en Normandie »*

## I.3. Potentiel éolien

La Haute-Normandie a élaboré en 2011 un Schéma Régional Eolien Terrestre. Afin de mieux planifier le développement de cette filière et de sécuriser l'atteinte des objectifs, la ministre de la transition écologique a demandé aux préfets de région d'établir une **cartographie des zones favorables au**

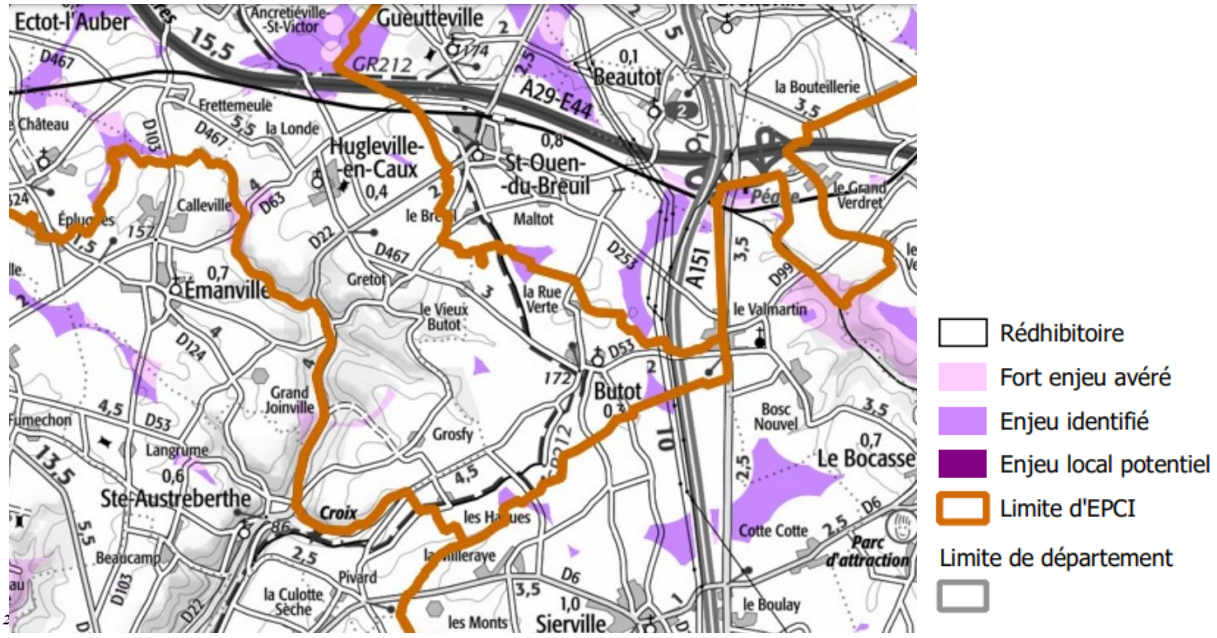
**développement de l'éolien terrestre**. Cette cartographie a un caractère non contraignant, c'est-à-dire qu'elle constitue un outil d'aide à la décision et n'est pas opposable.

4 Niveaux d'enjeux ont été définis :

- Niveau 0 = Rédhibitoire : zone où le développement de l'éolien est impossible du fait d'une interdiction réglementaire stricte ;
- Niveau 1 = Fort enjeu avéré : zone où le développement de l'éolien est non recommandé du fait de la présence de forts enjeux avérés ;
- Niveau 2 = Enjeu identifié : zone où le développement de l'éolien doit veiller à prendre en compte des enjeux identifiés ;
- Niveau 3 = Enjeu local potentiel : zone où le développement de l'éolien doit veiller à prendre en compte des enjeux locaux potentiels.

Les zones de niveaux 0 et 1 (blanc et rose clair) sont considérées comme hors zones favorables au développement de l'éolien au sens de la circulaire. Les zones de niveaux 2 et 3 (rose et violet foncé) sont considérées comme zones favorables au développement de l'éolien au sens de la circulaire.

Presque tout le territoire communal est en niveau 0 ; quelques emprises limitées sont en niveau 1. **Hugleville-en-Caux n'est pas adapté au développement éolien**.




*Extrait de la cartographie des zones favorables au développement de l'éolien terrestre*

## I.4. Qualité de l'air

Certains polluants sont réglementés par des arrêtés préfectoraux, il s'agit de l'ozone, du dioxyde de soufre, du dioxyde d'azote et des particules en suspension. Ils définissent les conditions de l'information aux personnes sensibles et de l'alerte à la population, ainsi que les mesures d'urgence de restriction des émissions en cas de pointe de pollution.

| Polluant | Date de l'arrêté préfectoral | Seuil d'information aux personnes sensibles | Seuil d'alerte |
|---|---|---|---|
| **Ozone $O_3$** | 27/07/2006 | 180 µg/m³ horaire | 240 µg/m³ horaire |
| **Dioxyde de soufre $SO_2$** | 20/07/2007 | 300 µg/m³ horaire | 500 µg/m³ horaire |
| **Dioxyde d'azote $NO_2$** | 05/11/2007 | 200 µg/m³ horaire | 400 µg/m³ horaire |

| Polluant | Date de l'arrêté préfectoral | Seuil d'information aux personnes sensibles | Seuil d'alerte |
|---|---|---|---|
| **Particules en suspension PM10** | 16/01/2012 | 50 µg/m³ sur 24 heures glissantes | 80 µg/m³ sur 24 heures glissantes |

*Polluants réglementés par arrêtés préfectoraux en Normandie*

Il n'existe pas de station de mesure à Hugleville-en-Caux. La station la plus caractéristique du territoire est celle localisée à Fécamp. Cette station est considérée comme une station « rurale régionale ». La qualité de l'air est évaluée par l'association Atmo Normandie qui fait partie du réseau national de surveillance constitué d'associations agréées par le ministère chargé de l'environnement.

La station de Fécamp est représentative de la pollution atmosphérique dite « de fond ». Elle correspond à des niveaux de polluants dans l'air sur des périodes de temps relativement longues. Ont été mesurés à la station de Fécamp les concentrations annuelles de polluants dans l'air ambiant (le polluant mesuré est l'Ozone) :

- O3 : 54 µg/m³ en 2022, 55 µg/m³ en 2021, 54 µg/m³ en 2020.

# II. Cadre physique

*D'après le rapport de présentation de la carte communale de 2010*

## II.1. Relief

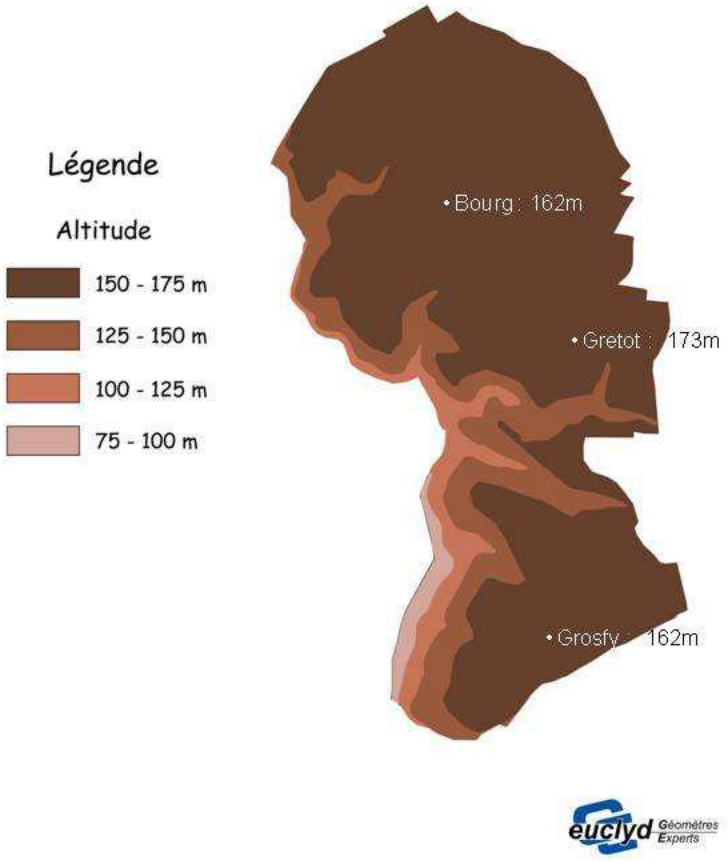
Situé dans la région méridionale du Pays de Caux, le territoire de Hugleville-en-Caux s'inscrit dans un relief majoritairement homogène, délimité au nord par la vallée de la Saâne et au sud par la vallée de l'Austreberthe. L'altimétrie du plateau crayeux varie entre 150m et 170m.

Les principaux traits du relief, relativement peu marqués, sont liés à la **proximité de la vallée de l'Austreberthe ainsi qu'aux vallées sèches qui l'alimentent**.

Ce territoire communal comprend néanmoins un relief plus accentué (entre 100m et 150m) en son centre et dans la partie sud-ouest en limite avec la commune d'Emanville : ces pentes sont couvertes de bois.

Sur le plan structural, le territoire de Hugleville-en-Caux se situe sur le parcours supposé d'un accident tectonique (faille / flexure) qui affecte le substratum crayeux.

Cette anomalie fait partie d'un ensemble complexe de failles et flexures prolongeant la « faille de la Seine » de la région de Rouen.




*Cartographie réalisée par EUCLYD Géomètres-Experts*

*(source carte communale)*

## II.2. Géologie

*Source : Recensement des indices de cavités souterraines à Hugleville-en-Caux, BET INGETEC, août 2006*

Les principales formations géologiques rencontrées sur le territoire de Hugleville-en-Caux sont :

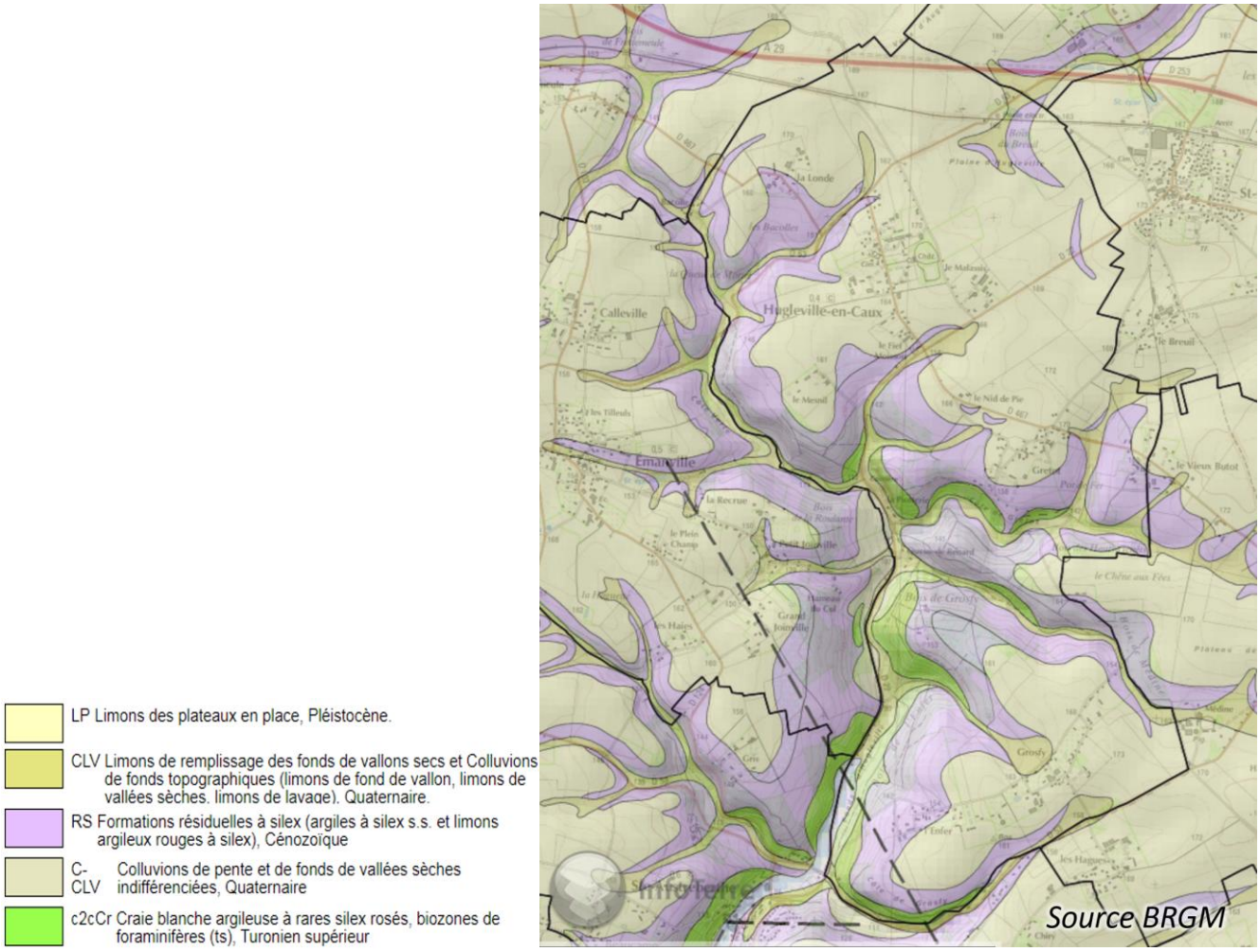
Les formations crayeuses : craie du Turonien et craie du Coniacien

La craie, formation sédimentaire carbonatée, est, par nature, sensible aux contraintes mécaniques en présence d'eau.

Sa constitution est hétérogène du fait de la présence de silex dispersés dans la masse ou distribués en lits réguliers, et de niveaux plus ou moins marneux ou indurés. Enfin, la masse crayeuse présente une surface d'altération irrégulière. Ainsi, des anfractuosités profondes de plusieurs mètres en certains endroits peuvent être comblées par les formations sableuses tertiaires ou argileuses à silex.

L'influence de la tectonique sur le paysage reste discrète en Haute-Normandie, néanmoins les assises crayeuses sont, et ont été soumises à des contraintes qui aboutissent à la formation de failles, diaclases et fissures, ces dernières affectant la totalité de la masse. Ces accidents créent des zones de moindre résistance, ils favorisent la karstification de la craie, c'est-à-dire la mise en place et le développement de drains qui permettent la circulation souterraine des eaux qui percolent depuis la surface à travers les formations de couverture.

Les formations crayeuses, masquées par les formations superficielles, ne sont visibles qu'à la faveur de carrières à ciel ouvert réparties le long des principales vallées.




*Carte géologique*

Les formations à silex

Ces formations hétérogènes, constituées d'insolubles, sont issues pour partie de l'érosion physico-chimique de la craie.

Elles sont issues en partie de la dissolution de la partie supérieure des assises crayeuses. Ces formations constituées, pour l'essentiel, d'insolubles sont hétérogènes et rassemblent des silex mêlés à des argiles et des sables.

Le contact entre les « argiles à silex » et la craie s'effectue sur une surface corrodée qui peut être affectée par le creusement de larges poches ou de puits profonds affectant les assises crayeuses.

Certaines formations Tertiaires peuvent être associées aux formations argileuses à silex ; il s'agit localement de poches de sables, de grès, de conglomérats et d'argiles.

Ces formations d'argile à silex sont représentées au niveau des paléovallées et des principaux thalwegs.

Le complexe des limons de plateau

Les formations limoneuses forment une couverture continue et épaisse de quelques mètres sur le plateau du Pays de Caux. Elles sont très développées dans le secteur puisque leur épaisseur peut atteindre 8 mètres.

Les limons des plateaux sont des dépôts éoliens loessiques, décarbonatés, constitués de grains de quartz très fins. Localement, ces limons peuvent contenir des minéraux argileux et présenter des faciès hérités de transformations pédologiques successives liées au développement de sol.

Les limons sont visibles sur une grande partie du territoire de la commune d'Hugleville-en-Caux.

Les colluvions

Les colluvions sont des éléments loessiques qui se sont accumulés sur les versants et en fond de vallées sèches.

Ils peuvent côtoyer ou être mêlés à des formations sableuses, argileuses à silex et à blocs crayeux remaniés par le ruissellement et la solifluxion. Leur épaisseur ne dépasse jamais quelques mètres.

A Hugleville-en-Caux, les colluvions se situent à l'amorce des thalwegs.

## II.3. Hydrogéologie

*Source : Schéma directeur d'assainissement, BET SOGETI, avril 1994*

L'aquifère profond, situé dans la craie à environ 30m de la surface du plateau en période de hautes eaux, constitue le réservoir principal de la région.

Au niveau des vallons, la nappe est plus proche. Sa protection contre d'éventuelles pollutions par infiltration est assurée par l'écran imperméable d'argile à silex et les fortes épaisseurs de limons.

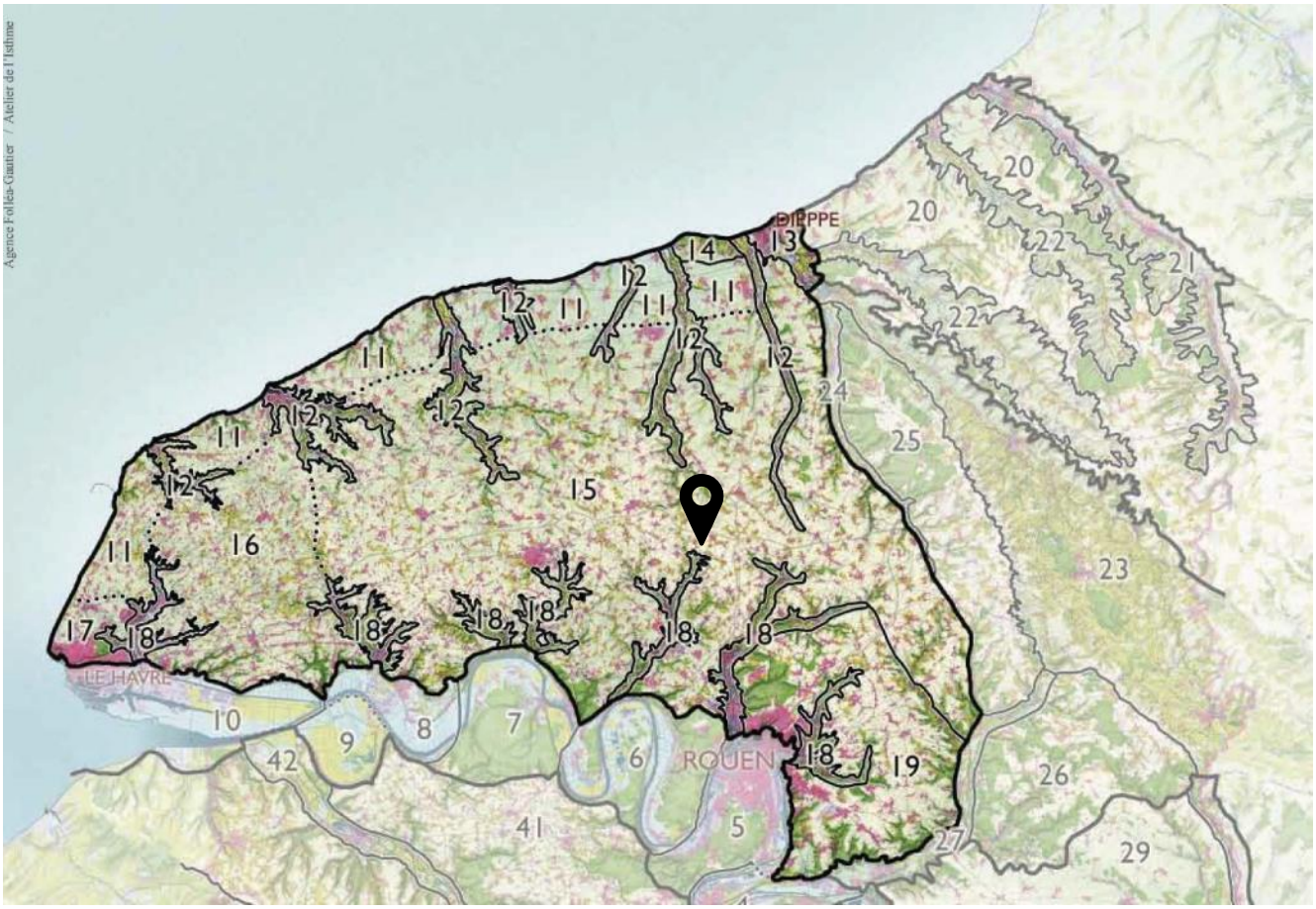
# III. Analyse paysagère

## III.1. Présentation générale

*D'après l'atlas paysager de Haute-Normandie (source DREAL)*

L'atlas paysager de Haute-Normandie fournit une analyse détaillée des dynamiques paysagères normandes, des caractéristiques naturelles et des évolutions du territoire, permettant une meilleure compréhension et préservation des paysages locaux.

**Hugleville-en-Caux est situé dans le Pays de Caux**, qui est globalement composé d'un immense plateau vallonné, entaillé de vallées et situé entre la Manche et la vallée de la Seine. L'habitat caractéristique est celui des **clos-masures**, isolés ou regroupés en villages et en bourgs.




*Le pays de Caux et les différentes unités paysagères*

L'atlas paysager de Haute-Normandie décrit le pays de Caux de la manière suivante :

Le pays de Caux constitue le cœur d'un **vaste plateau qui ondule légèrement**. Ces ondulations donnent naissance à de très nombreux vals, aux basses vallées littorales et aux vallées affluentes de la Seine qui entaillent littéralement le plateau sur ces rebords. **Hugleville-en-Caux se situe à l'amorce de la vallée de l'Austreberthe**, qui débouche sur la Seine à Duclair.

Les talwegs naissent à proximité de la ligne de partage des eaux (entre Manche et vallée de la Seine) qui culmine à 170 mètres environ. Ces reliefs discrets, qui proviennent aussi des variations d'épaisseur des dépôts éoliens (limons) sont alors perceptibles grâce aux petits boisements qui s'accrochent à leurs coteaux.

C'est là que se concentre la plus grande biodiversité végétale et animale du pays de Caux. Linéaires et relativement continus, ces boisements forment des continuités écologiques et paysagères qui sont indispensables dans ce paysage agricole.

Ce vaste ensemble paysager se divise en unités paysagères différenciées selon la proximité de la mer, le relief et l'organisation de l'habitat :

- Le Caux maritime

  *Le long de la côte de la Manche, sur une largeur de 10 km environ, l'influence maritime se perçoit avec ses vents permanents et un habitat plus rare, privilégiant les replis des petites vallées.*

  *N°11 sur l'extrait cartographique ci-dessus.*

- Les vallées littorales

  *Sur sa façade littorale, le plateau de Caux est entaillé par de petits fleuves côtiers et des valleuses débouchant sur la mer et offrant des paysages tout à fait singuliers dans l'environnement extrêmement dégagé du plateau et de la mer.*

  *N°12 sur l'extrait cartographique ci-dessus.*

- La vallée de Dieppe

  *Elle occupe une position particulière avec son urbanisation qui s'étend dans toute la vallée et sur les plateaux limitrophes.*

  *N°13 sur l'extrait cartographique ci-dessus.*

- Le Cap d'Ailly

  *Se singularise nettement du Caux maritime par la présence d'une végétation acidophile, atypique en Haute-Normandie associée à un habitat balnéaire de grande qualité.*

  *N°14 sur l'extrait cartographique ci-dessus.*

- **Le pays de Caux**

  *Autour d'Yvetot et de Doudeville, et dont la limite orientale s'appuie sur les vallées de la Varenne et de l'Andelle. Se caractérise par la présence de grands clos-masures regroupés en hameaux et villages.*

  *N°15 sur l'extrait cartographique ci-dessus.*



La majeure partie du territoire communal (Hugleville, Grosfy et hameaux de Gretot et du Vieux Butot) correspond à cette unité paysagère. C'est un **paysage caractérisé par son ouverture** (openfield), **structuré par les vallées boisées** et le **maillage des haies**.

- La pointe de Caux

  *Limitée par la vallée de Bolbec, compte peu de villages mais un habitat dispersé et isolé, de grandes ou petites fermes.*

  *N°16 sur l'extrait cartographique ci-dessus.*

- Le pays de Caux au nord du Havre

  *Dominant l'estuaire, il accueille une grande partie de l'agglomération du Havre. C'est un territoire de grande dynamique urbaine.*

  *N°17 sur l'extrait cartographique ci-dessus.*

- **Les petites vallées affluentes de la Seine**

  *Sur la façade fluviale que dessine la Seine, le pays de Caux est entaillé par de petites vallées, qui composent des espaces intimes et verdoyants, dans lesquels les villes de Rouen, Duclair, Caudebec-en-Caux ou Lillebonne se sont nichées.*

  *N°18 sur l'extrait cartographique ci-dessus.*



La **vallée de l'Autreberthe** et ses rebords boisés débordant à Hugleville-en-Caux appartiennent à cette unité. Il s'agit d'un territoire d'interface entre le pays de Caux et la vallée de la Seine, plus **intime** (vues peu profondes, interceptées par la végétation). Cette partie de la commune est naturelle, essentiellement forestière, mais avec la présence de quelques activités (paysagiste, carrière de craie, décharge) et d'un peu d'habitat diffus.

- Le pays de Caux autour de Rouen

  *Ceinture et englobe une partie de la ville de Rouen. Il voit ses villages se transformer avec de nombreuses extensions d'habitat et d'activités sous l'influence urbaine de l'agglomération.*

  *N°19 sur l'extrait cartographique ci-dessus.*



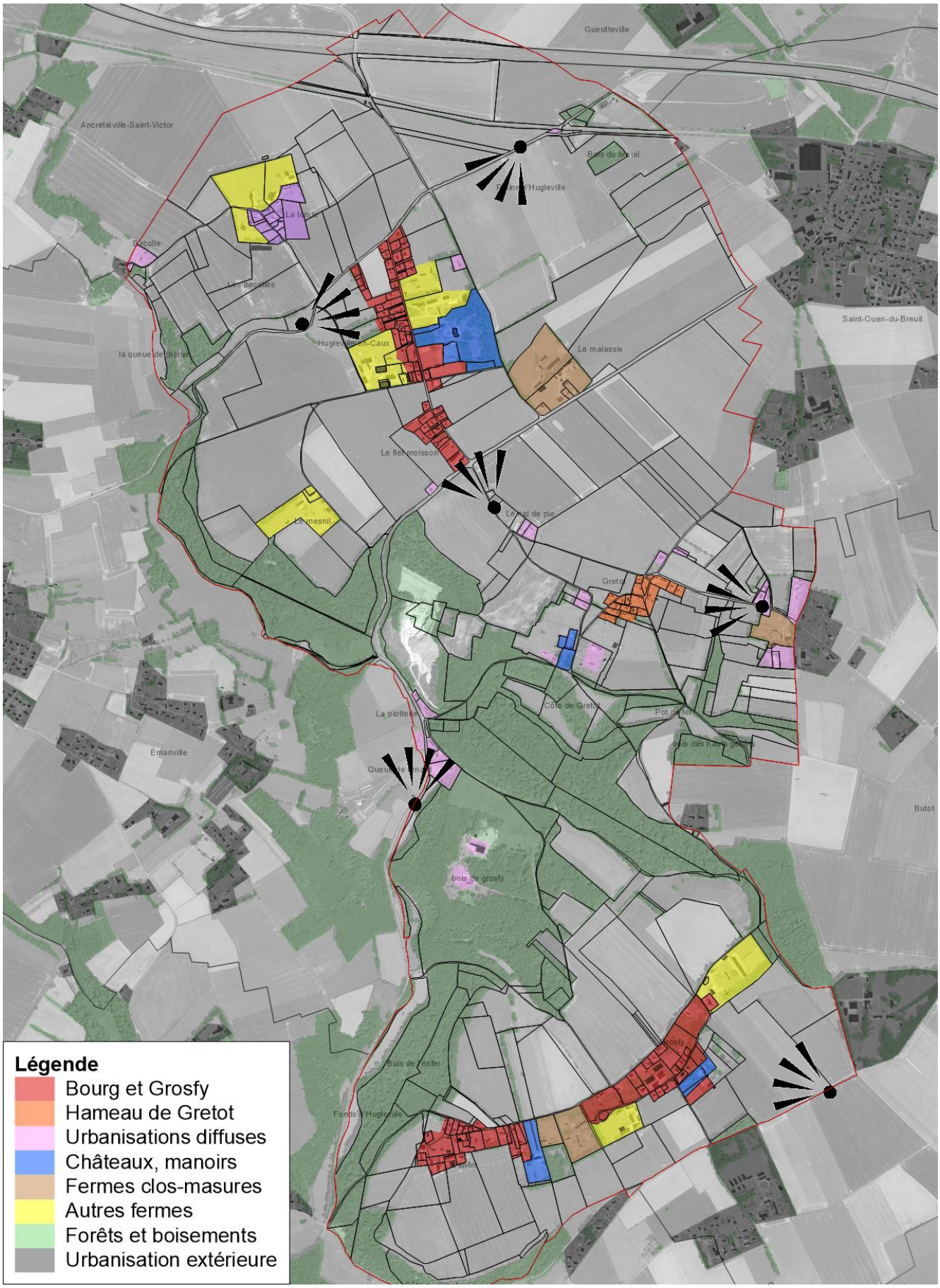
*Le paysage d'openfield apparait en sortant de la petite vallée que traverse la route d'Emanville à Hugleville*



*La vallée et son coteau boisé côté Hugleville (La Queue de Renard)*

## III.2. Répartition de l'urbanisation

Le plan suivant décompose le territoire d'Hugleville-en-Caux en grandes entités paysagères :



Les espaces urbanisés sont formés :

- Du **bourg d'Hugleville**, qui occupe une emprise modérée d'environ 11,7 hectares au nord de la commune.

  Hugleville regroupe les éléments structurants (mairie, église, …). Mélange de constructions caractéristiques du pays de Caux, dont un château, et de maisons de type pavillonnaire, il compte une cinquantaine de logements et comprend encore plusieurs exploitations agricoles.

  Depuis la fin des années 70, les constructions modernes se sont à la fois imbriquées dans les espaces libres enserrés dans le tissu bâti existant et étalées sur des espaces gagnés sur les terres agricoles.




*Constructions anciennes et modernes du bourg d'Hugleville*

- Du **village de Grosfy** au sud, beaucoup plus étendu puisqu'il s'étale sur 20,8 hectares, pour un nombre de construction proche de celui du bourg d'Hugleville.

  Mélange de constructions caractéristiques du pays de Caux, dont deux châteaux, et de maisons de type pavillonnaire, Grosfy compte une quarantaine de logements tous types confondus et plusieurs exploitations agricoles.




*Le village de Grosfy*

- Du **hameau de Gretot** au centre, nettement plus petit (3,3 hectares), mais qui présente tout de même une organisation relativement structurée.

  Il comprend des constructions caractéristiques du pays de Caux, dont un château, et des maisons de type pavillonnaire (une grosse vingtaine de logements tous types confondus). Les constructions modernes se sont à la fois imbriquées dans les espaces libres enserrés dans le tissu bâti existant et étalées sur des espaces gagnés sur les terres agricoles.

A côté de ses entités urbanisées, de **nombreux écarts urbanisés** sont présents (20 sites), avec des **petits hameaux** (La Londe, le Vieux Butot), des **lieux-dits habités** (Le Nid de pie, La Piotterie, La Queue de Renard, Bacolle), des **fermes clos-masures**[4] isolées sur le plateau (notamment Le Malassis). Les plus « importantes » sont :

- **La Londe** : entité très faiblement bâtie, comprenant un ancien centre d'exploitation agricole dont l'activité a cessé. Les bâtiments agricoles ne sont plus utilisés qu'à des fins de stockage par un agriculteur « hors commune ». Quelques bâtis anciens et quelques constructions de type pavillonnaire constituent les seules habitations (moins de 10 logements tous types confondus) ;
- **Le Malassis** : Cette entité, très faiblement bâtie, comprend deux centres d'exploitation agricole et trois constructions de type pavillonnaire, occupant dans l'emprise historique du clos-masure.
- **Vieux Butot** : Cette entité, très faiblement bâtie, comprend quelques bâtis anciens, dont une ferme clos-masure dont l'activité s'est arrêtée, et quelques constructions de type pavillonnaire (moins de 10 logements tous types confondus).

## III.3. Motifs paysagers cauchois

**La structure caractéristique des clos-masure reste prégnante dans les paysages huglevillais**, soit parce que les clos ont conservé leur identité propre (clos-masure isolé du Malassis, entouré de ses haies brise-vent monumentales), soit parce qu'ils ont participé à la construction des espaces urbanisés au sein desquels ils sont maintenant imbriqués, en conservant leur lisibilité (Grosfy, Le Vieux Butot).

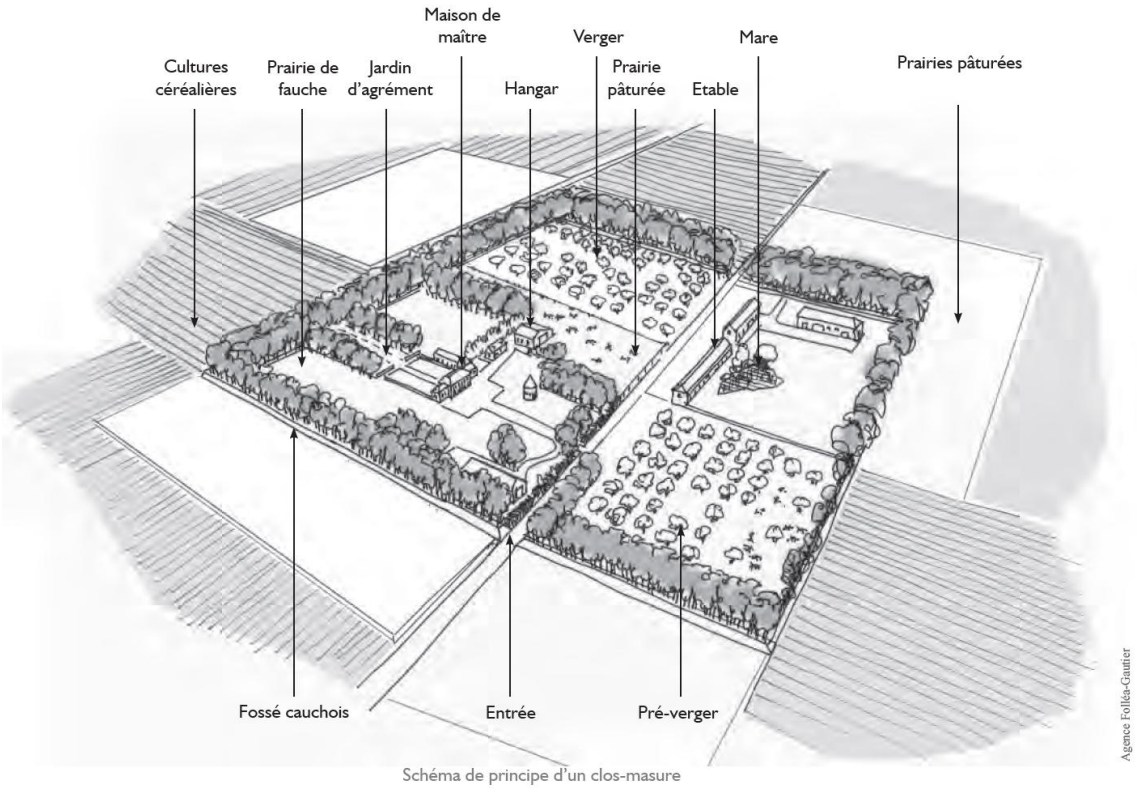
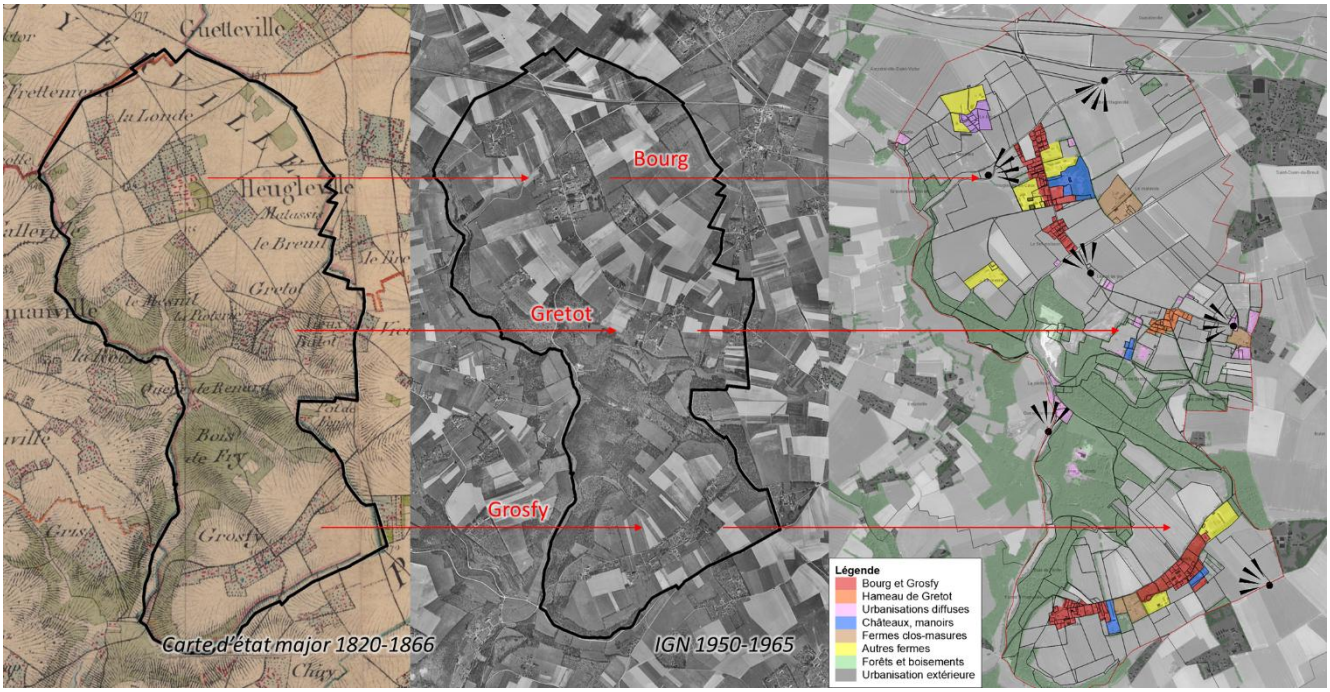



*Schéma de principe d'un clos-masure (source atlas paysager de Haute-Normandie)*

La juxtaposition de la carte d'état-major (1ère moite du 19ème siècle) avec la photographie d'après-guerre et la répartition actuelle des occupations des sols témoigne d'une réelle **permanence de la de la structuration paysagère** à Hugleville-en-Caux.

[4] Le clos-masure est une prairie plantée d'arbres fruitiers, entourée d'un talus planté d'arbres de haut-jet qui abritent une ferme à bâtiments dispersés, identitaire du pays de Caux.

Les entités urbaines d'aujourd'hui étaient déjà présentes il y a deux siècles, bien-sûr sous une forme plus rurale, où prédominaient les clos-masures, les talus cauchois et les vergers (fermes et villages, qui se sont formés par regroupement de fermes).




*Permanence de la de la structuration paysagère à Hugleville-en-Caux*

## III.4. Espaces naturels et agricoles

Les grandes cultures occupent une grande partie du territoire de la commune, où elles composent un plateau ouvert sans arbres (**paysage d'openfield**), aux horizons étirés, où les **vues sont naturellement profondes et dégagées**.

La végétation est présente sous différentes formes à Hugleville-en-Caux :

- **Alignements d'arbre**

  Traditionnellement, les fermes et les villages (autrefois des regroupements de fermes) étaient protégés par des boisements, sous la forme de haies brise-vent. Dans un plateau aussi vaste et exempt de vallonnements importants que celui du Pays de Caux, les perspectives étaient donc caractérisées par cette végétation qui entrecoupait régulièrement l'horizon.

  En plus de leur qualité paysagère et de leur vertu de protection contre le vent, les talus cauchois sont de bonnes réserves de bois-énergie ou de bois d'œuvre, constituent des espaces privilégiés de biodiversité et assurent un rôle de régulateur climatique.

- **Haies vives traditionnelles**

  Les haies vives délimitent les parcelles urbaines ou les prairies, formant une clôture naturelle pour les animaux en pâture. Elles sont formées traditionnellement de hêtre, charme, houx, épines, érables, etc.

  Comme dans beaucoup de village, on rencontre également quelques haies d'essences végétales exotiques, notamment de conifères, qui dégradent l'ambiance traditionnelle des rues.

- **De forêts et de bois**

  Les bois occupent 19% du territoire communal et ce, depuis le cœur du territoire jusque dans la partie sud-ouest en limite avec la commune d'Emanville. Ils couvrent essentiellement les pentes.

  La forêt marque une **coupure franche entre les parties nord et sud de la commune**.

- **Vergers**

  Les vergers (production de pommes à cidre et de fruits de consommation) sont un élément indissociable de la tradition cauchoise, malheureusement en forte régression. Ils avaient quasiment disparu à Hugleville-en-Caux, mais une production locale de pomme a permis la réintroduction d'un vaste verger près de Grosfy.

- **Arbres isolés ou bosquets**

  Quelques arbres isolés ou bosquets ponctuent le paysage rural. Au milieu d'une prairie ou à l'angle d'une parcelle, ces arbres constituent des repères visuels. Ils se distinguent des arbres d'alignement ou de jardins par leur port étalé et souvent majestueux, du fait, généralement, de l'absence d'élagage.

- **Jardin**

  La végétation des jardins constitue un autre type végétal. Elle ne répond pas à une logique d'occupation du territoire motivée par des contraintes fonctionnelles (clôture de parcelle, production agricole, protection contre le vent…) mais à une logique d'ornement. La diversité des essences est plus importante avec l'utilisation d'espèces horticoles ou non indigènes. Le choix des végétaux, leur organisation les uns avec les autres, répondent à un souci esthétique.



*Exemple de vue ouverte au nord de Grosfy, où sont présentes quelques haies qui structurent le paysqage, avec en fond, les boisements de la vallée*



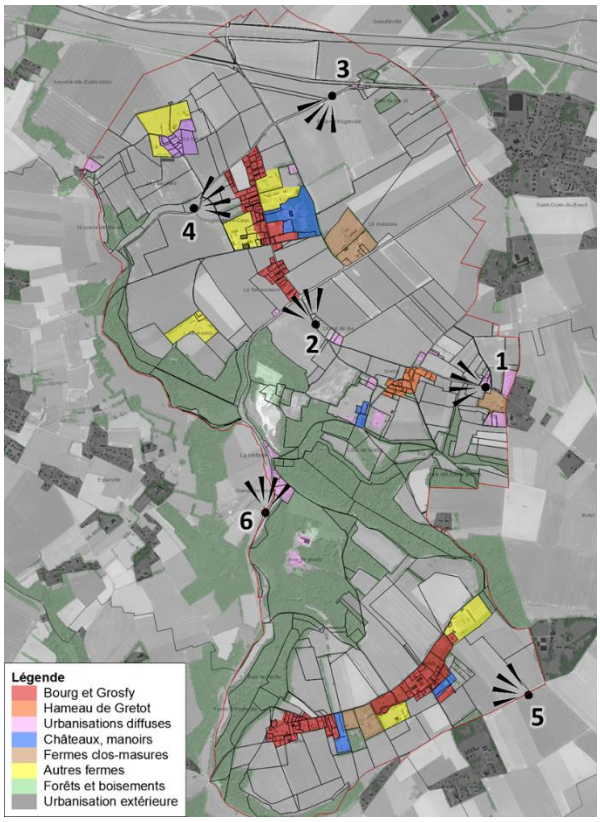

*Talus cauchois et haies vives traditionnelles à Grosfy*




*Verger traditionel et verger de production à Grosfy*

## III.5. Vues panoramiques et entrées de village

### III.5.1. Observation générale sur les ceintures végétales autour des zones urbanisées




Les paysages d'Hugleville-en-Caux, hors vallée boisée, sont caractéristiques du pays de Caux, avec de vastes champs de culture sans arbres (**paysage d'openfield**), où les **vues sont naturellement profondes et dégagées**.

Dans ces grandes perspectives, l'échelle des espaces ne peut pas être appréhendée par les différences de dimensions des éléments paysagers (arbres, bâtiments, etc.) ; trop loin de l'observateur, tous ces éléments paraissent écrasés. C'est au travers des variations de teintes du feuillage des arbres (arbres d'essence locale à la couleur remarquablement uniforme) que l'œil va percevoir les distances :

- Verts francs et saturés pour les boisements proches ;
- Teintes de plus en plus grisées et claires que peut prendre le feuillage des arbres au fur et à mesure de leur éloignement (par effet de diffusion atmosphérique).

Ce type de paysage est donc **très sensible aux couleurs brutales** qui modifient cette perception. Parmi ces couleurs brutales, il faut noter le **blanc, à éviter**.

Les haies brise-vent et les talus cauchois[5] formaient traditionnellement une **lisière autour des villages cauchois**, qui intégraient en les masquant les constructions dans le paysage. Ces ceintures végétales disparaissent lentement du Pays de Caux (manque d'entretien, abatage des arbres ou non-recréation lors des extensions de l'urbanisation), remplaçant les haies brise-vent par les façades des constructions récentes dans les grandes perspectives.

A Hugleville-en-Caux, ces lisières végétales en ceinture n'ont pas toujours été reconstituées.

### III.5.2. Entrées depuis Butot

*Indices n°1 et 2 sur la carte ci-dessus.*

Cette séquence est caractéristique du pays de Caux, mais elle apparait dégradée en raison de la présence de constructions non intégrées (pavillons à l'est du hameau de Gretot), dont les enduits contemporains détonent dans le paysage.



*Séquence entre le Vieux Butot et Gretot*

### III.5.3. Entrée dans le village depuis Saint-Ouen-du-Breuil

*Indice n°3 sur la carte ci-dessus.*

Il s'agit d'une séquence caractéristique du pays de Caux, avec une belle vue profonde sur la ceinture végétale au nord-est du bourg d'Hugleville. Elle offre une belle image du village.



*Séquence entre Saint-Ouen-du-Breuil et le bourg d'Hugleville*

[5] Les talus cauchois sont un des éléments identitaires du Pays de Caux. Clôturant la parcelle qui regroupe l'ensemble des bâtiments du clos-masure, les arbres de haut jet sont plantés sur des levées de terres d'1,5 à 2,5 mètres de large, et de 60 centimètres à 1,30 mètre de haut.

### III.5.4. Entrée dans le village depuis Emanville

*Indice n°4 sur la carte ci-dessus.*

Cette vue est différente, puisqu'elle est caractérisée par la transition de la vallée vers le plateau. Les légers vallonnements animent ce panorama, qui reste toutefois très dégagé et de belle qualité.



*Séquence entre Emanville et le bourg d'Hugleville*

### III.5.5. RD53 au sud du hameau de Grosfy

*Indice n°5 sur la carte ci-dessus.*

Il s'agit également d'une séquence caractéristique du pays de Caux, avec une belle vue profonde sur la ceinture végétale au sud du village de Grosfy. Elle offre une belle image du village.



*Le sud du village de Grosfy*

### III.5.6. La queue de renard

*Indice n°6 sur la carte ci-dessus.*

Cette séquence offre des vues ouvertes dans la vallée, par ailleurs plutôt fermée par la végétation des rebords. Cette diversification enrichit la qualité de ce secteur.



*Le sud du village de grosfy*

## III.6. Un paysage qui évolue

Sous l'influence de plusieurs facteurs, tels que la modernisation de l'agriculture ou le changement des mentalités de la société, le paysage rural en Seine-Maritime se transforme peu à peu.

Depuis la seconde Guerre mondiale, et notamment les périodes d'expansion dans les années 1970/80 puis 2000/10, la **physionomie du village a beaucoup évolué**.

64% des logements présents aujourd'hui ont été construits après 1945, dans les espaces libres enserrés dans le tissu bâti existant (dents-creuses) ou par étalement urbain, par « grignotage » des terres agricoles. Cette arrivée de nouvelles constructions de type pavillonnaire depuis le milieu des années 1970 concerne notamment le bourg d'Hugleville, le village de Grosfy (sauf depuis 2010 car l'ancienne carte communale y avait refermé tout possibilité de construction) et le hameau de Gretot.

Parallèlement, l'**agriculture paysanne a fortement régressé** (en 1988, il y avait 25 fermiers sur de petits exploitations de 33 hectares de moyenne ; Aujourd'hui, il ne reste que 7 agriculteurs, mais sur des structures agrandies à 118 hectares en moyenne). La **superficie des prairies a été divisée par deux**, et les **vergers ont quasiment disparu** des paysages.

Par contre, les **haies et alignements d'arbres ont globalement bien résisté**, même s'ils n'ont pas toujours été remplacés lorsqu'ils arrivaient en fin de vie ou ont parfois été coupés. Ils sont toujours bien présents et continuent de



structurer les paysages. Les bois, les alignements d'arbres relativement bien préservés et le maillage des voies de communication confèrent à Hugleville-en-Caux un **cadre paysager de qualité**, lequel a déjà séduit de nombreux habitants.




*Eléments concourant à la qualité paysagère du village*

La **régression des mares** : même s'il est difficile de quantifier le nombre de mares disparues, leur régression est évidente. L'apparition des citernes au 19ème siècle puis plus récemment de l'adduction d'eau potable leur a fait perdre leur usage premier. Beaucoup de mares se comblent naturellement et par manque d'entretien. Pourtant, elles jouent un rôle majeur dans la gestion des eaux de ruissellement. La commune d'Hugleville-en-Caux compte encore une trentaine de mares sur l'ensemble de son territoire.

# IV. Analyse architecturale

## IV.1. Formes urbaines

Hugleville-en-Caux est caractérisé par une **urbanisation rurale peu dense**, avec une **forte présence de nature et de végétation**, sous la forme de haies d'arbres de grand développement, de haies vives traditionnelles, de mares et de quelques rares vergers.

Les **densités sont faibles** et varient de quelques % à 20% dans le bourg d'Hugleville, le village de Grosfy et le hameau de Gretot (% d'emprise au sol). Elles ne dépassent pas 10% dans les zones diffuses.

L'habitat est exclusivement de type « **maison individuelle** », en rez-de-chaussée plus comble (R+C), voire exceptionnellement R+1+C.




*Rue principale dans le bourg d'Hugleville*

## IV.2. L'architecture des constructions anciennes

Les **bâtiments anciens** ne représentent plus que 36% du parc de logement.

Leurs volumes sont simples, avec un **corps rectangulaire**, quelquefois complété par une extension en pignon ou une aile à l'équerre, et des **toitures à deux pentes d'au moins 40°**.

Les matériaux utilisés sont ceux rencontrés dans la région :

- En façade : brique, silex, grès, enduit et colombages ;
- En couverture : ardoise, tuile et chaume.

Les bâtiments anciens d'Hugleville-en-Caux ont globalement conservé une présentation de qualité, globalement bien accompagnés par des haies brise-vent ou des haies basses.

Comme partout, quelques anomalies peuvent être observées (présence de tôle ou de plastique ondulée, façades non entretenues, etc.).




*Bâtiment de ferme à Grosfy et château à Gretot*




*Belles constructions dans le bourg d'Hugleville*



*Château à Grosfy*

**44 constructions remarquables** ont été repérées sur le territoire, parmi lesquelles :

- Un château de la première moitié du 19ème siècle dans le bourg d'Hugleville et un colombier parmi les dépendances ;
- Un château à Gretot ;
- Un château du 18ème siècle à Grosfy, le long de la VC 4 et un colombier parmi les dépendances ;
- Un 2ème château à Grosfy, le long de la VC 6 ;
- L'église Notre-Dame des 11ème, 16ème et 18ème siècle.

Le territoire communal comprend également du petit patrimoine dont entre autres :

- Une croix de cimetière au sein du cimetière dans le bourg ;
- Un mur en torchis et colombages à Gretot ;
- Une croix de cimetière à Gretot ;
- Une croix de cimetière à Grosfy.




*Constructions remarquables dans le bourg d'Hugleville – voir le plan de zonage pour la délimitation précise*




*Constructions remarquables dans le village de Grosfy – voir le plan de zonage pour la délimitation précise*




*Constructions remarquables dans le hameau de Gretot – voir le plan de zonage pour la délimitation précise*

## IV.3. Une urbanisation remarquable, le clos-masure



*Schéma de principe d'une cour-masure @CAUE76*



*Verger*



*Talus planté*



*Bâtiments agricoles*
*Maison du fermier*

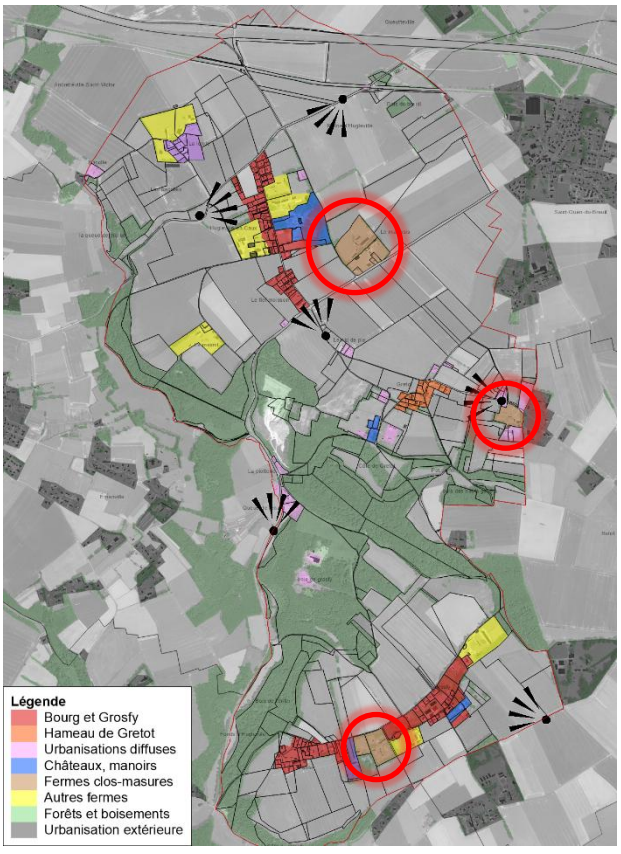


*Potager*
*Mare*

Le clos-masure est une **forme traditionnelle d'urbanisation** originale et identitaire du paysage cauchois, adapté aux contraintes locales.

Un clos-masure est une prairie plantée d'arbres fruitiers, entourée d'un talus planté d'arbres de haut-jet qui abrite une ferme et ses bâtiments, implantés selon un ordre remarquable. A l'intérieur, les bâtiments sont rejetés le long des talus pour libérer le maximum d'espace. Seule la maison du fermier est généralement édifiée en position centrale afin de surveiller l'ensemble de la cour.

La perte du lien agriculture / habitat et la mécanisation des exploitations entraînent la disparition des talus plantés et des vergers, remettent en cause la pérennité de ces éléments fondamentaux du paysage, et appellent une réflexion sur l'**avenir de ces formes urbaines**.




**Plusieurs clos-masures existent encore** à Hugleville-en-Caux, mais à la différence d'autres communes cauchoises, ceux-ci sont imbriqués au sein des zones urbaines (à l'exception du clos-masure isolé du Malassis).

Ces anciennes fermes ont, comme la plupart des clos-masures cauchois, subi un certain nombre de transformations / dégradations au cours des années passées : dégradation des talus plantés, des bâtiments, disparition des mares, effacement de la logique d'implantation des bâtiments, etc.



*Intérieur d'un ancien clos-masure au Vieux Butot*

## IV.4. L'architecture des constructions récentes

La grande majorité des constructions modernes s'inspirent directement des volumes et couleurs des constructions anciennes :

- Emprise au sol rectangulaire ;
- Toiture bi-pente ;
- Enduits de ton ocre.



Quelques « anomalies » architecturales (plan brisé, toiture monopente, toiture à faible pente) peuvent être observées. Ces constructions ne sont pas toujours accompagnées de haies comme pouvaient l'être les constructions anciennes.

## IV.5. Clôtures

Les clôtures délimitent l'espace privé au droit des emprises publiques. Elles sont le premier élément visible depuis les rues, et ont donc une importance majeure dans la perception des paysages.

A Hugleville-en-Caux, les **murs d'enceinte des châteaux** sont quasiment les seules clôtures minérales anciennes. Ailleurs, l'**utilisation de haies pour clore les propriétés est la règle**, sous la forme de talus cauchois, de haies basses.

Les essences sont majoritairement locales, mais quelques essences exotiques sont modérément présentes (thuya et laurier). Attention aux dispositifs occultants peu esthétiques.




*Quelques exemples de clôtures :*
*1 – Mur du château de Gretot, 2 – Talus cauchois à Grosfy, 3 et 4 – Haies basses, 5 : Mur en agglo et clôture opaque d'aspect médiocre dans le bourg d'Hugleville, 6 – Clôture en construction à Grosfy*

## V. Archéologie

La Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) a signalé que plusieurs sites archéologiques étaient recensés à ce jour.

1. Site 2ème Age du Fer (non localisé)

2. Eglise Notre-Dame (fondée au 11ème siècle)

3. Motte castrale aujourd'hui disparue

4. Chapelle Saint-Nicolas aujourd'hui détruite

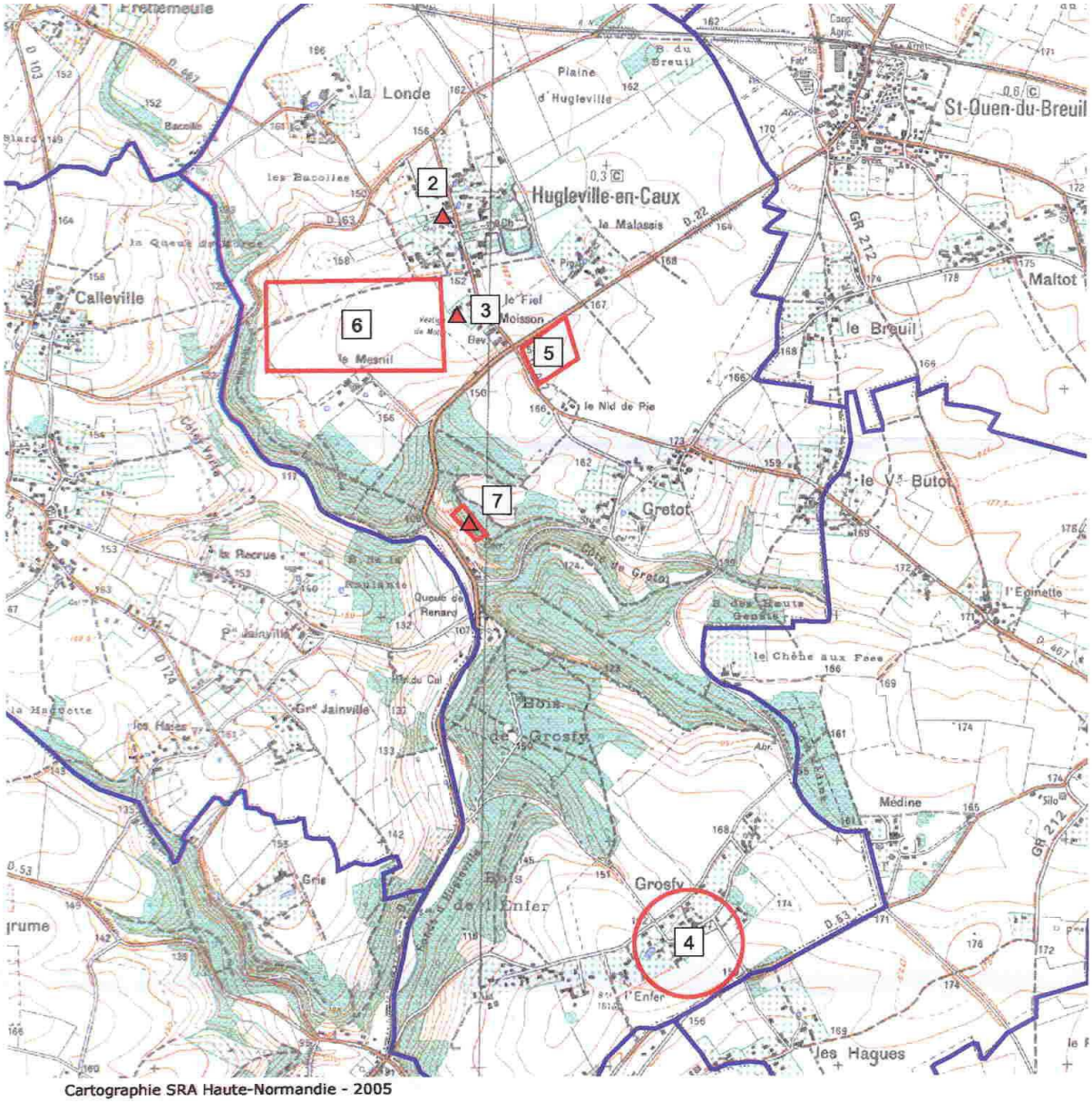
5. Occupation néolithique

6. Occupation paléolithique inférieur/néolithique

7. Occupation mésolithique et néolithique

Les projets d'aménagement prévus dans ou à proximité de ces sites doivent être envoyés au service Régional de l'Archéologie de la DRAC Normandie, qui détermine s'il y a lieu ou non de prescrire des opérations archéologiques préalablement à leur réalisation.

Les aménageurs peuvent, avant de déposer une demande, saisir le service Régional de l'archéologie de la DRAC Normandie afin qu'il examine si leur projet est susceptible de donner lieu à des prescriptions archéologiques. À l'inverse, le service Régional de l'Archéologie de la DRAC Normandie peut demander au maire de lui communiquer, au cours de l'instruction, le dossier d'un projet d'aménagement qui serait susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, même s'ils ne sont pas recensés sur la carte archéologique nationale.



Cartographie SRA Haute-Normandie - 2005

# VI. Milieux naturels et espaces remarquables

## VI.1. Zones Natura 2000

### VI.1.1. Définition

Le réseau Natura 2000 est un réseau écologique européen destiné à préserver la biodiversité tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles ainsi que des particularités locales. Il vise à assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et habitats d'espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire.

Deux types de sites interviennent dans le réseau Natura 2000 :

- Les Zones de Protection Spéciales (ZPS)

  Elles relèvent de la directive européenne n° 79/409/CEE du 6 avril 1979, remplacée par la directive 2009/147/CE du parlement européen et du conseil du 30 novembre 2009, concernant la conservation des oiseaux sauvages, appelée plus couramment « Directive Oiseaux ».

  Celle-ci s'applique sur l'aire de distribution des oiseaux sauvages située sur le territoire européen des pays membres de l'Union européenne.

  Les sites effectivement désignés en tant que ZPS sont issus en général de zones de l'inventaire ZICO ayant fait l'objet de programme de préservation en bénéficiant de mesures contractuelles ou éventuellement réglementaires permettant leur préservation sur le long terme.

- Les Zones Spéciales de Conservation (ZSC)

  Elles relèvent de la directive européenne n° 92/43/CEE du 21 mai 1992 relative à la conservation des habitats naturels, à la faune et à la flore sauvages. Elle est appelée plus couramment « Directive Habitats ».

  Celle-ci vise à la préservation de la faune, de la flore et de leurs milieux de vie, elle est venue compléter la directive « Oiseaux ».

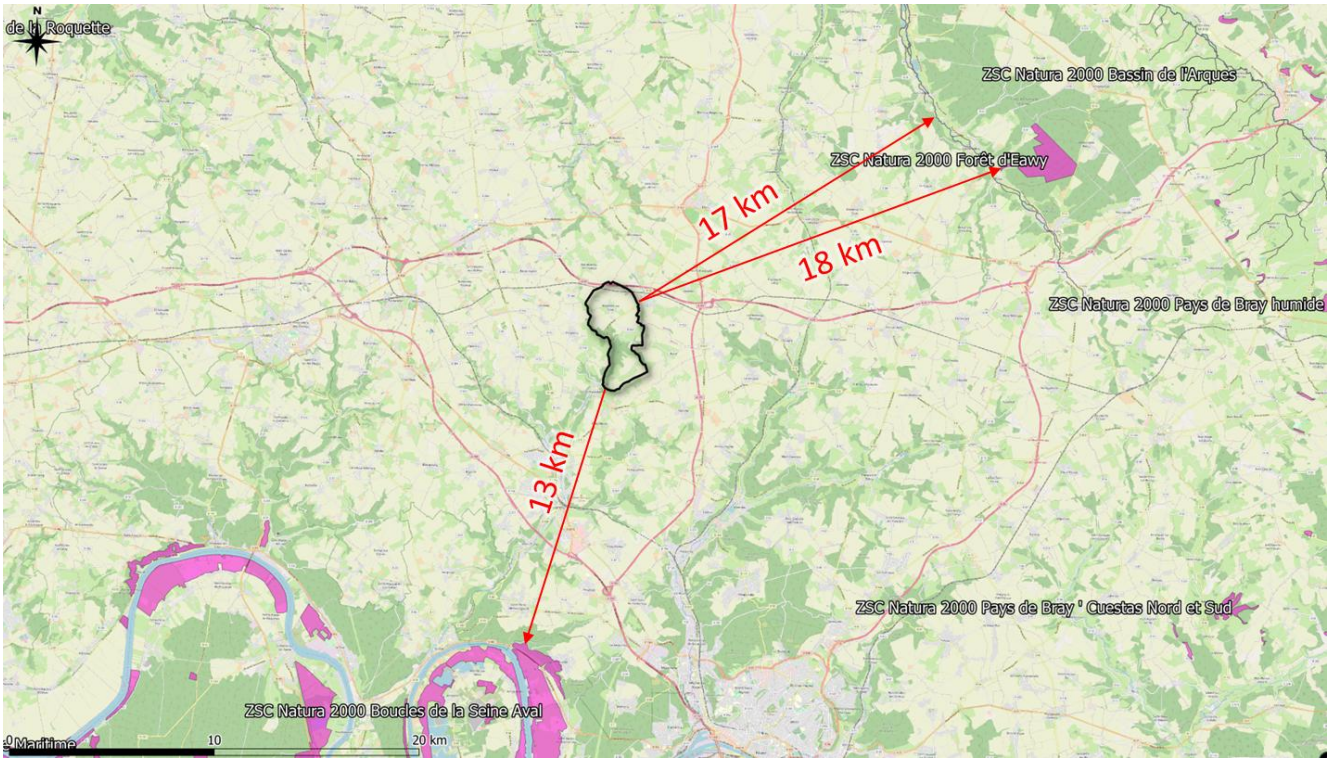
  Il s'agit de favoriser la biodiversité par le maintien dans un état de conservation favorable de certains habitats naturels ou habitats d'espèces menacés ou typiques d'une région biogéographique.

  La désignation de ces zones ZSC est plus longue que celle des ZPS. En effet, tout d'abord, chaque Etat membre a dû élaborer la liste des sites potentiels, la transmette à la Commission européenne. Ensuite, l'Union européenne a défini un projet de liste des sites d'importance communautaire (SIC). La dernière étape de la procédure de désignation est la désignation par l'Etat français de ces sites en ZSC, par arrêtés ministériels.

### VI.1.2. Les zones concernées

Il n'y a **pas de zone Natura 2000 à Hugleville-en-Caux**. Les zones les plus proches sont :

- ZSC Natura 2000 des Boucles de la Seine Aval ;
- ZSC Natura 2000 du Bassin de l'Arques ;
- ZSC Natura 2000 de la Forêt d'Eawy.




*Zones Natura 2000 à proximité d'Hugleville-en-Caux*

### VI.1.3. Site Natura 2000 « Boucles de la Seine Aval » (FR2300123)

Le site s'étend sur plusieurs boucles le long de la vallée de la Seine entre Rouen et Tancarville.

Les méandres de la Seine et leur évolution sont à l'origine de conditions variées déterminant des milieux très contrastés avec une opposition forte entre les rives convexes et concaves du fleuve.

La **rive concave** subit l'érosion du fleuve qui a taillé des coteaux très abrupts dans le plateau crayeux, avec la présence de pitons et fronts rocheux. La forte pente induit des sols peu profonds, riches en calcaire actif, filtrants et particulièrement chauds quand ils sont exposés plein sud. Sur ces coteaux se développent des milieux calcicoles - bois et pelouses - particulièrement riches en espèces rares.

L'argile à silex qui couvre la craie affleure au sommet des coteaux, dans les secteurs de moindre pente, permettant l'installation de milieux acidiphiles. Enfin, cette rive est régulièrement percée de coulées d'éboulement permettant le développement de milieux neutroclines, sur le sol profond induit par les colluvions de fond de vallée.



La **rive convexe** correspond à une zone de dépôt où se retrouvent deux types d'alluvions :

- Les alluvions anciennes, généralement de nature siliceuses et grossières. Le fleuve y a creusé des terrasses, sur lesquelles s'installent des milieux secs et silicicoles, particulièrement originaux pour la région : pelouses en milieux ouverts et chênaie acidiphile en milieu boisé.
- Les alluvions modernes, plus fines et argileuses, correspondant au lit majeur actuel. Elles abritent une végétation de marais alcalins à neutroclines. En bordure du fleuve, les crues répétées édifient un bourrelet alluvial, à l'abri duquel l'eau stagne dans les secteurs les plus bas, permettant la mise en place de sols paratourbeux à tourbeux au sein des alluvions. Les vraies tourbières de fond de vallée s'installent dans les méandres fossiles.

Cette organisation des milieux est répétitive d'une boucle sur l'autre.

En résumé les différents milieux retrouvés le long des boucles de la Seine sont :

- Les landes, tourbières et marais ;
- Les pelouses, dont la majorité sont des sites d'orchidées remarquables et comprennent plusieurs espèces comme l'Epipactis brun rouge (Epipactis atrorubens) ou l'Ophrys frelon (Ophrys fuciflora) et ponctuellement la très rare Epipactis des marais (Epipactis palustris) au niveau des suintements ;
- Les habitats prairiaux ;
- Les massifs forestiers qui représentent près d'un tiers de la superficie du site.

Enjeux et objectifs

Dans son ensemble, le site présente une grande vulnérabilité vis à vis de l'évolution des paysages face à l'eutrophisation, la mise en culture, l'exploitation de granulats dans les alluvions du fleuve et l'expansion très forte de l'urbanisme.

Le principal enjeu de ce site est la préservation des zones humides. C'est d'ailleurs l'un des axes principaux voire l'une des priorités de la charte adoptée par le Parc pour la période 2001-2011.

La priorité d'action doit être donnée :

- Au maintien et à la restauration des prairies humides, qu'elles soient habitat naturel ou habitat d'espèces (notamment habitat d'oiseaux), en particulier les prairies de fauche ;
- Au maintien et à la restauration de la tourbière d'Heurteauville ;
- Au maintien et à la restauration des milieux aquatiques ;

Ce sont en effet des menaces à court terme qui pèsent sur ces habitats, du fait des enjeux socio-économiques forts (industriels ou agricoles en particulier) et de la faible capacité de résistance de ces habitats à des dégradations brutales.

L'action sera également menée parallèlement sur les autres types de milieux qui sont menacés par des activités plus « extensives » (loisirs, tourisme) ou par une destruction « passive » (déprise agricole par exemple) à moyen ou long terme :

- Pelouses calcaires ;
- Grottes ;
- Forêts.

Les objectifs Natura 2000 qui ont été définis et validés lors des réunions des différentes commissions thématiques sont les suivants :

| Secteur / Activité | Objectifs définis lors du DOCOB |
|---|---|
| Agriculture | Favoriser les pratiques de gestion extensive des prairies, notamment dans le cadre des MAE |

| Secteur / Activité | Objectifs définis lors du DOCOB |
|---|---|
| | Limiter les pratiques intensives et les labours |
| Industrie et artisanat | Intégrer les enjeux Natura 2000 dans les documents d'urbanisme et de planification<br>Effectuer des évaluations des incidences de qualité |
| Carrières | Stopper les extensions de carrières en zone humide Natura 2000<br>Intégrer les enjeux Natura 2000 dans le cadre de la révision du Schéma des Carrières<br>Effectuer des évaluations des incidences de qualité |
| Chasse | Pratiquer un entretien doux des mares, tardif et avec exportation des produits de coupe |
| Infrastructures | Maintien de l'ouverture au-dessus ou au-dessous de certains réseaux dans le cadre de l'entretien<br>Effectuer des évaluations des incidences de qualité |
| Urbanisation / Aménagement du territoire et planification | Rendre compatibles tous les documents de planification et d'aménagement du territoire avec les objectifs Natura 2000 (évaluations des incidences)<br>Eduquer en sensibiliser tous les types de public<br>Supprimer ou réduire les incidences négatives (notamment en modifiant l'implantation et/ou la conception des travaux, ouvrages ou aménagements). Des mesures compensatoires devront être mises en œuvre lorsque les mesures de suppression ou réduction sont insuffisantes pour la préservation des habitats et des espèces et si les aménagements s'avèrent indispensables |
| Loisirs-tourisme | Informer, sensibiliser, communiquer<br>Travailler en amont avec les fédérations et les associations |

### VI.1.4. Site Natura 2000 « Bassin de l'Arques » (FR2300132)

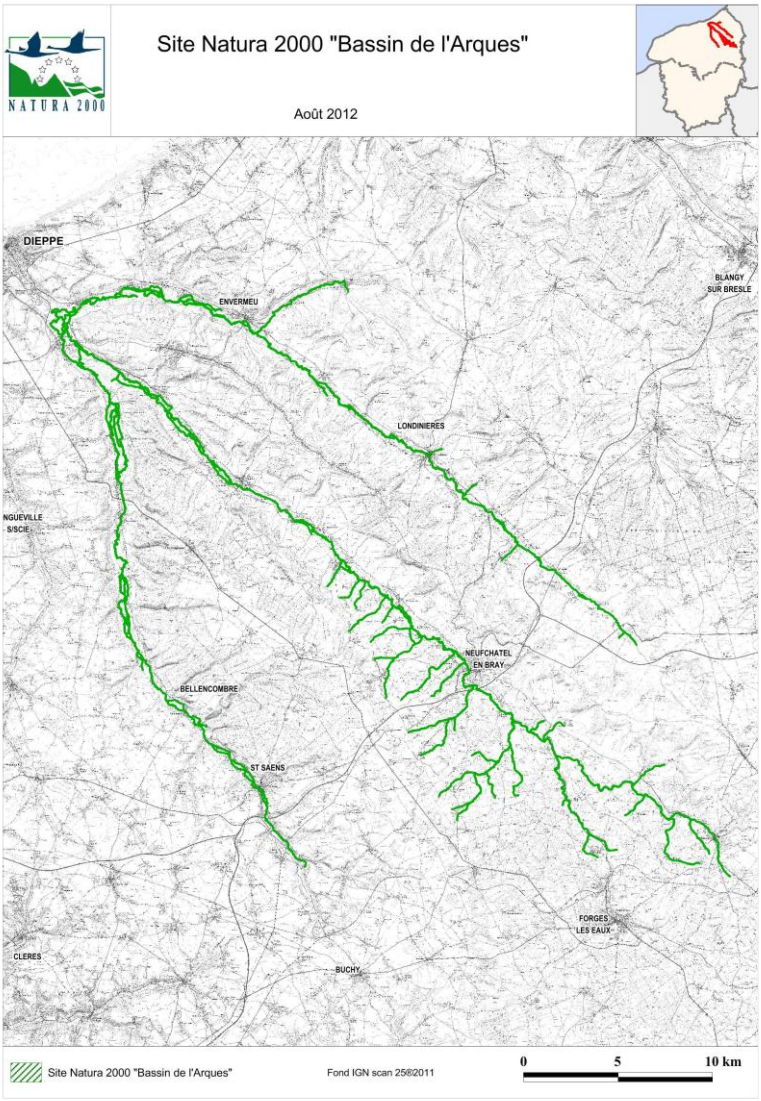
Le site « bassin de l'Arques » est entièrement compris dans le bassin versant de l'Arques. L'Arques est un fleuve côtier qui se jette dans la Manche à Dieppe. L'Arques ne fait en réalité que 6,5 km et est l'exutoire de 3 cours d'eau plus importants en amont : la Béthune, l'Eaulne et la Varenne.

Le site Natura 2000 concerne le lit mineur (comprenant les berges) de ces 3 cours d'eau et de l'Arques sur les 1,6 km en aval de sa confluence avec l'Eaulne.

Il est possible de repérer 2 grands ensembles paysagers différents le long de ces cours d'eau :

- Un ensemble de vallées aux lits majeurs relativement prononcés dans les bassins versants de l'Arques, l'Eaulne, la Varenne et la Béthune en aval de Mesnières-en-Bray ;
- La vallée de la Béthune en amont de Mesnières-en-Bray n'a pas la même morphologie et est composée d'un ensemble de petites vallées et/ou talwegs associés à des petits ruisseaux connectés à la Béthune et composant un « chevelu ».

Au-delà du lit mineur, les bassins versants des cours d'eau sont intéressants en termes de biodiversité (zones humides d'intérêt faunistique et floristique, mégaphorbiaies, alignements d'arbres têtards…) mais ne sont pas actuellement classés en site Natura 2000. Une proposition de classement de site Natura 2000 plus étendu est en cours de réflexion suite aux conclusions du DOCOB, validé par le COPIL.




Enjeux et objectifs

Le travail de rédaction et de concertation autour du DOCOB a permis de donner 5 objectifs majeurs à l'animation du site :

- ❑ Rétablissement de la continuité écologique ;
- ❑ Restauration des habitats d'espèces ;
- ❑ Préservation des zones humides ;
- ❑ Lutte contre le ruissellement et l'érosion ;
- ❑ Amélioration de la qualité de l'eau.

Les 3 derniers grands enjeux mettent en évidence la nécessité d'agir à l'échelle du bassin versant, ou a minima à l'échelle du lit majeur, pour atteindre les objectifs de conservation et de restauration du site. C'est pourquoi un travail est actuellement en cours pour étendre le site dans le lit majeur (en se basant sur les zones humides du lit majeur).

Objectifs par type de milieux ou d'activités :

| Secteur / Activité | Objectifs définis lors du DOCOB |
|---|---|
| Pâturages | Maintien des prairies humides le long des berges<br>Gestion extensive des prairies<br>Limitation de la fertilisation sur les zones les plus patrimoniales<br>Mise en défens temporaire de milieux remarquables |
| Cultures | Développer les cultures entre les rangs<br>Travail agronomique du sol pour l'imiter l'érosion (travail perpendiculaire à la pente locale…)<br>Protéger les cours d'eau par la mise en place de bandes enherbées |
| Enjeux rivières | Mise en place de clôtures pour éviter la destruction des bords de cours d'eau par les troupeaux<br>Aménagement et entretien de points d'abreuvements<br>Aménagement et entretien de gués |
| Urbanisation | Ne pas réaliser d'aménagements sur les zones sensibles aux risques de ruissellement |

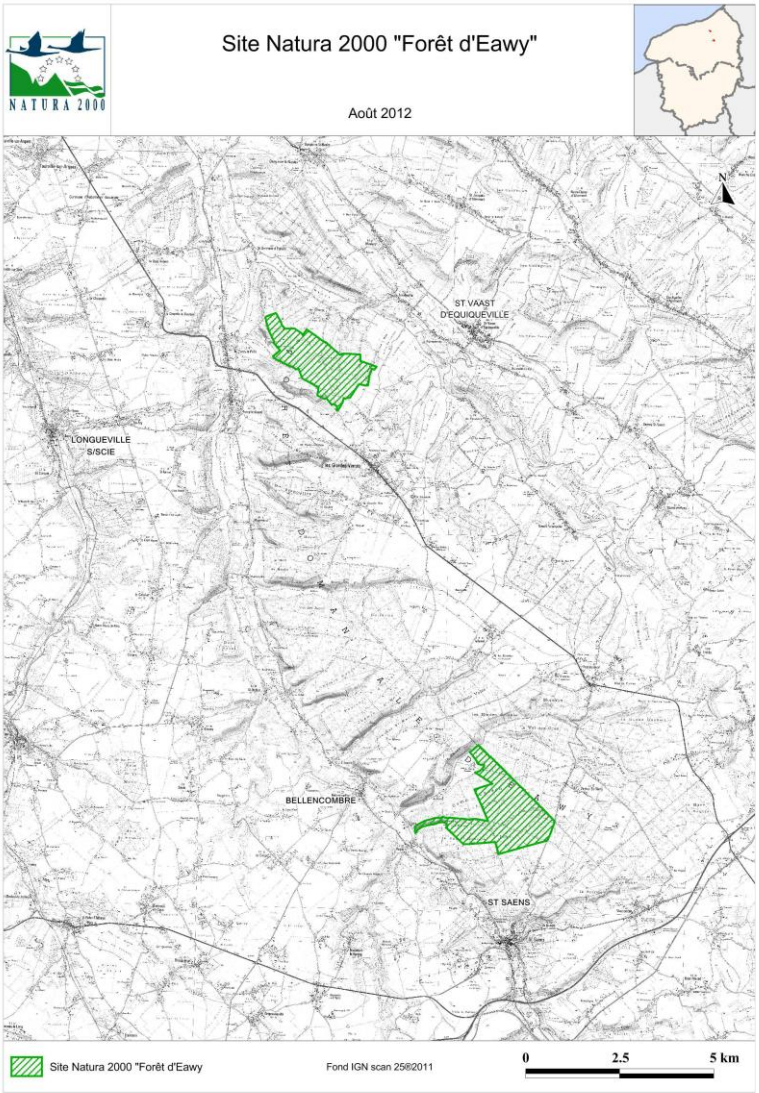
| Secteur / Activité | Objectifs définis lors du DOCOB |
|---|---|
| | Adapter l'urbanisation aux potentiels risques de ruissellement<br>Adapter l'urbanisation à l'impact (rejet, artificialisation de la berge) sur la qualité du cours d'eau et de ses berges<br>Améliorer les réseaux d'assainissement |
| Industries | Gestion des rejets et des eaux de ruissellement issues des zones d'activités |
| Hydroélectricité | Rétablissement de la libre circulation piscicole par suppression ou aménagement des ouvrages existants<br>Entretien des aménagements existants |
| Forêts alluviales | Reconstitution, entretien de la ripisylve<br>Ne pas détruire la ripisylve<br>Mise en place de clôtures pour éviter la destruction par les troupeaux |
| Haies et bocages | Restaurer les éléments fixes du paysage (boisements, haies, arbres têtards, etc.) |
| Pêche et sports de nature | Limiter l'impact de l'activité sur les milieux : ne pas surpiétiner les berges, ne pas artificialiser les berges, éviter de naviguer sur les frayères… |

### VI.1.5. Site Natura 2000 « Forêt d'Eawy » (FR2302002)

Une seule entité biopaysagère compose le site, à savoir la forêt. Le site Natura 2000 est constitué de 2 zones de plus de 300 ha chacune, pour une surface totale de 692 ha. Au nord, sur le massif du Croc, la forêt est une futaie régulière dominée par le Hêtre avec un sous-bois à Houx parfois très dense.

Au sud, la zone est également constituée par une futaie régulière de Hêtre, mais le sous-bois se caractérise par endroit par un tapis de Jacinthe des bois au début du printemps. La variante plus calcicole, la hêtraie à Lauréole, est remarquable par la présence de la Mercuriale, la Scolopendre, du Polystic à soie…

Localement, la Fougère des montagnes (Oreopteris limbosperma), espèce protégée au niveau régional, trouve refuge le long des routes et chemins forestiers.




Enjeux et objectifs

Chaque habitat forestier est soumis à des pratiques de gestion qui conduisent à des modifications spaciotemporelles permanentes. La stabilité des écosystèmes forestiers n'est pas recherchée au niveau de la parcelle, mais

on cherche à faire en sorte que les écosystèmes se maintiennent et que les habitats aient la possibilité de revenir à l'état d'équilibre initial.

Plus particulièrement pour les espèces, les actions de conservation concernent le maintien ou la restauration d'habitats favorables à leur croissance, leur développement et à leur reproduction.

Objectifs par type de milieux ou d'activités :

| Secteur / Activité | Objectifs définis lors du DOCOB |
|---|---|
| Grands espaces forestiers | Maintien ou restauration de l'habitat |
| Urbanisation | Le statut de forêt domaniale constitue un frein à tout projet d'urbanisation |

## VI.2. Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique

### VI.2.1. Définition

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) correspondent à une base de connaissance permanente des espaces naturels, dont l'intérêt repose soit sur l'équilibre et la richesse des écosystèmes, soit sur la présence d'espèces floristiques ou faunistiques rares et menacées.

L'inventaire de ces zones, initié et animé par l'Etat en 1982, sous la tutelle scientifique du Muséum national d'histoire naturelle, distingue deux types de zones :

- Les ZNIEFF de type I correspondent à des secteurs de superficie généralement limitée, définis par la présence d'espèces ou de milieux rares ou remarquables, caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. Ce sont des zones particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations même limitées.
- Les ZNIEFF de type II correspondent à de grands ensembles naturels riches ou peu modifiés par l'homme ou offrant des potentialités biologiques importantes.

Elles présentent des enjeux moins forts aussi tout projet ou aménagement peut être autorisé sous réserve du respect des milieux contenant des espèces protégées.

L'inventaire ZNIEFF est avant tout un outil de connaissance des espaces de richesse écologique, mais n'a pas de valeur juridique directe et ne constitue pas un instrument de protection réglementaire des espaces naturels.

Si la jurisprudence considère que l'existence d'une ZNIEFF n'est pas de nature à interdire tout aménagement, le juge administratif a sanctionné à plusieurs reprises pour erreur manifeste d'appréciation la non-prise en compte dans les décisions d'urbanisme du caractère remarquable d'un espace naturel attesté par son inscription à l'inventaire ZNIEFF.

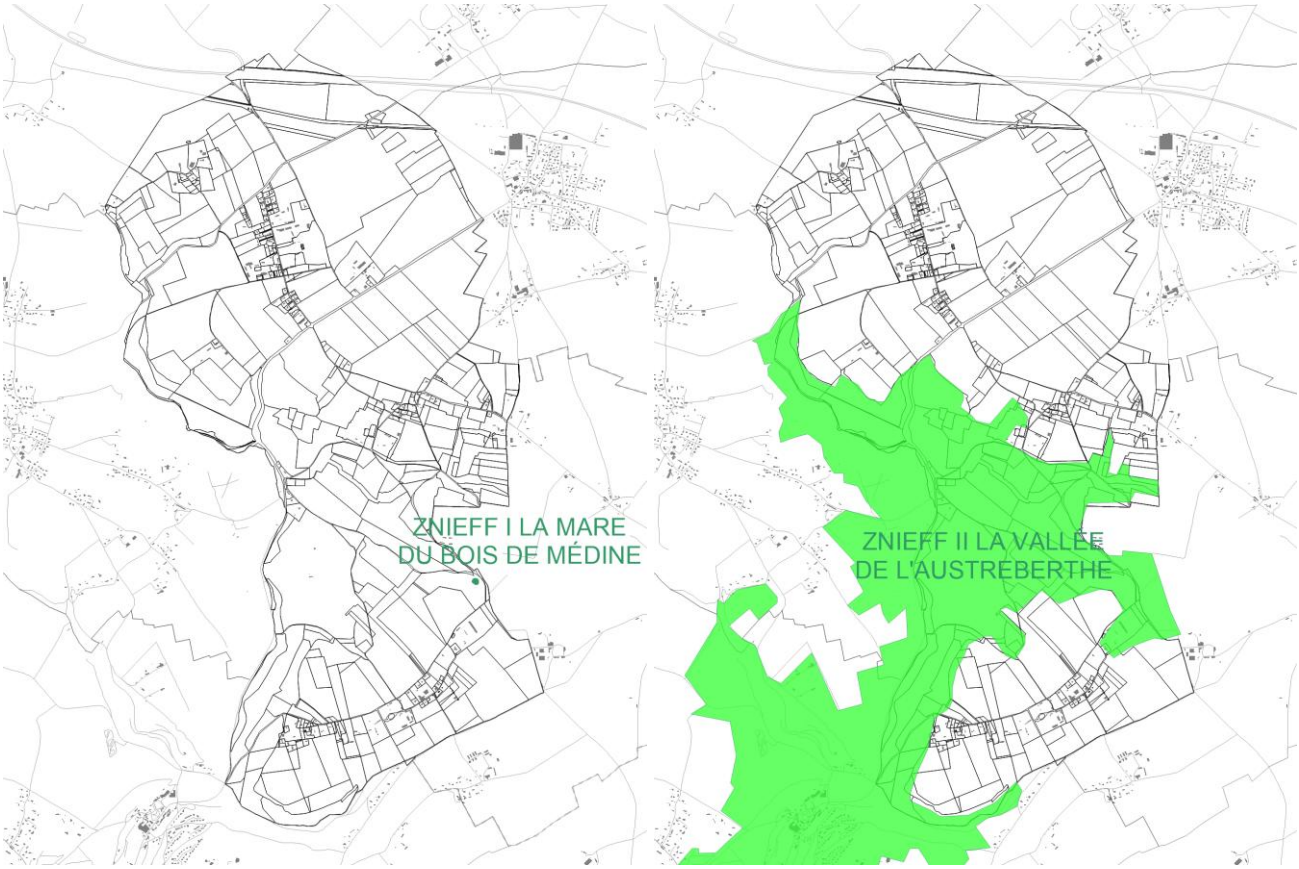
### VI.2.2. Les zones concernées



Il existe une **ZNIEFF de type 1** à Hugleville-en-Caux, la « **Mare du Bois de Médine** ». Il s'agit d'une mare abreuvoir à bords bétonnés, non utilisée, marqué par un fort développement de la végétation aquatique et notamment de lenticules mineures et de callitriches. C'est un site de reproduction pour des amphibiens et odonates.



Il existe une **ZNIEFF de type 2** à Hugleville-en-Caux, la « **Vallée de l'Austreberthe** » (vallée et zones humides de grand intérêt). A Hugleville-en-Caux, la ZNIEFF inclut les flancs des coteaux et les vallons secondaires avec milieux prairiaux originaux, et des boisements secs à frais différents de ceux du plateau. La ZNIEFF est reconnue pour la présence de végétaux (orchidées) et oiseaux rares.




*ZNIEFF de type I / ZNIEFF de type II*

### VI.2.1. ZNIEFF I de la « Mare du Bois de Médine » (85030001)

La mare du bois de Médine se situe sur la commune d'Hugleville-en-Caux au bas d'une prairie pâturée bordée d'une petite route qui longe puis traverse le bois du même nom.

Il s'agit d'une **mare abreuvoir** dont les bords sont bétonnés et qui n'est plus utilisée par les bovins car des barbelés ont été mis en place tout autour. La mare présente un fort développement de la végétation aquatique et notamment de lenticules mineures (Lemna minor) et de callitriches. Quelques grosses touffes de jonc épars (Juncus effusus) occupent une grande partie du centre tandis que vers les bords se rencontrent le bident triparti (Bidens tripartita) et la renouée poivre-d'eau (Polygonum hydropiper).

Le principal intérêt de cette mare est de servir de **site de reproduction pour des amphibiens** dont quatre espèces d'urodèles qui sont la salamandre tachetée (Salamandra salamandra), les tritons palmé (Triturus helveticus), ponctué (Triturus vulgaris) et alpestre (Triturus alpestris).

L'alimentation de la mare se fait principalement par les eaux de ruissellement de la route récupérée par un petit caniveau ce qui peut poser des risques en cas de polluants sur la chaussée. Durant la période estivale, la mare s'assèche mais le fond reste humide.

Le jonc épars couvre une surface de plus en plus importante et la limitation de son envahissement passe par une coupe et l'arrachage d'une partie des touffes. Les ronces et les orties présentes aux abords immédiats empiètent petit à petit sur la mare faute de coupes d'entretien régulières.

### VI.2.2. ZNIEFF II de la « Vallée de l'Austreberthe » (230031028)

Située sur le rebord méridional du Caux central, la ZNIEFF s'étend sur l'ensemble de la vallée de l'Austreberthe, à l'exclusion des secteurs urbains et industriels de Pavilly, Barentin et Duclair.

Au sud, elle inclut le Bois de la Fontaine occupant largement le plateau et le coteau surplombant la Seine. Les vallées concentrent la biodiversité.

De l'amont à l'aval, du fond humide où serpente la rivière au sommet des versants prairiaux ou boisés, elles forment de **vastes corridors caractérisés par une grande diversité de milieux naturels**.

Elles abritent notamment les **zones humides**, milieux d'une extrême diversité et productivité biologiques, hébergeant de nombreuses espèces spécialisées, parfois exceptionnelles. Outre cette fonctionnalité écologique, les zones humides jouent un rôle fondamental pour le recueil et l'autoépuration des eaux, la réalimentation des cours d'eau et des nappes phréatiques, la prévention des inondations.

Les flancs des coteaux et les vallons secondaires comportent des **milieux prairiaux** originaux, ainsi que des **boisements secs à frais** différents de ceux du plateau.

Des **haies**, plus ou moins continues, prolongent les strates arborées et arbustives jusqu'au fond humide de la vallée.



*La ZNIEFF entre Hugleville-en-Caux et Sainte-Austreberthe*

De nombreuses espèces végétales et animales vivent, s'abritent, se nourrissent et se reproduisent dans ces habitats de fort intérêt écologique.

Bien que fortement urbanisée et industrialisée depuis longtemps (anciennes filatures), cette vallée d'une vingtaine de kilomètres conserve des milieux naturels remarquables, notamment parmi la **couverture boisée** occupant assez bien ses flancs et ses vallons secondaires : différents groupements forestiers la caractérisent : chênaie-bétulaie, forêt mixte de Pin sylvestre et de Chênes, chênaie-charmaie à Jonquille, à Jacinthe des bois, hêtraie à Millet des bois, à Buis, à Laurier des bois, frênaie-érablière à Mercuriale ; quatre ZNIEFF de type I désignent des boisements de fort intérêt écologique.

Quelques **pelouses et ourlets calcicoles** au cortège floristique typique et remarquable (Epipactis brun-rouge, plante protégée, Seslérie bleue, Chlore perfoliée etc.), sont aussi répertoriés, mais ils sont fortement menacés par l'embroussaillement et l'avancée forestière.

Ces bois, lisières et prairies sèches constituent des habitats importants pour la faune ; parmi les populations de **papillons** et de **chauves-souris** recensées, des espèces patrimoniales sont présentes (dont le Grand Rhinolophe, très menacé), d'où l'importance de la conservation de ces sites.

En bordure du plateau, la ZNIEFF inclut des prairies pâturées abritant des **mares** riches en batraciens (Tritons, Grenouilles, Crapauds) et classées en ZNIEFF de type I. L'Austreberthe prend sa source à Sainte-Austreberthe à 90m d'altitude. Les rebords du plateau environnant atteignent 170 m. Elle est rejointe à Pavilly par le Saffimbec, petit affluent en rive droite. A son embouchure dans la Seine, le débit moyen interannuel est de 1,94 $m^3/s$. Cette rivière est potentielle pour des espèces de poissons migratrices (Truite de mer).

Le fond humide bocager a subi de fortes pressions anthropiques ; même transformés et rudéralisés, ces milieux humides offrent des refuges pour la faune. Il convient de les préserver concrètement de l'urbanisation.

## VI.3. Zones humides

L'article L211-1 du Code de l'Environnement décrit les zones humides comme étant « *les terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire* ». Il peut ainsi s'agir de mares, prairies humides, marais, vasières.

Ces zones humides ont plusieurs fonctions :

- Elles jouent un rôle de tampon dans la gestion de l'eau en agissant comme des éponges. Elles se gorgent d'eau l'hiver ce qui permet de limiter les inondations en aval. Elles restituent cette eau avec un décalage, notamment l'été, et soutiennent ainsi le débit de la rivière ;
- La végétation filtre les matières polluantes provenant du bassin versant vers le cours d'eau ce qui contribue à améliorer la qualité de l'eau. Elle participe à l'auto-épuration du cours d'eau ;
- Par la diversité de leur faune et de leur flore, elles constituent un patrimoine naturel unique qui doit être préservé.

**Des milieux prédisposés à la présence de zones humides sont présents dans la vallée de l'Austreberthe** et doivent faire être pris en compte.

### VI.3.1. Inventaires zones humides de la DREAL Normandie

La DREAL Normandie a œuvré à la réalisation d'un inventaire des zones humides, conformément à l'arrêté de 2009 définissant les critères des zones humides. Cet outil permet de localiser l'ensemble des zones humides à l'échelle régionale, sur la base de l'étude de la photographie aérienne de la BD ORTHO, ainsi que par la réalisation d'analyses pédologiques et phytosociologiques sur le terrain. Cet inventaire constitue un outil de connaissance permettant d'alerter la collectivité ou l'aménageur sur la présence potentielle de zones humides.

Les **zones humides issues de l'inventaire de la DREAL sont limitrophes d'Hugleville-en-Caux**, en étant situées Sainte-Austreberthe. Elles sont présentées sur la figure ci-dessous (à gauche).

### VI.3.2. Milieux Prédisposés à la Présence de Zones Humides (MPPZH)

La DREAL a développé un modèle permettant de diagnostiquer les zones humides détruites, détériorées ou dont la caractérisation par les méthodes habituelles s'avère plus difficile (sols forestiers ou urbains, zones fortement drainées ...), voire impossible (milieux calcaires, sableux). Les espaces ainsi cartographiés sont dénommés Milieux Prédisposés à la Présence de Zones Humides. Ils dessinent de vastes ensembles incluant les zones humides déjà répertoriées mais aussi celles qui, trop détériorées, ont pour l'instant échappé aux inventaires.

Les Milieux Prédisposés à la Présence de Zones Humides (MPPZH) sont représentés par deux sous-ensembles :

- Les milieux fortement prédisposés à la présence de zones humides. Ils correspondent à des espaces où le modèle prédit la présence d'une nappe à faible profondeur en hiver (moins de 50 cm) et où, a priori, les sols sont hydromorphes. Ce sont dans ces espaces que la probabilité

de trouver des sols répondant aux critères définis par les arrêtés de 2008 et 2009 est la plus forte ;

- Les milieux faiblement prédisposés à la présence de zones humides, il s'agit d'espaces où la nappe est plus profonde mais où, en fonction des incertitudes liées à la modélisation, la présence de zones humides ne peut être écartée.

Actuellement, 95 % des zones humides nouvellement inventoriées se situent en « Milieux fortement prédisposés à la présence de zones humides ». Le modèle est donc dans sa globalité d'excellente qualité. Bien que perfectible, il s'avère ainsi un outil très utile à la reconnaissance de zones humides non encore répertoriées.

Sa fiabilité est définie selon un critère de distance à une zone humide répertoriée (données « fiabilité du modèle Milieux Prédisposés à la Présence de Zones Humides »). Il est très précis dans les territoires situés à moins de 250 m d'une zone humide et perd progressivement en qualité au-delà.

Les Milieux Prédisposés à la Présence de Zones Humides sur la commune d'Hugleville-en-Caux sont présentés sur la figure ci-dessous (à droite). Elles sont situées dans la continuité des zones humides caractérisées, et débordent légèrement sur le territoire d'Hugleville-en-Caux.



*Zones humides caractérisées par la DREAL / Milieux Prédisposés à la Présence de Zones Humides*

## VI.4. Autres milieux non concernés

Les milieux suivants sont trop éloignés d'Hugleville-en-Caux pour être susceptibles d'être concernés par les développements prévus par le PLU.

### VI.4.1. Arrêtés de protection de biotope

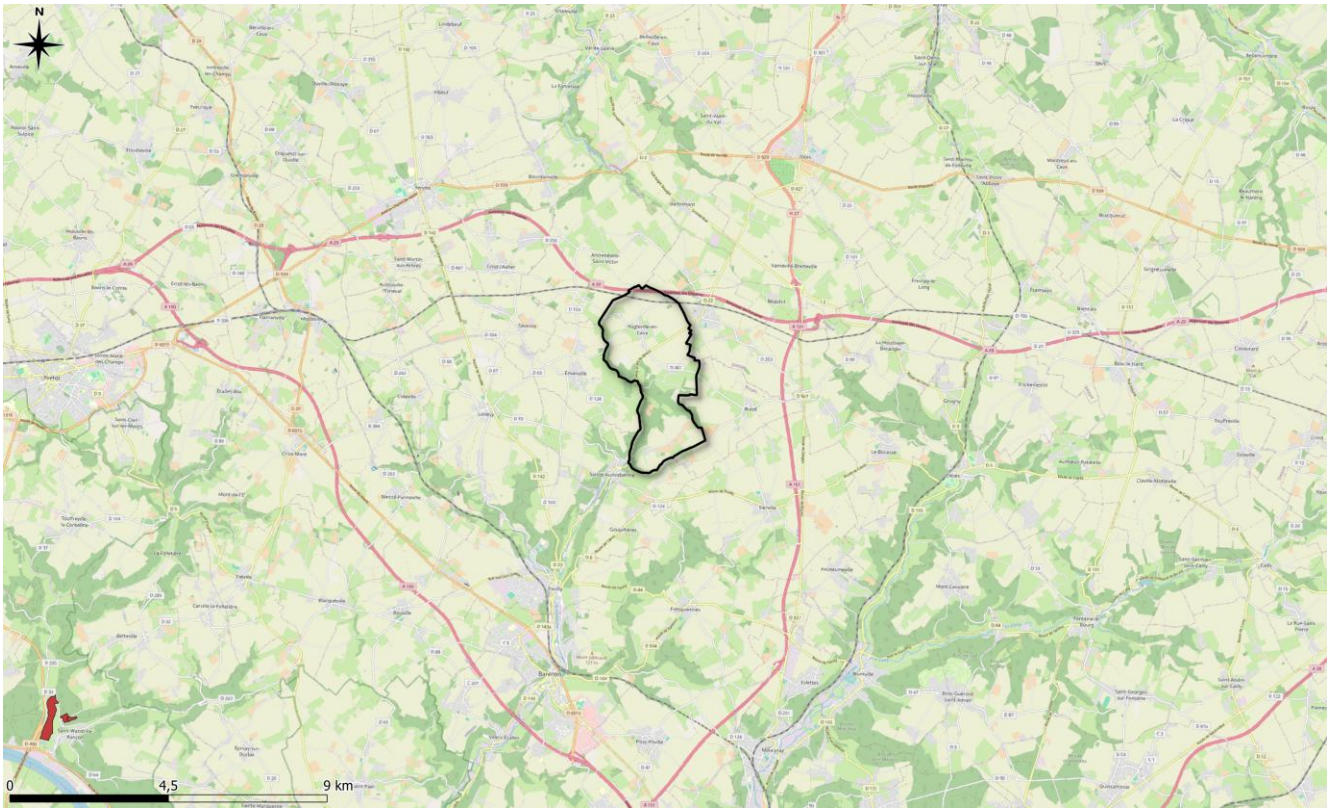
#### VI.4.1.1. *Définition*

L'Arrêté de Protection du Biotope (APB) est un outil de protection forte qui concerne un espace pouvant être limité. La protection de biotopes d'espèces protégées est menée à l'initiative de l'État par le préfet de département.

Le terme biotope doit être entendu au sens large de milieu indispensable à l'existence des espèces de faune et de flore. Un biotope est une aire géographique bien délimitée, caractérisée par des conditions particulières (géologiques, hydrologiques, climatiques, sonores, etc.). Il peut arriver que le biotope d'une espèce soit constitué par un lieu artificiel (combles des églises, carrières, etc.), s'il est indispensable à la survie d'une espèce protégée.

#### VI.4.1.2.*Les zones concernées*

Il n'y a pas d'arrêté de protection de biotope à Hugleville-en-Caux. Les plus proches sont les « Grottes de Saint Saturnin et de Sainte Sabine à Saint-Wandrille Rançon » à 17 km.




*Arrêté de Protection du Biotope à proximité*

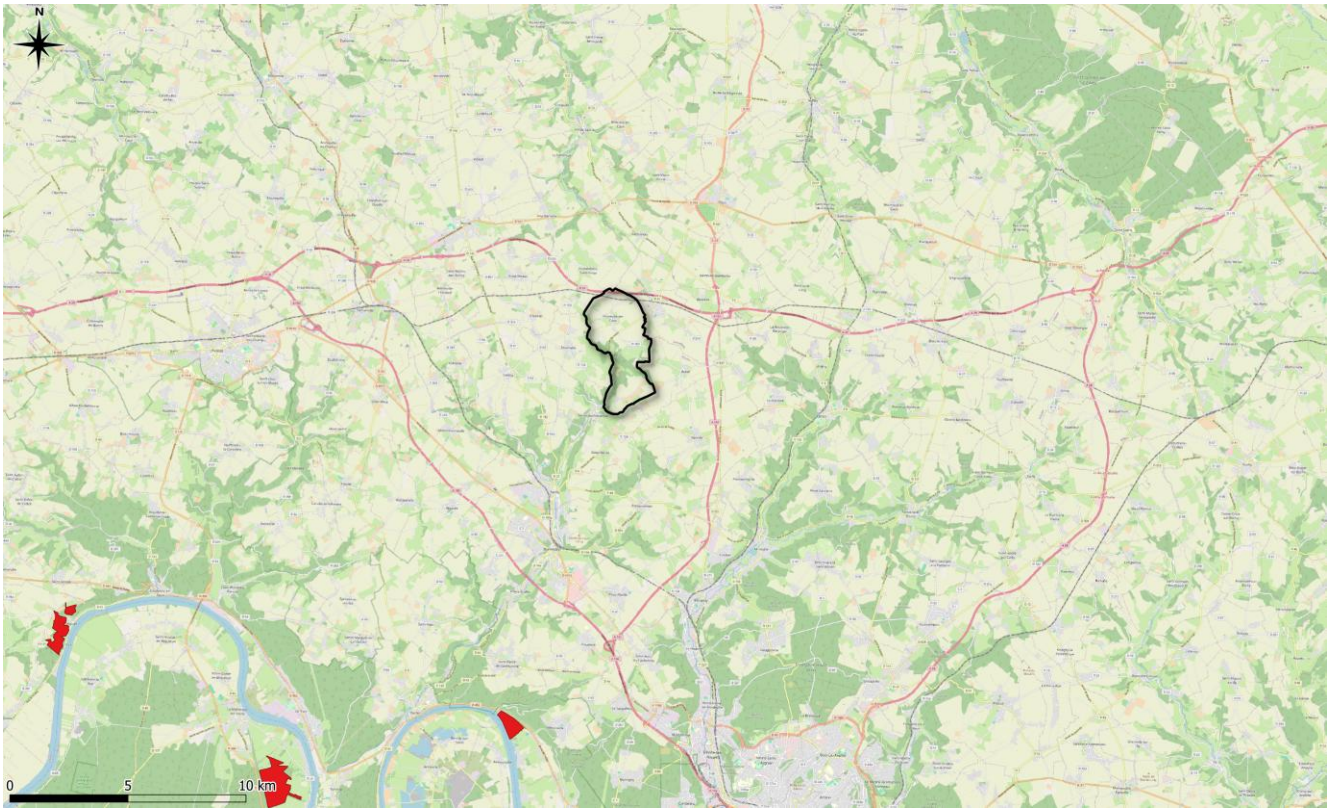
### VI.4.2. Espace naturel sensible

#### VI.4.2.1.*Définition*

Les Espaces Naturels Sensibles (ENS), institués par la loi du 31 décembre 1976, sont définis comme des espaces dont le caractère naturel est menacé et rendu vulnérable, actuellement ou potentiellement, soit en raison de la pression urbaine ou du développement des activités économiques ou de loisirs, soit en raison d'un intérêt particulier au regard de la qualité du site ou des caractéristiques des espèces végétales ou animales qui s'y trouvent. La compétence est donnée aux conseils départementaux pour la préservation, la gestion et l'ouverture au public de ces espaces.

#### VI.4.2.2. *Les zones concernées*

Il n'y a pas d'espace naturel sensible à Hugleville-en-Caux. Les plus proches sont les « Prairies humides de Roumare et Hénouville », à 13,5 km.




*Espaces Naturels Sensibles à proximité*

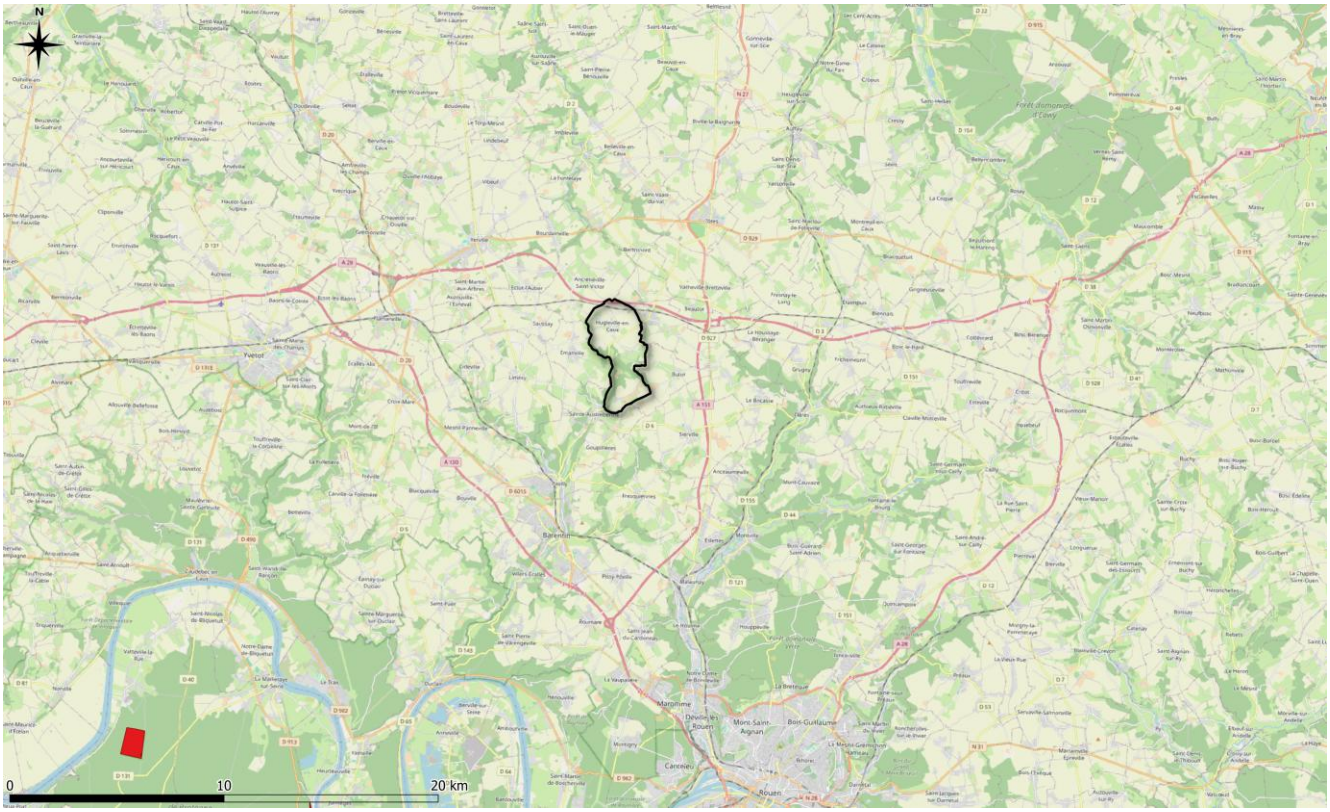
### VI.4.3. Réserve biologique

#### VI.4.3.1. *Définition*

Les Réserves Biologiques constituent un outil de protection propre aux forêts publiques et particulièrement bien adapté à leurs spécificités. On distingue deux types de réserves biologiques : les réserves biologiques dirigées et les réserves biologiques intégrales.

#### VI.4.3.2. *Les zones concernées*

Il n'y a pas de réserve biologique à Hugleville-en-Caux. La plus proche est la RB des Landes, à 26 km.




*Réserve biologique à proximité*

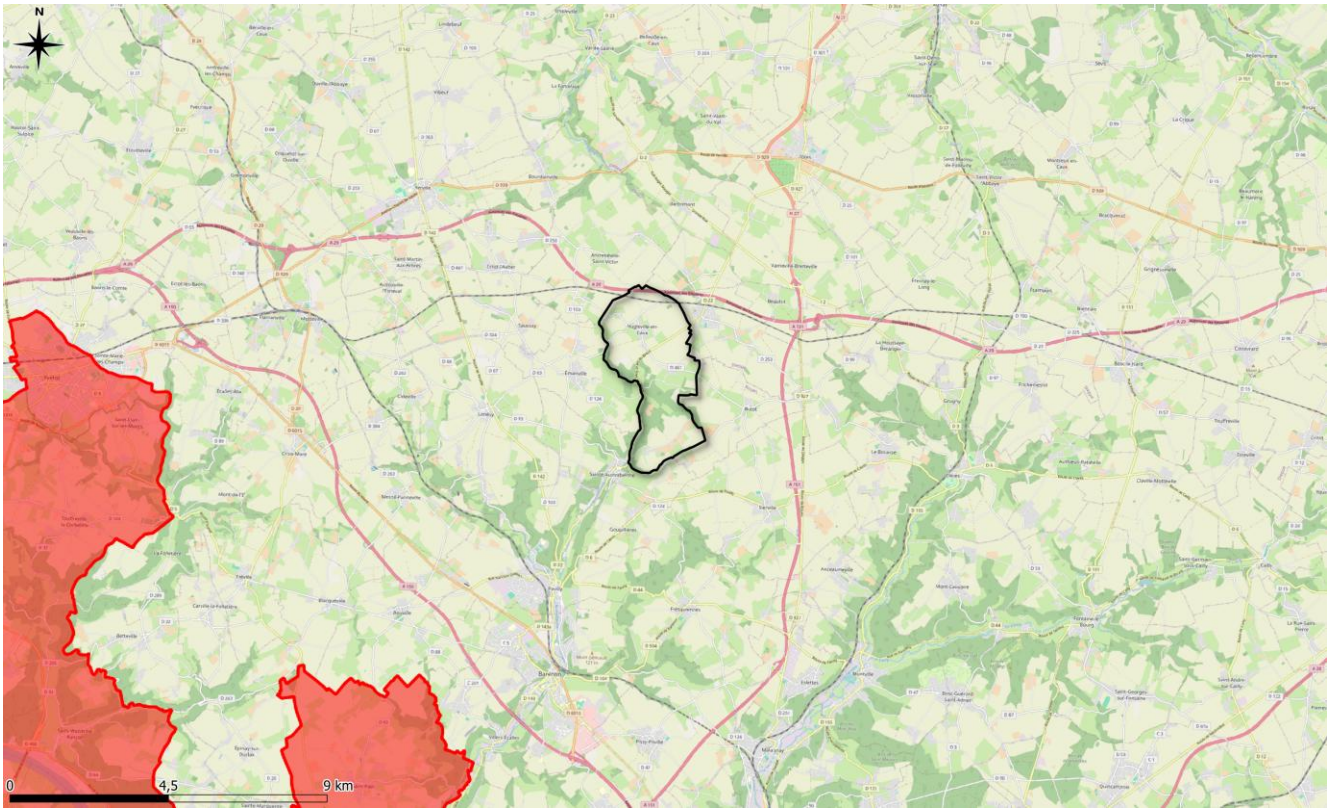
### VI.4.4. Parc naturel

#### VI.4.4.1. *Définition*

Les Parcs Naturels Régionaux (PNR) ont été créés pour protéger et mettre en valeur de grands espaces ruraux habités. Peut-être classé « Parc Naturel Régional » un territoire à dominante rurale dont les paysages, les milieux naturels et le patrimoine culturel sont de grande qualité, mais dont l'équilibre est fragile. Un Parc naturel régional s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine naturel et culturel.

#### VI.4.4.2. *Les zones concernées*

Hugleville-en-Caux n'est situé dans aucun parc naturel. Le plus proche est le PNR des Boucles de la Seine Normande, à 8,5 km.




*PNRBSN*

### VI.4.5. Réserves Naturelles

#### VI.4.5.1. *Définition*

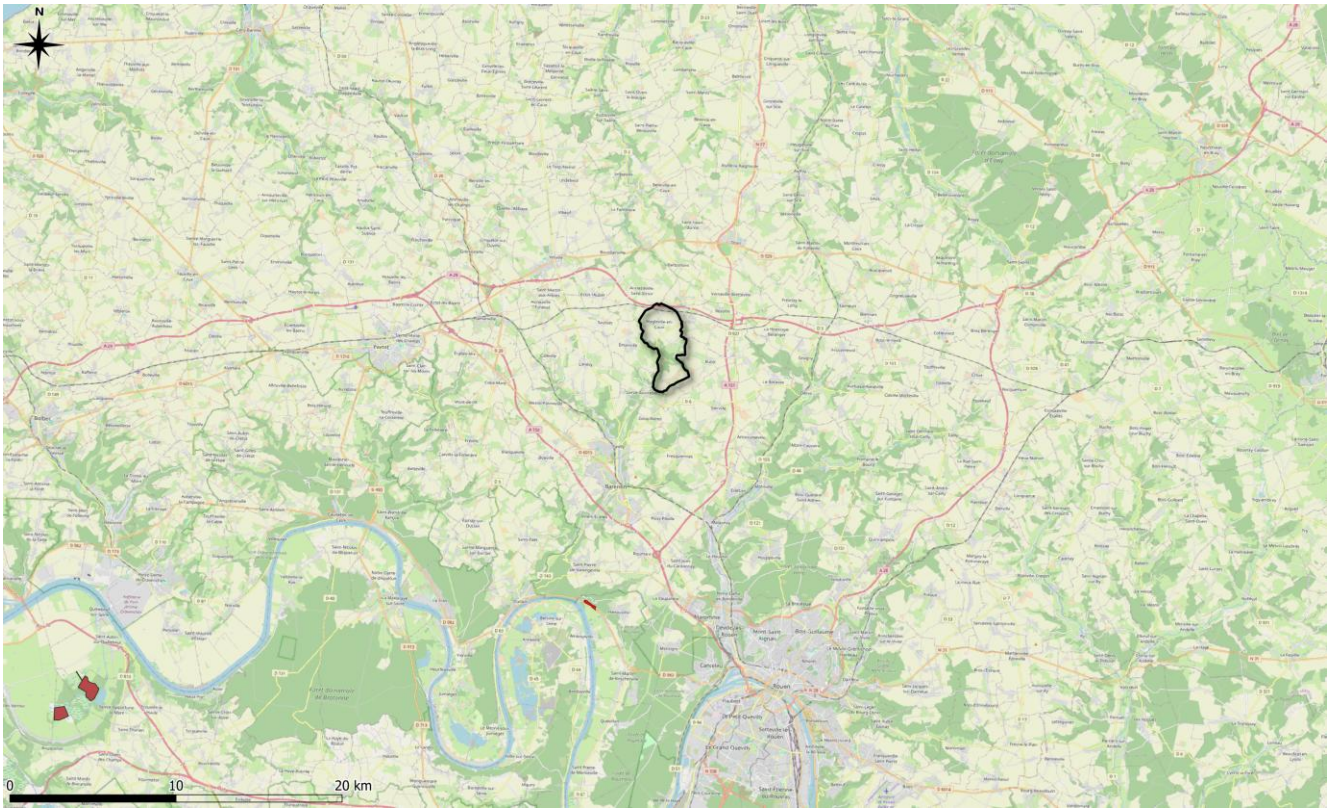
Une réserve naturelle nationale est un outil de protection à long terme d'espaces, d'espèces et d'objets géologiques rares ou caractéristiques, ainsi que de milieux naturels fonctionnels et représentatifs de la diversité biologique en France. Les sites sont gérés par un organisme local en concertation avec les acteurs du territoire. Ils sont soustraits à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader, mais peuvent faire l'objet de mesures de réhabilitation écologique ou de gestion en fonction des objectifs de conservation.

Les Réserves Naturelles Régionales (RNR) sont des territoires appartenant à une ou plusieurs communes, dont la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader.

#### VI.4.5.2. *Les zones concernées*

Il n'y a ni RNN ni RNR à Hugleville-en-Caux.

La RNR la plus proche est la « Côte de la Fontaine » (13 km). La RNN la plus proche est le « Marais Vernier » (38 km).




*RNN et RNR*

### VI.4.6. Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)

#### VI.4.6.1. *Définition*

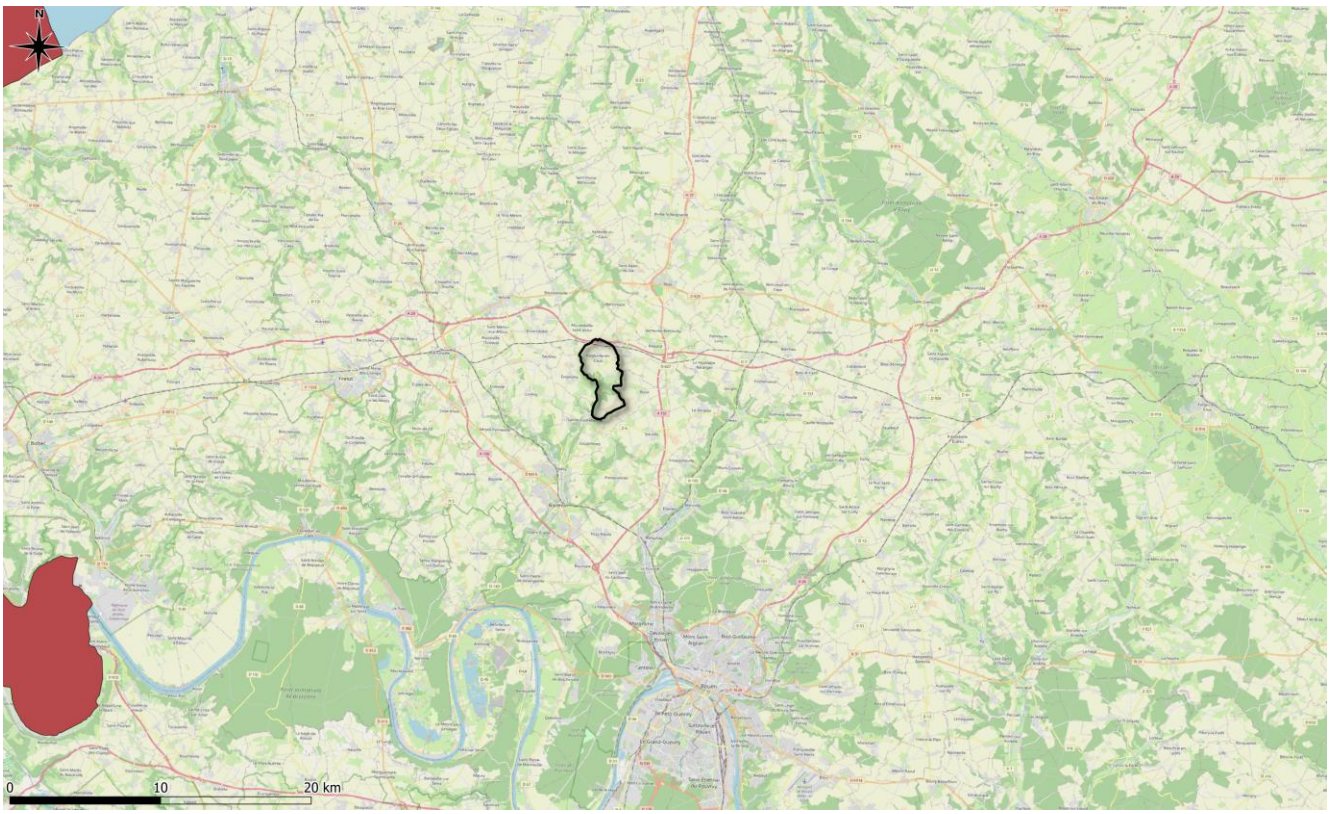
Les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) sont des sites d'intérêt majeur, qui hébergent des espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage, jugés d'importance communautaire ou européenne.

Afin de pouvoir identifier les territoires stratégiques pour l'application de la « directive oiseaux », ces zones ont été recensées dans le cadre d'un inventaire national sous l'autorité du ministère de l'Environnement. Deux critères ont été retenus pour la sélection des ZICO (appelées parfois « Zones d'Intérêt Communautaire pour les Oiseaux ») à savoir ceux répondant à la directive Oiseaux et ceux définis par la convention de Ramsar pour déterminer les zones humides d'importance internationale.

Cet inventaire constitue l'inventaire scientifique préliminaire à la désignation des zones de protection spéciale (ZPS). Pour autant, il ne s'agit pas de classer l'intégralité des ZICO en ZPS.

#### VI.4.6.2. *Les zones concernées*

Il n'y a pas de ZICO à Hugleville-en-Caux. La ZICO la plus proche est l'estuaire et embouchure de la Seine, à 35 km.




*Boucle de Pose et de Muids*

# VII. Trame verte et bleue

## VII.1. Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE)

La Trame verte et bleue a été introduite dans le Code de l'Urbanisme et l'Environnement par les lois Grenelle I et Grenelle II (préservation et la remise en état des continuités écologiques à l'échelle locale).

On distingue :

- La **trame verte**, constituée par l'**ensemble des zones de connexion biologiques et des habitats naturels concernés**, qui constituent ou permettent de connecter :
  - Les habitats naturels de la flore et la faune sauvage et spontanée ;
  - Les sites de reproduction, de nourrissage, de repos et d'abri ;
  - Les corridors de déplacements de la faune sauvage ;
  - Les corridors de dispersion de la flore.

  Ces zones sont constituées de **grands corridors boisés, de milieux ouverts, calcicoles ou encore humides**. Ils sont aussi ponctués et raccordés par des éléments ponctuels ou « en pas japonais » tels que des **alignements d'arbres, des haies, des mares, des vergers** permettant aux espèces de se déplacer.
- La **trame bleue** est constituée du réseau formé par les **cours d'eau**, les **zones humides** ainsi que les **fossés, ruisseaux**, constituant ou permettant la connexion entre les différents éléments.

Ces préoccupations liées à la nature « ordinaire » conduisent à rechercher la création d'un maillage écologique du territoire aujourd'hui très fragmenté, reposant sur des espaces de connectivité écologique (corridors, continuums, axes de déplacement …) reliant les espaces préalablement identifiés comme d'importance majeure d'un point de vue du patrimoine naturel (noyaux).

La trame verte et bleue contribue à l'état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau. Elle s'étend jusqu'à la laisse de basse mer et dans les estuaires, à la limite transversale de la mer.

Le SRCE de Haute-Normandie présente la trame verte et bleue régionale via les réservoirs et les corridors écologiques :

- Les **réservoirs de biodiversité** sont des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces ;
- Les **corridors écologiques** assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers.

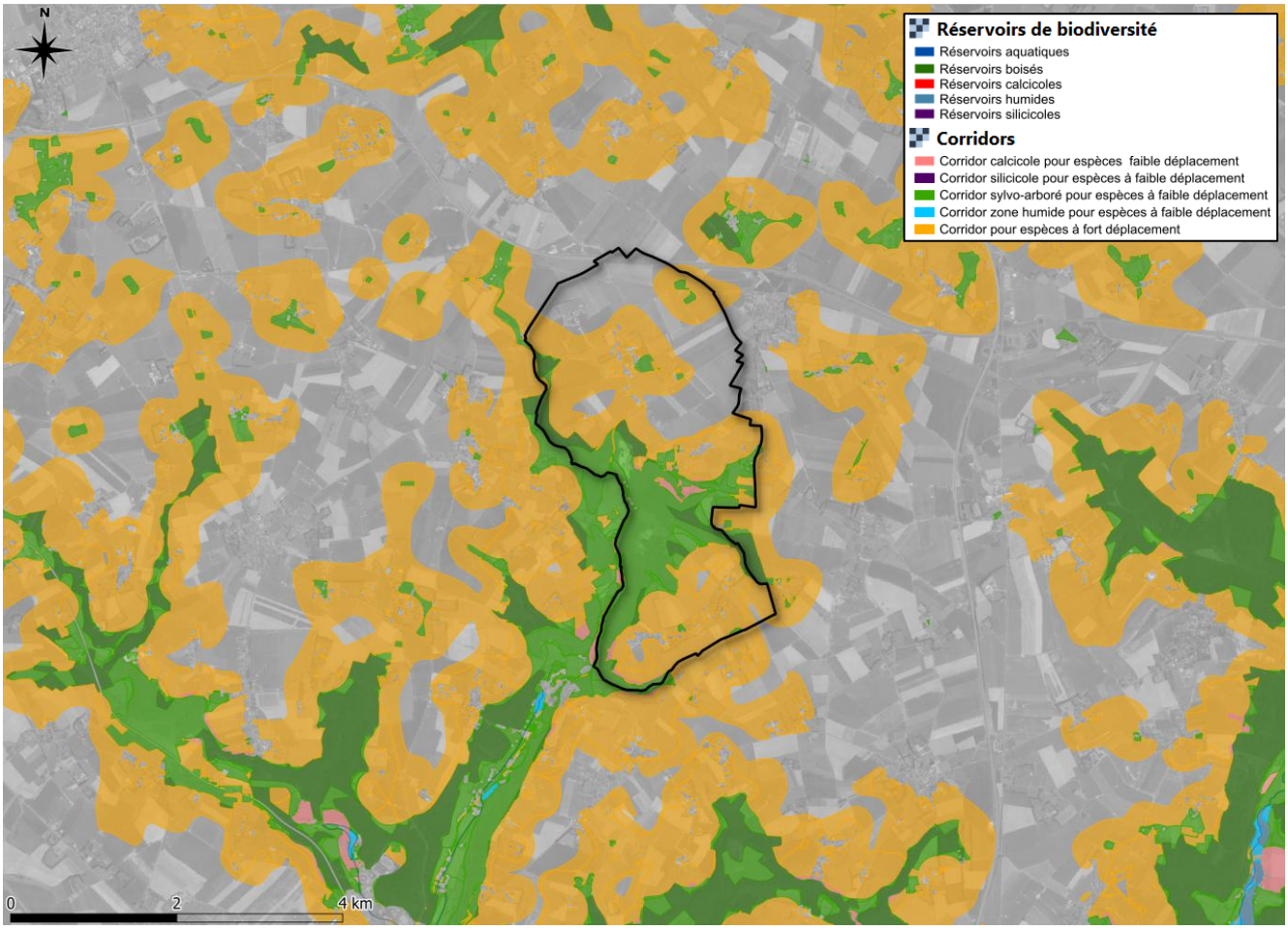
Les réservoirs de biodiversité à protéger :




*Réservoirs de biodiversité du SRCE de Haute-Normandie*

Les corridors de biodiversité, à ne pas fragmenter :

Et si possible, chercher les reconnexions des corridors dysfonctionnels




*Réservoirs de biodiversité et corridors écologiques du SRCE de Haute-Normandie*

## VII.2. La Trame Verte et Bleue sur le territoire d'Hugleville-en-Caux

La Trame Verte et Bleue repose sur un **ensemble d'éléments naturels** qui constituent des continuités favorables à la vie ou au déplacement de la faune et de la flore :

- Continuités surfaciques (forêts, prairies, vergers) ;
- Continuités linéaires (talus cauchois, alignement d'arbres, haies basses) ;
- Continuités ponctuelles, en « pas japonais » (mares, arbres isolés).



*Prairie à coquelicot à Hugleville-en-Caux*

Ces éléments forment un maillage écologique essentiel pour le déplacement des espèces, la préservation de la biodiversité et le maintien des équilibres écologiques. Ils assurent la connexion entre différents habitats naturels, facilitant ainsi la circulation de la faune et la dispersion de la flore.

A Hugleville-en-Caux, les **éléments suivants constituent le support de la Trame Verte et Bleue** :

- **Forêts** (206 hectares – source IGN BD Forêt) ;

- **Prairies** (124 hectares – source RPG) ;
- **Haies et alignements d'arbres** (15,2 km – inventaire de terrain) ;
- **Mares** (30 – inventaire de terrain et recensement des mares effectué par le SMBVAS).




*Forêt / Prairie*

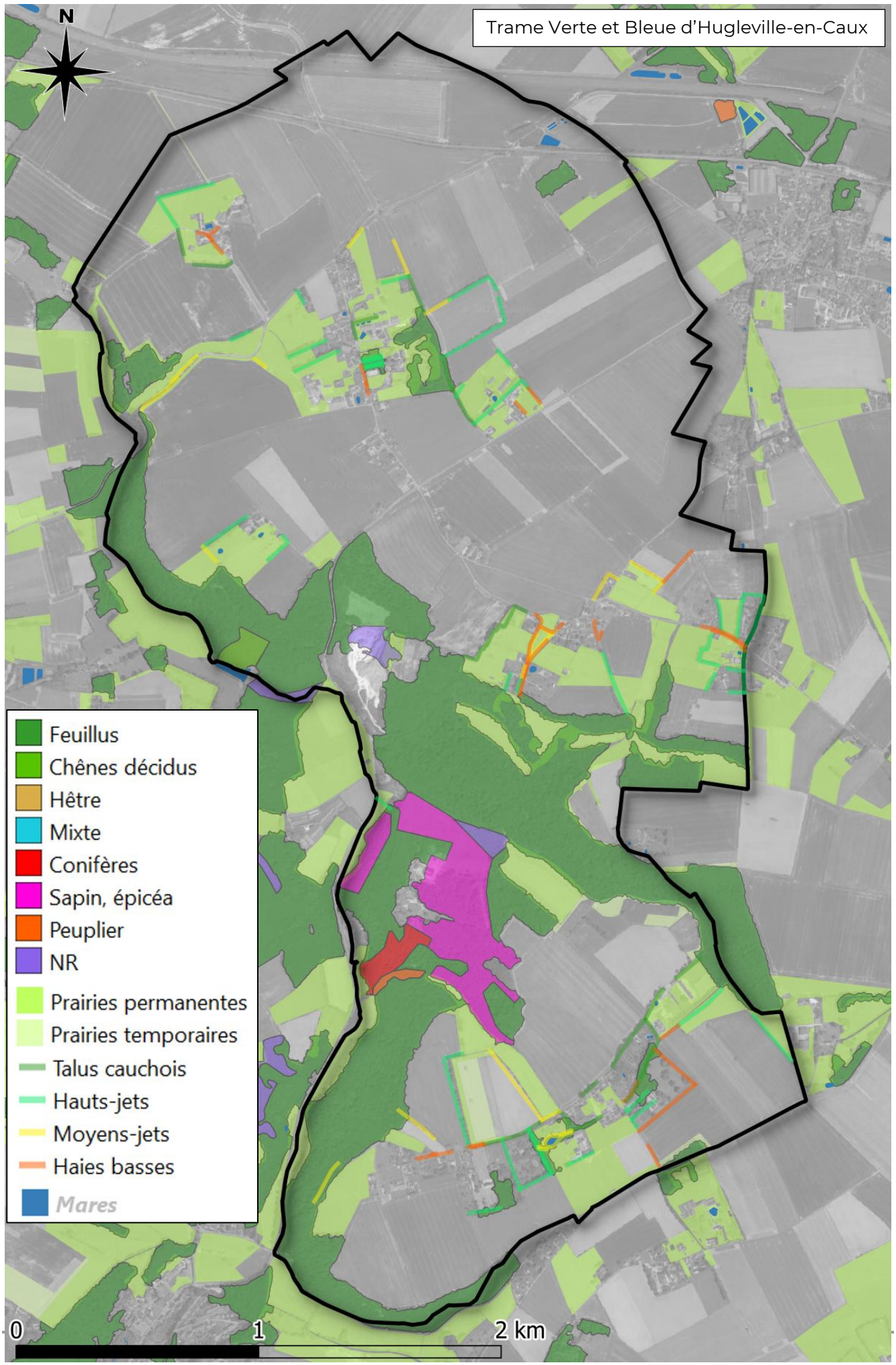



*Alignement d'arbres / Mare*

Afin de conserver cette Trame Verte et Bleue fonctionnelle à Hugleville-en-Caux, il est important de **veiller à la préservation** des boisements, des talus cauchois, des alignements d'arbres, des haies basses, des prairies et des mares, soit dans le cadre de mesures de protection règlementaire du PLU, soit par un zonage adapté (agricole ou naturel).

Quelques améliorations à la Trame Verte et Bleue peuvent être envisagées :

- Amélioration de la principale continuité écologique dans le bois de Grosfy, en remplaçant les plantations indigènes de conifères par des essences forestières locales ;
- D'une manière générale, systématiser l'utilisation d'essences locales pour les haies, alignements d'arbres, etc. et lutter contre les espèces invasives. Le règlement du PLU est un outil efficace pour ces actions ;
- Envisager de nouvelles plantations, notamment en accompagnement des projets du PLU.


Trame Verte et Bleue d'Hugleville-en-Caux
N
Feuillus
Chênes décidus
Hêtre
Mixte
Conifères
Sapin, épicéa
Peuplier
NR
Prairies permanentes
Prairies temporaires
Talus cauchois
Hauts-jets
Moyens-jets
Haies basses
Mares
0
1
2 km

# VIII. Risques naturels et technologiques

## VIII.1. Risque d'effondrement de cavité souterraine

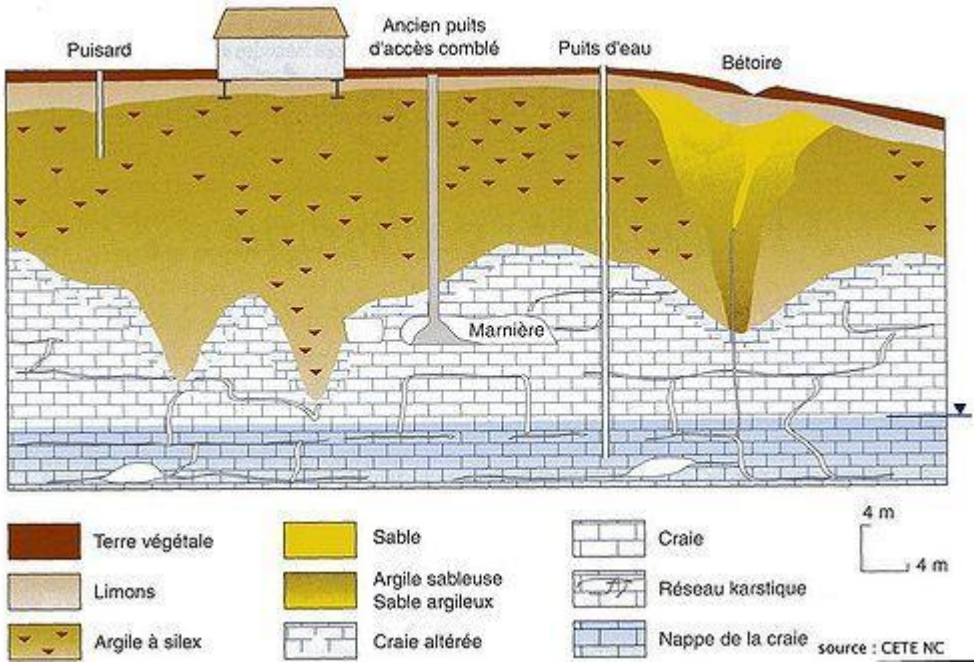
### VIII.1.1. Différents types de cavités souterraines

*Source DDTM 76*

Les cavités souterraines sont des vides qui affectent le sous-sol, et dont l'origine, en Seine-Maritime, peut être soit humaine, soit naturelle.

VIII.1.1.1.*Cavités souterraines d'origine humaine (dites « anthropiques »)*

Elles ont des caractéristiques variables en fonction des matériaux extraits du sol. On distingue ainsi :




*Coupe schématique du sous-sol du Plateau de Caux (source CETE / DDTM)*

**Les marnières**

La craie y était exploitée pour l'amendement des terres sur l'ensemble du département, essentiellement au cours des 18ème et 19ème siècles. La profondeur du puits d'extraction variait le plus couramment de 20 m à 40 m, avec un volume de galerie de l'ordre de 200 à 400 m³. Les marnières se trouvent disséminées sur tout le plateau cauchois, pour une densité approchant les 13 au km². Il arrive parfois que les chambres d'extraction couvrent deux niveaux. On parle alors de marnière à étages.




*Manifestations en surface de la présence de marnières (source CETE / DDTM)*

**Les carrières de pierre à bâtir**

La craie était destinée à la construction. La hauteur des chambres d'exploitation y atteignait 5 à 6 mètres et l'extraction pouvait être conduite sur plusieurs hectares. Pour des facilités d'exploitation et de production de gros blocs, celles-ci se trouvent généralement à flanc de coteau.

**Les extractions de matériaux divers**

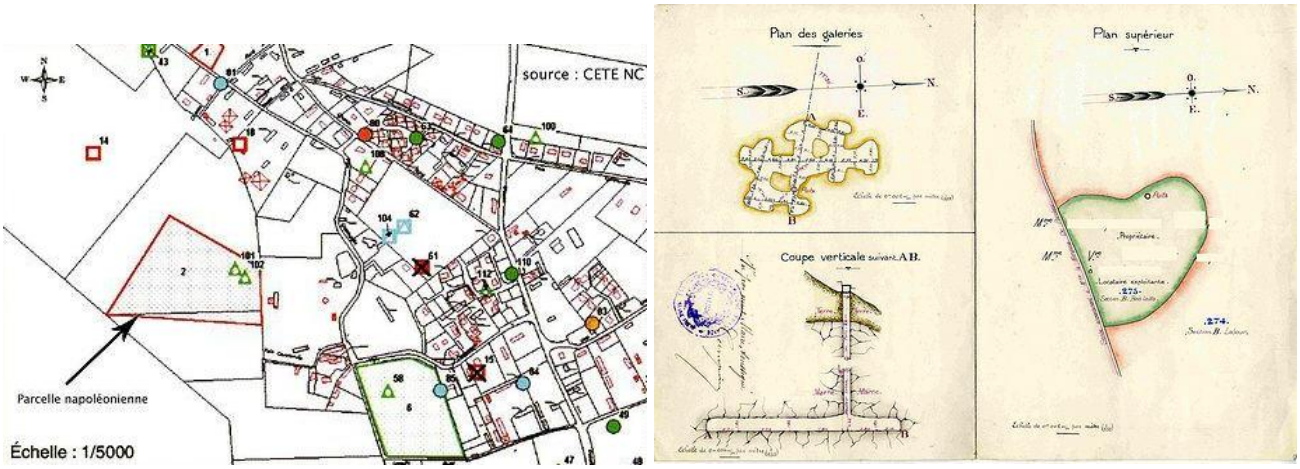
Dans les carrières de sable, d'argile, de silex et de grès, l'exploitation se faisait à faible profondeur. Ces carrières pouvaient s'effondrer rapidement. Il est possible de trouver d'anciennes argilières sur tout le département, bien qu'on puisse noter leur prépondérance dans le Pays de Bray.

**Les puits ou puisards**

Certains puits non ouvragés peuvent avoir été oubliés avec le temps, laissant apparaître des effondrements circulaires similaires à ceux des puits de marnière. Il peut s'agir de puits d'eau, généralement profond et atteignant la nappe, ou bien de puisard où l'on infiltrait l'eau de pluie. Ces puisards sont parfois appelés « boitout » ou « bétoire » (dans ce cas à distinguer des « vraies » bétoires « naturelles »). Peu profonds, ils ne sont pas dotés de galerie, bien que quelques extensions soient parfois réalisées afin d'en augmenter la capacité.

**Les parcelles dites « napoléoniennes »**

Les extractions de matériaux font l'objet de déclarations en préfecture depuis le dernier Empire. Il existe donc aux archives départementales de nombreuses déclarations d'exploitation ou d'intention d'exploiter. Ces documents anciens reposent sur le cadastre de l'époque, et mentionnent en général les références parcellaires. Les plans sont fréquemment perdus, et la localisation de la marnière sur la parcelle est donc imprécise. Ces parcelles sont dites « parcelles napoléoniennes ».




*Représentation d'une parcelle napoléonienne sur un recensement d'indices de cavités souterraines / Exemple de déclaration (source CETE / DDTM)*

### VIII.1.1.2. *Cavités d'origine naturelle (vides karstiques, bétoires)*

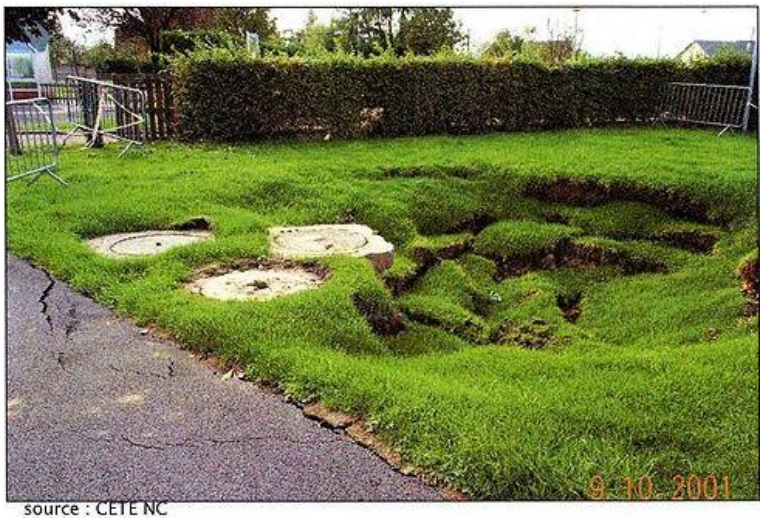
Elles résultent de la dissolution de la craie par les eaux d'infiltration. En effet, l'eau de pluie traversant l'atmosphère se charge de gaz carbonique, devenant légèrement acide. Les fonds de vallée, où l'eau s'écoule et s'infiltre, sont les plus affectés par ce type de cavités.

**Le karst**

L'eau circulant dans les roches alcalines les dissout progressivement. Les petites fissures s'agrandissent, forment des vides ou se remplissent de particules fines. Les mouvements de nappe (variation du niveau piézométrique) et les phénomènes pluvieux intenses accélèrent ce processus de dégradation des roches. Cet ensemble de fissures et de boyaux forme le karst. Dans ces roches, la dissolution et l'écoulement souterrain créent des conduits qui vont de l'amont (les points d'infiltration d'eau dans la roche) vers l'aval (la source). Sans forme ni dimension bien définie, le karst crée des circulations d'eau qui communiquent parfois de façon inattendue. Tout le département, reposant sur un plateau crayeux, est susceptible de connaître des anomalies de surface liées au karst.

**Les bétoires**

De façon générale, les bétoires sont des dépressions de terrain où s'engouffrent les eaux de ruissellement sur un axe de talweg (vallée sèche). Il est d'ailleurs possible de trouver des bétoires associées « en chapelet ». Les bétoires peuvent aussi être issues d'effondrement de boyaux karstiques devenus trop instables. On parle alors de remontée de fontis. Ces remontées de fontis ne se distinguent pas à première vue de celles provoquées par l'effondrement progressif du plafond (« toit ») d'une marnière (contrairement à l'effondrement soudain qui lui est caractéristique).



source : CETE NC

### VIII.1.2. Principes de prise en compte du risque : les rayons de sécurité

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Seine-Maritime (DDTM 76) a défini des principes de gestion du risque lié aux cavités souterraines dans le département suite aux effondrements apparus durant l'hiver 1995.

Ces principes sont basés essentiellement sur une étude statistique réalisée sur le canton d'Yvetot en 1997 par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM). Cette analyse a montré que 98% des marnières étudiées présentaient un rayon maximal de 55 m. Une étude réalisée en 2001 par le Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement (CETE) a confirmé ce chiffre.

A partir de cette étude, des règles locales ont été mises en place afin de prendre en compte au mieux le principe de précaution lors de la délivrance d'autorisations d'urbanisme. Elles se basent principalement sur l'application de périmètres de risque de rayon variable selon le type d'indice de cavités souterraines :

- **60 m de rayon pour les marnières et indices indéterminés** (affaissement, effondrement, arbre isolé, etc.) ;
- **35 m de rayon pour les argilières, sablières** : ces exploitations moins profondes et moins stables que les marnières sont en effet généralement de plus faible envergure ;
- **15 m de rayon pour les cailloutières** : une étude statistique a montré leur faible envergure. Leur périmètre a ainsi pu être passé de 35 m à 15 m en 2020 ;
- **35 m de rayon** pour les indices **karstiques**.

**A l'intérieur de ces périmètres de risque, l'urbanisation est fortement limitée.**

### VIII.1.3. Etude INGETEC 2006 : Inventaire des vides et indices de vides

**La commune a fait réaliser par INGETEC un dossier « Inventaire des vides et indices de vides » en août 2006**. Il avait été intégré à la carte communale de 2010 et est repris dans le PLU.

#### VIII.1.3.1. *Méthodologie et limites du recensement*

*D'après le rapport de présentation de la carte communale de 2010 et le rapport du RICS Ingetec de 2006*

Selon le CETE (Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement), *« comme il n'existe pas aujourd'hui de méthode directe permettant de détecter les cavités souterraines, la méthodologie employée consiste à procéder à différents types d'investigations qui permettent au total de détecter le maximum d'indices liés à l'existence de ces cavités … ».*

*« Il est important de souligner qu'un recensement d'indices de cavités souterraines ne peut être exhaustif, en raison de des limites de certaines investigations ».*

Dans le cadre de la mission qui a été confiée à INGETEC sur la commune de Hugleville-en-Caux, plusieurs types d'investigations ont été mis en œuvre afin d'effectuer un inventaire le plus exhaustif possible :

**Enquête bibliographique** : Archives Départementales de Seine-Maritime (ADSM), archives communales, Banque de données du Sous-Sol (BSS) du BRGM, inventaire communal effectué en 1995 à la demande du Préfet.

Les recherches menées aux Archives Départementales ont permis de recenser un nombre relativement important d'informations concernant l'ouverture, l'exploitation et la fermeture d'anciennes carrières sur la commune de Hugleville-en-Caux. En effet, au total 30 déclarations ont été répertoriées. Toutes n'ont pu être reportées du fait de l'imprécision ou l'absence de section et/ou de numéro de parcelle.

Par ailleurs, la commune d'Hugleville-en-Caux possède une quantité relativement importante d'archives anciennes, au nombre de 29, relatives aux déclarations d'exploitation de matériaux. De ce fait, des recoupements avec les déclarations des Archives Départementales ont pu être réalisés afin de localiser précisément certaines carrières et ainsi limiter le report des parcelles anciennes.

Les recherches à la Banque du Sous-Sol ont, quant à elles, permis de répertorier sur le territoire communal 2 effondrements et 8 puits à eau.

**Etude des cartes et plans** : cadastre Napoléonien, carte topographique au 1/25 000 de l'IGN, carte géologique au 1/50 000 et atlas hydrogéologique de Seine-Maritime

**Photo-interprétation stéréoscopique** : clichés de 1978 et 1997.

L'analyse de ces clichés a permis de mettre en avant la présence potentielle d'indices et de mener des prospections pédestres afin de valider ou non les indices.

**Consultation publique** programmée le 20 mars 2006.

Quatre habitants se sont déplacés afin de témoigner de la présence d'indices de vides dont ils avaient connaissance sur le territoire communal.

**Reconnaissances de terrain** : lors des prospections sur le terrain, effectuées les 30 mars et 6 avril 2006, relativement peu d'indices répertoriés ont pu être observés.

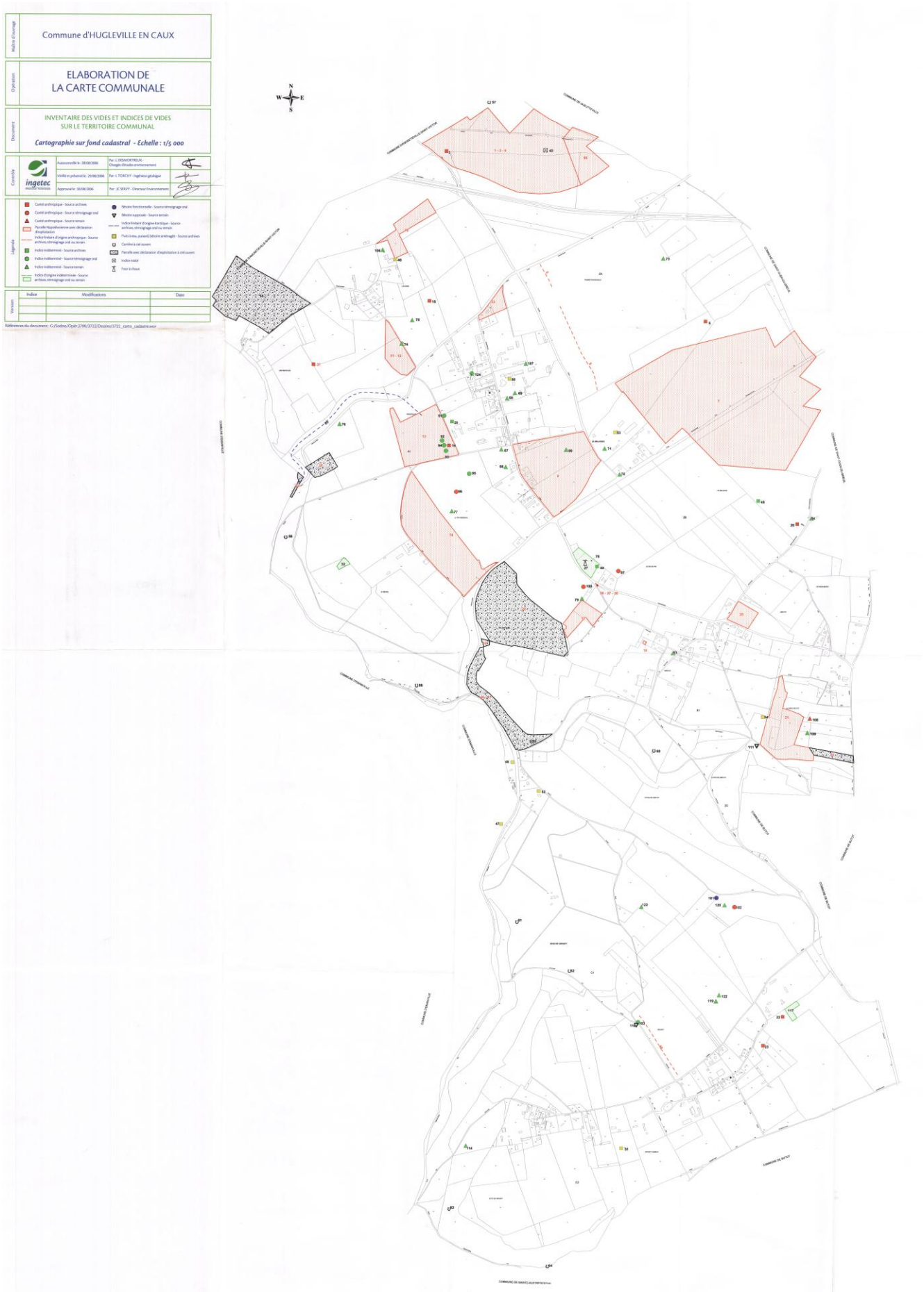
En effet, la plupart des affaissements et des effondrements connus, recensés ou signalés à l'occasion de cette étude ont été comblés et n'ont pu être, dans certains cas, localisés et identifiés de manière précise.

Par ailleurs, de nouveaux indices ont été découverts et complétés à l'aide de témoignages obtenus auprès des exploitants agricoles et des riverains rencontrés au cours de cette phase de terrain.

Ainsi chaque indice issu de la recherche donne lieu à une fiche signalétique qui ne génère pas automatiquement un périmètre de restriction.



**Sur l'ensemble du territoire communal d'Hugleville-en-Caux, INGETEC a recensé 124 indices en mars 2006** :




*Inventaire des vides et indices de vides (source INGETEC 2006)*

Un tableau récapitulatif des indices de cavités est donné ci-dessous (il figure notamment les périmètres de protection associés à chaque indice de cavité en fonction de son origine). Il a été actualisé avec les différentes études géotechniques engagées depuis 2006.

| | Type | Localisation | Commentaire | Périmètre |
|---|---|---|---|---|
| 1 | Indice d'origine indéterminée | Parcelle napoléonienne | | 60m |
| 2 | Indice d'origine indéterminée | Parcelle napoléonienne | | 60m |
| 3 | Carrière souterraine de marne | Point | | 60m |
| 4 | Carrière souterraine de marne | Parcelle napoléonienne | | 60m |
| 5 | Carrière souterraine de marne | Linéaire | | 60m |
| 6 | Carrière souterraine de marne | Parcelle napoléonienne | | 60m |
| 7 | Carrière souterraine d'origine indéterminée | Parcelle napoléonienne | | 60m |
| 8 | Carrière souterraine de marne | Non reporté | | - |
| 9 | Carrière souterraine de marne | Parcelle napoléonienne | Indice réduit par les études Ingetec du 20/04/2012 et du 05/06/2012 | 60m |
| 10 | Indice d'origine indéterminée | Parcelle napoléonienne | | 60m |
| 11 | Carrière souterraine de marne | Parcelle napoléonienne | Equivalent au n°12 | 60m |
| 12 | Carrière souterraine de marne | Parcelle napoléonienne | Equivalent au n°11 | 60m |
| 13 | Carrière souterraine de marne | Parcelle napoléonienne | | 60m |
| 14 | Carrière souterraine de marne | Parcelle napoléonienne | | 60m |
| 15 | Carrière souterraine de marne | Point | | 60m |
| 16 | Carrière souterraine d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 17 | Carrière souterraine de marne | Parcelle napoléonienne | | 60m |
| 18 | Carrière souterraine d'origine indéterminée | Parcelle napoléonienne | | 60m |
| 19 | Indice d'origine indéterminée | Non reporté | | - |
| 20 | Carrière souterraine de marne | Parcelle napoléonienne | Ingetec 16/06/2008 : « Déclaration d'une marnière (n°125) – la mise en place d'un périmètre de sécurité autour de l'indice n°20 ne semble pas appropriée – toutefois un décapage pour toute construction sur ladite parcelle est recommandé » | Périmètre restreint à l'indice |
| 21 | Carrière souterraine de marne | Parcelle napoléonienne | | 60m |

| | Type | Localisation | Commentaire | Périmètre |
|---|---|---|---|---|
| 22 | Carrière souterraine de marne | Point | | 60m |
| 23 | Carrière souterraine de marne | Point | | 60m |
| 24 | Indice d'origine indéterminée | Non reporté | | - |
| 25 | Indice d'origine indéterminée | Non reporté | | - |
| 26 | Carrière souterraine d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 27 | Indice d'origine indéterminée | Point | Ancien four à briques | - |
| 28 | Carrière souterraine de marne | Non reporté | | - |
| 29 | Indice d'origine indéterminée | Supprimé | Indice supprimé le 11/06/2008 (Ingetec) | - |
| 30 | Indice d'origine indéterminée | Non reporté | Ancienne motte féodale, rasée | - |
| 31 | Carrière souterraine de marne | Point | | 60m |
| 32 | Indice d'origine indéterminée | Parcelle napoléonienne | | 60m |
| 33 | Cailloutière | Parcelle napoléonienne | | 35m |
| 34 | Carrière à ciel ouvert | Parcelle napoléonienne | | - |
| 35 | Carrière à ciel ouvert | Parcelle napoléonienne | | - |
| 36 | Cailloutière | Parcelle napoléonienne | | 35m |
| 37 | Exploitation de cailloux et de marne | Parcelle napoléonienne | | 60m |
| 38 | Cailloutière | Parcelle napoléonienne | | 35m |
| 39 | Carrière à ciel ouvert | Parcelle napoléonienne | | - |
| 40 | Carrière à ciel ouvert | Parcelle napoléonienne | | - |
| 41 | Carrière à ciel ouvert | Parcelle napoléonienne | | - |
| 42 | Carrière à ciel ouvert | Parcelle napoléonienne | | - |
| 43 | Carrière souterraine de marne | Point | Cavité comblée | - |
| 44 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 45 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |

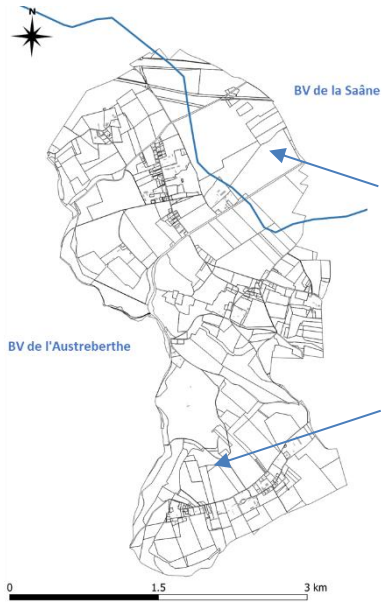
| | Type | Localisation | Commentaire | Périmètre |
|---|---|---|---|---|
| 46 | - | - | Fiche libre | - |
| 47 | Puits | Point | Puits à eau | - |
| 48 | Puits | Point | | - |
| 49 | Puits | Point | | - |
| 50 | Puits | Point | | - |
| 51 | Puits | Point | Piézomètre | - |
| 52 | Puits | Point | | - |
| 53 | Puits | Point | | - |
| 54 | Puits | Point | Piézomètre | - |
| 55 | Carrière à ciel ouvert | Parcelle napoléonienne | | - |
| 56 | Carrière à ciel ouvert | Point | | - |
| 57 | Sablière | Point | | - |
| 58 | Carrière à ciel ouvert | Point | | - |
| 59 | Carrière à ciel ouvert | Point | Ancien four à chaux | - |
| 60 | Carrière à ciel ouvert | Point | | - |
| 61 | Carrière à ciel ouvert | Point | | - |
| 62 | Carrière à ciel ouvert | Point | | - |
| 63 | Carrière à ciel ouvert | Point | | - |
| 64 | Carrière à ciel ouvert | Point | | - |
| 65 | Indice d'origine indéterminée | Non reporté | Leurre (ancienne mare probable) | - |
| 66 | Argilière | Point | | 35m |
| 67 | Indice d'origine indéterminée | Supprimé | Etude For&tec du 07/10/2011 | - |
| 68 | Indice d'origine indéterminée | Supprimé | Leurre (11/05/2009 : ancienne mare) | - |
| 69 | Indice d'origine indéterminée | Supprimé | Leurre (11/05/2009 : vestiges allemands) | - |
| 70 | Indice d'origine indéterminée | Non reporté | | - |
| 71 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 72 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 73 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 74 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 75 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 76 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 77 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |

| | Type | Localisation | Commentaire | Périmètre |
|---|---|---|---|---|
| 78 | Indice d'origine indéterminée | Aire limitée | Présence d'un four à brique sur cette zone (indic n°27) | 60m |
| 79 | Indice d'origine indéterminée | Supprimé | Leurre (08/07/2006 : ancienne mare) | - |
| 80 | - | - | Fiche libre | - |
| 81 | Indice d'origine indéterminée | Non reporté | Leurre (ancien bâtiment sur le cadastre napoléonien) | - |
| 82 | Indice d'origine indéterminée | Non reporté | Leurre (présence anciens bâtiments + mare) | - |
| 83 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 84 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 85 | Karst | Linéaire | | 35m |
| 86 | Indice d'origine indéterminée | Parcelle napoléonienne | | 60m |
| 87 | Carrière à ciel ouvert | Parcelle napoléonienne | | - |
| 88 | Cailloutière | Linéaire | | 35m |
| 89 | Carrière souterraine de marne | Non localisable | | - |
| 90 | Carrière à ciel ouvert | Non localisable | | - |
| 91 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 92 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 93 | Carrière souterraine de marne | Point | | 60m |
| 94 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 95 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 96 | Carrière souterraine de marne | Point | | 60m |
| 97 | Carrière souterraine de marne | Point | | 60m |
| 98 | - | - | Fiche libre | - |
| 99 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 100 | Carrière souterraine de marne | Point | Indice relocalisé par la mairie (08/07/2006) | 60m |
| 101 | Karst | Point | | 35m |
| 102 | Carrière souterraine de marne | Point | | 60m |
| 103 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |

| | Type | Localisation | Commentaire | Périmètre |
|---|---|---|---|---|
| 104 | Indice d'origine indéterminée | Non reporté | | - |
| 105 | - | - | Fiche libre | - |
| 106 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 107 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 108 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 109 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 110 | - | - | Fiche libre | - |
| 111 | Karst | Point | | 35m |
| 112 | Indice d'origine indéterminée | Non reporté | | - |
| 113 | Indice d'origine indéterminée | Non reporté | | - |
| 114 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 115 | - | - | Fiche libre | - |
| 116 | Indice d'origine indéterminée | Non reporté | Leurre (13/06/2006 : mare) | - |
| 117 | Indice d'origine indéterminée | Aire limitée | | 60m |
| 118 | Karst | Point | | 35m |
| 119 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 120 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 121 | Indice d'origine indéterminée | Non reporté | | - |
| 122 | Indice d'origine indéterminée | Point | | 60m |
| 123 | Cailloutière | Point | | 35m |
| 124 | Indice d'origine indéterminée | Point | Périmètre adapté par les études For&tec du 17/02/2015 et du 15/06/2015 et Explor-e du 29/09/2017 et du 19/09/2018 | Périmètre adapté |

**Le plan des risques, avec la couche des périmètres de protection, est donné en annexe du rapport de présentation.**

Remarque : les plans figurent les risques identifiés à la date d'approbation du PLU ; ils ne figurent pas les risques d'effondrement de cavités souterraines qui viendraient à être connus après cette date, et pour lesquels les mêmes dispositions réglementaires devront être adoptées, en application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme. Inversement, un risque d'effondrement de cavités souterraines peut être levé ou restreint si une expertise démontre l'absence de risque ou si, en cas de risque avéré, des mesures adaptées sont prises pour écarter le risque.




## VIII.2. Risque d'inondation

La commune est concernée par :

- Le **Plan de prévention des risques littoraux et d'inondation (PPRLI) du bassin versant de la Saâne et de la Vienne**, approuvé le 31 décembre 2024.

Il couvre une petite partie de la commune, très peu bâtie (il y a uniquement une habitation et la station d'épuration dans le périmètre du bassin versant).

- Le **Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) du bassin versant de l'Austreberthe et du Saffimbec**, approuvé le 12 janvier 2022.

Il couvre la majeure partie du territoire communal et s'impose au PLU en tant que servitude.

### VIII.2.1. PPRI du bassin versant de l'Austreberthe et du Saffimbec

*Source Note de présentation du PPRI / DDTM 76*

Le PPRI de l'Austreberthe-Saffimbec a été prescrit par arrêté préfectoral du 30 juin 2000 (aléa débordement de cours d'eau) et par arrêté préfectoral du 23 mai 2001 (aléa ruissellement). Le périmètre porte sur les 31 communes, dont Hugleville-en-Caux.

Les phénomènes naturels pris en compte sont :

#### VIII.2.1.1. *Débordements de cours d'eau*

Ce phénomène se traduit par une augmentation du débit provoquant une montée du niveau du cours d'eau qui sort alors de son lit mineur. Il peut être plus ou moins brutal en fonction des caractéristiques (superficie, pentes, occupation du sol) du bassin versant concerné et des précipitations à l'origine du phénomène. L'intensité du phénomène dépend principalement des hauteurs d'eau et des vitesses d'écoulements. La durée de submersion peut aussi être un facteur clef, notamment pour les grands cours d'eau.




*Inondation de plaine par débordement*

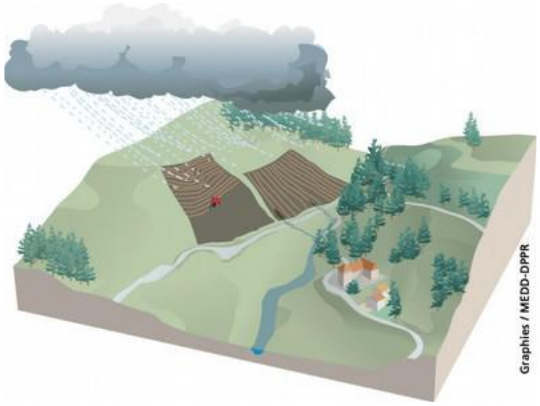
#### VIII.2.1.2. *Ruissellement*

On appelle ruissellement les écoulements s'effectuant en dehors du réseau hydrographique et qui n'ont pas été provoqués par des débordements de cours d'eau. Ce phénomène se produit lorsque la capacité d'infiltration du sol est insuffisante pour tout ou partie des précipitations. Il apparaît généralement pour des pluies de fortes intensités ou après des périodes très pluvieuses ayant saturé les sols. Deux formes de ruissellements peuvent être distinguées :

- Le ruissellement diffus, qui peut concerner de grandes zones mais présente généralement de faibles hauteurs d'eau. Ce type de ruissellement n'est pas cartographié dans le cadre du PPRI ;
- Le ruissellement concentré, qui est cartographié dans le cadre du PPRI. Il est produit par la concentration des écoulements au niveau des points bas topographiques. Cette forme de

ruissellement est généralement liée à de fortes vitesses et peut être aggravée par la présence de transport solide et de flottants.

Ce phénomène peut toucher de nombreux secteurs de caractéristiques très différentes : fonds de vallées, coteaux, plateaux, etc.




*Ruissellement sur versant et ravinement*

### VIII.2.1.3. *Remontées de nappe*

Certains se représentent une nappe souterraine comme un « lac souterrain », mais ce n'est presque jamais le cas, hormis certaines étendues d'eau très particulières que l'on trouve dans le sous-sol de massifs calcaires et qui font partie de ce que l'on appelle le karst. L'immense majorité des nappes d'eau sont contenues dans des roches que l'on appelle des aquifères. Ceux-ci sont formés le plus souvent de sables et graviers, de grès, de calcaires. L'eau occupe les interstices de ces roches, c'est-à-dire les espaces qui séparent les grains ou les fissures qui s'y sont développées.

Dans certaines conditions une élévation exceptionnelle du niveau de cette nappe entraîne un type particulier d'inondation : une inondation dite « par remontée de nappe ». Cette inondation due à la saturation des sols peut se produire indépendamment du débordement des cours d'eau (période de forte humidité, fonte de neige, etc.). Elle est généralement durable (plusieurs jours, voire plusieurs semaines), notamment si les sols en présence présentent une faible perméabilité.



*Inondation par remontée de nappe*

### VIII.2.1.4. *Zonage réglementaire*

Le zonage réglementaire est établi à partir de la carte des aléas et de la carte des enjeux. Les principes généraux d'élaboration du zonage réglementaire sont les suivants :

- Les zones exposées aux aléas les plus forts sont inconstructibles et sont soumises à des prescriptions fortes visant à réduire la vulnérabilité des biens existants et, d'une manière générale, à limiter l'augmentation de la vulnérabilité dans ces zones ;
- Les zones non urbanisées (au sens du PPRI), exposées à un aléa moyen sont inconstructibles ou soumises à des prescriptions fortes ;
- Les zones exposées aux aléas faibles sont soumises à des prescriptions faibles en dehors de zones particulières telles que les champs d'expansion des crues.

Le zonage réglementaire est établi en identifiant des zones homogènes en termes d'aléa et d'enjeux. Il s'agit donc d'un croisement des cartographies d'aléa (inondation par débordement, remontée de nappe et ruissellement). Cinq types de zones ont été définis :

**Zone rouge** : elle correspond aux :

- Espaces naturels, agricoles ou zones d'expansion de crue actuelle ou pressentie quel que soit l'aléa ;
- Espaces urbanisés ou économiques et zones de projets situés en aléa fort ruissellement ou débordement.

Les zones de couleur rouge sont des zones où il convient d'éviter tout nouvel apport de population résidente et où tout projet de construction est interdit.

**Zone bleu foncé** : elle correspond aux espaces urbanisés ou économiques et aux zones de projets situés dans des secteurs soumis à un aléa moyen ruissellement ou débordement.

Les zones de couleur bleu foncé sont des zones où il convient d'éviter tout nouvel apport de population résidente et où tout projet de construction est interdit. Les opérations de renouvellement urbains et les extensions des bâtis et annexes sont autorisés sous condition.

**Zone bleu clair** : elle correspond aux espaces urbanisés ou économiques et aux zones de projets situés dans des secteurs soumis à l'aléa faible ruissellement ou débordement.

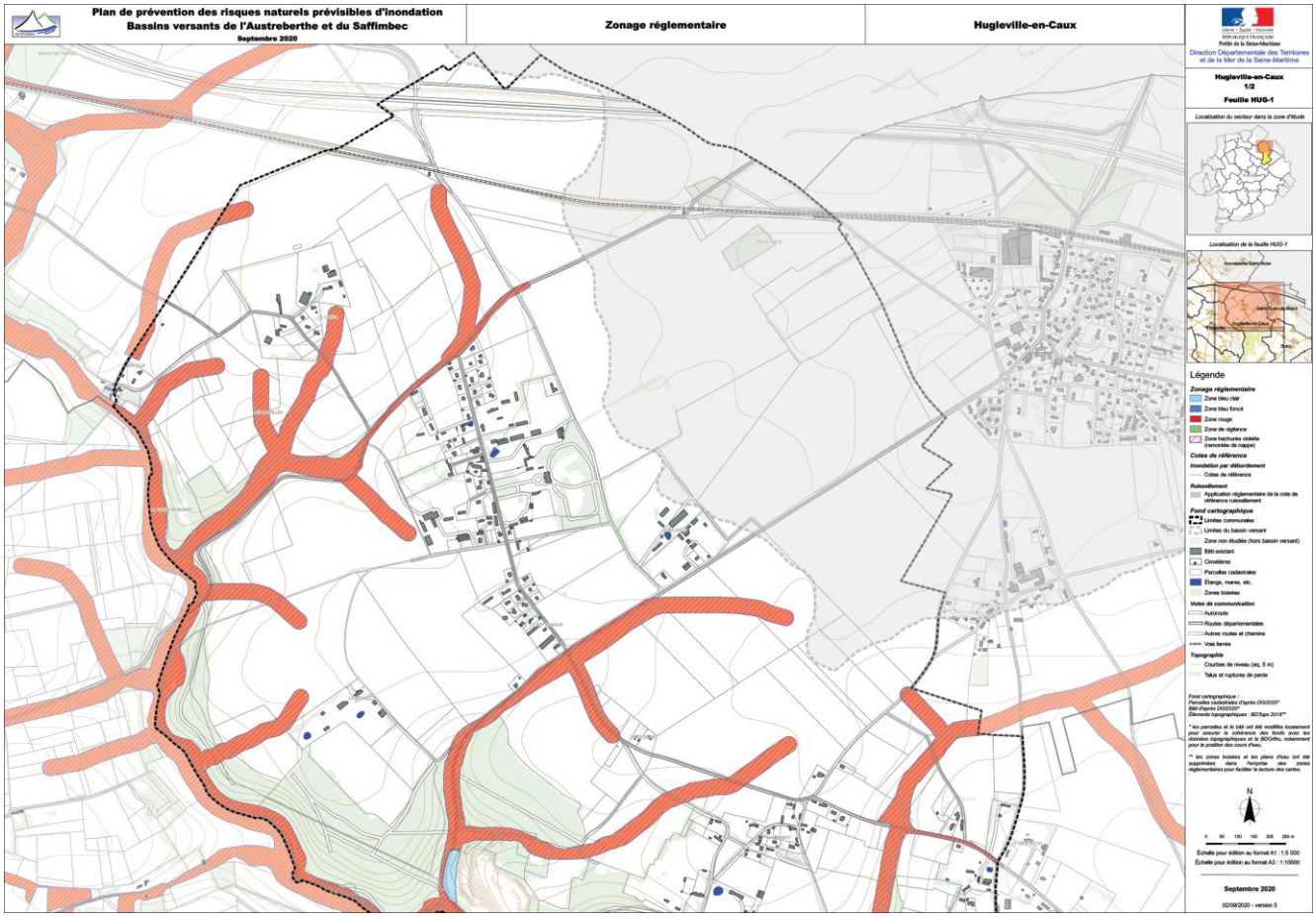
Les zones de couleur bleu foncé sont des zones où il convient d'éviter tout nouvel apport de population résidente et où tout projet de construction est interdit. Les extensions des bâtis et annexes sont autorisés sous condition.

**Zone hachurée violette** : elle correspond aux espaces soumis à des remontées de nappe.

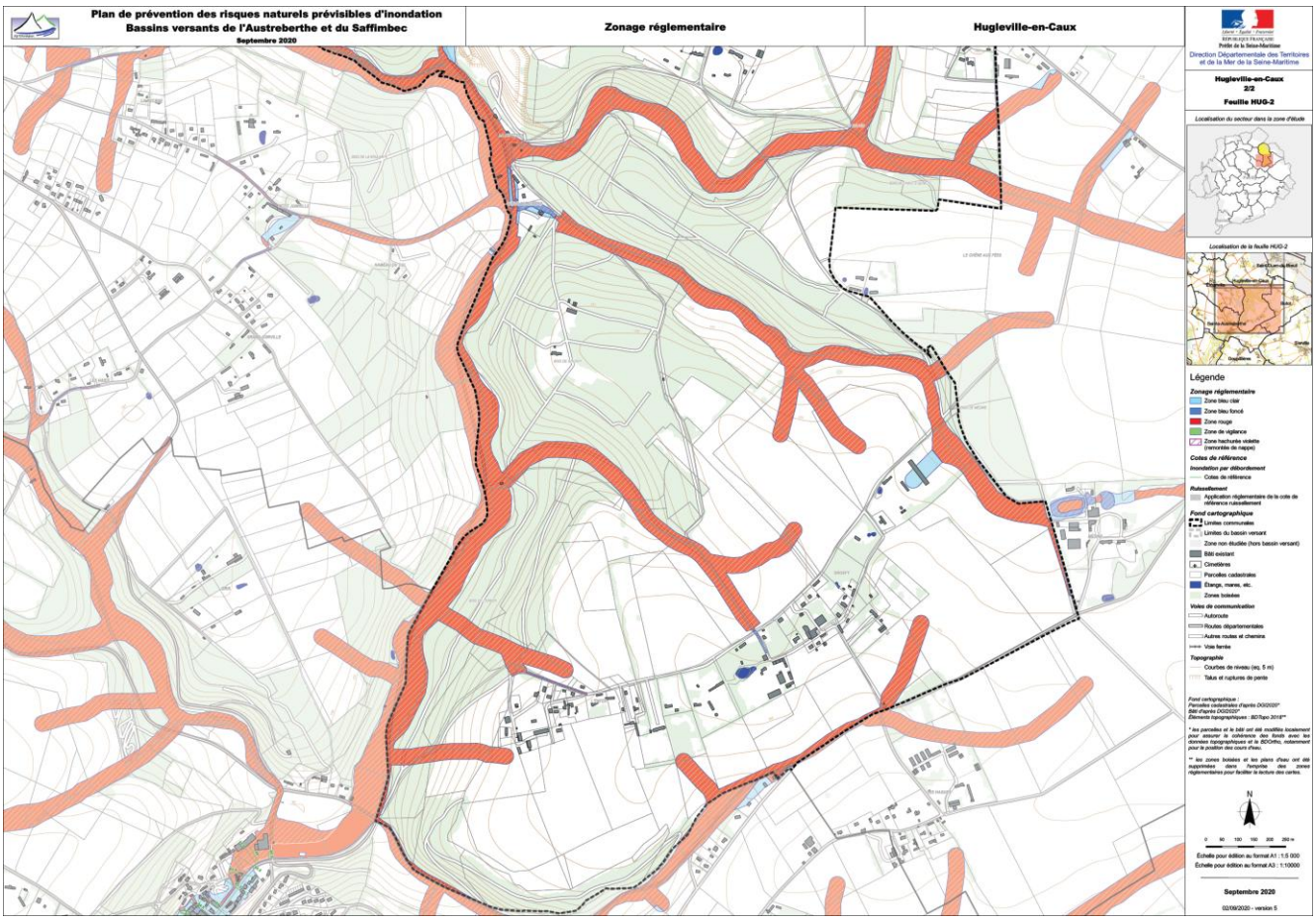
Les zones hachurées violettes sont des zones dans lesquelles certains projets de constructions, les extensions des bâtis et annexes sont autorisés sous condition.

**Zone verte** : elle correspond aux espaces identifiés d'après les informations historiques comme pouvant être soumis au phénomène de ruissellement en fonction d'une configuration topographique spécifique ou des caractéristiques particulières du bâti (présence de soupiraux, configuration de la voie d'accès au garage, etc.) par rapport à l'axe de ruissellement, le plus souvent situé sur une voirie. Les espaces environnants, bâtis ou non, peuvent également être inclus dans cette zone car susceptibles d'être inondés à la suite de travaux.

**Hugleville-en-Caux est concerné par deux cartes du zonage réglementaire :**




*Zonage du PPRI du bassin versant de l'Austreberthe et du Saffimbec : le bourg d'Hugleville, Gretot (source DDTM 76)*




*Zonage du PPRI du bassin versant de l'Austreberthe et du Saffimbec : le village de Grosfy (source DDTM 76)*

### VIII.2.2. PPRLI du bassin versant de la Saâne et de la Vienne

*Source Note de présentation du PPRLI / DDTM 76*

Le préfet de la Seine-Maritime a prescrit l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) du bassin versant de la Saâne et de Vienne par arrêté du 23 mai 2001, avec intégration de l'aléa submersion marine par arrêté du 12 septembre 2011 (à la suite de la tempête Xynthia et aux deux circulaires des 27 juillet et 2 août 2011). Ce plan prend en compte les aléas débordement de la Saâne et de la Vienne, ruissellement, remontée de nappe et submersion marine.

#### VIII.2.2.1. *Débordements de cours d'eau*

Cet aléa ne concerne pas Hugleville-en-Caux.

#### VIII.2.2.2. *Ruissellement*

Les inondations par ruissellement sont fréquemment observées sur l'intégralité du bassin versant. Le contexte géologique crayeux a formé des vallées sèches qui tendent à concentrer les eaux de ruissellement depuis les plateaux jusqu'à la rivière. Ce phénomène est bien connu dans la vallée et fait l'objet de mesures consistant à réaliser des bassins de retenue des eaux, mais également à inciter à la mise en œuvre de mesures permettant de limiter la production de ruissellement par les bassins versants amont.

L'aléa ruissellement concerne les zones de concentration du ruissellement et pas les zones de production qui peuvent être régis par d'autres procédures :

- Gestion des pratiques culturales (retournement des prairies notamment) ;
- Gestion des eaux pluviale dans les zones urbanisées.

#### VIII.2.2.3. *Remontées de nappe*

Cet aléa ne concerne pas Hugleville-en-Caux.

#### VIII.2.2.4. *Submersion marine*

Cet aléa ne concerne pas Hugleville-en-Caux.

#### VIII.2.2.5. *Zonage réglementaire*

Le risque est établi par croisement entre l'aléa et les enjeux du territoire. L'objectif du zonage réglementaire est d'informer sur le risque encouru et d'identifier des zones homogènes, pour lequel le règlement édicte des mesures de prévention, protection ou de sauvegarde. Chacune des zones se voit donc identifiée de manière homogène par :

- Un niveau d'aléa (faible, moyen, fort ou très fort) ;
- Un objectif de prévention ;
- Des mesures réglementaires permettant d'assurer la mise en œuvre des objectifs précédemment identifiés.

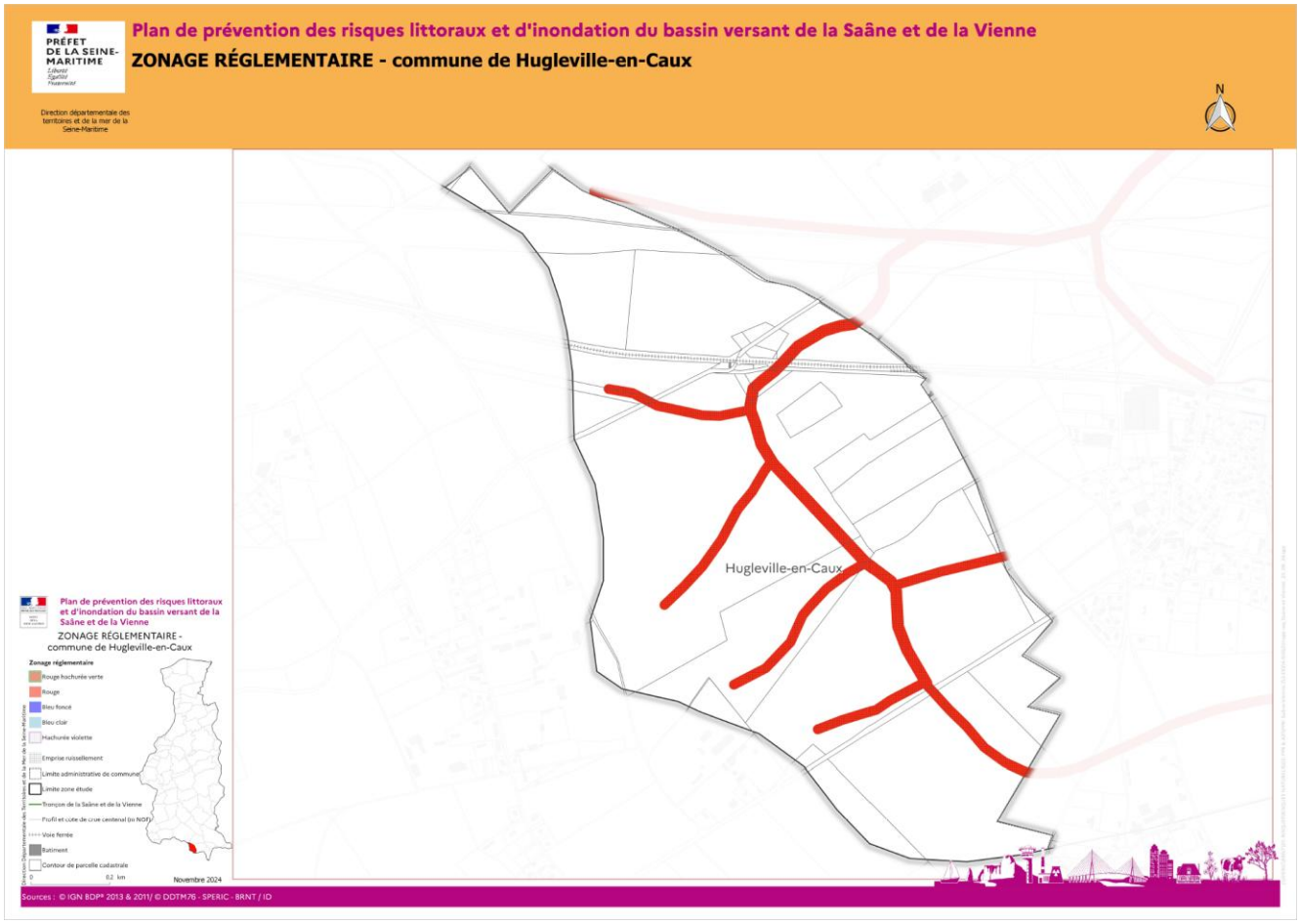
Le PPRLI poursuit les objectifs généraux de prévention suivants :

- Préserver les zones d'expansion marines actuelles afin de ne pas aggraver les impacts des inondations ;
- Cesser l'implantation de constructions et de logements dans les zones urbanisées les plus exposées (aléa fort) ;
- Réglementer la construction dans les zones urbanisées moins exposées, de sorte que la vulnérabilité des nouveaux enjeux (humains ou matériels) soit maîtrisée ;
- Réduire la vulnérabilité des enjeux existants.

La réglementation des zones exposées à l'**inondation par ruissellement** fait l'objet d'une réglementation au moyen de hachures obliques. Le tableau ci-après synthétise la grille de croisement entre l'usage du sol (enjeux PPRLI) et l'aléa centennal :

| | Ruissellement | | |
|---|---|---|---|
| Nature de la Zone | Faible | Moyen | Fort |
| Zone naturelle ou agricole / zone d'expansion de crue actuelle ou pressentie | Rouge | Rouge | Rouge |
| Espace Urbanisé : habitat peu dense ou habitat diffus | Bleu clair | Bleu foncé | Rouge |
| Espace Urbanisé : habitat dense | Bleu clair | Bleu foncé | Rouge |
| Espace économique | Bleu clair | Bleu foncé | Rouge |

**Hugleville-en-Caux est concerné par une carte du zonage réglementaire :**




*Zonage du PPRLI du bassin versant de la Saâne et de la Vienne (source DDTM 76)*

### VIII.2.3. Schéma d'assainissement pluvial

Dans le cadre de l'élaboration de la carte communale, la commune d'Hugleville-en-Caux avait fait réaliser un schéma d'assainissement pluvial (INGETEC 2009).

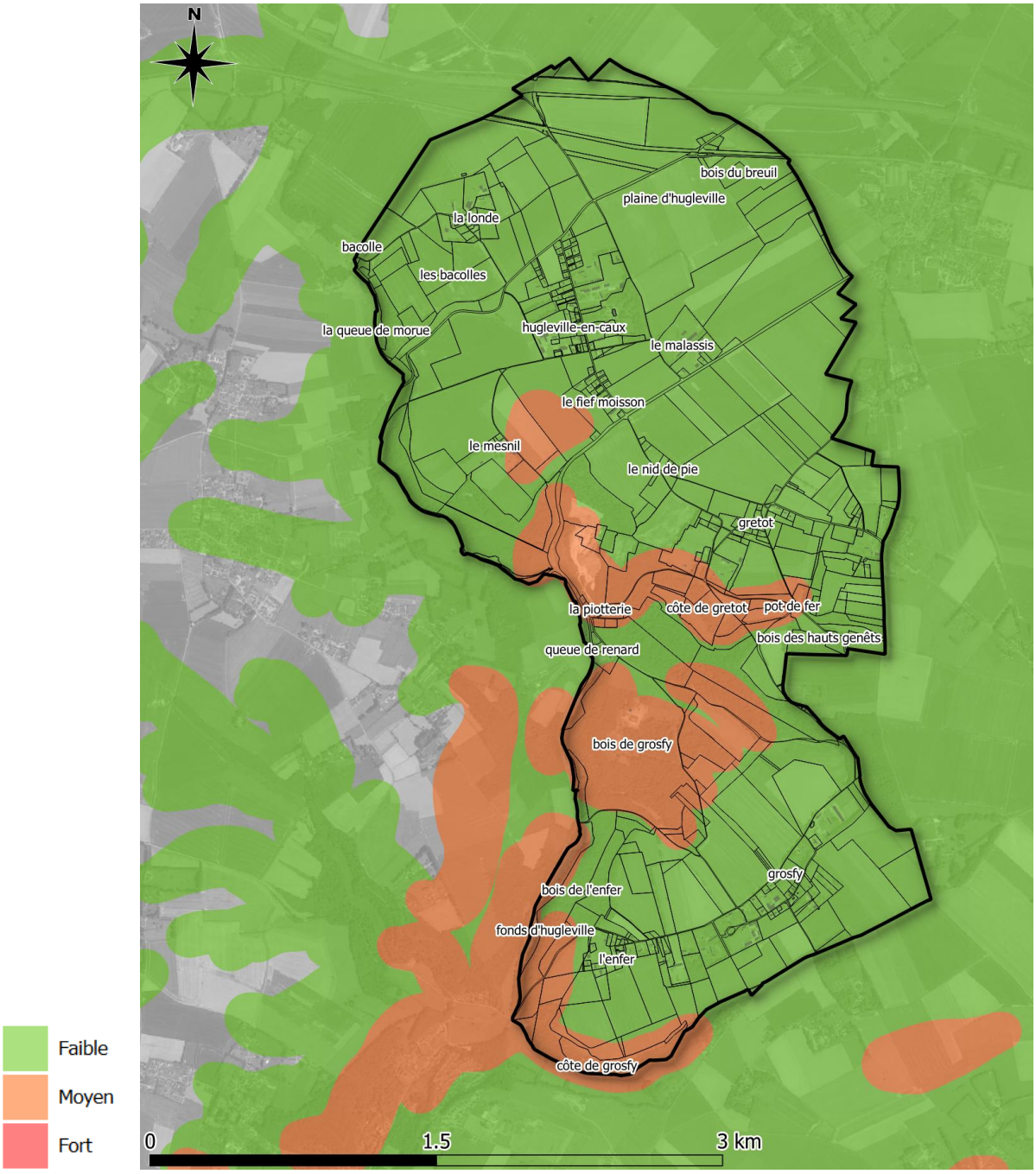
Cette étude était composée de deux parties :

- Un bilan hydrologique lequel consiste en un recensement des axes de ruissellement et une définition des périmètres de protection à mettre en place autour de chacun d'eux ;
- Une analyse quantitative des écoulements et des propositions d'aménagement.

Les cartographies du PPRI du bassin versant de la Saâne et de la Vienne et du PPRI du bassin versant de l'Austreberthe et du Saffimbec sont plus récentes et plus précises. Ce sont elles qui doivent être prises en compte dans le cadre du PLU.

## VIII.3. Retrait-gonflement des argiles

Ce risque se manifeste dans les sols argileux et est lié aux variations en eau du terrain. En effet, la consistance de l'argile est modifiée selon la teneur en eau : asséché, le matériau est dur et cassant, alors qu'un certain degré d'humidité le fait se transformer en matériau plastique et malléable. Ces modifications de consistance peuvent s'accompagner de variations du volume. Lors des périodes de sécheresse, le manque d'eau entraîne un tassement irrégulier du sol en surface = retrait. L'apport d'eau sur ces terrains produit un phénomène de gonflement.




*Aléa retrait-gonflement des argiles*

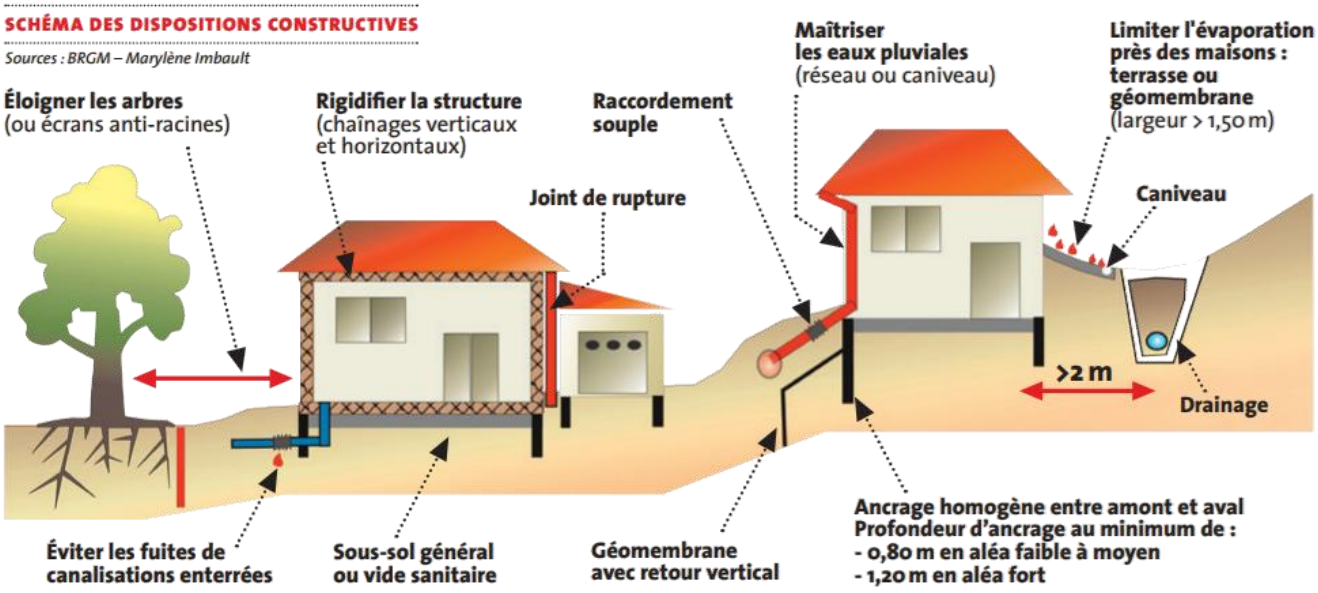
Ce phénomène ne constitue pas un danger pour les populations, mais peut engendrer des dégradations des bâtiments à fondations superficielles.

**Presque toute la commune est en aléa faible**, mais quelques poches en aléa moyen sont présentes. Ces dernières sont globalement à l'écart des zones urbaines, à l'exception du château de Gretot.

Un sinistre est possible en cas de sécheresse importante. Les désordres ne toucheront qu'une faible proportion des bâtiments (en priorité ceux qui présentent des défauts de construction ou un contexte local défavorable, avec par exemple des arbres proches ou une hétérogénéité du sous-sol).

Les pétitionnaires devront prendre en compte les précautions et dispositions pour s'assurer de la stabilité du sol, notamment par la réalisation d'études et de sondage de grande profondeur. Si nécessaire, ils devront effectuer des travaux confortatifs préalablement à la réalisation des opérations envisagées :

- Les fondations : en premier lieu, les fondations doivent être suffisamment profondes et ancrées de manière homogène afin de s'affranchir de la zone la plus superficielle du sol, sensible à l'évapotranspiration et donc susceptible de connaître les plus grandes variations de volumes ;
- La structure du bâtiment : afin de résister à la force des mouvements verticaux et horizontaux, les murs de l'habitation peuvent être renforcés par des chaînages internes renforçant ainsi sa structure ;
- Éloigner les sources d'humidité : on considère comme mesure préventive efficace, la mise à distance de l'habitation de toute zone humide ainsi que d'éléments tels que les arbres, des drains et autres matériels de pompage. Les géologues conseillent également la pose d'une géomembrane isolant le bâtiment du sol de manière à s'affranchir du phénomène saisonnier d'évapotranspiration. Enfin, il est capital que les canalisations d'eau enterrées puissent subir des mouvements différentiels sans risque de rompre, ce qui suppose le recours à des systèmes non rigides.

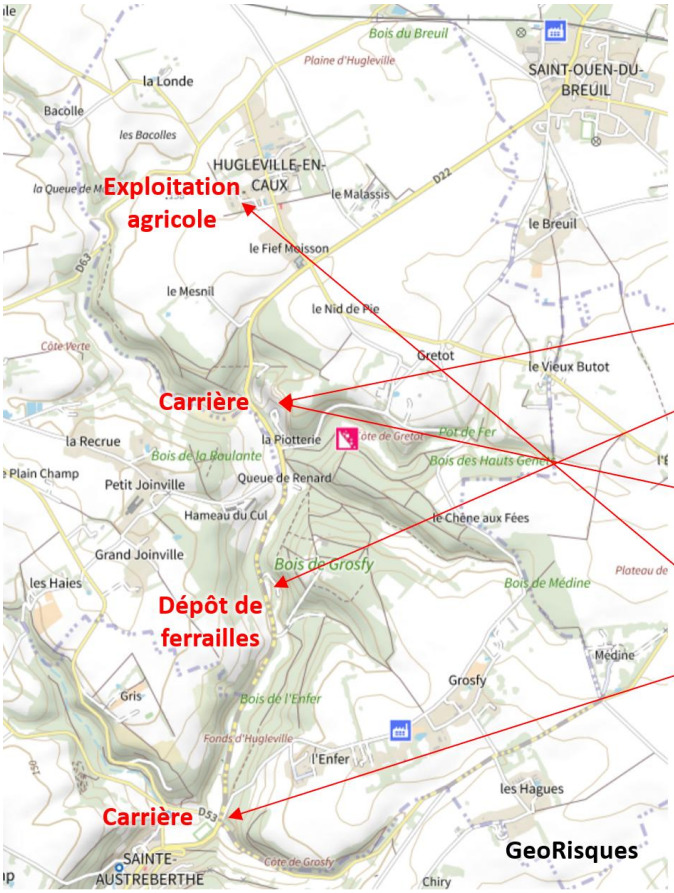



*Source BRGM*

### VIII.4. Risque technologique

Certaines installations peuvent avoir des impacts (pollution de l'eau, de l'air, des sols, etc.) et présenter des dangers (incendie, explosion, etc.) pour l'environnement, la santé et la sécurité publique. Pour ces raisons, elles sont soumises à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont classées selon le niveau de danger qu'elles présentent. Des moins dangereuses aux plus dangereuses : déclaration, enregistrement, autorisation.




| Nom de l'établissement | Adresse | Commune | Régime en vigueur | Statut SEVESO | Date de dernière inspection |
|---|---|---|---|---|---|
| AVENEL FRERES | Lieu-dit La Piotterie | 76570 HUGLEVILLE EN CAUX | Autorisation | Non Seveso | 18/08/2022 |
| BELTCHEFF | Hameau Gros Fys | 76570 HUGLEVILLE EN CAUX | Enregistrement | Non Seveso | |
| Entreprise de Terrassement de Normandie | Lieu-dit La Piotterie | 76570 HUGLEVILLE EN CAUX | Enregistrement | Non Seveso | |
| GAEC DU VILLAGE | 636 Le Bourg | 76570 HUGLEVILLE EN CAUX | Autres régimes | | |
| SCI DU VILLAGE BOIS DE GROSFY | Bois de Grosfy Route de Butot | 76570 HUGLEVILLE EN CAUX | Autres régimes | | |

*ICPE à Hugleville-en-Caux*

# IX. Nuisances

## IX.1. Sites pollués

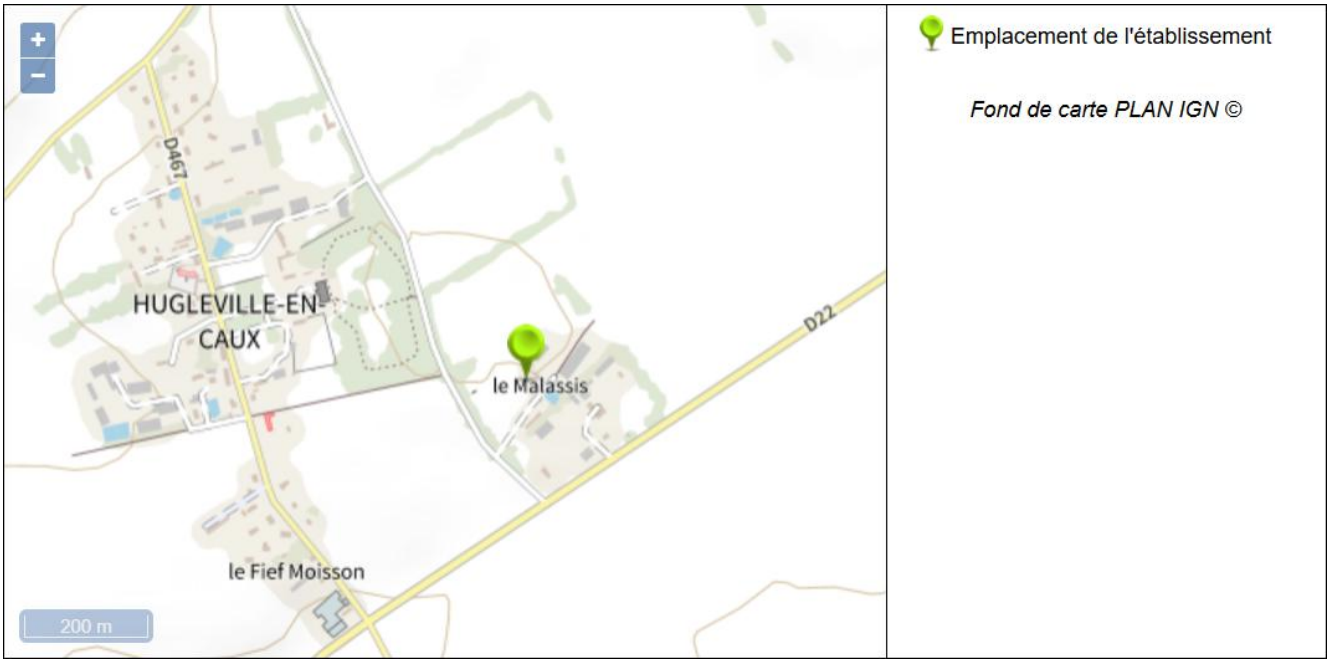
Aucun site pollué (base de données BASOL) n'est répertorié à Hugleville-en-Caux.

## IX.2. Sites potentiellement pollués

La base de données BASIAS dresse l'inventaire des sites industriels et activités de services en activité ou non. Cet inventaire est complémentaire à la base de données BASOL sur les sites et sols pollués, afin de déterminer les parcelles potentiellement concernées par une pollution liées aux activités industrielles et de service.

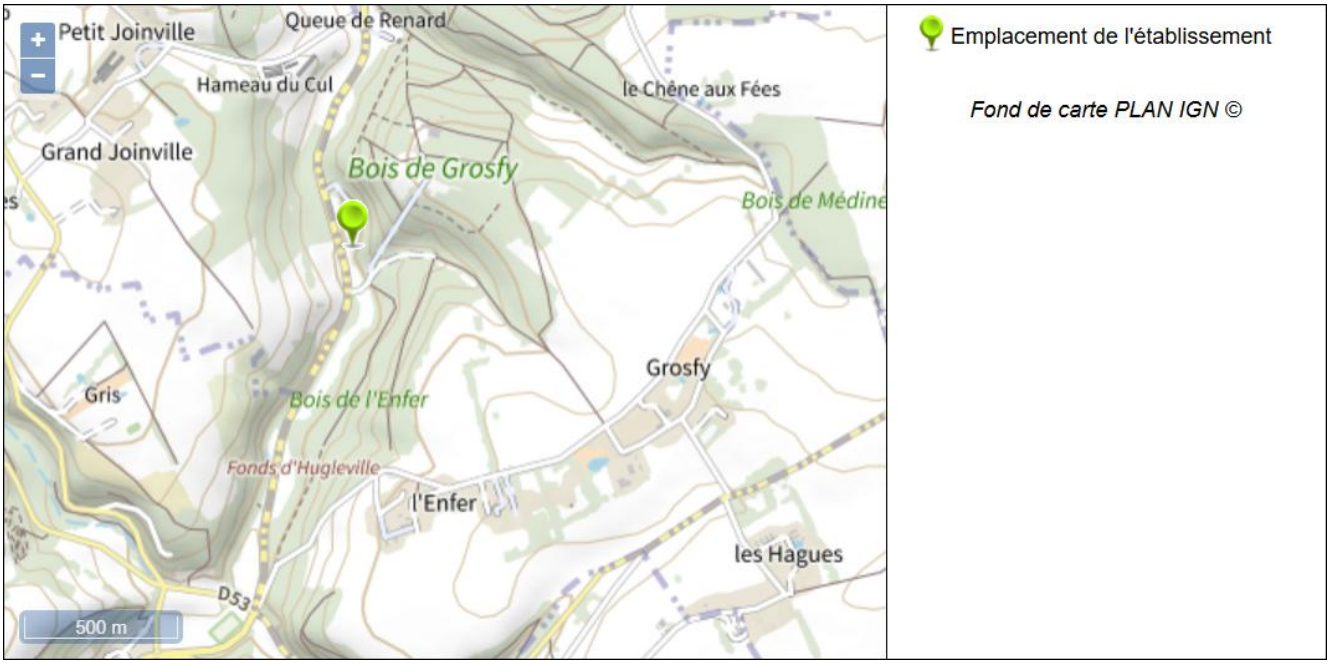
Le territoire présente deux sites répertoriés dans la base BASIAS :

**HNO7601093** : Puits transformé en bétoire, au hameau de Malassis




*Site BASIAS à Malassis*

**HNO7601012** : BELTCHEFF Serge, pour une activité de démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse auto...) à Grosfy.




*Site BASIAS à Grosfy*

## IX.1. Nuisances liées aux infrastructures

D'après le Classement Sonore des Transports Terrestres de la Seine-Maritime (arrêté le 27 mai 2016), **l'autoroute A29 est identifiée comme vecteur de nuisances sonores** sur la commune.

Voir chapitre « Infrastructures de déplacements / Voies bruyantes ».

# X. Réseaux

## X.1. Alimentation en eau potable

Les habitants de Hugleville-en-Caux sont alimentés en eau potable par les forages situés sur les communes de :

- **Anceaumeville pour le village de Grosfy au sud du territoire communal**

  Le service est assuré en régie par le Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement de la région de Sierville. Il dessert 42 abonnés à Hugleville-en-Caux (en 2024).

  Le forage d'Anceaumeville a une capacité de production de 1 200 m³/j. En 2024, 278 682 m³ ont été prélevés (soit 763 m³/j en moyenne). Le captage est à même de répondre aux besoins d'évolution du territoire.

  Selon le RPQS de 2024, le taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie est de 100%, mais le taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques n'était que de 45%.

  A noter : le RPQS de 2024 programme des travaux de renouvellement et de renforcement du réseau sur les communes d'Hugleville-en-Caux, Butot et Anceaumeville, afin d'améliorer la qualité du service d'eau potable à l'usager et les performances environnementales (budget de 268 814 € HT).

  Par arrêté préfectoral du 30 juin 2022, une Déclaration d'Utilité Publique a instauré des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour dudit captage. Ces périmètres ne créent pas de servitude sur le territoire communal d'Hugleville-en-Caux.

- **Bourdainville pour tout le reste du territoire communal**

  Le service est assuré par le Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement de la Région d'Yerville, exploité par la société VEOLIA, en vertu d'un contrat de délégation de service public. Il dessert 126 abonnés (en 2022).

  La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de 2006 limite la capacité de production du forage de Bourdainville à 2 000 m³/j. En 2022, 706 836 m³ ont été prélevés (soit 1 930 m³/j en moyenne). Le captage a vu sa production fortement augmenter entre 2019 et 2020, puis redescendre sous sa capacité nominale.

  Le SMAEPA a pour projet de réviser la DUP, qui limite actuellement la capacité de production. Un nouveau champ captant est en effet en cours d'étude dans la commune d'Imbleville, via un groupement de commande avec le SMAEPA de la Région de Doudeville, de Saint-Laurent-en-Caux et de la Communauté de Communes Terroir de Caux.

  Selon le RPQS de 2022, le taux de conformité bactériologique est de 100%, mais le taux de conformité physico-chimique n'était que de 78% (non-conformité aux Chloridazone desphényl, Chloridazone méthyldesphényl, Pesticides totaux et propyzamide).

  Des châteaux d'eau sont présents à Bourdainville (100 m³), à Ancretiéville-Saint-Victor (300 m³), à Bourdainville, dans un secteur proche de Yerville au bord de la RD292 (500 m³), ainsi qu'à Saint-Martin-aux-arbres (100 m³). De plus un nouveau réservoir enterré de 1 000m³ a été mis en service à Bourdainville en 2024.

  Au 1er juillet 2024, une nouvelle usine d'eau potable à Bourdainville a été mise en service. Elle traite maintenant les résidus de pesticides et délivre une eau de qualité conforme.

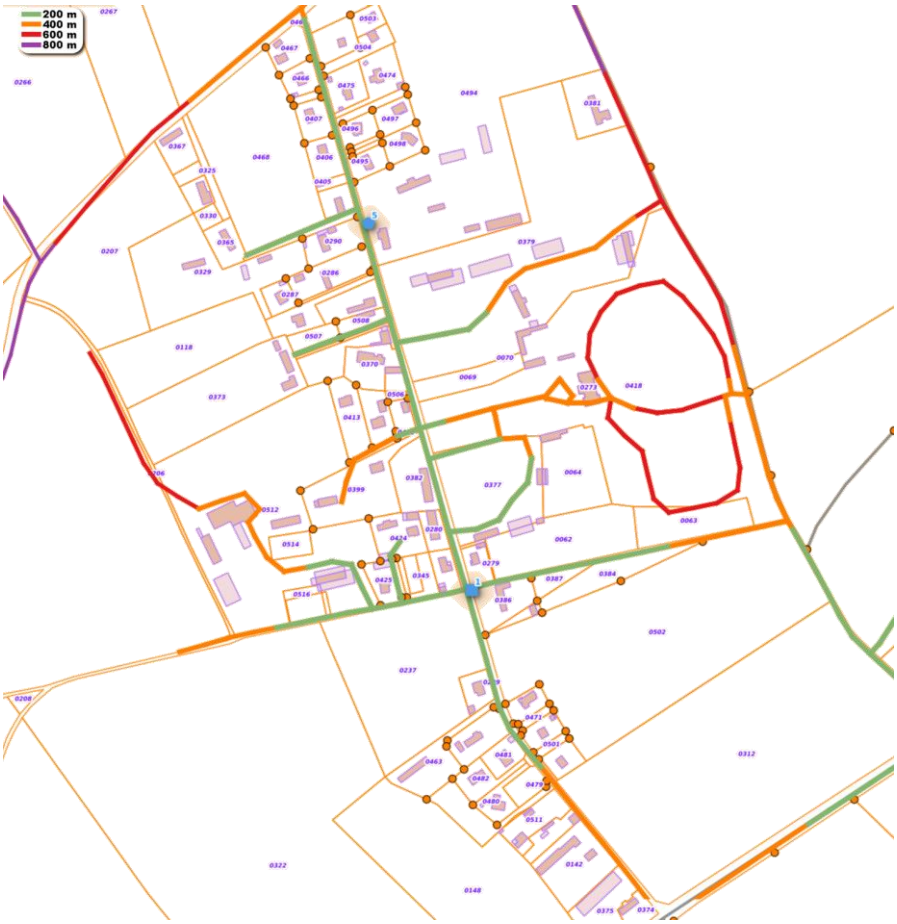
  Par arrêté préfectoral du 18 juin 2006, une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) a instauré des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour dudit captage. Ces périmètres ne créent pas de servitude sur le territoire communal d'Hugleville-en-Caux.

Les plans des réseaux figurent en annexe du PLU.

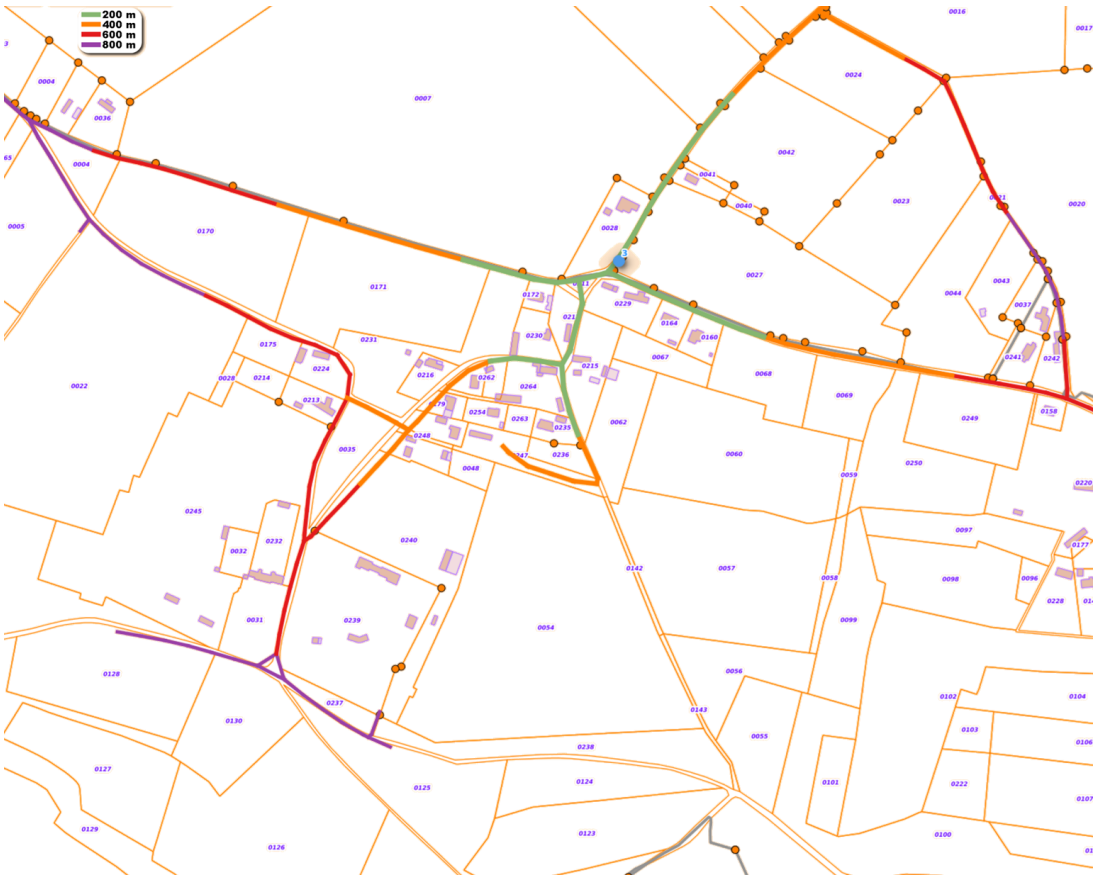
## X.2. Défense contre l'incendie

Les cartes ci-dessous sont issues de la cartographie des groupements territoriaux et des centres d'incendie et de secours du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

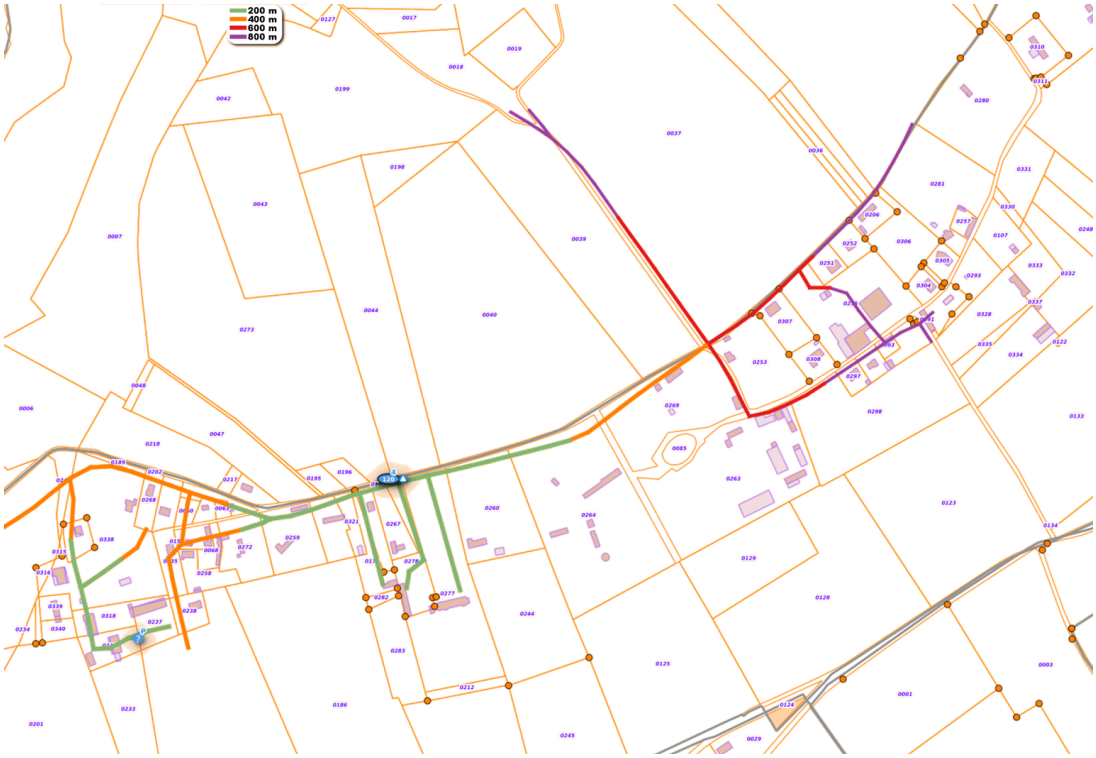
- Dans le bourg d'Hugleville, la desserte en point d'extinction incendie est bonne, sauf au Fief Moisson où un renforcement devrait être étudié ;
- La desserte en point d'extinction incendie est bonne au nord de Gretot, mais pas au sud du hameau ;
- La défense incendie est faible au Vieux Butot ;
- Dans le village de Grosfy, la desserte en point d'extinction incendie sera à renforcer (seule par partie centrale est actuellement bien desservie).




*Cartographie de la défense incendie : le bourg d'Hugleville (source SDIS 76)*




*Cartographie de la défense incendie : Gretot et le Vieux Butot (source SDIS 76)*




*Cartographie de la défense incendie : le village de Grosfy (source SDIS 76)*

## X.3. Assainissement collectif

**Seul le bourg d'Hugleville est desservi par l'assainissement collectif. Tout le reste du territoire est en assainissement non collectif.**

Le service est assuré par le Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement de la Région d'Yerville, exploité par la société VEOLIA en vertu d'un contrat de délégation de service public. Il dessert 37 abonnés (en 2022).

La station d'épuration d'Hugleville-en-Caux / Saint-Ouen-du-Breuil est récente (2019), de type boues activées, avec une capacité de 1 100 EH. Elle dessert actuellement 298 abonnés, et est à même de répondre aux besoins d'évolution du territoire.

Le plan du réseau figure en annexe du PLU.

## X.4. Assainissement individuel

**Seul le bourg d'Hugleville est desservi par l'assainissement collectif. Tout le reste du territoire est en assainissement non collectif.**

Le service est assuré par :

- Le Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement de la région de Sierville (village de Grosfy) ;
- Le Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement Non Collectif de la Région de Yerville (reste du territoire).

## X.5. Electricité

Les cartes suivantes montrent le réseau électrique, avec les lignes moyennes et basse tension, aériennes ou souterraines.




*Réseau électrique dans le bourg d'Hugleville et Gretot (source Enedis)*




*Réseau électrique dans le village de Grosfy (source Enedis)*

## X.6. Télécommunications

La fibre a été déployée à partir de 2020 à Hugleville-en-Caux. Le taux de couverture est de 100%.

En matière de téléphonie mobile, l'ensemble du territoire est couvert en 4G par 4 opérateurs. Seule la vallée (La Piotterie / La Queue de Renard) est moins bien desservie.

# 3ÈME PARTIE : LA CONSOMMATION DE L'ESPACE PAR L'URBANISATION

## I. Consommation de l'espace par l'urbanisation

### I.1. Méthodologie

Le diagnostic doit mesurer la consommation d'espace par l'urbanisation, avec un zoom sur les 10 dernières années et sur la période de référence du « Zéro Artificialisation Nette (ZAN) » (2011-2020), servant de références de comparaison avec les projets du PLU.

Pour rappel, le PADD doit fixer des **objectifs chiffrés en matière de modération de la consommation d'espace et de limitation de l'étalement urbain** et présenter une **trajectoire foncière compatible avec les objectifs « ZAN » du SRADDET / SCOT**.

On mesure l'artificialisation des sols, c'est-à-dire la transformation en parcelles urbanisées de terrains agricoles, naturels ou simplement vierges de construction. Cette analyse a été produite par analyse de la **base de données CCF** (Cartographie de la Consommation Foncière), construite par l'EPF Normandie en partenariat avec la Région Normandie. Ces données ont été **consolidées par l'observation des photographies aériennes et satellites** suivantes :

- Google Earth (satellite) 2010 (satellite) ;
- Google Earth (satellite) 2011 ;
- IGN Orthophoto 2012 ;
- Google Earth (satellite) 2015 ;
- IGN Orthophoto 2015 ;
- Google Earth (satellite) 2016 ;
- Google Earth (satellite) 2018 ;
- IGN Orthophoto 2019 ;
- Google Earth (satellite) 2020 ;
- Google Earth (satellite) 2021 ;
- IGN Orthophoto 2022.

Bien que d'une définition moins fine, les campagnes satellite SPOT de 2013 à 2023 ont également été exploitées.

Pour les dernières années, l'analyse a été complétée grâce à la connaissance des élus.

Cela a permis de préciser la **date de consommation foncière** à partir de la date réelle d'occupation des sols (apparition des fondations). Etant donné qu'il manque des photographies pour certaines années, il est possible que la chronologie mesurée soit décalée d'un an dans quelques cas.

Ensuite, une analyse croisée avec les permis de construire a permis de préciser la **destination des opérations** :

- Logements ;
- Equipements publics ;
- Activités économiques ;
- Bâtiments agricoles.

Enfin, les constructions et leur terrain d'assiette ont été reportés sur le plan cadastral afin de :

- **Mesurer les surfaces** concernées ;
- Qualifier les lieux et **modes de production** des constructions (densification, réhabilitation, étalement urbain, construction isolée …).

A noter : les terrains d'assiette utilisés pour la construction des bâtiments agricoles n'ont pas été pris en compte dans le calcul, car leur surface est toujours considérée comme agricole après construction.

### I.2. Consommation de l'espace entre 2011 et 2020 (période de référence du Zéro Artificialisation Nette)

Objectif général

L'article 191 de la Loi Climat et Résilience exprime qu' « *Afin d'atteindre l'objectif national d'absence de toute artificialisation nette des sols en 2050, le rythme de l'artificialisation des sols dans les dix années suivant la promulgation de la présente loi doit être tel que, sur cette période, la consommation totale d'espaces observée à l'échelle nationale soit* ***inférieure à la moitié*** *de celle observée sur les dix années précédant cette date* ». **La décennie de référence pour le « Zéro Artificialisation Nette » est la période 2011-2020.**

Le **SRADDET** a fait l'objet d'une modification, adoptée par le Conseil Régional de Normandie le 25 mars 2024 et approuvée par le préfet de la Région Normandie le 28 mai 2024, afin d'intégrer l'objectif du « ZAN » (Zéro Artificialisation Nette) prévu par la loi Climat et Résilience.

Le SRADDET prévoit notamment une territorialisation des objectifs de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, avec des taux différenciés selon les SCOT. Pour le SCOT du Pays du Plateau de Caux Maritime, le nombre maximal d'hectares pouvant être consommés pendant la période 2021-2030 doit être calculé sur la base d'un taux de réduction de -50,3% et d'une déduction de -15% au titre de l'enveloppe foncière mutualisée à l'échelle régionale. **La révision du SCOT a notamment pour objectif de territorialiser les objectifs ZAN à l'échelle du Pays. Lorsqu'elle sera approuvée, il servira à décliner l'objectif ZAN à l'échelle de chaque commune**.

Garantie rurale

Nonobstant ce qui vient d'être dit, la loi de mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols du 20 juillet 2023 a introduit une « **garantie rurale** », c'est-à-dire la capacité à disposer d'au plus **un hectare d'espaces naturels, agricoles et forestiers artificialisable durant la période 2021-2031**.

La réponse communale à la trajectoire ZAN peut :

- Soit, en attendant la déclinaison officielle par le prisme du SCOT, consister en une réduction de -50,3% puis de -15% par rapport à la consommation mesurée sur la période de référence 2011-2020, ce qui donne pour Hugleville-en-Caux une enveloppe maximale d'espace naturels, agricoles et forestiers consommables de 1,18 ha entre 2021 et 2030 (calculée à partir de la consommation foncière mesurée entre 2011 et 2020 : cf. ci-dessous) ;
- Soit activer la garantie rurale, dans les conditions fixées par la loi, avec une enveloppe maximale d'espace naturels, agricoles et forestiers consommables de 1 ha entre 2021 et 2030.



Les deux solutions sont globalement identiques, avec une **enveloppe maximale d'espace naturels, agricoles et forestiers consommables de 1 ha entre 2021 et 2030**.

Bilan des constructions pour la période 2011 à 2020

Le bilan des constructions édifiées sur la période 2011-2020 est le suivant. L'ensemble des projets a porté sur une surface cumulée de 3,2 hectares, répartie comme suit :

- Les opérations en renouvellement urbain (constructions en dents-creuses, dans un grand terrain divisible, sur une friche, en réhabilitation d'un bâtiment existant) ont consommé un total de 0,4 hectare, pour 4 logements ;

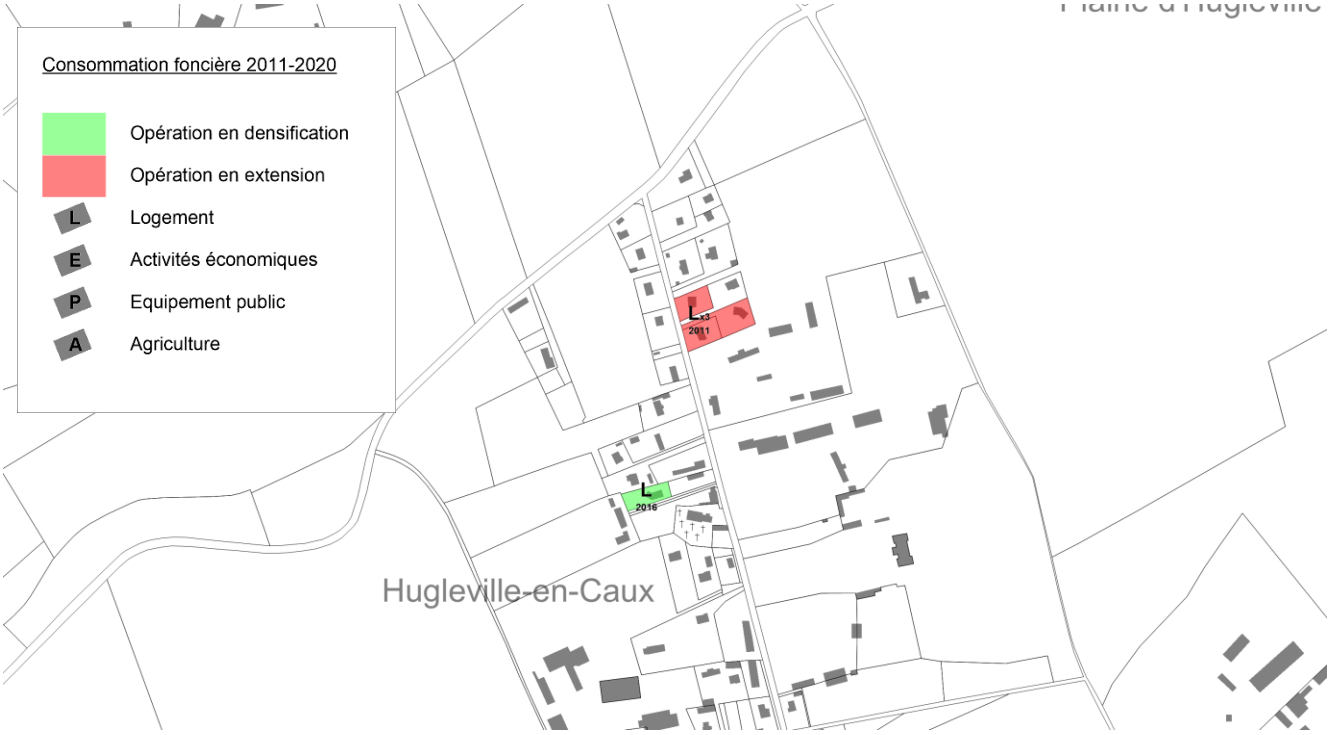
- **Les opérations en extension de l'urbanisation (au détriment des espace naturels, agricoles et forestiers) ont consommé un total de 2,8 hectares (c'est cette valeur qui sera retenue comme référence pour l'analyse du ZAN)**, pour 3 logements et 2 activités économiques. Ce sont surtout les activités économiques qui ont contribué à la consommation foncière.

Pour information, l'outil « MonDiagnostic Artificialisation » mis au point par le gouvernement mesure une consommation de 8,9 hectares entre 2011 et 2020 (https://mondiagartif.beta.gouv.fr/project/135924), ce qui nettement supérieur aux mesures réalisées par la commune.

Il est possible que les travaux d'excavation de la carrière aient été pris en comptes dans « MonDiagnostic Artificialisation ». Nous ne l'avons pas intégré dans le calcul communal, étant donné que ces terrains devront retrouver un caractère naturel après exploitation.

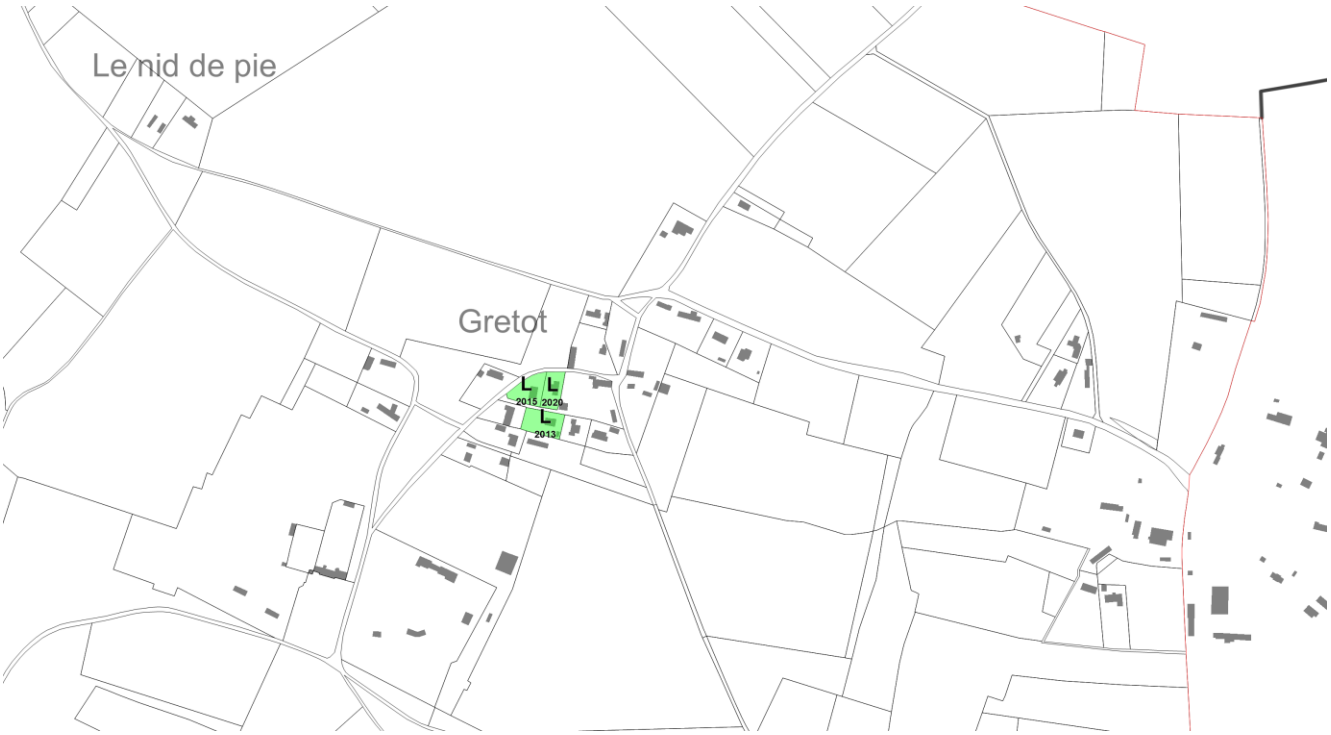
Afin de **différencier** les constructions réalisées en **densification**[6] de celles édifiées en **extension de l'urbanisation**, nous avons reporté les opérations réalisées sur la période 2011-2020 sur les extraits de carte ci-dessous :

- En vert, celles relevant de logiques de renouvellement urbain (dents-creuses, réhabilitation)
- En rouge, celles en extension de l'urbanisation (au détriment des espace naturels, agricoles et forestiers).

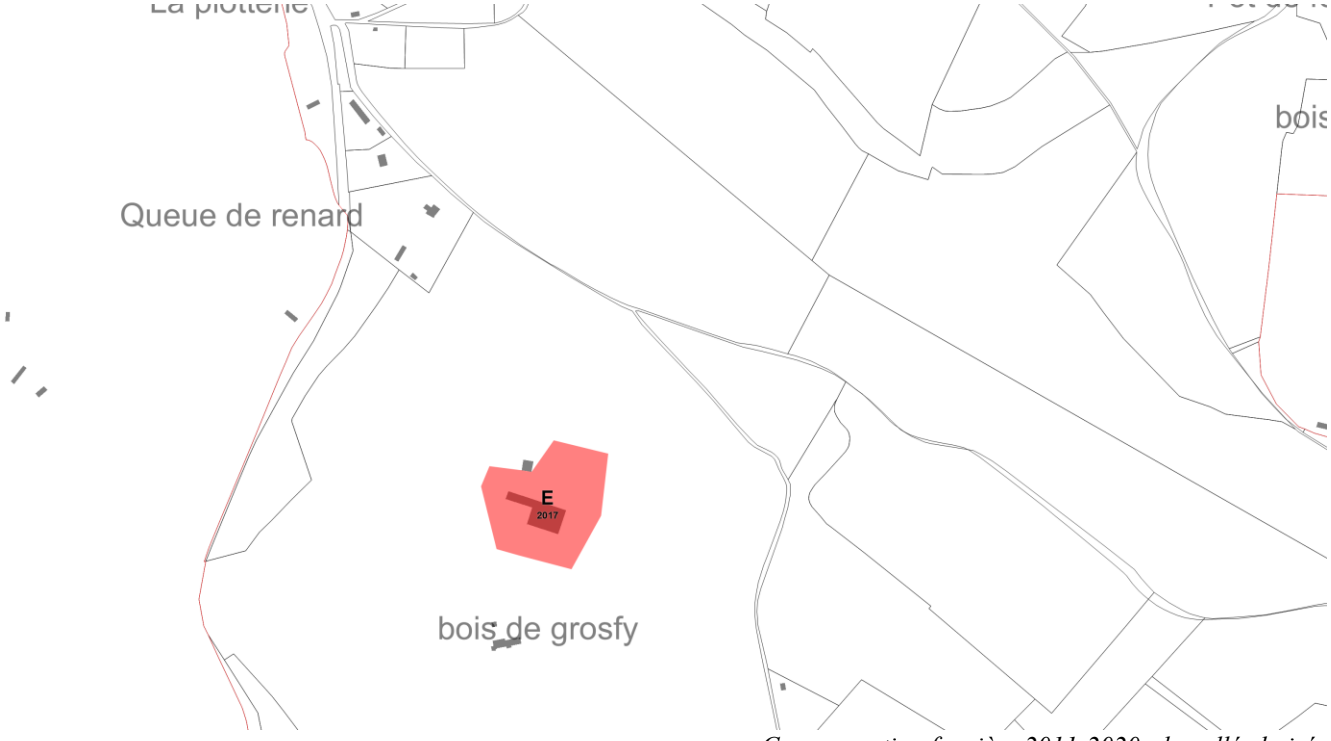



*Consommation foncière 2011-2020 : le bourg d'Hugleville*

[6] Dents-creuses, grands terrains divisibles, friches




*Consommation foncière 2011-2020 : Gretot*




*Consommation foncière 2011-2020 : la vallée boisée*




*Consommation foncière 2011-2020 : le village de Grosfy*

## I.3. Consommation de l'espace entre 2015 et 2024 (décennie précédant l'entrée en vigueur du PLU)

La loi Climat et Résilience du 4 mai 2021, qui a introduit le principe du Zéro Artificialisation Nette, et la loi « ZAN » du 20 juillet 2023, qui en a précisé les dates d'application (avant le 22 novembre 2024 pour le SRADDET, le 27 février 2027 pour les SCOT et le 22 février 2028 pour les PLUi, PLU et cartes communales), n'ont pas annulé les objectifs de modération de la consommation foncière qui prévalaient auparavant.

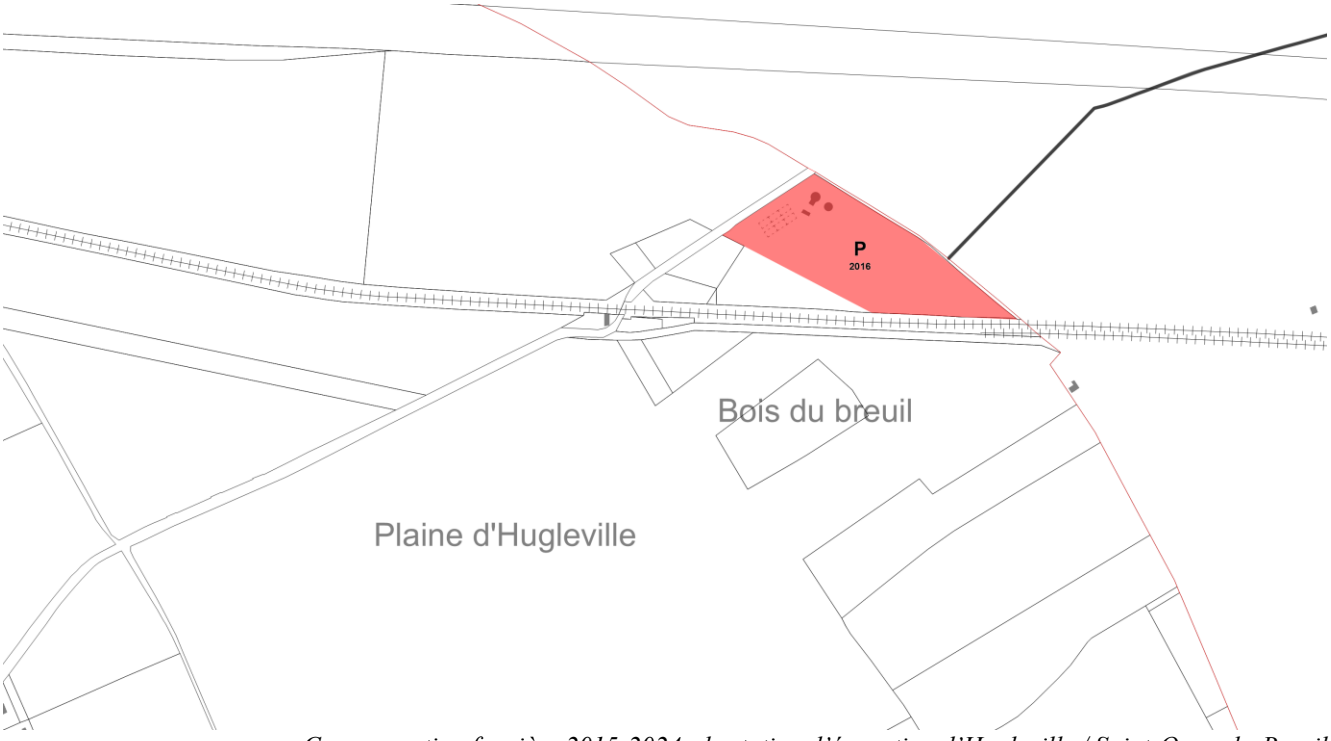
En conséquence, le PLU d'Hugleville-en-Caux est tenu de fixer un **objectif de modération de la consommation d'espaces par rapport à la décennie précédant l'entrée en vigueur du PLU**.

A cet effet, le paragraphe suivant mesure la consommation d'espace naturel, agricole ou forestier pour la période 2015-2024. L'ensemble des projets a porté sur une surface cumulée de 4,3 hectares, répartie comme suit :

- Les opérations en renouvellement urbain (constructions en dents-creuses, dans un grand terrain divisible, sur une friche, en réhabilitation d'un bâtiment existant) ont consommé un total de 0,4 hectares, pour 4 logements ;
- **Les opérations en extension de l'urbanisation ont consommé un total de 3,9 hectares (c'est cette valeur qui sera retenue comme référence pour fixer les objectifs de modération de la consommation d'espaces par rapport à la décennie précédente)**, pour 1 équipement public et 3 locaux d'activités.



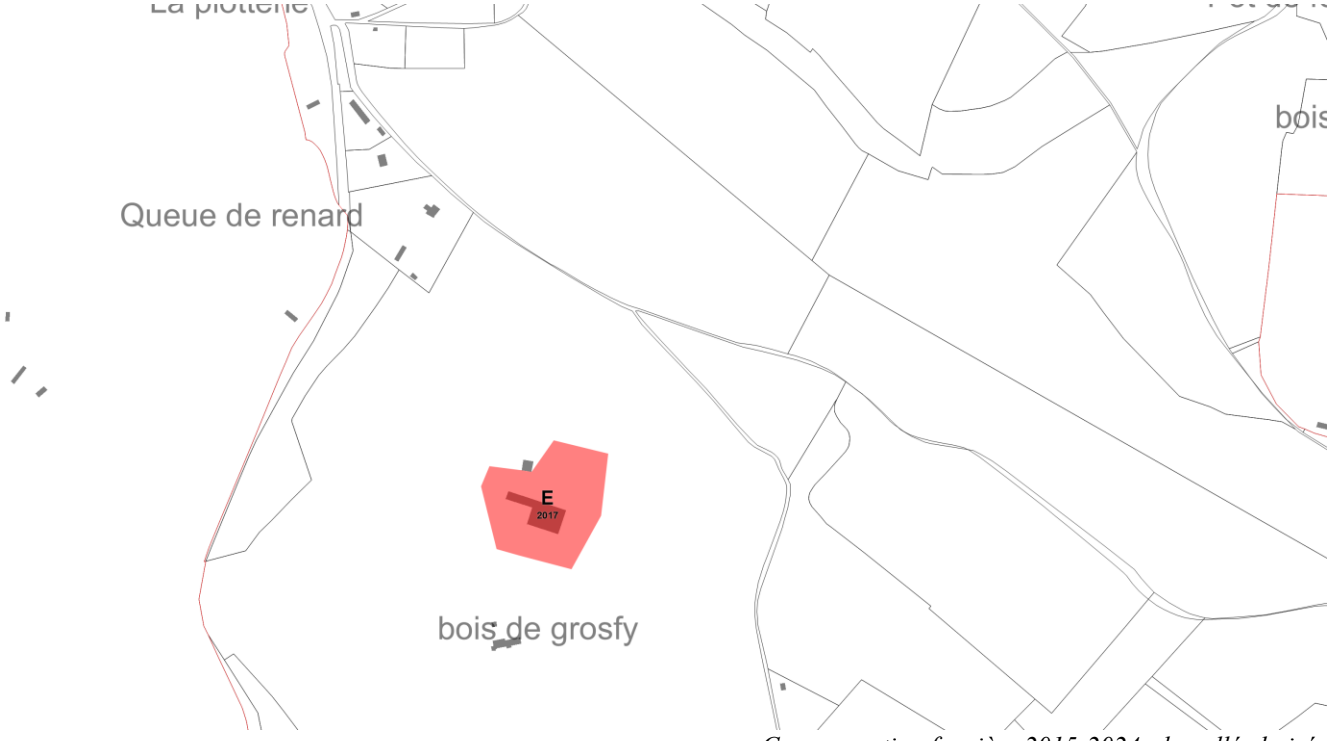

*Consommation foncière 2015-2024 : le bourg d'Hugleville*




*Consommation foncière 2015-2024 : le station d'épuration d'Hugleville / Saint-Ouen-du-Breuil*




*Consommation foncière 2015-2024 : Gretot*




*Consommation foncière 2015-2024 : la vallée boisée*




*Consommation foncière 2015-2024 : le village de Grosfy*

# II. Analyse de la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis

## II.1. Méthodologie

Le code de l'urbanisme impose que le PLU analyse les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis. Il est donc nécessaire d'identifier **à l'intérieur de la trame urbaine** les parcelles non bâties (appelées **dents-creuses**), les **grandes parcelles pouvant être divisées** pour accueillir de nouveaux logements (appelées grands terrains divisibles ou parcelles mutables), les **constructions pouvant être réhabilitées** ou les **terrains en friche**.

Il n'y a pas de minimum parcellaire pour construire. Entre 2015 et 2024, les logements construits étaient associés à un terrain de 950 m² en moyenne.

L'analyse des capacités de densification et de mutation des espaces bâtis ne s'est pas bornée aux grands terrains, mais a cherché à être le plus exhaustive possible, quitte à écarter, au terme de cette analyse, les terrains inadaptés.

Les terrains inadaptés à la construction doivent été écartés. Plusieurs raisons peuvent justifier ce choix :

- Configuration inadaptée de la parcelle (par exemple, une parcelle en lanière très étroite) ;
- Occupation actuelle de la parcelle (si par exemple la voie d'accès à la propriété gêne l'implantation d'une nouvelle construction, ou si l'implantation de la construction existante en milieu de parcelle n'est pas compatible avec l'ajout d'une nouvelle construction) ;
- Terrain enclavé ;
- Présence d'une construction remarquable (maison de maître, grande villa, chaumière, etc.), que son propriétaire ne cherchera certainement pas à dégrader lui accolant une construction toute proche ;
- Proximité avec les activités agricoles (par exemple, proximité avec un bâtiment d'élevage soumis à recul réciproque) ;
- Risque naturel (inondation ou cavité souterraine).



Par exemple, la parcelle A470, située dans le bourg, est grande (2 366 m²). Mais la construction sur la partie non occupée par la maison existante n'est pas réaliste, car elle obligerait à mutualiser l'allée d'accès, en gênant l'entrée / rampe d'accès au garage.

## II.2. Bilan des capacités de densification et de mutation des espaces bâtis

Le bilan comptabilise :

- Les **dents-creuses**

  Ce sont des parcelles vierges, enclavées à l'intérieur des zones urbanisées. Elles sont directement disponibles pour accueillir de nouvelles constructions.

- Les **grands terrains divisibles**

  Parfois appelées parcelles mutables, il s'agit de grands terrains déjà urbanisés, mais pouvant être redécoupés afin d'accueillir de nouvelles constructions.

- Les **constructions à réhabiliter**

  Ces constructions existantes sont soit d'anciens logements insalubres qui pourraient être remis sur le marché après travaux de réhabilitation, soit d'anciens bâtiments (bâtiment de ferme, activité économique, etc.) qui pourraient être transformés en logements.

- Les **terrains en friche**

  Un terrain en friche est un espace autrefois occupé et dont l'utilisation a conduit à une artificialisation, mais désormais laissé à l'abandon.

Par exemple :

1. Grand terrain divisible : la grande parcelle A382 du bourg a une superficie de 2 689 m². La partir nord pourrait potentiellement accueillir une nouvelle construction, sous réserve que le propriétaire soit d'accord pour scinder sa parcelle ;
2. Dent-creuse : le 2ème terrain est encadré entre deux parcelles déjà bâties du bourg. Ils représentent une surface de 1 453 m², pouvant sans difficulté accueillir au moins un logement.




*Exemple de grand terrain divisible (en vert) et de dent-creuse (en jaune)*

Il est évident que l'ensemble des opérations identifiées ne seront pas réalisées d'ici 2040, compte tenu des mécanismes de rétention foncière :

- De manière générale, les propriétaires ruraux sont assez réticents à céder une partie de leur terrain pour « accueillir » un voisin contre leur propre maison ;
- Une grande partie de ces terrains a une valeur d'usage pour leurs propriétaires (jardin, potager, etc.) ;
- La présence de risques naturels (inondation, cavités) peut freiner, voire bloquer des projets de construction ;
- Tous ces terrains étaient déjà constructibles, mais n'ont pas été urbanisés.

L'étude des permis de construire entre 2015 et 2024 montre qu'il n'y a eu que 4 logements construits sur des terrains en dents-creuses ou déjà urbanisés. En mesurant le nombre de dents-creuses et grands terrains divisibles présents à cette époque (addition des dents-creuses et grands terrains divisibles présents aujourd'hui à ceux qui ont été urbanisés au cours des 10 dernières années), on mesure une rétention foncière de plus de 70% ! Il s'agit d'une valeur élevée, et on peut espérer que la rétention sera moindre sous l'effet des différentes politiques nationales en matière d'urbanisme (modération du foncier constructible, mobilisation du foncier disponible, etc.). On retiendra les valeurs de **rétention foncière** suivantes :

- **-30% pour les dents-creuses** ;
- **-50% pour les grands terrains divisibles** (opérations moins probables car ces terrains ont à priori une plus grande valeur d'usage) **et les friches** (opérations moins probables car il est généralement nécessaire de passer au préalable par de coûteux travaux de démantèlement voire de dépollution) ;
- **-75% pour les réhabilitations d'anciens bâtiments agricoles** (le logement ne constitue que l'une des destinations possibles à leur réhabilitation : gîte de tourisme, artisanat, local de vente directe, etc. L'incertitude sur leur transformation en logement indépendant est forte, et on retiendra pour le calcul une probabilité limitée de transformation en logement).

Le tableau ci-dessous donne le bilan des capacités de densification et de mutation des espaces bâtis, y compris par réhabilitation d'anciens bâtiments en zone agricole :

| LOGEMENTS | Surface (m²) | Capacité maximale en logements | Rétention foncière | Potentiel (logements) |
|---|---|---|---|---|
| **Dents-creuses** | | | 30% | |
| Hugleville | 1 453 | 1 | | 0,7 |
| Grosfy | 1 185 | 1 | | 0,7 |
| Gretot | 1 560 | 1 | | 0,7 |
| **Grands terrains divisibles** | | | 50% | |
| Hugleville | 4 461 | 4 | | 2 |
| Grosfy | 9 956 | 9 | | 4,5 |
| Gretot | 4 123 | 4 | | 2 |
| **Réhabilitations / friches** | | | 75% | |
| Hugleville | 3 476 | 3 | | 0,75 |
| Grosfy | 3 461 | 4 | | 1 |
| Gretot | 0 | 0 | | 0 |
| Bâtiments agricoles pouvant changer de destination | | 28 | 75% | 7 |
| **Total** | **3,07 ha** | | | **19,35 log.** |

**Possibilités de densification dans le bourg d'Hugleville :**

- 1 dent-creuse ;
- 4 constructions possibles au sein des grands terrains divisibles ;
- 4 constructions possibles par recyclage de la friche de l'ancienne pépinière au sud du Fief Moisson.



Possibilités de densification dans le hameau de Gretot :

- 1 dent-creuse ;
- 4 constructions possibles au sein des grands terrains divisibles.



**Possibilités de densification dans le village de Grosfy :**

- 1 dent-creuse ;
- 9 constructions possibles au sein des grands terrains divisibles ;
- 1 construction possible à la place d'un ancien garage et 3 autres possibles dans l'hypothèse d'un recyclage foncier de la casse auto « Beltcheff Père et Fils ».



28 bâtiments pouvant changer de destination, situés en zone agricole ou naturelle

